NOVEMBRE 1974
N° 248
Rédacteur en chef :
Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA — Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,25 $ c. — Roy.-Uni : 33 p.
Espagne : 35 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 650 lires — Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 3.

Publication mensuelle
(vingt et unième année)
éditée par
Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXe — Directeur : Jacques Fauvet

Dans ce numéro

Changement ou révolution

Par CLAUDE JULIEN

« CRISE conjoncturelle », disait le président de la régie Renault à la veille du Salon de l'automobile. Crise conjoncturelle « de longue durée », précisent, plus lucides, les Américains. « Crise durable », confirme M. Valéry Giscard d'Estaing. Mais nul n'ose prononcer le seul mot qui caractériserait avec exactitude l'ébranlement en cours : crise « structurelle ». C'est pourtant bien de cela qu'il s'agit. Un simple « ajustement », dont le président de la République dit qu'il est « nécessaire », pourrait atténuer le choc mais ne résoudrait rien.

Le chef de l'Etat l'a bien pressenti: « Ce n'est pas un changement de conjoncture, dit-il, c'est un changement profond. » Mais aussitôt il insiste, une fois de plus, comme en juin en présentant ses mesures anti-inflationnistes, sur le renchérissement des produits pétroliers. Celui-ci n'entre cependant que pour 2 % environ dans l'augmentation du coût de la vie, qu'il chiffre lui-même à 15,5 %. L'inflation est, en effet, bien antérieure à la « crise pétrolière », et elle a d'autres causes, internes et externes.

COMBATTRE les causes internes est politiquement difficile, voire impossible, en raison de l'assise sociale du pouvoir. Les écarts de revenus qui font coexister le luxe et le gaspillage des uns, la pénurie des autres, limitent en fait le marché intérieur et fourvoient l'appareil de production. Une fiscalité qui répartit inéquitablement les charges ne permet guère, à moins de pénaliser les supporters de la majorité, d'effectuer d'importants prélèvements déflationnistes sans provoquer la récession. Gouvernement et patronat ont donc choisi d'« organiser » le chômage : en assurant un an de traitement aux travailleurs licenciés, on évite de réduire la demande. Mais cet accord est loin de concerner tous les salariés menacés ou déjà atteints.

La lutte contre les causes externes suppose bien cette « concertation » délibérément refusée par les nations d'abord soucieuses de préserver leurs privilèges. Le président de la République a parlé de « la poursuite de la baisse du niveau de vie » pour un milliard d'êtres humains : à la concertation efficace pour enrayer le sous-développement, on a depuis vingt-cinq ans préféré l'exploitation du sous-prolétariat sur trois continents, dont la dette extérieure n'a cessé de croître au profit des pays industrialisés. Pas de véritable concertation au sein du F.M.I., où ont prévalu les intérêts du dollar et des monnaies qui s'y étaient imprudemment accrochées, et pas davantage pour supprimer la convertibilité du dollar. Pas de concertation sur le merveilleux système permettant à des sociétés américaines d'acheter, grâce au fruit du travail d'étrangers, des entreprises dans le monde entier. Pas de concertation, mais la pression du plus fort, pour l'exploitation des richesses des océans ou pour une politique démographique. Pas de concertation pour une guerre qui a coûté de 20 à 40 milliards de dollars par an pendant huit ans (soit une somme très supérieure au déficit pétrolier) mais que l'Amérique, préférant allégrement exporter son inflation, a refusé de financer par l'impôt.

LA crise n'est pas « technique », mais « politique ». Pour la résoudre, il faudrait l'attaquer à sa source, y compris les pratiques impérialistes qui ont artificiellement gonflé une éphémère prospérité et encouragé diverses formes de gaspillage.

Renoncer au gaspillage, ce n'est pas fermer le commutateur lorsqu'on quitte la pièce. C'est éliminer la consommation somptuaire ou simplement inutile, axer la production sur les biens indispensables aux plus humbles, sur les biens d'équipement que nous importons d'Allemagne ou du Japon, alors que nous devrions en exporter beaucoup plus vers les pays du tiers-monde. Mais, pour cela, il faut augmenter leur pouvoir d'achat en leur payant plus cher leurs matières premières, ce qu'ils ont maintenant bien compris.

Ouvrir à la production de nouveaux débouchés dans les classes et dans les nations prolétaires, c'est abolir l'« échange inégal » à l'intérieur et à l'extérieur. C'est renoncer aux privilèges, c'est-à-dire, en fait, abandonner les vieilles définitions du profit et de l'expansion. Ce qui suppose de s'écarter sans éclat des nations industrielles cramponnées à des conceptions économiques condamnées et de s'appuyer davantage sur les nations que l'on renoncerait à exploiter.

Il serait naïf de reprocher au président de la République d'avoir parlé d'économie en ignorant les accents politiques, humains, culturels, etc. On ne peut que déplorer qu'il ne soit pas allé plus loin pour dégager une nouvelle vision de l'expansion économique, enfin ouverte à ceux qui en ont été exclus. Il est vrai que cela s'appellerait une révolution.

LA CRISE

« Le monde est malheureux (...) parce qu'il ne sait pas où il va et parce qu'il devine que, s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe. » Pour fonder ce diagnostic annonciateur d'apocalypse, M. Valéry Giscard d'Estaing a cité le 24 octobre quatre causes seulement : l'explosion démographique, la « crise » de l'énergie et des matières premières, les pénuries alimentaires, et enfin des difficultés financières qu'il lie essentiellement à l'augmentation des prix pétroliers.

D'assez surprenante manière, le président de la République a pudiquement passé sous silence les causes qui appartiennent intrinsèquement au fonctionnement du capitalisme tel qu'il existe dans les pays industrialisés et dans leurs ramifications. C'est pour tenter de combler cette grave lacune que nous avons réuni ici diverses analyses à la fois pratiques et théoriques.

En suggérant à grands traits ce qui devrait et pourrait être fait, le professeur Christian Goux, dans l'article ci-dessous, fait mieux ressortir les aberrations d'un système fourvoyé.

Pour une nouvelle orientation de l'activité économique

Par CHRISTIAN GOUX *

LA crise économique que traversent la France et le monde occidental est grave. Pour en sortir, nous devons surtout compter sur nos propres forces et mener les luttes décisives à l'intérieur. Mais notre analyse et notre combat doivent intégrer de façon essentielle les aspects internationaux. Car il ne faut pas s'y tromper : il ne s'agit ni plus ni moins que de notre existence en tant que citoyens.

L'exemple du Chili, pourtant si loin de la France, est de ce point de vue très éclairant. La politique économique nationale et les réformes se sont heurtées au mur de fer des intérêts des trusts internationaux. Et la solution, provisoire certes, mais terrible, fut l'écrasement du peuple chilien. Aussi est-il essentiel de méditer les leçons de l'histoire et d'engager la lutte sans se tromper d'adversaire. Et il faut reconnaître que, paradoxalement, la prise de conscience de la nécessité d'une approche globale est beaucoup plus nette dans les régions françaises qu'à Paris. Les paysans bretons ou les ouvriers de Sud-Aviation à Toulouse savent et comprennent mieux que d'autres que ce qui compte est de moins en moins hexagonal. Et ce sont bien souvent les Parisiens qui raisonnent en provinciaux et en nationalistes étroits.

Mais avant d'esquisser à partir d'exemples concrets ce que pourrait être une politique économique prenant en compte les impératifs nationaux et internationaux, il est nécessaire de réfléchir sur ce que devraient être ses objectifs. Or, jusqu'à maintenant, les considérations sur la croissance du produit national brut (P.N.B.) tenaient lieu d'alpha et d'oméga. Il était essentiel, disaient en chœur le gouvernement et le patronat, d'assurer la croissance maximum compatible avec l'évolution souhaitée des structures. De cette façon, le véritable objectif était atteint : celui de la croissance des profits, permettant l'accumulation du capital, la reproduction du système économique et social, condition de la pérennité du pouvoir. Enfin, le gâteau s'agrandissant, son partage pourtant toujours aussi inique s'effectuait sans trop de douleur.

Tout ceci est maintenant remis en question. D'une part, la croissance du système capitaliste s'essouffle pour des raisons internes et externes : la lutte contre la baisse du taux de profit est de plus en plus âpre et difficile à mener, comme le mentionnent de nombreuses analyses de l'évolution récente de l'économie américaine. D'autre part, l'éveil d'une partie du tiers-monde et la prise en main, dans certains secteurs clés, de son propre destin sonnent le glas d'un pillage systématique des matières premières. Analyser les événements pétroliers actuels comme un triomphe des Etats-Unis me paraît être une erreur lourde de conséquences à terme

L'abondance à quel prix ?

ENFIN, le considérable progrès des forces de gauche, notamment en Europe, remet en question le mythe fallacieux de la croissance des profits. Ce qui est exigé, c'est une autre croissance, une véritable amélioration des conditions de vie non seulement des plus défavorisés mais de l'ensemble de la population qui subit les difficiles contraintes d'une existence sans avenir... L'accroissement du revenu monétaire n'est pas l'accroissement de la richesse matérielle, et encore moins, bien sûr, de la richesse spirituelle et culturelle.

L'objectif stratégique d'une politique économique doit être, au premier chef, le développement du bonheur matériel et spirituel des citoyens. Le socialisme ne peut en aucun cas s'identifier avec la gestion de la pénurie, il doit être générateur de bien-être et d'abondance. Mais pas à n'importe quel prix. La richesse et le développement d'une nation ne peuvent reposer sur l'exploitation des autres peuples ou sur la production d'objets destinés à l'asservissement de l'humanité. Entre la culture intensive du pavot et la fabrication à outrance d'armes pour le monde entier, on ne voit pas bien où est la différence. Pourtant cet objectif stratégique, essentiel pour guider le long terme et pour choisir dans la politique conjoncturelle les mesures qui vont dans le sens de sa réalisation, doit tenir compte en période de crise d'un objectif encore plus important et immédiat : l'objectif vital.

Il faut, dans les temps difficiles que nous traversons, préserver notre existence. Il ne s'agit pas ici d'entamer un couplet nationaliste aux résonances toujours dangereuses mais de prendre conscience de ce qui nous menace et pourrait entraîner notre asservissement si nous n'y prenions garde. Les décisions qui engagent l'avenir de notre pays sont de plus en plus prises, en effet, par ceux qui nous gouvernent dans des instances sur lesquelles aucun contrôle démocratique ne s'exerce et même aucune information sérieuse ne circule. La réunion des ministres des finances et des affaires étrangères des cinq principaux pays occidentaux à Washington le 28 septembre dernier en est un exemple significatif. Or très souvent les mesures qui y sont prises sont celles de l'abandon et du renoncement des plus faibles, du triomphe sans vergogne du plus fort. Et ce qui sera décidé ensuite dans tous les domaines de la vie quotidienne de chacun d'entre nous s'inscrira dans des limites tracées ailleurs avec, hélas ! la complicité de ceux qui nous représentent. Or cette pratique conduit inévitablement à l'asphyxie et à l'affaiblissement des pays dominés. Autour de nous, deux pays sont déjà touchés : l'Italie et la Grande-Bretagne. Craignons d'être les suivants, car il serait illusoire de croire que, si la crise devenait grave, nous pourrions tirer notre épingle du jeu.

(Lire la suite page 18.)

* Professeur à l'université de Paris-I. Voir ses articles du *Monde diplomatique*, notamment *le Declin relatif de la puissance américaine* (mars 1973) et *l'Exploitation « rationnelle » du tiers-monde* (février 1974).

Lire pages 11 à 21 :
notre dossier
Craquements économiques et risques de guerre
et page 22 :
CINÉMA POLITIQUE
1929 : la grande crise

POUR UNE PAIX VÉRITABLE AU CAMBODGE

Obtenir la cessation de toute intervention américaine

L'Assemblée générale des Nations unies se prononcera dans quelques jours sur la représentation du Cambodge. Elle devra choisir entre, d'une part, la délégation du gouvernement de Phnom-Penh, issu d'un coup d'Etat, exerçant une relative autorité sur quelques zones très restreintes, soutenu à bout de bras par les Etats-Unis, et d'autre part, la délégation du GRUNK (Gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea), qui peut revendiquer pour elle à la fois la légitimité et le contrôle de la majeure partie du territoire national. L'éthique et le réalisme se rejoignent pour plaider en faveur du GRUNK dont le vice-premier ministre, ministre de la défense, publie ici, pour la première fois dans la presse occidentale, une analyse qui éclaire le débat de l'ONU.

Par KHIEU SAMPHAN

LE coup d'Etat au Cambodge (1), fomenté par la C.I.A. et servi par une poignée de traîtres locaux connus de longue date par le peuple, fut le prélude à l'agression ouverte et directe des forces américaines le 30 avril 1970. Il devait, dans l'optique de l'administration Nixon, permettre de transformer sans coup férir le Kampuchea indépendant, pacifique et non aligné, en une de ses néo-colonies.

Mais voilà déjà plus de quatre ans et demi que la guerre continue à faire rage au Kampuchea. L'administration américaine persévère dans la propagation organisée d'informations mensongères et tendancieuses afin de semer la confusion dans l'opinion américaine et internationale et de camoufler sa lourde responsabilité. Mais la réalité têtue est que le problème du Kampuchea continue de se poser avec acuité, que la population continue de mourir et de souffrir à cause de la permanence obstinée des interventions des impérialistes américains qui essayent désespérément de sauver les instruments de leur néo-colonialisme, les traîtres de Phnom-Penh.

Au cours de ces quatre années et demie de guerre, les impérialistes américains, directement ou indirectement, et les traîtres de Phnom-Penh ont détruit d'innombrables édifices (usines, hôpitaux, écoles, universités, pagodes, temples...) acquis au prix de plusieurs générations de labeur ; ils ont massacré des centaines de milliers d'habitants innocents et plongé plusieurs centaines de milliers d'autres dans des souffrances et malheurs incommensurables ; ils ont rayé des villes et villages entiers de la carte ; ils ont ravagé des centaines de milliers d'hectares de cultures vivrières et industrielles.

Contre ces crimes inimaginables au vingtième siècle, le peuple du Kampuchea, traditionnellement doux et pacifique, s'est levé avec indignation et fureur. Par son étroite union et sa ferme détermination, il est devenu une force inébranlable contre laquelle se sont brisés tous les assauts les plus violents de l'ennemi :

— Echec de l'« *américanisation de la guerre* » entreprise dès le 30 avril 1970, six semaines après le coup d'Etat, par cent mille G.I. et deux cent mille soldats saigonnais pour sauver les traîtres de Phnom-Penh, déjà chancelants sous les secousses populaires. La résistance opiniâtre du peuple du Kampuchea, soutenue par la lutte solidaire du peuple américain et de l'opinion mondiale, obligea les troupes américaines à se retirer du Kampuchea le 30 juin 1970 ;

— Fiasco total de la « *vietnamisation de la guerre au Kampuchea* » menée par les troupes saigonnaises avec leurs conseillers américains. Les combats acharnés du peuple du Kampuchea et de ses F.A.P.L.N.K. (Forces armées populaires de libération nationale du Kampuchea) dans tout le pays, sur tous les plans, notamment militaire et politique, mirent en débandade, en janvier 1972 à Krek, l'opération ennemie « Victoire totale 2 » ;

— Défaite stratégique de la « *khmérisation de la guerre* » menée par les troupes des traîtres de Phnom-Penh.

(Lire la suite page 8.)

(1) Consonance française de Kampuchea, véritable nom du pays. Cette dernière appellation sera utilisée dans la suite de ce texte à la place de Cambodge.

AUX ÉTATS-UNIS

Voter après le Watergate

La maturation des esprits et l'accumulation des dangers

De notre envoyée spéciale NINA SUTTON

TROIS mois après la chute de M. Richard Nixon, au moment où les Américains élisaient un nouveau Congrès, que restait-il de deux années consacrées à dévoiler la corruption d'un gouvernement ?

A première vue, peu de choses. Washington, qui, l'an dernier, n'était que rumeurs, coups de théâtre et professions de foi indignées, semble avoir retrouvé le calme relatif du « *business as usual* », de règle dans la capitale du plus puissant pays du monde. La vie politique y a perdu ses airs de pièce à suspense. Jusqu'au *Washington Post*, qui ne sait que faire pour prouver à ses lecteurs qu'il est du côté de l'ordre, que sa campagne contre « Richard-le-Tricheur » s'inspirait des plus purs principes et qu'il est et n'a jamais cessé d'être un des piliers de l'*Establishment*. Le procès des principaux personnages du précédent gouvernement retient peu l'attention. Même les passions ravivées par la grâce, inconditionnelle et prématurée, que le nouveau président a cru bon d'accorder à son prédécesseur paraissent s'être calmées avec la comparution volontaire de M. Gerald Ford devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants : le nouveau chef de l'exécutif a, semble-t-il, réussi à établir sinon la validité de son geste, du moins sa bonne foi...

Comme lui, beaucoup d'Américains ne désirent plus qu'une chose : pouvoir « *refermer au plus vite le livre du Watergate* ». Pour certains hommes politiques, l'affaire n'est plus qu'un gadget électoral, fort utile au moins jusqu'à la consultation du 5 novembre. Mais ensuite ? Quelques-uns, cependant, qui ont consacré tant d'efforts à tenter de faire mûrir le scandale du Watergate ne se résignent pas à en laisser échapper les fruits.

Comme le dit l'un d'eux, M. John Gardner, ancien ministre de la santé de Lyndon Johnson et directeur de *Common Cause* (1) : « *La crise nous a offert une chance. La crise était importante, la chance l'est aussi. Le Watergate va sans doute susciter la plus importante vague de réformes politiques de l'histoire du pays* » Les critiques virulentes adressées à M. Nelson Rockefeller à propos de ses « générosités » semblent bien indiquer que, pour les Américains, l'élimination de M. Nixon n'a pas mis fin à la croisade qui tente de « moraliser » la vie politique.

Aux Etats-Unis, le consensus idéologique a toujours été très fort. Chaque fois qu'un scandale est venu secouer l'apathie traditionnelle de l'électorat, loin de mettre en question les institutions, les hommes qui avaient tout fait pour dévoiler les excès des gens au pouvoir et les carences du système ont été les premiers à assurer la survie de ce même système en luttant pour obtenir les transformations susceptibles de le renforcer.

Le même phénomène se produit aujourd'hui. C'est parmi les plus violentes critiques du précédent gouvernement que se manifeste la plus grande foi dans la force des institutions et la volonté la plus ferme de les défendre en les améliorant. A côté de M. John Gardner, l'exemple le plus typique d'un tel état d'esprit est donné par le sénateur républicain Lowell Weicker, qui fut un des membres les plus énergiques et les plus efficaces de la commission sénatoriale d'enquête sur le Watergate et qui, aujourd'hui, est le parlementaire qui se démène le plus pour obtenir des réformes.

A ceux qui en contestent la nécessité même et affirment que le cauchemar du Watergate tenait avant tout à la nature des hommes au pouvoir (*« Voyez, depuis que Ford est là, tout va déjà mieux... »*), il répond : « *Le Watergate n'était pas un « cauchemar » national : c'était une réalité. En montrant que nous n'avions pas peur d'affronter la vérité, aussi pénible qu'elle ait pu être, nous avons prouvé la force de notre nation. Aujourd'hui, pourtant, un danger très réel nous menace : celui de l'inaction. Maintenant que nous savons ce qu'ont pu faire Nixon et ses hommes, si nous ne prenons pas immédiatement les mesures nécessaires pour éviter qu'ils ne se reproduisent, ces actes vont faire jurisprudence et devenir* de facto *les nouveaux critères de gouvernement.* »

Gardner, Weicker et la poignée de réformateurs convaincus ont tellement foi en la justesse du système que, ne craignant pas d'aller jusqu'au bout, ils arrivent à obtenir des résultats parfois impressionnants. Mais leur confiance est-elle tout à fait fondée, leur action vraiment significative ? Les résultats connus des initiatives suscitées par la lame de fond du Watergate permettent de préciser les limites qu'imposent les capacités de résistance et de récupération du système, lequel sort conforté de l'épreuve.

Pour assainir le financement des campagnes électorales

Le résultat le plus tangible obtenu jusqu'à présent en matière de réformes est le vote de la loi sur le financement des élections fédérales. Adoptée par les deux Chambres du Congrès, elle a été promulguée le 15 octobre, malgré bien des réserves, par le président Ford. Celui-ci, en effet, républicain et conservateur, a longtemps soutenu que le financement public serait contraire à la liberté du contribuable qui devrait financer la campagne de candidats qu'il n'aurait pas choisis. Pourtant, 65 % des Américains interrogés par un institut de sondage d'opinion se sont déclarés favorables au financement public des campagnes électorales.

Par-delà les abus de pouvoir politiques et policiers révélés au cours de l'affaire du Watergate, le public américain a été tout particulièrement sensible à ce qu'il a appris l'an dernier sur les rapports entre l'argent et le pouvoir.

Les actions civiles intentées à la suite du cambriolage du quartier général du parti démocrate ont permis d'étaler au grand jour une série de transactions frauduleuses. Elles révélaient non seulement que la réélection de M. Richard Nixon en 1972 avait coûté plus de 60 millions de dollars, mais encore que les collecteurs de fonds de l'ancien président (dont son avocat et son ministre du commerce) avaient organisé un véritable « racket de protection », rançonnant les grosses sociétés, pratiquant le chantage et monnayant toutes les faveurs que leur position pouvait offrir. Comme le dit Ralph Nader (2), narquois : « *Un des résultats les plus positifs du Watergate, c'est qu'aujourd'hui nous n'avons plus à apporter la preuve que le gouvernement est à vendre !* »

Dans ces conditions, il était difficile au nouveau président de s'opposer à une tentative d'assainissement des élections. Sans être vraiment révolutionnaire, la nouvelle loi marque un tournant dans l'histoire électorale des Etats-Unis :

1) *Elle fixe un plafond aux sommes qu'un candidat pourra dépenser pour faire campagne :* 20 millions de dollars pour la course à la Maison Blanche, 70 000 dollars pour un siège à la Chambre, et pour le Sénat une somme équivalant à *12 cents* par habitant de l'Etat ; une allocation supplémentaire est prévue pour les élections « primaires » : 10 millions de dollars pour la présidence, 70 000 dollars pour la députation et seulement 8 *cents* par habitant pour un siège de sénateur.

2) *Elle limite le montant des donations qui pourront être faites pour soutenir les campagnes électorales*. Nul ne pourra consacrer plus de 1 000 dollars (5 000 dollars pour les associations et autres groupes d'intérêts) pour un seul candidat par élection (les « primaires » étant considérées comme consultation à part entière), en tout cas, pas plus de 25 000 dollars dans une même année électorale — ce qui laisse une marge importante à ceux qui ont coutume de soutenir plusieurs candidats.

3) *Enfin et surtout, la loi instaure le financement public des campagnes présidentielles*. C'est bien là son aspect le plus novateur. Dès sa désignation, le candidat de chacun des deux grands partis recevra la somme de 20 millions de dollars prélevée sur un fonds constitué à cet effet au cours des quatre années précédentes, grâce à un système de déduction fiscale volontaire, le « *Dollar Check-Off* » : chaque année, en remplissant sa feuille d'impôts, le contribuable pourra autoriser son percepteur à prélever sur sa contribution fiscale un dollar *qui sera versé au fonds spécial*.

De fait, ce système avait été instauré par la dernière réforme électorale votée en 1971, mais le gouvernement Nixon était tellement hostile au financement public des élections que tout avait été mis en œuvre pour décourager ce type de donations. Faute d'explications autorisées, beaucoup ont cru qu'ils devraient verser au fisc un dollar supplémentaire ; les contribuables démocrates ont hésité à répondre quand, la première année, on leur a demandé de préciser à quel parti l'argent devrait être versé : leur percepteur était vraisemblablement républicain...

Néanmoins, le fonds dispose actuellement d'une trentaine de millions de dollars. D'ici à 1976, il devrait atteindre un minimum de 60 millions de dollars, somme suffisante pour financer les campagnes de trois « grands » candidats à la présidence, ou des deux « grands » et de deux ou trois autres de moindre importance.

Pour les candidats qui n'appartiendraient pas aux deux grands partis, en effet, les sommes versées seront proportionnelles au nombre de voix obtenues par leur formation aux précédentes élections. Au cas où il se présente pour la première fois, un candidat à la présidence devra financer lui-même sa campagne ; ses dépenses lui seront remboursées par le Trésor au prorata du nombre des voix qu'il obtiendra au cours de l'élection générale.

Le financement des élections « primaires » est plus complexe. Offrir des fonds publics à tous les candidats à la présidence sur simple inscription aurait encouragé les candidatures fantaisistes. Le critère de « crédibilité » retenu — cela vaut d'être noté — n'est pas fondé sur des signatures de notables mais sur l'argent : un candidat devra avoir collecté — à partir de donations égales ou inférieures à 250 dollars — un minimum de 5 000 dollars par Etat dans vingt Etats différents (soit 100 000 dollars au moins). Il aura alors droit à l'équivalent en fonds public de tout l'argent qu'il aura pu collecter sous forme de dons. (Le plafond des dépenses pour les élections « primaires » étant de 10 millions de dollars, le Trésor n'aura jamais à fournir plus de la moitié de cette somme.)

Vers des réformes plus radicales du système

Non seulement cette loi renforce le système bipartite alors même qu'il est de plus en plus largement remis en question, mais encore, en limitant les sommes que pourraient dépenser les candidats aux législatives pour se faire connaître, elle favorise les sortants — et donc la majorité démocrate. On a calculé en effet qu'il faut deux fois plus d'argent pour se faire élire face à un parlementaire sortant

Pourtant, c'est par 365 voix contre 24 qu'elle a été adoptée à la Chambre et par 60 voix contre 16 au Sénat. Un tel résultat aurait été impensable il y a seulement deux ans. Mais, tiraillés entre les révélations du Watergate, la désaffection du public et les élections de novembre 1974, de très nombreux élus du partis de M. Richard Nixon ont été contraints de se ranger parmi les réformateurs. La volonté de se dissocier des malversations du précédent gouvernement était telle chez certains députés et sénateurs républicains qu'ils n'avaient d'ailleurs pas attendu le vote de la nouvelle loi pour imposer une limite aux contributions financières qu'ils accepteraient dans la perspective des élections de novembre

En outre, la publication, en juillet dernier, par le groupe *Common Cause*, du détail des sommes amassées depuis 1972 par divers groupes d'intérêt dans le but de soutenir la campagne de candidats « *ouverts à leurs problèmes* », n'a pu que hâter la décision de nombre de congressistes. Ce rapport établissait en effet que les producteurs de lait (qui, en 1972, avaient contribué pour plus de 700 000 dollars à la campagne de Nixon et obtenu du même coup un important relèvement de la subvention au prix du lait industriel), les syndicats, l'association des médecins (farouchement opposée à un projet de sécurité sociale actuellement soumis au Congrès), etc., avaient déjà, à la date du 31 mai 1974, investi 17 millions et demi de dollars dans le financement des élections ce mois-ci...

Pour M. John Gardner, directeur de *Common Cause*, la nouvelle loi n'est qu'une demi-victoire, puisqu'elle ne prévoit pas le financement public des élections législatives : approuvée par le Sénat, cette clause fut rejetée par la Chambre des représentants. « *C'était leur propre peau qui était en question ; alors, ils ont tenu bon* », note notre interlocuteur. Pour les représentants, qui doivent revenir devant les électeurs tous les deux ans, offrir à leurs adversaires — souvent inconnus du public — l'occasion de dépenser les mêmes sommes pour leur propre publicité revenait vraiment à se passer la corde au cou.

Quoi qu'il en soit, les réformateurs ne sont pas trop déçus. En échange de l'abandon de cette clause, les sénateurs (élus pour six ans) ont obtenu de leurs collègues de la Chambre qu'ils acceptent d'accorder à la commission chargée de superviser l'application de la nouvelle loi toutes les prérogatives d'enquête et le droit de poursuites — même pénales — nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche. Ce n'est qu'après une âpre résistance que les représentants ont voté cette clause essentielle.

Nul ne se fait d'illusions sur l'efficacité de la loi. Mais, comme le note M. John Gardner, « *il leur faudra environ cinq ans pour apprendre à la tourner efficacement. Dans cinq ans, nous serons là pour exiger de nouvelles réformes* ».

Le sénateur Weicker estime pour sa part que ce qui fait problème, c'est moins le financement des campagnes électorales que les dépenses exorbitantes qu'elles suscitent. Lui-même est opposé au principe du financement public. « *Toujours à cause du Watergate*, souligne-t-il, *quand vous songez aux abus de pouvoir que nous avons dévoilés l'an dernier, comment supposez-vous que les hommes de Nixon se seraient conduits s'ils avaient eu à distribuer les fonds électoraux ? Car, après tout, le financement public revient tout simplement à remettre au gouvernement le pouvoir de distribuer l'argent.* »

L'élu du Connecticut a d'ailleurs proposé son propre projet de réforme électorale, *dont l'aspect essentiel consisterait à limiter* la durée des campagnes, et donc le montant des sommes dépensées. La campagne s'ouvrirait le 1er septembre, une élection primaire nationale aurait lieu le 1er octobre (ce qui supprimerait les énormes frais des « conventions ») et les élections au mois de novembre, comme le prévoit la Constitution. Un tel bouleversement du calendrier politique a été repoussé... peut-être aux calendes grecques.

Pressions fiscales et activités clandestines des services

En ce qui concerne les autres carences du système révélées à l'occasion du Watergate, les résultats sont moins encourageants. Plusieurs projets de loi, chacun directement lié à tel ou tel aspect du scandale, ont été soumis à l'approbation des deux Chambres. Aucun d'eux n'a encore été définitivement adopté. Il est peu probable qu'ils le soient au cours de la présente session.

Tout d'abord, pour empêcher qu'à l'avenir la Maison Blanche puisse aisément organiser l'étouffement d'une enquête de police judiciaire, une série de mesures visant à garantir l'autonomie du ministère de la justice ont été soumises au Sénat. S'en prenant à la tradition, qui veut qu'à peine élu le président choisisse toujours un de ses plus fidèles partisans politiques pour lui confier une mission qui correspond davantage à la fonction de ministre de l'intérieur qu'à celle de garde des sceaux, le sénateur Weicker réclame que le ministre de la justice soit désormais élu.

Le sénateur Samuel Ervin, qui présidait la commission d'enquête, propose la création d'un poste permanent de « procureur spécial » : doté d'un statut autonome, il serait chargé d'enquêter sur les abus de pouvoir relevés contre un membre du gouvernement. D'autres sénateurs voudraient retirer au ministère la tâche d'assurer la défense du gouvernement devant les tribunaux.

Un autre point a particulièrement irrité certains sénateurs : la façon dont M. Nixon et ses assistants ont cherché à utiliser le service fiscal contre leurs adversaires politiques. En compagnie d'un autre membre de la commission d'enquête sur le Watergate, M. Joseph Montoya, élu du Nouveau-Mexique, le sénateur Weicker a cherché à faire interdire au personnel de l'exécutif le droit de consulter les déclarations d'impôts individuelles. Le sort de ce projet est incertain. Après avoir été adopté par le Sénat sous la forme d'un amendement au budget soumis par la Maison Blanche, il a été laissé à l'écart par une commission mixte. M. Weicker est revenu à la charge avec deux autres projets de loi autonomes prévoyant notamment des sanctions pénales contre quiconque fournirait ou se procurerait sans autorisation des renseignements sur la situation fiscale d'un contribuable. Le sénateur du Connecticut a bon espoir de faire adopter cette mesure.

Mais le Watergate constituait aussi une mise en question des services secrets et des opérations clandestines que l'exécutif peut ordonner sans avoir de comptes à rendre à personne. A cela également le législateur a tenté de réagir.

D'une part, le Sénat a décidé de limiter à dix ans les fonctions du directeur du *Federal Bureau of Investigation* (F.B.I.) — pour éviter une nouvelle « dictature » à la Hoover, dont le règne sur l'agence dura près d'un demi-siècle. D'autre part, le sénateur Charles Percy (républicain de l'Illinois) réclame que le gouvernement *signale au Congrès tous les agents de* renseignement, détectives ou espions qui se cachent au sein du gouvernement fédéral : « *Nous ne savons rien de leurs activités*, constate-t-il, *chaque année, des milliards de dollars sont alloués aux activités clandestines, sans que nous ayons la moindre idée de qui dépense cet argent et pour quoi faire.* » Il affirme que, d'après *une étude faite par la bibliothèque du* Congrès, l'administration fédérale n'abrite pas moins de soixante unités d'agents chargés d'opérations de police ou de renseignement.

Plusieurs parlementaires ont officiellement pris position pour la suppression des activités clandestines de la C.I.A. : l'espionnage, d'accord s'il le faut, mais pas d'ingérence directe dans les affaires d'autrui ! Comme le résume M. Weicker : « *Un journaliste est chargé de raconter ce qu'il voit et non de créer l'événement ; pour la C.I.A., cela devrait être la même chose.* »

En compagnie du sénateur républicain du Tennessee, M. Howard Baker (autre *membre de la commission d'enquête sur* le Watergate), M. Lowell Weicker a proposé une autre réforme qui, elle, risque d'être moins bien accueillie. Insistant sur le rôle joué avant et pendant l'affaire du Watergate par le F.B.I., la C.I.A. et les services secrets et de police en général, les deux sénateurs demandent la création d'une commission parlementaire de supervision de ces agences, qui disposerait de pouvoirs étendus.

Il existe déjà une procedure par laquelle F.B.I., C.I.A. et autres sont tenus de rendre compte au Congrès de leurs activités lors du vote de leur budget. Mais ce contrôle est illusoire : en vertu de la règle de l'ancienneté et d'autres codes de préservation du pouvoir au sein des commissions parlementaires, les membres des commissions chargées de contrôler les activités des services de renseignements ont une tendance marquée à ne pas poser trop de questions et, surtout, à préserver leur rôle d'initiés au secret, en passant parfois leurs caprices aux dirigeants de ces services.

Les récentes révélations sur les activités de la C.I.A. au Chili avant la chute du gouvernement Allende sont exceptionnelles et ne s'expliquent, précisément, que par l'atmosphère qui prévaut à Washington à la suite du Watergate. Que le nouveau directeur de l'agence, M. William Colby, ait donné à une sous-commission du Congrès d'aussi nombreux détails sur des activités aussi récentes, relève d'un calcul plutôt que d'une maladresse : écarter les soupçons qui pèsent sur son organisation en donnant aux autorités en principe char-

(1) *Common Cause*, fondé et dirigé depuis 1971 par M. John Gardner, rassemble actuellement trois cent mille militants à travers les Etats-Unis, où ils diffusent tout ce qu'on peut savoir sur ce qui se trame à Washington. C'est grâce au procès que cet organisme a intenté au Comité pour la réélection du président en 1973 que le directeur du C.R.P., M. Maurice Stans, s'est vu contraint de fournir les noms de tous les gros bailleurs de fonds de la campagne de M. Nixon.

(2) M. Ralph Nader, qui dirige maintenant un groupe d'action civique, s'intéresse, entre autres, aux rapports entre parlementaires et groupes d'intérêts (les « lobbies »). Il a publié un livre sur le sujet et produit régulièrement des fascicules sur chacune des personnalités de la Chambre et du Sénat. Son ouvrage sur la sécurité automobile lui a valu de multiples ennuis... notamment lors de sa parution en France.

gées d'en contrôler les activités l'impression d'une volonté de ne rien cacher — au moment où de nouvelles preuves indiquent que l'agence d'espionnage était beaucoup plus « mouillée » dans l'opération d'étouffement de l'affaire du Watergate qu'elle n'avait bien voulu le laisser croire jusque-là et qu'en particulier les anciens chefs de l'agence savaient sans doute à quoi s'en tenir dès le début de l'affaire... En dehors de toute autre préoccupation, M. Colby a certainement cherché à protéger la C.I.A. pour laquelle il travaille depuis sa création. Parallèlement, le fait que M. Michael Harrington, jeune démocrate libéral, ait mis la presse au courant du témoignage du directeur de la C.I.A. n'est sûrement pas étranger à la vague de méfiance envers le goût et la manie du secret.

Droit de guerre, contrôle du budget et privilège de l'exécutif

Par-delà les mesures spécifiques proposées par les uns ou par les autres, l'ère de l'affaire du Watergate semble avoir abouti à un mouvement beaucoup plus général de lutte contre l'exécutif. Il reste à voir s'il est ou non possible, en 1974, de revenir en arrière et de soudain limiter ce que l'historien Arthur Schlesinger appelle la « présidence impériale ». *Il est certain toutefois que, depuis un an, les institutions de la République cherchent à circonvenir les pouvoirs de l'* « *imperator* ».

Première mesure prise en ce sens : le War Powers Act, *qui restreint explicitement le droit du président à engager son pays dans une guerre à l'étranger. Cette loi a été adoptée il y a juste un an, quelques mois après que la* presse eut révélé que ce n'était pas en mai 1970, comme *il l'avait toujours affirmé, que M. Richard Nixon avait autorisé le bombardement du Cambodge par B-52, mais un an plus tôt, alors que tous les membres de son gouvernement ne cessaient de protester de leur souci de respecter la neutralité de l'Etat khmer.*

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, M. Nixon n'est pas le premier président à avoir abusé de sa position pour passer outre à des clauses pourtant claires de la Constitution — notamment celle qui veut que seuls les représentants du peuple aient le droit d'engager les Etats-Unis dans une guerre. Truman, Kennedy et Johnson l'avaient fait avant lui. L'adoption du *War Powers Act*, qui oblige le président à immédiatement saisir le Congrès de toute décision d'envoyer des troupes à l'étranger et lui ordonne de rapatrier celles-ci sans recours s'il n'a pas obtenu dans les soixante jours l'agrément du Congrès, représente donc un grand pas (même si les affrontements futurs, tels qu'ils sont envisagés désormais par le Pentagone, prennent la forme d'un *blitzkrieg* n'exigeant pas un tel laps de temps). M. Nixon avait d'ailleurs chercher à y faire obstacle, en jouant de son droit de veto, mais la Chambre parvint néanmoins à réunir la majorité des deux tiers, qui lui permit de passer outre.

Plus récemment, en juillet dernier, le Congrès avait obtenu de M. Nixon qu'il promulgue une loi de réforme de la procédure budgétaire conçue essentiellement pour limiter ses propres excès. Outre qu'elle porte création d'un office parlementaire du budget, elle réduit considérablement le pouvoir qu'avait le président de bloquer les fonds votés par le Congrès ou de les utiliser à des fins autres que celles prévues par le législateur (3).

L'objectif de cette réforme est de récupérer au profit des parlementaires les énormes pouvoirs que la Maison Blanche s'octroyait concernant les fonds publics, notamment grâce au très puissant O.M.B. (Bureau de gestion et du budget). Théoriquement chargé de prévoir le budget, ce dernier en était arrivé à contrôler toute la politique fiscale et budgétaire gouvernementale. En principe seul habilité à engager les fonds publics, le Congrès avait perdu tout moyen de faire respecter ses choix budgétaires.

Dans un autre domaine, c'est la même volonté d'en finir avec un pouvoir aussi centralisé qu'autocratique qui semble motiver les attaques dont M. Henry Kissinger fait aujourd'hui l'objet. A cet égard, il n'est sans doute pas fortuit que les révélations sur les activités de la C.I.A. au Chili aient fait surface en cette période : après tout, leur résultat n'a-t-il pas été de redistribuer les responsabilités, de démontrer que l'agence clandestine n'est en fait qu'un instrument du très puissant, et jusqu'à présent très secret comité des Quarante, que préside M. Henry Kissinger ?

La dernière en date de ces marques de la volonté du législateur d'en finir avec un exécutif trop puissant porte sur la loi relative à l'aide à l'étranger. Comme prévu, le président Ford a fait jouer son droit de veto contre un budget qui, notamment, interdisait à M. Kissinger de fournir des armes à la Turquie, le privant ainsi d'un moyen de pression. Le Congrès a fini par accepter un compromis, autorisant la poursuite de l'aide jusqu'en décembre, à condition qu'aucune arme fournie par les Etats-Unis ne parvienne à Chypre... Toujours est-il qu'en l'occurrence les représentants n'ont pas hésité à amputer leurs vacances parlementaires préélectorales, ce qui est quasiment sans précédent. Il fallait l'affaire du Watergate pour cela, car il est bien connu que pendant la semaine qui précède les vacances, les parlementaires ne font guère attention à ce qu'ils votent. Ne dit-on pas qu'un homme habile pourrait faire adopter un projet de loi ordonnant la destruction de la statue de la Liberté sans que personne à la Chambre y trouve à redire ?

Parallèlement, le Congrès a entrepris de réviser la notion de privilège de l'exécutif, dont M. Nixon a si largement usé et abusé pour tenter d'échapper aux enquêteurs de l'affaire du Watergate. Le Sénat a adopté un projet de loi, présenté par MM. Samuel Ervin et Edmund Muskie, qui autoriserait chacune des Chambres à se pourvoir en justice pour obtenir les informations qui lui seraient refusées par la Maison Blanche au nom du privilège de l'exécutif. Les représentants ne se sont pas encore prononcés sur ce projet de loi. Il n'est pas sûr qu'il soit adopté. Les défenseurs de l'administration y voient en effet une violation flagrante du principe de la séparation des pouvoirs.

Enfin, les adversaires du secret soutiennent une série de dix-sept amendements à la loi de 1966 sur la liberté de l'information, relatifs au droit de tout citoyen d'obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur ses activités. Le président Ford a opposé son veto à ces amendements, en déclarant notamment qu'ils empêcheraient le fonctionnement des agences gouvernementales. La sous-commission sur l'information gouvernementale de la Chambre, qui a étudié cette question, a également ouvert une enquête sur la façon dont ces agences déterminent quels documents seront secrets...

Bonne conscience et mauvaises habitudes des parlementaires

Il est clair qu'une grande part de l'activité du Congrès est motivée par le besoin de se réhabiliter aux yeux d'un public qui n'a pas manqué de faire savoir en quelle estime il tient ses représentants à Washington.

Certes, la popularité du Congrès a très sensiblement remonté en juillet, les audiences de la commission judiciaire de la Chambre, qui devait se prononcer sur l' « impeachment » *de M. Richard Nixon, ont en effet permis à nombre de représentants d'apporter la preuve qu'ils avaient pris leur rôle très au sérieux, que leur décision avait été longuement pesée, etc. Mais on ne saurait oublier que, quelques mois auparavant, alors que la cote de popularité de M. Nixon était au plus bas (25 % seulement de ses concitoyens continuaient de le soutenir), celle du législateur était plus basse encore, avec un taux de 21 % seulement. Il faut aussi reconnaître que, malgré des circonstances exceptionnelles, le Congrès reste bien disposé à bouleverser ses habitudes.*

Les représentants, nous l'avons vu, ont refusé d'aller aussi loin qu'ils l'auraient pu en organisant le financement public de leurs propres élections. En outre, ils ont évité de s'attaquer de front à la structure oligarchique de la Chambre, dont le fonctionnement est fondé sur les principes de l'ancienneté et des privilèges acquis. Les petits arrangements confortables qui existent actuellement entre membres des commissions parlementaires et « lobbystes » en quête de faveurs ne sont pas remis en question.

Au terme d'un débat de six jours, la Chambre a rejeté le produit de deux années d'études et de recherches, qui ont coûté 1 million de dollars : en l'occurrence, le rapport préparé par la sous-commission Bolling (du nom du représentant du Missouri), qui prévoyait la suppression d'un certain nombre de commissions, la réorganisation et le regroupement de plusieurs autres en une structure plus logique, et qui voulait interdire à un même parlementaire de siéger dans plus d'une commission importante, afin que les jeunes élus aient, eux aussi, l'occasion de participer à des travaux primordiaux pour la nation. « *Demandez-leur d'aider les pauvres : d'accord ! Mais ne leur demandez pas de bousculer leur propre maison*, commente M. John Gardner. *Quant à tous leurs amis au-dehors, tous ces groupes d'intérêts qui ont mis des années à creuser un joli tunnel en direction du Trésor public, eux non plus ne veulent pas qu'on se mêle de changer l'état des choses.* »

L'opinion doute de l'avenir, des hommes et des institutions

En termes de réformes et de modifications du système, donc, les résultats de l'affaire du Watergate restent assez limités jusqu'à présent. Il faudra attendre de connaître la composition de la nouvelle Chambre pour pouvoir évaluer les chances de voir adopté un programme radical de réformes. Mais, par-delà les effets institutionnels de l'affaire du Watergate, il est un autre domaine où son impact reste à évaluer : celui de ses répercussions sur l'opinion publique américaine.

Quels qu'aient été les véritables fondements de la crise (et il est clair qu'elle traduisait en particulier un grave conflit entre les grandes puissances de l'économie américaine), elle s'est présentée de prime abord comme une démonstration de la vigueur des institutions, comme un grand spectacle donné au peuple pour le convaincre que le système est encore solide, en dépit de tout ce qu'ont pu faire M. Richard Nixon et ses hommes.

Pratiquant une politique d' « après moi le déluge », l'ancien président n'avait pas craint, en effet, d'exposer au grand jour à quel point il était facile à l'occupant de la Maison Blanche de malmener les institutions et de piétiner les grands principes de la Constitution. Ce crime impardonnable ne pouvait être sanctionné que par une éclatante démonstration de l'unité et de la force des deux autres pouvoirs. Ce qui fut fait. Pour s'en convaincre, il n'est que de voir la belle unanimité retrouvée par les juges de la Cour suprême lorsqu'ils ont ordonné au président de remettre ses bandes magnétiques. Ou encore de rappeler la solennité et le sérieux affichés par les membres de la commission judiciaire de la Chambre lorsque, devant les caméras de télévision, ils ont eu à expliquer l'un après l'autre les raisons qui les avaient conduits à se prononcer en faveur d'une mise en accusation du chef de l'Etat.

Reste aujourd'hui à voir si la démonstration a été efficace. Reste à tenter d'évaluer si le peuple américain a, grâce à l'affaire du Watergate, retrouvé sa foi dans les vertus de sa Constitution et de son système, foi ébranlée par dix ans de « mauvais rêves », depuis l'assassinat de John F. Kennedy jusqu'à la chute de M. Nixon, en passant par la guerre du Vietnam et les émeutes raciales.

Il est à cet égard intéressant de consulter les résultats d'un sondage publiés en octobre par Potomac Associates, un organisme de recherches de Washington spécialisé dans les études en profondeur de l'opinion américaine. Effectué depuis quinze ans et tous les deux ans, ce sondage s'efforce de discerner ce qui préoccupe les Américains dans leur vie politique et privée. Or, cette année, les enquêteurs ont enregistré un résultat remarquable : les Américains semblent commencer à remettre en question la capacité de leur pays à toujours sortir grandi d'une période de crise.

Ayant à indiquer sur une échelle graduée de 0 à 10 leur opinion sur les Etats-Unis d'aujourd'hui, d'il y a cinq ans et sur ce qu'ils seront dans cinq ans, les milliers d'Américains interrogés ont choisi 4,8 pour le présent, 6,3 pour le passé et 5,8 seulement pour l'avenir. Jusqu'en 1964, la courbe résultant d'un tel sondage avait été chaque fois ascendante, la montée du présent vers l'avenir étant plus forte que celle du passé vers le présent. Depuis le début de la guerre du Vietnam et les premiers incidents raciaux, les Américains en étaient arrivés à placer le passé de leur pays plus haut que son présent. Mais jamais, jusqu'à aujourd'hui, ils n'avaient mis en doute l'avenir et la promesse d'un âge d'or.

Ce soudain désenchantement relatif à l'égard de l'état de la nation prend encore plus de relief quand on le compare aux réactions des Américains interrogés sur la conscience qu'ils ont de leur bien-être personnel. Lorsqu'on leur a soumis la même échelle graduée pour qu'ils s'y placent eux-même et leur famille, on a obtenu une ligne droite, grimpant allègrement du passé vers l'avenir, en passant par le présent. La foi dans les possibilités individuelles de promotion et d'expansion au sein du système reste inaltérée. C'est donc bien de leurs gouvernants et non d'eux-mêmes que doutent les Américains.

Effectué à la fin du mois d'avril, ce sondage ne rend pas compte des réactions suscitées par la démission de M. Nixon. Néanmoins, ses résultats se trouvent confirmés pour l'essentiel par toutes les enquêtes de moindre envergure menées cet automne pour tenter de préciser l'état de l'opinion à la veille des élections. Quelques tendances générales s'en dégagent.

La plus évidente est la méfiance accrue à l'égard des hommes en place, qui a pris des proportions considérables et ne vise pas seulement les élus du parti de M. Richard Nixon. Elle se traduit d'abord, évidemment, par une forte perte de prestige de l'exécutif. A cet égard, la fameuse « lune de miel » dont le président Ford aurait joui avec le peuple américain semble bien n'avoir été qu'une création des *media*. Si elles ne mettent pas en doute l'honnêteté du nouveau président, les personnes interrogées ailleurs qu'à Washington se montrent peu enclines à lui faire plus de crédit qu'à un politicien ordinaire : « *Après tout, nous ne le connaissons pas du tout. Qu'il fasse ses preuves !* »

Dans le même état d'esprit, les Américains semblent désormais favoriser davantage les compétences plutôt que l'affiliation politique de leurs futurs élus. La crise économique doit aussi y être pour quelque chose. « *Je n'ai pas la moindre idée de ce qu'il faut faire*, entend-on dire couramment, *mais je suis bien sûr qu'ils* (les éminents représentants de la classe politique actuelle) *n'en savent pas plus que moi.* » Parallèlement, le nombre de ceux qui se déclarent « indépendants » a considérablement augmenté au cours des dernières années. Mais les sondages récents indiquent aussi un certain retour aux valeurs traditionnelles ; le corps des « conservateurs » semble s'étoffer. Cela se double d'une tendance au repli sur soi, à l'isolationnisme, à un changement dans l'ordre des priorités. Ainsi, la politique étrangère est-elle très nettement passée au second plan.

Réveil des citoyens et inquiétudes de la gauche

Pourtant, on sent en même temps une plus grande volonté de s'intéresser au processus politique. L'homme de la rue veut pouvoir juger sur compétence et non plus sur étiquette. Devantage de bonnes volontés se font connaître et se disent prêtes à agir pour « faire changer les choses ». *Les groupes d'action civique d'un Ralph Nader, d'un John Gardner, ayant fait la preuve de leur efficacité, ont récemment gonflé leurs effectifs. Ce mode d'intervention est en train de gagner du terrain. D'autres groupes de pression similaires sont en voie de constitution,* autour de quelques avocats, de travailleurs sociaux et *d'autres* « *volontaires compétents* ».

Les libéraux en tirent des conclusions optimistes. « Pour obtenir des réformes, *assure M. Ralph Nader*, ce qu'il faut, c'est un certain degré d'indignation couplé avec l'action des citoyens. »

M. Lowell Weicker, de son côté, constate : *L'un des principes de base de la démocratie, c'est que vous ne retrouverez jamais au Congrès ou à la Maison Blanche un degré de moralité ou de compétence supérieur à l'intérêt qui se sera manifesté dans les isoloirs.* » L'affaire du Watergate, ajoute-t-il, s'est produite parce qu'un électeur sur deux seulement vote aux Etats-Unis..

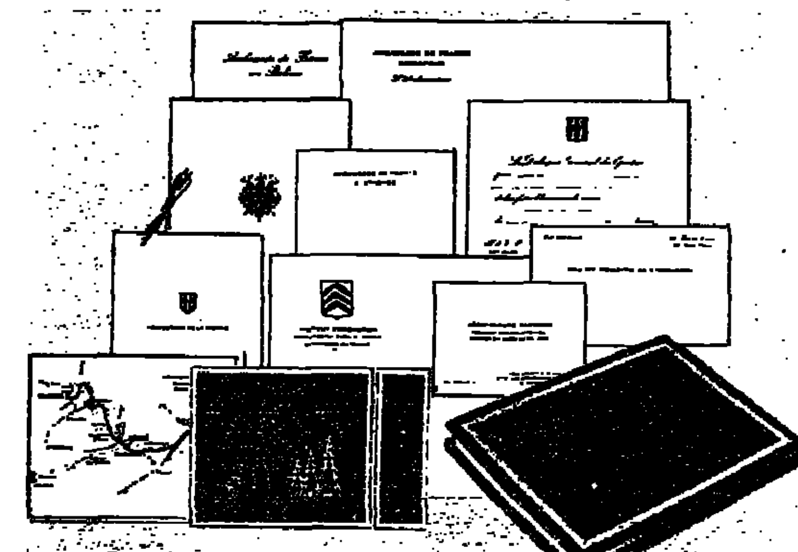
Ces vues optimistes sont loin d'être partagées par certains éléments de la nouvelle gauche américaine pour qui l'apparition combinée d'un grand scepticisme à l'égard du pouvoir, de préoccupations causées par l'inflation et d'un retour à l'isolationnisme semble devoir faciliter le développement d'un « fascisme » encore mal défini. Comme l'explique un des analystes politiques de l'Institute of Policy Studies, le *think-tank* « gauchiste » de Washington : « *Ford promet de juguler l'inflation en même temps qu'il s'engage à ne pas toucher au budget de la défense — ce qui paraît impossible. D'ici peu, qu'il le veuille ou non, il sera obligé de recourir au contrôle des salaires et des prix, qu'il rejette aujourd'hui. Mais pas ouvertement : plutôt sous la forme d'un arrangement entre le patronat, les syndicats et le gouvernement : comme en Italie sous Mussolini. Il aura beau faire tout ce qu'il veut pour jouer au président républicain. Il se servira des pouvoirs de l'empire malgré qu'il en ait. A ce moment-là, parce qu'ils craignent pour leur bien-être matériel, les gens le suivront sans rien dire, sans même se rendre compte de ce qui se passe.* »

Ce « catastrophisme » est loin d'être communément partagé. Pour M. William Watts, ancien assistant de M. Henry Kissinger, qui a compilé pour Potomac Associates le rapport du sondage sur « l'état de la nation », le bilan, en dépit des apparences, est positif et prometteur. A son avis, « *les Américains semblent enfin avoir atteint leur maturité* », avec le Vietnam, ils ont compris qu'ils n'étaient pas invincibles. La dévaluation du dollar leur a prouvé que, même sur ce plan, l'Amérique pouvait être vulnérable. L'affaire du Watergate leur a appris à s'intéresser au processus politique. L'inflation, enfin, leur apprend à se restreindre (ils ne changeront plus de voiture tous les deux ans), tout en les forçant à redécouvrir leurs propres vertus comme leurs propres limites et en commençant à les orienter vers la recherche d'un autre mode de développement.

Ainsi l'Amérique aurait-elle acquis, ou commencé d'acquérir, le sens du relatif, la conscience de sa propre finitude. Si tel est le cas, l'affaire du Watergate y aura contribué pour une part. Le « grand spectacle » que fut avant tout pour le peuple américain la plus grave crise institutionnelle de son histoire aurait donc rempli sa fonction à court terme en évitant une crise de conscience prolongée. Mais à plus longue échéance.

NINA SUTTON.

(3) Cf. l'article de Marie-France Toinet, *le Monde diplomatique*, novembre 1973.



LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication
JACQUES FAUVET

Rédacteur en chef
CLAUDE JULIEN

Rédactrice en chef adjointe :
MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 55
Etranger 73

PAR AVION (Abonnement et taxes)

Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère), Algérie, Maroc et Tunisie 87
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 96
Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna 116
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 101
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 140
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

Rédaction et administration
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
(Chèque postal Paris n° 4207-23)
Tél. Rédaction 770-91-29
Tél. Publicité LAF 05-02
Télex Le Monde 65 572 Paris
Adr. télégraphique Journonde Paris

ANGOLA — Disparités économiques, désunion des nationalistes

Construire l'indépendance sur une société "multiraciale" ?

Par VIRGILIO DELEMOS

D'UN côté, les bidonvilles des faubourgs, les *muceques* du golfe, de Prendas ; de l'autre, la ville de béton de Saint-Paul-de-Luanda : avant même d'atterrir sur le sol de l'Angola, le voyageur a une première idée de la réalité du pays, la ségrégation économique entre Noirs et Blancs. Plus de trois cent cinquante mille habitants — la grande majorité de la population africaine de la capitale — croupissent dans les *muceques*, où se trouvent réunies toutes les conditions de la dégradation sociale et humaine : inondations cycliques, insalubrité, absence d'égouts, alimentation déficiente, salaires de misère...

M. Almeida Santos, ministre portugais de la coordination interterritoriale, a fixé en juin le salaire minimum à 8 francs par jour, soit une augmentation de 3 francs. Mais la population des « docteurs » (c'est ainsi que les Africains nomment les Blancs, par ironie) gagne de cinq à dix-sept fois plus. Le ministre ne semble pas avoir osé imposer un blocage des salaires élevés, qui dépassent 2 000 francs.

Les disparités économiques sont plus criantes encore dans certaines régions de prolétariat agricole, alors que le pays produit d'énormes richesses et exporte des capitaux. Ce déséquilibre, aggravé depuis un an par la crise économique et l'inflation, explique en grande partie les récentes explosions de révolte des Noirs déclenchées par la panique qui s'était emparée de la petite bourgeoisie blanche (petits commerçants, salariés du commerce, fonctionnaires, etc.), et du Lumpenprolétariat d'origine européenne qui habitait aussi les *muceques* des faubourgs (1). Les Blancs « ultras », parmi lesquels figurent des éléments de la PIDE-D.G.S. (police politique de l'ancien régime), appelés en dernière instance par les militaires pour rétablir l'ordre, soutenus par les puissances financières qui avaient intérêt à voir s'instaurer un climat d'insécurité et de haine raciale, n'avaient eu aucun mal à aviver la terreur qui gagnait les « petits Blancs » depuis la libération des détenus africains de droit commun, à la suite du coup d'Etat du 25 avril, et devant l'agitation des chômeurs manipulés par les forces de la réaction (2).

On imagine dans ces conditions à quelles difficultés peut se heurter le projet de « société multiraciale », vieux rêve de l'ancien régime, repris par certains ministres « spinolistes » à Lisbonne mais dont la réalisation ne dépend pas seulement de la bonne volonté des dirigeants nationalistes ou des futurs gouvernements « de coalition ». L'attitude des masses, qui reste en effet le facteur déterminant pour éviter le risque d'une « congolisation » de l'Angola, supposerait entre les deux communautés une entente sociale ne dépassant guère pour le moment la petite sphère des contacts superficiels qui se sont établis entre l'élite culturelle blanche et une très faible proportion d'Africains.

En réalité, malgré le boom économique survenu dans les dernières années de la guerre, le développement de l'économie capitaliste a eu surtout pour effet d'aggraver les disparités entre Noirs et Blancs. La ségrégation économique semble ainsi faciliter une ségrégation raciale de fait, même si elle n'est pas institutionnalisée. Le secteur libéral et démocrate parmi les Blancs, qui s'est opposé aux formes les plus choquantes du colonialisme portugais, n'a jamais mis en cause les structures de l'économie capitaliste même lorsqu'il se réclame de l'indépendance. Les dirigeants des principaux mouvements nationalistes africains, y compris ceux qui se prévalent du « marxisme-léninisme », ne sont pas allés plus loin.

L'ANGOLA est l'un des pays les plus riches du monde en matières premières (pétrole, diamants, phosphates, cuivre, zinc, nickel, etc.). Une reconnaissance du potentiel minier faite par satellite en 1969-1970 par les Américains a révélé des ressources presque inépuisables et, dès lors, les capitaux américains, brésiliens, sud-africains, français, belges et portugais se sont sérieusement préoccupés de l'avenir politique du pays. Aujourd'hui, dans l'éventualité de négociations avec les mouvements de libération, ces mêmes intérêts étrangers exigent de Lisbonne qu'il choisisse des interlocuteurs suffisamment « valables » pour assurer l'équilibre interne — l'ordre et la paix, — seul garant de leur sécurité. Au Portugal de résoudre le problème de ses colons blancs.

Les ressources pétrolières et minières de l'Angola ont constitué jusqu'ici un domaine presque totalement réservé aux sociétés américaines et belges, en particulier la Cabinda Gulf Oil (qui opère dans l'enclave de Cabinda, nouveau Koweït « zaïrois »), et la Petrofina (Petrangol) associée parfois à Total, Angol ou Texaco.

Quant aux grands groupes portugais, ils sont partagés entre deux solutions : un assouplissement de l'attitude coloniale ou une position néo-colonialiste. La première est préconisée par le « front africain », qui représente la vieille machine du colonialisme, axée sur les plantations, et groupe des entreprises comme la Banco Espirito Santo (sucre) ; la Cotonag (coton), financée par la Société générale de Belgique ; la Companhia Angola d'Agricultura et la Sociedade Agricola do Cassequel (café), financées par des capitaux anglais ; l'INEXCAFE (exportation du café), qui appartient à la General Mining and Finance d'Afrique du Sud. En général, ces groupes portugais contrôlent la production et la force de travail mais n'ont pas d'intérêts en Europe. Dans les cultures d'exportation, ils sont néanmoins liés étroitement aux grandes compagnies étrangères ayant investi dans le tabac, le coton et le café (dont l'Angola est le troisième producteur mondial).

D'autres grands groupes portugais, les plus solides, comme la CUF (Companhia Uniao Fabril) et Champalimaud, forment le front « européen » et « international » : outre leurs puissantes ramifications en Afrique, ils ont des intérêts à l'étranger dans les secteurs bancaire et industriel, ce qui explique leur ouverture aux nouvelles formes de domination économique. Les divergences entre ces deux courants ont maintenant éclaté au grand jour, compliquant encore la tâche du gouvernement provisoire au Portugal qui essaie de mettre au point une solution rapide pour éviter soit la « congolisation », soit la « vietnamisation » de l'Angola.

Mais avec quel organisme représentatif du nationalisme africain préparer l'éventuelle transmission du pouvoir, comme en Guinée-Bissau ou au Mozambique ? Des trois mouvements rivaux qui luttent pour l'indépendance totale, aucun n'a mis sur pied une organisation assez vaste et assez solide politiquement pour prendre la relève (3). En treize années de combat, aucun n'a su résoudre les problèmes vitaux de la paysannerie angolaise, qui était pourtant la principale source de combattants.

L'UNITA de Jonas Savimbi avait été le premier mouvement nationaliste à accepter en juin dernier une cessation des hostilités. Malgré ses contacts avec l'armée portugaise et les industriels blancs — auxquels il aurait promis une « société multiraciale », — l'UNITA se réclame toujours de Mao Tse-toung et de « Che » Guevara ; à cause de sa popularité parmi les trois millions d'Ovimbundus, au centre et au sud-est du pays, il semble difficile de l'exclure de la table des négociations. Le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) de Roberto Holden, devenu très actif au Nord et à l'Est à partir de ses bases logistiques du Zaïre, a lui aussi promis, le mois dernier, de suspendre ses opérations de guérilla. Déjà, au début d'octobre, le Mouvement pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.), après avoir péniblement surmonté ses divergences internes (4), avait annoncé sa décision de suspendre les hostilités. Comme M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, en a clairement manifesté l'intention, les négociations devraient donc pouvoir se poursuivre simultanément avec les trois mouvements.

DANS l'éventualité d'une indépendance de l'Angola, le gouvernement provisoire et le Mouvement des forces armées pourraient rencontrer des difficultés du côté des officiers portugais, surtout parmi ceux des forces aériennes et de l'armée de terre.

La tâche du M.F.A. en Angola, où il ne semble pas pouvoir compter sur l'appui d'un grand nombre d'officiers, est donc particulièrement difficile. Elle implique la « dépolitisation » et l'épuration des Blancs de droite « ultras » et « libéraux » et de certains cadres de l'armée (blancs et noirs) et leur réintégration dans un schéma socio-politique défini par le programme du M.F.A. ou par le futur gouvernement de coalition. Simultanément, le projet supposerait une restructuration solide et durable du M.P.L.A. (le mouvement nationaliste qui fait figure de « dauphin » auprès des partis de gauche et d'extrême gauche au Portugal et en Europe) et l'établissement d'une plate-forme d'entente entre les trois mouvements rivaux, M.P.L.A., F.N.L.A. et UNITA. Mais avant même qu'aient été réunies les conditions préalables permettant de s'attaquer sérieusement à la décolonisation de l'Angola, un communiqué de la junte de salut national (J.S.N.) alors présidée par le général de Spinola, le 10 août, semblait de nature à créer de nouvelles difficultés.

Il prévoyait, à la suite d'un accord de cessez-le-feu, la création d'un gouvernement provisoire de « coalition » groupant les représentants de tous les mouvements ainsi que des groupes ethniques les plus expressifs de l'Angola, y compris des Blancs. Ce nouveau gouvernement de coalition aurait un délai de deux ans pour préparer une loi électorale qui permettrait à la population de choisir, sur la base de « un homme, un vote », une Assemblée constituante au suffrage universel direct et secret. L'Assemblée élaborerait la Constitution du nouvel Etat et définirait ses rapports avec le Portugal. Elle serait ensuite dissoute et de nouvelles élections organisées selon la Constitution permettraient la formation d'une Assemblée législative et d'un gouvernement légitime représentatif de la volonté souveraine du peuple angolais. Le M.P.L.A. et le F.N.L.A. ont aussitôt repoussé ce projet, le premier refusant un délai de deux ans pour préparer la loi électorale, le second écartant toute participation de représentants des groupes ethniques au gouvernement de coalition.

Sans doute le communiqué de la junte témoigne-t-il d'un plan intelligemment conçu pour éviter une débâcle des Blancs qui serait certaine si l'indépendance devait être immédiate. Mais la réalité angolaise est autrement complexe. Les mouvements de libération ne sont pas parvenus à développer le sentiment nationaliste au point d'étendre la lutte armée à l'ensemble du territoire. Même dans les zones placées sous leur contrôle, la majorité des travailleurs, paysans et ouvriers agricoles, sont restés plus ou moins abandonnés à eux-mêmes, à l'écart de toute politisation. L'Angola était, en tant qu'Etat, une création artificielle du capitalisme, non une nation. Il est à craindre que, longtemps encore, il le restera.

UN accord de principe entre le M.P.L.A., le F.N.L.A. et l'UNITA sur l'intégration des six cent mille à sept cent mille Blancs n'aurait guère de signification sans l'avis du peuple africain qui sera l'élément majoritaire (dix fois plus nombreux) d'un Etat que l'on veut à tout prix « multiracial ». Car les divergences qui affectent le nationalisme angolais depuis 1962 ne se situent pas exclusivement au niveau de la direction, formée d'intellectuels et d'*assimilés*, noirs et métis, « *destinés à la réussite sociale et économique* » selon Viriato da Cruz (mort à Pékin en 1971). Plus fréquemment encore, elles apparaissent chez les guérilleros et au sein des directions politico-militaires. D'origine paysanne, encore attachés aux valeurs et aux symboles de leurs cultures traditionnelles, les guérilleros contestent l'idéologie, le langage, la stratégie militaire et le programme socio-économique des dirigeants. Cette base qui semble s'identifier au peuple, et qui serait alors le « *peuple en armes* », ne paraît pas disposée à partager le pouvoir politique et économique avec des Blancs ou des Métis. Même si les « comités centraux » des mouvements de libération veulent ignorer cet aspect du problème, le Blanc restera longtemps encore associé, dans l'esprit du petit peuple, aux souvenirs de l'esclavage, du colonialisme, de la guerre et de la répression.

Les structures de la société traditionnelle angolaise ont été détruites par l'introduction du capitalisme : l'administration coloniale avait réussi à préserver, avec l'appui de l'Eglise et de l'armée, l'apparence d'une cohésion. Mais le problème ethnique demeure : les Ovimbundus (sympathisants de l'UNITA) accepteraient-ils, par exemple, d'être gouvernés par les Bakongos du F.N.L.A. ou par les *assimilados* noirs et métis du M.P.L.A. ? Il faut bien reconnaître qu'aucune des forces en lutte n'a su forger une nouvelle société ni créer, au travers d'une idéologie, une personnalité angolaise nouvelle.

Au terme d'une indépendance formelle, acquise et préservée avec l'appui de l'armée (l'armée portugaise, ou celle du nouvel Etat), les problèmes fondamentaux de cette société africaine « destructurée » demeureront. A leur tour, les nouveaux dirigeants devront créer une apparence de cohésion pour assurer la gestion du système économique dont ils auront hérité. Déjà, certains responsables des mouvements de libération annoncent au peuple de futurs sacrifices en prévision de l'avenir, ils laissent prévoir des augmentations d'impôts, des baisses de salaires.

En fin de compte, comme au Mozambique et en Guinée-Bissau, les nouveaux dirigeants nationalistes auront besoin de la présence technique et militaire des Portugais pour assurer la transmission des pouvoirs dans l' « ordre et la paix » — le M.P.L.A. et l'UNITA l'ont déjà fait savoir. Sans doute est-ce là une conséquence propre de l'héritage du colonialisme portugais. Mais c'est aussi, dans une certaine mesure, un signe d'échec de la part des mouvements nationalistes qui n'ont pu mener leur lutte pour l'indépendance sur tous les fronts.

(1) Il semble que la quasi-totalité des Blancs pauvres ont abandonné les faubourgs à la suite des derniers conflits raciaux.

(2) Les condamnés de droit commun, délinquants mineurs pour la plupart, ont depuis lors été envoyés dans l'ancien camp de concentration de l'île San-Nicolau, dans le sud du pays.

(3) Cf. René Lefort : « *Les conflits de tendance au sein du nationalisme angolais* » dans *le Monde diplomatique* de juillet 1974. A propos du nationalisme angolais, lire aussi : Viriato da Cruz « *Angola : quelle indépendance ?* » dans la revue *Revolution*, février 1964, et Gérard Chaliand : « *Problèmes du nationalisme angolais* », dans les *Temps modernes*, août 1965.

(4) Malgré l'entente rétablie entre les trois tendances : 1) Agostinho Neto ; 2) Chipenda ; 3) Mario de Andrade (groupe des Dix-Neuf), des divergences risquent à nouveau d'éclater au sein du M.P.L.A. bien avant la fin des négociations avec le Portugal.

"THE CIA AND THE CULT OF INTELLIGENCE"

Une illustration de la perversion du pouvoir aux États-Unis

Par T.D. ALLMAN *

LE Watergate a soulevé au moins un problème majeur auquel il serait encore prématuré de répondre. Ne gardera-t-on de cette affaire que le souvenir du déballage d'un scandale unique dans son énormité, ou bien en tirera-t-on les conséquences pour réformer en profondeur le fonctionnement des nombreuses institutions de l'exécutif américain qui, par leurs abus, n'ont pas seulement été à l'origine d'un cambriolage politique mais ont aussi accumulé dans leurs machines électroniques des dossiers sur la vie privée de personnalités politiques américaines, l'invasion du Cambodge ou vingt années de dépenses militaires écrasantes ?

Peut-être ne faut-il jamais désespérer tout à fait de l'Amérique. Devant la multiplication de certains indices, on peut penser que le Congrès, la presse et les milieux agissants de la politique espèrent arriver à placer sous contrôle constitutionnel le plus secret le moins contrôlable de tous les « Etats dans l'Etat » qui existent dans ce pays : la Central Intelligence Agency (C.I.A. - Agence centrale de renseignement). Le Congrès a entamé sa première enquête sérieuse sur les opérations de la C.I.A. ; le Centre d'études sur la sécurité nationale (Center for National Security Studies) a organisé récemment à New-York une grande conférence publique sur ce thème, et la presse publie maintenant de plus en plus d'informations sur les activités de la C.I.A. qui, naguère, n'étaient pas dévoilées.

The CIA and the Cult of Intelligence (1) a joué un rôle essentiel dans l'éclosion de ce débat. Ce livre, qui est sans doute le plus solide de tous ceux qui ont été publiés jusqu'ici sur le sujet, s'est trouvé au centre d'une controverse juridique majeure aux Etats-Unis. Sous la signature d'un ancien membre de haut rang de l'Agence, The CIA and the Cult of Intelligence apporte pour la première fois un compte rendu détaillé du fonctionnement interne de la C.I.A. Qu'elle-même ait essayé d'empêché la publication de l'ouvrage n'a rien de surprenant ; mais cela donne une nouvelle démonstration de ses vastes pouvoirs, même si ses efforts n'ont que partiellement abouti. Dans son édition actuelle, le livre comporte de nombreuses pages blanches, avec pour seule indication : « Passage supprimé. » Grâce à divers stratagèmes, la C.I.A. a en effet réussi à empêcher la publication de certaines parties du manuscrit.

Des jugements en appel vont permettre le rétablissement de la plupart de ces textes, mais dans sa première version le livre fournit déjà un aperçu extraordinaire sur cet empire privilégié, échappant à tout contrôle et couvert par la bureaucratie, où les vices dénoncés à propos du Watergate apparaissent comme les vertus institutionnelles d'une organisation secrète disposant d'un budget souvent supérieur aux revenus fiscaux de la plupart des gouvernements étrangers qu'elle cherche à abattre.

Selon Victor Marchetti, qui est donc l'un de ses agents, la « communauté du renseignement » dispose aux Etats-Unis d'un budget annuel de 6 milliards de dollars et de plus de cent cinquante mille employés à travers le monde. Avec son co-auteur John D. Marks, qui est un ancien fonctionnaire du département d'Etat, Marchetti confirme l'existence d'entreprises aussi anciennes que l'alliance antichinoise conclue par la C.I.A. avec le dalaï-lama au Tibet, son infiltration dans les syndicats européens après la guerre et le renversement du gouvernement guatémaltèque en 1954. Ils relatent en détail la chasse au « Che » Guevara en Bolivie, l'impact des estimations terriblement erronées des services de renseignement américains sur la décision du président Nixon d'envahir le Laos et le Cambodge, et décrivent des programmes plus récents, telles les opérations de subversion contre le gouvernement Allende.

L'ANALYSE de Victor Marchetti sur dix-huit années de guerre secrète au Laos est particulièrement révélatrice. L'anticommunisme y apparaît moins comme une motivation que comme un moyen pour l'Agence d'assurer la sécurité de l'emploi à ses agents. « Du point de vue de la C.I.A., écrit-il, la guerre au Laos était bon marché... Le nombre des Américains qui y étaient impliqués était suffisamment réduit pour que la garantie du secret soit relativement bien assurée. Au regard des dizaines de milliers de Laotiens qui perdaient la vie dans cette guerre, peu d'Américains étaient tués, et ces victimes n'étaient pas des officiers de carrière de la C.I.A.... L'Agence considérait le Laos comme une opération très réussie. »

Autre opération « très réussie » de la C.I.A. : le programme Phœnix de « contre-terreur » au Vietnam. La C.I.A. a tué quarante mille Vietnamiens dans son effort pour détruire l' « infrastructure de la direction vietcong ». Mais le service de renseignement américain fonctionnait tellement bien que les Américains n'eurent jamais aucune idée de l'identité réelle des dirigeants vietcongs... Alors, on supprimait au hasard des paysans ordinaires, pour alimenter les statistiques mensuelles dont il fallait nourrir les ordinateurs. Sa participation au programme Phœnix a permis à M. William Colby, actuel directeur de la C.I.A., d'avancer dans sa carrière.

Si la violence et la volonté de duper occupent souvent une place écrasante dans cet ouvrage, on est surtout effrayé de découvrir un tel étalage d'incompétence. Dans sa réalité objective, la C.I.A. apparaît comme une bureaucratie « sauvage », uniquement préoccupée par l'extension de son propre pouvoir.

Cependant, la C.I.A. elle-même n'est qu'un maillon, d'importance moyenne, dans la chaîne des agences de renseignement qui, en Amérique, se livrent concurrence, en l'absence de tout contrôle et dans un désert d'incompétence. L'Agence nationale de sécurité (National Security Agency), que l'on dit infiltrée par le K.G.B., est deux fois plus grande que la C.I.A. Le service de renseignement de l'armée de l'air (Air Force Intelligence) — qui n'a jamais été capable de repérer des cibles en Indochine — est quatre fois plus important, avec un budget annuel supérieur au produit national brut du Laos, du Cambodge et des deux Vietnams réunis.

Les agences américaines de renseignement n'ont jamais réussi à placer un agent sûr au Kremlin, à Pékin, à Hanoï ou à Pyongyang. Elles n'ont même jamais pu savoir dans quels camps les prisonniers américains étaient détenus au Vietnam. Marchetti estime que les échecs patents des services de renseignement américains ont renforcé la branche des « services clandestins » de la C.I.A. et qu'ils ont rendu impossible toute acquisition de renseignement légitime. Au fur et à mesure que la « communauté du renseignement » avait recours aux « sales coups » pour contrebalancer ses échecs dans la collection des informations et dans l'analyse, sa manie du secret avait pour principal résultat de l'isoler du monde qu'elle cherchait à contrôler.

LE livre vise ostensiblement à démontrer l'échec d'une agence gouvernementale à remplir la fonction qui lui revient. Mais en réalité, comme la plupart des autres enquêtes portant sur le fonctionnement interne du gouvernement des Etats-Unis, c'est une étude sur la corruption du pouvoir. La propension au secret échappant à tout contrôle, le recours instinctif à la violence, la foi inébranlable dans le dollar, les gadgets électroniques et la duperie comme clés de tous les problèmes : ce syndrome n'est pas l'apanage de la C.I.A. Il reflète en fait les symptômes d'un malaise beaucoup plus généralisé en Amérique, qui affecte le F.B.I., le Pentagone, plusieurs grandes sociétés américaines — pour ne pas parler de la présidence de l'Etat.

Au terme de leur ouvrage, Marchetti et Marks se demandent si la C.I.A. et ses homologues aux Etats-Unis pourront continuer d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays un peu partout dans le monde. Laissera-t-on indéfiniment la C.I.A. abuser de ses pouvoirs en s'abritant derrière le grand paravent de toutes les bureaucraties corrompues : la « sécurité nationale » ?

Le succès des enquêtes menées à propos du Watergate ne devrait pas favoriser un optimisme de mauvais aloi. A la différence de M. Richard Nixon, la C.I.A. est une cible dont on ne connaît pas encore les vraies dimensions. Les enquêtes actuelles la contraindront peut-être à suivre un « profil bas » pendant un certain temps. Mais c'est au Congrès que va se jouer la partie décisive, dans les efforts qui y seront menés pour isoler et contrôler le budget de la C.I.A. Tout dépendra aussi de la détermination d'autres employés de l'Agence à dire, comme Marchetti, ce qu'ils savent.

On ne saura sans doute jamais combien d'années de guerre supplémentaires auront coûté à l'Indochine les provocations intéressées d'une bureaucratie souveraine dont le seul trophée, jusqu'à présent, semble être sa propre incompétence. Mais la leçon qui se dégage de The CIA and the Cult of Intelligence est la même que celle qui avait commencé à se faire jour dans les Dossiers du Pentagone. L'Amérique ne peut continuer à appliquer des principes différents selon qu'il s'agit de ses relations extérieures ou de ses propres affaires internes sans exposer sa démocratie au même sort que celui qu'a connu la démocratie au Chili.

Bien plus que le remords devant les troubles provoqués au Congo, au Laos, au Guatemala ou en n'importe lequel des autres pays sans défense victimes de l'intervention américaine, c'est cette prise de conscience grandissante qui donne leurs meilleures chances de succès aux tentatives de réformer la C.I.A.

* Du St. Anthony College à Oxford.

(1) Victor Marchetti et John D. Marks : *The CIA and the Cult of Intelligence*, Jonathan Cape, Londres, 1974, 398 pages, 3,95 livres.

LE PROBLÈME CHYPRIOTE

Alors que la Turquie traverse une crise gouvernementale prolongée — à laquelle, d'ailleurs, le conflit chypriote n'est pas étranger — et que la Grèce s'apprête à élire une nouvelle Assemblée, sanctionnant ainsi le retour à la démocratie (que l'affaire de Chypre a précipité), le silence est retombé sur Chypre. Mais la crise est loin d'être résolue. Sur place, les choses demeurent en l'état.

A défaut d'un retour à Genève, c'est aux chefs des deux communautés chypriotes qu'il appartient de tenter de renouer le dialogue. MM. Cléridès et Denktash s'y emploient depuis le 14 octobre. Mais les imprécations, les accusations mutuelles, où l'important semble être moins ce que l'on dénonce que ce que l'on tait, peuvent-elles dépasser rapidement le stade des procès d'intention pour déboucher sur une solution durable, acceptable à l'ensemble des parties concernées ? Nous donnons ici la parole à M. Polys Modinos, ambassadeur de Chypre à Paris, qui exprime le point de vue de la communauté grecque de l'île, et à M. Vedat Celik, ministre du commerce et de l'industrie de l'administration autonome chypriote turque, qui a défendu le point de vue des Chypriotes turcs à l'Assemblée générale de l'ONU.

Contre la logique de l'Enosis

AUJOURD'HUI, tout le monde parle de préserver l'indépendance de Chypre. Lorsque l'archevêque Makarios et ses collègues ont préparé le fameux plan Akritas et l'ont mis à exécution le 21 décembre 1963, l'écran derrière lequel ils se sont cachés était *« la lutte pour l'indépendance totale »*.

Selon eux, l'indépendance de Chypre n'était pas « totale » parce que le traité de garantie empêchait les Chypriotes grecs de détruire la République de Chypre en rattachant l'île à la Grèce. Les propos des dirigeants chypriotes grecs concernent l' *« indépendance totale »*, l' *« autodétermination »*, l' *« amélioration de la Constitution »*, la *« restauration nationale »*, etc., avaient pour seul objectif de camoufler le projet « national », c'est-à-dire l'Enosis, l'union de Chypre à la Grèce. Dans ce contexte, les Chypriotes turcs devaient être présentés comme des *« ennemis de Chypre »* puisqu'ils refusaient l'Enosis, et le traité de garantie, en vertu duquel la Turquie avait le droit d'intervenir pour empêcher toute initiative en faveur de l'Enosis, devait être dénoncé comme *« illégal »*, *« moralement inacceptable »* et *« non contraignant »*. Les Chypriotes turcs, qui voyaient dans l'indépendance bicommunautaire créée en 1960 l'ultime compromis entre eux et les partisans grecs de l'Enosis, cherchaient un réconfort dans le fait que le traité de garantie et leur statut de partenaire cofondateur de la République étaient des moyens de dissuasion suffisants contre l'Enosis.

Dès lors, il n'est pas surprenant de lire dans le plan Akritas le passage suivant : *« Il est évident qu'aujourd'hui l'opinion internationale est contre toute forme d'oppression et notamment contre l'oppression des minorités. Jusqu'à présent, les Turcs ont réussi à convaincre l'opinion publique mondiale que l'union de Chypre à la Grèce les réduirait à l'esclavage. Dans ces conditions, nous avons de bonnes chances de réussir à influencer l'opinion mondiale si nous fondons notre lutte non sur l'Enosis mais sur l'autodétermination. Mais afin d'être en mesure d'exercer pleinement et sans entrave le droit à l'autodétermination, nous devons d'abord nous débarrasser des accords c'est-à-dire du traité de garantie, du traité d'alliance, etc., et des dispositions de la Constitution qui empêchent la libre et pleine expression de la volonté du peuple et qui comportent des risques d'intervention extérieure. Pour cette raison, notre première cible a été le traité de garantie, qui est le premier accord qui passe pour n'être pas reconnu par les Chypriotes grecs.*

» Lorsque le traité de garantie sera aboli, aucune force légale ou morale ne subsistera pour nous empêcher de déterminer notre avenir par un plébiscite.

» On comprendra des explications qui précèdent qu'il est nécessaire d'exercer nos efforts dans un certain ordre afin d'assurer le succès de notre plan. Si ces efforts et d'autres développements n'aboutissaient pas, nos actions ultérieures seraient légalement injustifiables et politiquement stériles et nous exposerions Chypre et son peuple à de graves conséquences. Les actions à mener sont les suivantes :

» a) *L'amendement des aspects négatifs des accords et, en conséquence, l'annulation* de facto *des traités de garantie et d'alliance. Cette mesure est essentielle parce que la nécessité d'amender les aspects négatifs d'un accord est, en général, tenue pour acceptable et raisonnable par l'opinion internationale (...), tandis qu'elle juge injustifiée et inappropriée une intervention extérieure pour empêcher de tels amendements ;*

» b) *Une fois cela obtenu, le traité de garantie (le droit d'intervention) deviendra inapplicable, légalement et concrètement ;*

» c) *Une fois écartées les dispositions des traités de garantie et d'alliance qui restreignent l'exercice du droit d'autodétermination, le peuple de Chypre sera en mesure d'exprimer et de faire appliquer librement sa volonté ;*

» d) *Il sera possible aux forces de l'Etat (forces de police) aidées par des forces militaires amies de résister légitimement à toute intervention interne ou extérieure, parce que nous serons alors complètement indépendants.*

» On voit qu'il est nécessaire que les actions énumérées de a) à d) soient entreprises dans cet ordre. Par conséquent, il est évident que si nous voulons avoir quelque chance de succès dans le domaine international, nous ne pouvons pas et ne devons révéler ni proclamer aucune étape de la lutte avant que l'étape précédente ait été franchie (...).

» Les points énumérés ci-dessus représentent nos buts et nos objectifs ainsi que la procédure à suivre dans le domaine international. »

TANDIS que ce plan était exécuté de décembre 1963 à novembre 1967 par la force des armes et de novembre 1967 au 15 juillet 1974 (date du coup de force grec) avec une constante détermination dans les domaines économique, social, administratif et politique, les Chypriotes grecs n'ont pas cessé de proclamer que *« la lutte pour l'indépendance totale se poursuit »*. Pendant cette période, six cent quatre-vingts Turcs ont été massacrés, cent trois villages détruits, deux mille huit cent quatre-vingt-quatorze Turcs blessés, vingt-quatre mille autres sont devenus des réfugiés, la communauté a été laissée complètement en marge du budget de Chypre et tous les droits humains et constitutionnels fondamentaux des Turcs leur ont été brutalement déniés. Sans l'aide de la Turquie, les Chypriotes turcs auraient été annihilés depuis longtemps et l'Enosis proclamée aux environs de janvier 1964, comme les architectes du plan Akritas l'avaient envisagé.

Les événements de décembre 1963, quand on les examine avec objectivité, apparaissent comme un coup de force des dirigeants chypriotes grecs en vue de détruire tout ce qui assurait le maintien de la République bicommunautaire de Chypre.

Ce coup de force de l'archevêque Makarios et de ses collaborateurs a partiellement réussi. Bien que la Grèce ait envoyé dans l'île vingt mille hommes, des blindés et des armes et bien que l'archevêque Makarios ait importé pour plusieurs millions de dollars d'armements tandis que d'autres millions de dollars allaient à la construction de fortifications autour des zones chypriotes turques, la proximité de la Turquie et la résistance continue des Chypriotes turcs à l'Enosis ont empêché la pleine réalisation du plan Akritas. Mais à défaut de déclarer l'Enosis, l'archevêque Makarios avait en fait mis sur pied une administration chypriote grecque en déniant à ses partenaires chypriotes turcs leurs droits constitutionnels ainsi que toute participation au gouvernement chypriote. Bien entendu, quand il était attaqué par ses adversaires pour n'avoir pas déclaré à temps l'Enosis, l'archevêque Makarios ne manquait pas de souligner que cela aurait suscité l'intervention de la Turquie à Chypre et donc qu' *« il vaut mieux poursuivre dans les conditions anormales actuelles (négation des droits des Turcs*, etc.)... »

Un État fédéral birégional est nécessaire au maintien de l'indépendance de la République

Le 2 juillet 1974, treize jours avant le coup de force monté contre lui, l'archevêque Makarios écrivait au général Gizikis que *« l'Etat chypriote ne saurait être dissous que du fait de l'Enosis »*. Le 11 février 1974, la presse grecque rapportait cette déclaration de l'archevêque : *« La lutte des Chypriotes grecs (pour l'Enosis), en dépit des obstacles suscités par des ennemis intérieurs et étrangers, sera poursuivie jusqu'à ce qu'elle trouve une issue heureuse. »* Pour rendre les choses encore plus claires, le 16 mai 1974, il avait déclaré à la *Frankfürter Rundschau* : *« L'Enosis a toujours été pour les Chypriotes grecs une aspiration nationale profondément ancrée. Pour moi, l'indépendance est un compromis. En d'autres termes, si j'étais libre de choisir entre l'Enosis et l'indépendance, je choisirais l'Enosis. »*

IL n'est donc pas surprenant que, dans la République indépendante de Chypre que son propre chef d'Etat — sans prendre la peine de cacher ses « objectifs nationaux » — avait l'ambition de détruire, d'autres aspirants à l'Enosis plus militants soient devenus un gouvernement dans le gouvernement. La Grèce, fournissant à ces *« jeunes partisans de l'Enosis »* des troupes, des armes et des fonds, organise le coup de force du 15 juillet 1974, afin de parachever le précédent coup de force de Makarios en 1963 et de déclarer rapidement l'Enosis.

La junte calculait que Chypre avait été gouvernée assez longtemps (onze ans) en tant que République chypriote grecque, que le monde ignorait les souffrances des Chypriotes turcs dans l'île et que la Turquie serait dissuadée d'intervenir : la force chypriote grecque à Chypre (quarante mille soldats bien équipés, pourvus de blindés et d'artillerie lourde, outre les positions fortifiées autour des zones turques) l'en empêcherait ; la Turquie avait souvent été avertie dans le passé — par l'archevêque Makarios — que, si elle intervenait à Chypre, tous les Turcs dans les zones grecques seraient massacrés ; ceux qui, à présent, organisaient le coup de force, le général Ioannidès et M. Nicos Sampson, étaient ceux-là mêmes qui avaient planifié le massacre de tous les Turcs.

Le coup de force de la junte réussit dans les zones grecques. Les Turcs, sur le qui-vive dans leurs zones, mais coupés les uns des autres, étaient des otages virtuels entre les mains des Grecs... La Turquie n'avait pas d'autre solution que d'intervenir pour empêcher — une nouvelle fois — la destruction de la République indépendante de Chypre.

Cette intervention allait éliminer la junte en Grèce et ses fantoches à Chypre. A-t-elle éliminé l'Enosis, qui reste à la racine du problème chypriote ?

NOUS pensons qu'un Etat fédéral et birégional préservera l'indépendance de Chypre. La communauté chypriote turque, qui défend cette indépendance depuis onze ans (et qui est un des cofondateurs de la République), était ignorée des Chypriotes grecs, parce que ceux-ci ne voyaient dans les Turcs, disséminés par petits groupes dans toute l'île, que des otages virtuels ou potentiels. (Aujourd'hui, quarante mille Turcs dans le sud de l'île sont traités en otages politiques par les Chypriotes grecs.) Un arrangement birégional montrera à ces derniers que les Chypriotes turcs constituent un facteur politique à Chypre. Ainsi sera trouvé un équilibre intercommunautaire. Les Chypriotes turcs obtiendront enfin ce qui est leur dû fondamental : la sécurité de la vie et des biens. C'est indispensable, car, au cours des dix-neuf dernières années, la communauté turque s'est sentie constamment menacée dans son existence et a vécu en permanence sur la défensive.

La République indépendante et bicommunautaire doit être maintenue. Nous l'avons défendue pendant onze ans contre les partisans de l'Enosis. Nous voulons désormais une structure politique qui nous donnera la paix et la tranquillité à jamais dans ce que nous savons être notre République. Il est toutefois fort inquiétant que l'archevêque Makarios s'efforce encore de convaincre le monde que ce qui a sauvé Chypre (l'intervention de la Turquie en vertu du traité de garantie) est *« inacceptable »*.

VEDAT CELIK.

Une base valable de négociation

LA responsabilité première des événements qui, voici plus de trois mois, ont ensanglanté l'île de Chypre incombe incontestablement au régime militaire qui a gouverné la Grèce pendant sept ans avec l'appui, le soutien et l'aide matérielle de certains pays, qu'il est inutile de nommer.

En 1971, les militaires d'Athènes envoyèrent clandestinement à Chypre le général Grivas, avec mission d'organiser, par tous les moyens, sous la bannière de l'Enosis, le renversement de Mgr Makarios. Les partisans de Grivas — et lui-même sans doute — croyaient servir la cause de l'union de Chypre avec la Grèce, alors qu'ils n'étaient, en réalité, que les instruments d'intérêts étrangers.

Devant l'agitation et les troubles intérieurs, fomentés par Athènes, le gouvernement chypriote s'est trouvé obligé de réagir. Des arrestations furent opérées et les coupables traduits en justice. Malgré la gravité de la situation, le gouvernement a refusé de proclamer la loi martiale. Mais les attentats et les meurtres se multipliant, Mgr Makarios décida, le 6 juillet 1974, de rendre publique la lettre qu'il adressait au président grec : *« Je regrette de dire, monsieur le président, (...) que les cadres supérieurs du régime militaire d'Athènes soutiennent et dirigent les activités de l'organisation terroriste EOKA-B. Ainsi s'explique la participation des officiers de la garde nationale aux actes illégaux et aux complots. (...) Des documents récemment saisis sur les chefs de l'EOKA-B le prouvent... »*

Ce réquisitoire allait précipiter les événements : le 15 juillet, les six cent cinquante officiers de la garde nationale, appuyés par les neuf cent cinquante officiers et soldats du contingent grec, réussissaient leur coup de force et intronisaient un Nicos Sampson président de la République. Cinq jours plus tard, les premières troupes turques débarquaient à Kyrénia. Soulignons ici qu'à aucun moment, pendant ce laps de temps, la sécurité de la communauté turque de l'île n'a été menacée.

AUX dires du gouvernement turc, son initiative armée avait pour seul but de porter secours à la République de Chypre. La lecture du texte du traité de garantie invoqué par la Turquie pour justifier son intervention démontre combien l'opinion publique mondiale fut abusée.

L'article 2 de ce traité stipule que la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni, puissances garantes de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la sécurité de la République de Chypre, assument *« l'obligation d'interdire, pour ce qui relève d'eux, toute activité ayant pour but de favoriser directement ou indirectement aussi bien l'union de Chypre avec tout autre Etat que le partage de l'île »*. Or, l'article 4 a prévu qu' *« en cas de violation des dispositions du présent traité »* les trois pays *« s'engagent à se concerter en vue des démarches ou mesures nécessaires pour en assurer le respect »*. Cet article précise : *« Dans la mesure où une action commune ou concertée ne s'avérerait pas possible, chacune des trois puissances garantes se réserve le droit d'agir dans le but exclusif du rétablissement de l'ordre créé par le présent traité. »*

« Démarches ou mesures nécessaires » ne signifie pas « action militaire », pas plus que *« droit d'agir »* ne signifie « droit de guerre ». Il n'y a pas eu la moindre tentative de concertation préalable de la part de la Turquie. En outre, le traité de garantie, signé à Zurich le 11 février 1959, se trouve placé sous le contrôle des instances de l'ONU et du Conseil de sécurité : l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre étaient assurées depuis le 24 août 1960 par la charte des Nations unies.

La Turquie a donc violé, avec préméditation, les dispositions tant du traité de garantie que de la charte des Nations unies. Si l'OTAN l'avait voulu, si les Etats-Unis et l'U.R.S.S. l'avaient voulu, il aurait suffi d'une action de quelques heures pour chasser Sampson et ses acolytes, comme il a suffi de quelques heures pour que le gouvernement d'Athènes disparaisse...

Le coup d'Etat a eu lieu le 15 juillet ; dès le 19, la flotte turque appareillait de son port d'attache pour une opération militaire de grande envergure. Les concentrations de troupes ne se sont pas faites en quatre jours. Elles n'ont pu échapper à l'attention des services de renseignement. Qu'ont fait les « Grands » pour éviter l'intervention ?

Quant aux intentions réelles de la Turquie, aucun doute ne peut subsister. La résolution 353 adoptée le 20 juillet par le Conseil de sécurité ordonnait aux parties de *« cesser le feu »*, exigeait la cessation immédiate de l'intervention militaire étrangère et demandait notamment aux trois puissances garantes *« de s'engager dans des négociations sans délai pour le rétablissement de la paix dans la région et du gouvernement constitutionnel à Chypre »*. Or, le cessez-le-feu *accepté par la Turquie* fut continuellement violé par l'armée turque.

Le 25 juillet, les ministres des affaires étrangères de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie se réunissaient à Genève afin *« d'aménager et de normaliser, dans un délai raisonnable, la situation à Chypre sur une base durable compte tenu des accords internationaux signés à Nicosie le 16 août 1960 et de la résolution 353 du Conseil de sécurité »*. Le 30 juillet, les trois ministres signaient un accord qui prévoyait, entre autres, que *« les zones de la République de Chypre contrôlées par les forces armées adverses le 30 juillet 1974 à 22 heures (heure de Genève) ne devront pas être étendues »*. Cet accord tripartite décidait que *« de nouveaux pourparlers devraient commencer le 8 août 1974 à Genève »*, avec la participation, *« à un stade rapproché »*, des représentants des communautés chypriotes grecque et turque. A partir du 30 juillet, il y eut donc *accord entre les trois puissances garantes quant à l'ordre constitutionnel de Chypre*. Ce qui restait à régler le 8 août, en présence de MM. Cléridès et Denktash, c'était le fonctionnement et l'application des principes déjà admis le 30 juillet.

Pourtant, dès la reprise des négociations à Genève, la délégation turque se montra intransigeante, exigeante, menaçante. Le 13 août, à 20 h 08, M. Gunès, ministre turc des affaires étrangères, rejetait une proposition de M. Cléridès tendant à ajourner la conférence pendant trente-six heures, délai qui aurait permis à ce dernier de consulter ses compatriotes. Le 14, à 1 h 15, M. James Callaghan mettait en garde M. Gunès contre une intervention militaire turque ; à 2 h 48, la Grande-Bretagne demandait la réunion immédiate du Conseil de sécurité. A 4 h 51, l'aviation turque reprenait ses bombardements sur Chypre.

COMMENT qualifier cette brutale attaque armée, en pleine période de négociations, alors que le cessez-le-feu était en vigueur ?

Le président par intérim de Chypre, M. Cléridès, avait fait, le 13 août à Genève, des propositions constructives qui démontraient sa volonté de trouver des solutions pacifiques et d'éviter le pire.

Le retour à Genève est subordonné à un changement réel d'intentions de la Turquie

1° L'ordre constitutionnel de Chypre conservera son caractère bicommunautaire, fondé sur la coexistence des communautés grecque et turque dans le cadre d'une République souveraine, indépendante et assurée de son intégrité territoriale ;

2° Cet ordre constitutionnel devra, par une révision appropriée, pouvoir assurer aux deux communautés un sentiment de complète sécurité ;

3° La coexistence des deux communautes sera réalisée par des accords institutionnels portant sur la répartition des pouvoirs et fonctions entre le gouvernement central ayant compétence sur les affaires de l'Etat et les administrations communales autonomes ;

4° La structure du gouvernement central continuera à être celle du régime présidentiel ;

5° Les administrations communales grecques et turques exerceront leurs pouvoirs et fonctions dans les zones comprenant respectivement des villages purement grecs et turcs, les municipalités pouvant être groupées ensemble par les autorités communales. Dans le même but, les villages à population mixte seront placés sous les autorités communales de celle des deux communautés à laquelle appartient la majorité des habitants ;

6° Le pouvoir législatif sur les administrations communales respectives sera exercé par les membres du Parlement, Grecs et Turcs siégeant en comités *(councils)* séparés à cette fin.

Ces propositions ne constituaient-elles pas un base valable de négociation ? Comment le communiqué officiel diffusé par Radio Ankara à 6 heures le 14 août osait-il parler de *« l'obstruction persistante opposée par les Grecs et Grecs-Chypriotes aux efforts turcs visant à trouver une solution »* ?

Dans sa résolution 360 adoptée le 16 août, le Conseil de sécurité déclarait à l'unanimité qu'il *« désapprouve formellement les actions militaires unilatérales entreprises contre la République de Chypre »*. Force est de se demander aujourd'hui ce que valent de telles décisions, fussent-elles unanimes. Les mots *« désapprouve formellement »* sont-ils vides de sens ?

COMME on l'a vu, le coup d'Etat du 15 juillet avait offert au gouvernement turc l'occasion d'intervenir à Chypre en invoquant le traité de garantie. Or, neuf jours plus tard, la dictature militaire en Grèce était renversée et M. Caramanlis assumait le pouvoir. Dès cet instant, la Turquie était assurée que le problème de Chypre aurait trouvé une solution juste et négociée. Avec un gouvernement démocratique de coalition en Grèce, tout danger quant à l'avenir de Chypre et à la sécurité de la communauté chypriote turque disparaissait à jamais.

Alors comment se fait-il que l'opération militaire la plus brutale ait été entreprise par Ankara le 14 août ? Serait-il vrai que des « forces obscures » ont œuvré à l'organisation du coup d'État à Nicosie sous la bannière de l'Enosis tout en préparant l'occupation de la partie nord de l'île par la Turquie ? Serait-il vrai qu'un double jeu fut mené afin qu'une grave crise offre l'occasion de supprimer l'ordre constitutionnel de Chypre ?

Aujourd'hui, le gouvernement de Chypre est invité à retourner à la table des négociations à Genève. Mais pour quoi faire ? Pour recevoir de nouveaux diktats ?

Le retour à Genève est subordonné à un changement réel d'intentions de la part de la Turquie, à l'abandon du « plan » de faire de la partie nord de Chypre une province turque, à l'acceptation du libre retour des réfugiés dans leurs foyers, au respect des principes du droit des gens. Souhaitons que les entretiens intercommunautaires entre MM. Cléridès et Denktash puissent ouvrir la voie à des accords acceptables et viables. Encore faut-il tenir compte du fait que la communauté chypriote grecque représente 80 % de la population de l'île. Ce chiffre est-il donc sans signification ?

POLYS MODINOS.

L'ALBANIE D'ENVER HODJA

un monastère marxiste

Deux millions d'Européens poursuivent sans relâche la construction d'un socialisme rigoureux

Reportage de Georges Frelastre *



« Les révisionnistes t'ont refusé un mausolée, Joseph. Mais ici, ton nom et le marxisme-léninisme vivent toujours, et son triomphe, donc ton triomphe, sont assurés pour l'avenir. » (Chanson populaire.)

VILLE de montagne, Argyrocastro se veut montagne elle-même. Toutes les bâtisses s'étagent le long des pentes de plusieurs coulées de pierres, qui descendent des cimes. Elles sont construites de ces mêmes pierres, recouvertes de plaques de ce même roc. La cité finit par épouser si étroitement la forme et la couleur des éboulis qu'elle fait corps avec eux et s'harmonise avec le relief. Seules des rangées de cyprès, plantés entre les maisons et le long des rues, tranchent sur le gris du minéral.

Argyrocastro est une des villes principales du Sud, étagée en « mille marches », étrange comme le pays des aigles tout entier. Le site semble avoir noué une complicité entre rochers, pierrailles et habitants. Là est né Enver Hodja, le héros national, leader-dieu incontesté de la nation. Sa demeure, transformée en musée, est visitée avec recueillement par une foule de pèlerins athées. Une chanson populaire, dont la mélopée rappelle parfois le chant du muezzin, célèbre la fierté de la cité pour cet enfant prodige : **« Argyrocastro, tu es parée de beaucoup de fleurs. Mais la plus belle fleur de tes jardins, c'est notre camarade Enver. »**

Le destin de cet homme est celui de l'Albanie. Résistant à tout ce qui n'est pas albanais. Faisant front contre tous les ennemis avec un courage indomptable. Ce petit pays a été durement traité par l'histoire. Il servit de rempart à l'Occident lorsque Scanderberg s'opposa à l'avance turque, au quinzième siècle, et réussit à retarder la marche des troupes ottomanes, laissant à l'Europe un répit inespéré. Ali Pacha Tepelena guerroya lui aussi pour fonder une principauté indépendante, au début du seizième siècle, et proclamer la résistance aux étrangers. Bien d'autres vicissitudes encore. Il y eut enfin les événements d'avril 1939, l'envahissement du territoire par l'Italie, l'intervention ultérieure de l'Allemagne et la lutte menée dans les montagnes par une partie de la population. Enver Hodja fut un maquisard de la première heure. Les armes de ses partisans, il les prit une à une aux occupants. Il ne devait rien à personne. Il se battait seul, au nom de l'Albanie, entouré au début d'une poignée de fidèles, mais au milieu d'un peuple complice.

Après la reddition italienne, lorsqu'il fallut se heurter aux redoutables Allemands, Enver Hodja refusa la venue d'une commission interralliée, qui proposait de s'installer sur place et de superviser les opérations. Il voulait que les problèmes se règlent entre Albanais. Et plus tard, quand Khrouchtchev lui demanda d'utiliser le lac intérieur de Butrint comme base marine et sous-marine, en le faisant communiquer plus largement avec la Méditerranée au moyen d'un tunnel qu'il projetait de creuser, il répondit à nouveau : **« Non. L'indépendance avant tout. »** Il osa rompre les relations avec l'U.R.S.S., au risque d'être envahi, à l'image de ce qui arriva aux Hongrois et aux Tchèques. Les Soviétiques se replièrent sur Vlora, port stratégique important. Les Albanais leur dirent : **« Si vous restez, nous tirerons. »** C'était crâne, c'était insensé. Pourtant, les Russes se retirèrent.

Appeler les Chinois à l'aide était un paradoxe. Ces frères en idéologie avaient leurs bases à plus de 12 000 kilomètres...

Enver Hodja a suivi farouchement le chemin de la pureté des principes, sur les cimes du marxisme-léninisme. C'est bien ce caractère farouche qui marque l'attitude du pays. Seule l'outrance l'a sauvé, aux pires moments de son histoire. Toujours croire à la vertu de la résistance implacable. Il ne peut sans doute pas se passer de drame, d'héroïsme, d'escalade. Il est contrée de montagnes. Grâce à ce relief-refuge, l'Albanie a pu préserver sa langue, sa personnalité. Les chaînes sauvages lui ont permis de surmonter bien des obstacles dressés par les ennemis acharnés à sa perte. Les Polonais n'avaient eu à leur disposition que la passivité et la patience pour subsister au-delà de l'occupation de leurs plaines. Les fils des Aigles, eux, ont pu tenir physiquement en gagnant les sommets.

Vers une société parfaite ?



Trois milliards d'hommes vivent sur terre, et les Albanais sont deux millions. Il y a près de deux mille ans, ils étaient treize, un Messie et douze apôtres, pour prêcher une nouvelle religion **« à quelques millions d'êtres peuplant le monde méditerranéen »**. N'entre-t-il pas parfois dans les intentions de ce peuple de jouer, lui aussi, à l'évangélisation marxiste ?

Les Albanais assurent tranquillement être les seuls en Europe à suivre le droit chemin du communisme. Ils pardonnent à la rigueur aux capitalistes occidentaux leur égarement, leur aveuglement. Mais ils nourrissent une rage froide à l'égard des Soviétiques, de leurs « satellites » et des divers partis, déviationnistes, révisionnistes, sur le chemin de l'embourgeoisement. Chez les Russes, l'éventail des salaires reste largement ouvert, dans une proportion de un à dix. En Albanie, la règle du triple avait longtemps prévalu. Le ministre ne devait pas gagner plus de trois fois ce que touchait le simple balayeur. Mais cet écart a été jugé trop important. On a alors décidé de ramener le ciseau au rapport un à deux et demi. Et, en 1968, une baisse autoritaire a été édictée, touchant les hauts fonctionnaires, pour niveler un peu plus les conditions. Un jeune professeur frais émoulu touche 300 leks (1) de moins par mois qu'un enseignant chevronné sexagénaire. **« Un jour viendra,** dit un militant, **où nous atteindrons l'égalité absolue. Peut-être à la fin du siècle, vers 1990-1995. Nous rêvons de cette société parfaite où nul n'aura à envier son prochain, parce que chacun sera dans la même condition.**

— Mais alors, quel sera l'intérêt de faire des études, de se spécialiser, de devenir médecin ou économiste, puisque la qualification ne permettra pas de gagner davantage ?

— **C'est quand même plus agréable d'être médecin que simple manœuvre. On préférera, à salaire égal, être diplomate plutôt que contremaître au complexe textile Mao de Berati. Et puis il y a le sens civique. Notre morale marxiste-léniniste remplacera l'intérêt matériel. Un des devoirs majeurs est le travail quelle que soit sa forme. Les citoyens finiront par être pénétrés de cette idée. Ils agiront par conscience. »**

Faire de ce pays un monastère ? C'est bien de cela qu'il s'agit, transformer tous les Albanais en moines, en saints marxistes. C'est le pari lancé par le parti ouvrier. Peut-être cette opinion est-elle seulement celle d'une élite. Mais eux, sûrement, y croient. Il y a dans l'attitude de ces doctrinaires une âpreté idéologique qui stupéfie. Ils sont fiers de proposer au monde une nouvelle morale sans dieu, en faisant entière confiance à l'homme. Les Albanais ont eu si souvent, au cours de leur histoire, à démontrer qu'il fallait croire à l'impossible pour réussir ! Sortis de la guerre et de la résistance, ils continuent à mener une bataille sur le terrain des idées.

Les luttes inégales semblent leur apparaître comme une nécessité. Certains intellectuels doivent sans doute se poser des questions... Le pays n'est-il pas engagé dans un « combat douteux » ? Mais, pour la jeunesse enrôlée, il ne peut y avoir d'équivoque. Elle est persuadée avoir reçu pour mission d'entraîner les masses. Elle se sent élite de la nation. On peut toujours, dans n'importe quel régime politique, trouver une petite cohorte, sélectionnée pour des tâches directrices, galvanisée par son rôle de guide marxiste, de chemise brune ou de janissaire. On inculque aux meilleurs éléments, ouvriers, étudiants, agriculteurs, un sens aigu de l'intransigeance, du devoir ; on en fait des chefs et on les lance dans la propagande active.

Les services officiels français préviennent au départ : **« Attendez-vous à être assailli de questions. Les Albanais ont peu d'occasions de côtoyer des Occidentaux. Par contre, peut-être aurez-vous du mal à obtenir certains renseignements, des statistiques précises pour vos recherches économiques. »** Or, en général, l'attitude des interlocuteurs est diamétralement opposée à ce qu'on a prévu, au moins sur un point : personne ne s'inquiète de ce qui peut se passer dans les pays capitalistes, du genre de vie ou de ce qui touche à la profession.

En U.R.S.S., dès qu'un hôte se trouve seul avec un visiteur, il lui demande s'il a une voiture personnelle, de combien de pièces se compose son appartement, quel est le montant moyen de certains traitements. Les petits démons de la civilisation de consommation. Ici, mépris total pour ce genre de préoccupations matérielles. Si on cherche à amorcer une description des conceptions françaises dans un domaine déterminé, les efforts pour alimenter la conversation restent vains et les interlocuteurs deviennent muets. Quelques mois auparavant, Enver Hodja avait prononcé un discours : **« Ne vous occupez pas de ce qui se passe en dehors de chez nous. Seul le modèle albanais est bon. Concentrez votre attention sur notre vie nationale, inspirée par le seul vrai marxisme-léninisme que nous pratiquons et que nous développons. »** Ses recommandations sont suivies à la lettre...

De multiples barrières

ENTRE Shqiprija, le « Pays des Aigles », et le reste du monde, on a dressé de sévères murailles. La méfiance de ce pays, sans cesse convoité, sans cesse persécuté par ses voisins au cours de l'histoire, est entretenue avec soin. On insiste sur la vigilance qu'il faut montrer à l'encontre des étrangers, espions en puissance, observateurs tendancieux. La nation est encerclée par un univers hostile... On craint que ne soient repérés des points stratégiques, des casemates, des rampes d'artillerie, que ne soient collectés des renseignements susceptibles de porter atteinte à la sécurité du pays.

« Nous avons raison d'être inquiets, dit le directeur de la citadelle dominant Argyrocastro, qui est transformée en musée des armes et de l'histoire albanaise. **Voyez, dans la cour du château, nous avons exposé un chasseur américain que nos appareils ont contraint à atterrir il y a quelques années. C'était un avion espion. Nous ne sommes pas méchants. Nous avons relâché le pilote. Mais il était venu filmer nos défenses. »**

Et d'enchaîner : **« Rien ne nous autorise à être moins circonspects. Tout doit être fait pour éviter le retour des impérialistes, de la clique bourgeoise qui entourait le roi Zog. Tenez, ici, dans cette forteresse, nous sommes bien placés pour juger l'œuvre de ce traître. Voyez ces cachots infâmes. Il en avait doublé la capacité d'accueil sous son règne. C'est la seule chose constructive qu'il ait faite quand il était sur le trône ! »**

Mais ce sont peut-être les barrières morales forgées par le parti qui parviennent le mieux à isoler ce peuple. On a brossé de la jeunesse occidentale un tableau sombre : elle se laisse aller, s'abandonne à tous les vices, est subjuguée par la sexualité, consomme de la drogue, vit sans idéal. Quelle différence avec la noblesse des buts proposés aux adolescents albanais ! Il n'est pas question, pour eux, de tiédeur. L'Etat socialiste est là pour rappeler de façon permanente l'impératif des grands devoirs, honnir les bas instincts. Enver Hodja a préconisé aux militants zélés de procéder à un examen de conscience collectiviste à la fin de chaque journée : chacun doit se demander ce qu'il a apporté à la société au cours des vingt-quatre heures qui viennent de s'écouler.

A l'aérodrome de Tirana, un charter débarque une centaine de jeunes gens qui ont souscrit quinze jours de vacances en Albanie. Certains sont sans doute animés d'un désir de connaître le pays, sans idée préconçue. D'autres, maoïstes patentés, se passionnent à l'avance pour cette expérience. Les passagers défilent devant un quatuor de personnages officiels, deux policiers et deux coiffeurs musclés. Les premiers détaillent chaque voyageur. Ils interpellent les femmes en pantalon et leur demandent poliment de bien vouloir pénétrer dans une cabine et revêtir une robe, de préférence cachant le genou. Ou bien ils désignent aux coiffeurs les hommes dont les cheveux sont trop longs ou les pattes trop fournies. S'ils veulent pénétrer en territoire albanais, les jeunes Occidentaux doivent alors accepter une tonte moralisante qui exclut toute exubérance déplacée et ramène leur chevelure aux normes autorisées par les us et bonnes mœurs marxistes.

Depuis quelque temps, la mode albanaise a d'ailleurs nettement adouci son austérité. On commence à voir dans les rues quelques robes fantaisie, au lieu des uniformes de tissu noir au gris, dénués de coquetterie.

Des revues de presse imprimées en français sont à la disposition des visiteurs dans les halls d'hôtels. Les jugements portés à l'encontre de la science en pays capitaliste sont sévères : **« Elle y est un instrument qui permet d'accumuler plus de profits, de perfectionner et d'intensifier l'exploitation des travailleurs... La société bourgeoise déforme le rôle de la science. Elle transforme le produit du génie humain en une arme pour la destruction de l'homme. En Albanie, par contre, elle ne sera jamais le privilège d'un petit nombre ! »** Et ailleurs : **« En France, plus de 80 % des produits pharmaceutiques mis en vente sont ou bien inefficaces, ou bien nuisibles à la santé. »**

On n'hésite pas à défendre la vertu nationale par des procédés d'accusation et de confession publiques. Les **« atteintes à la personnalité »** sont sévèrement punies. **« Si on vous traite de vache ou d'idiot, et si vous avez un témoin, vous pouvez porter plainte et faire condamner presque immédiatement le coupable à une amende de 200 lecks. »** Mais la pratique des « feuilles-foudres » est la plus spectaculaire. N'importe qui peut rédiger, sur une affiche apposée sur une vitrine, en ville ou au village, un réquisitoire contre telle jeune fille accusée de porter une jupe trop courte ou contre tel jeune homme aux cheveux trop abondants. Ou bien, fait encore plus grave, on reproche des paroles mensongères proférées devant plusieurs personnes, ou un larcin, ou même une froideur caractérisée à l'égard de la doctrine marxiste-léniniste.

L'indifférence est considérée comme un péché, car elle favorise le révisionnisme, aboutit à l'amollissement des énergies. L'accusé a, bien entendu, le droit de répondre, et rédige à son tour sa défense sur l'affiche. Il reconnaît sa faute et s'en excuse, ou proteste contre l'inexactitude des faits relevés contre lui.

Le visiteur s'étonne de voir peu de chiens dans le pays. **« Nous ne tenons pas à ce que les gens en possèdent. Autrefois, quand chacun avait un sens aigu de la propriété privée, on leur faisait garder la maison. Ils étaient dressés à aboyer contre les voisins. Cela créait un climat de méfiance néfaste. Désormais, avec la généralisation de la propriété collective, il n'y a plus à soupçonner son prochain, à être sans cesse sur la défensive. Nos citoyens n'ont plus à se dresser les uns contre les autres pour des problèmes dépassés de propriété. Les chiens sont un rappel du passé. Leur présence soulignait les inégalités entre hommes. »**

L'Albanie entend également s'entourer de barrières culturelles. Elle estime devoir lutter sur deux fronts : à la fois contre le traditionalisme rétrograde et contre les idées progressistes venues d'Occident, qui suggèrent insidieusement qu'il y a autre chose à proposer aux jeunes que la construction socialiste. Les autorités mettent en garde contre ces idées pernicieuses et préfèrent en définitive encourager ceux qui défendent la culture originelle. Elles mettent à l'honneur la musique populaire folklorique d'essence orientale. C'est là un mur supplémentaire dressé entre l'Albanie et l'Occident. Fin 1972, début 1973, Enver Hodja n'hésita pas à effectuer des purges, dont cent cinquante personnalités ont été victimes : deux membres du comité central ne furent pas épargnés. L'un d'eux était accusé d'avoir diffusé des rythmes musicaux incompatibles avec la conception communiste.

Le visiteur est aussi frappé du grand nombre de slogans imprimés sur des panneaux géants, le long des routes, dans les champs, aux abords des rares hôtels pour touristes, ou encore tracés en caractères énormes sur les pentes des collines au moyen de pierres blanches ou d'herbe drue. **« Travaillons, étudions, soyons vigilants. » « Ce que le peuple veut, le parti le fait. » « L'ennemi n° 1 est le libéralisme. » « Vive le président Mao - Vive le parti des travailleurs »**, et d'innombrables **« Vive Enver Hodja, Unité, Parti, Peuple. »**

A Vlora, l'ancienne Valona de l'occupation italienne, les autorités municipales ont décidé de lancer une campagne en faveur de la natation. Tous les 10 mètres, un panneau souligne cette volonté. **« Vlora doit être la première ville de notre pays où 90 % des habitants sauront nager. » « Le président Mao est un bon nageur. Imitons-le. » « Tous les enfants de douze ans, sans exception, doivent savoir nager. »** Le martèlement des esprits est intense.

(1) 1 lek = 1,10 franc environ.

* Economiste à la faculté des sciences économiques de Clermont-Ferrand.

Choisir ses relations



De façon altière, l'Albanie a décidé d'effectuer des choix en toute indépendance, s'appuyant en chaque circonstance sur ces « **certitudes admirables** », selon le mot de Maurice Magre. Elle a choisi de bannir la boxe et le catch, mais, accepte, par contre, la pratique de la lutte libre, de la gréco-romaine et, récemment, du judo. Elle sélectionne les pays avec lesquels elle entend avoir des relations diplomatiques. Soixante-cinq Etats sont représentés à Tirana. Sont exclus de la liste d'élus les Etats-Unis et l'U.R.S.S., bien entendu, mais également, pour cause de racisme ou de fascisme, l'Afrique du Sud, le Portugal, l'Espagne. La Grande-Bretagne s'est vue radiée pour non-paiement de dettes remontant à la guerre de 1939-1945.

A l'égard de ses voisins immédiats, l'Albanie a adopté depuis quelques années une attitude plus courtoise, malgré le danger que représente à ses portes l'existence de taux de croissance économique plus élevés. La Grèce semble avoir renoncé à ses revendications territoriales sur Argyrocastro et Cortza, qu'elle considérait jusqu'alors comme des villes de la province hellène de Vorio-Epire (Epire du Nord). Alors, les fils des Aigles avaient accepté d'oublier quelque peu les colonels. « **La paix dans les Balkans est d'un grand prix,** disent les dirigeants de Tirana, **et elle vaut bien qu'on ferme parfois les yeux sur des régimes politiques douteux.** »

On prétend qu'autrefois les Grecs, après avoir pillé Argyrocastro, avaient emmené avec eux en Epire, à Janina, de l'autre côté des montagnes, les cloches de l'église de la citadelle. Mais, malgré l'éloignement, on assurait qu'on pouvait encore les entendre tinter depuis la cité albanaise dont la vie quotidienne continuait ainsi à être rythmée par ce rappel mélancolique du passé. Personne n'ose plus évoquer cette légende. D'abord parce qu'il n'est pas décent de faire des allusions d'essence religieuse. Ensuite parce que l'on veut éviter tout ennui avec la Grèce.

La Yougoslavie représente de son côté, aux yeux des Albanais, une forme pernicieuse de pseudo-collectivisme. L'Etat fédéral n'hésite pas à sacrifier bon nombre de principes pour que rentrent les précieuses devises. Shqiprija n'a que mépris pour ce voisin renégat qui « **n'hésite pas à faire du dollar un drapeau** ». « **Nous, au moins, nous restons maîtres de notre destin. Nous n'abdiquons pas. Nous ne nous mettons pas à organiser des entreprises prétendument mixtes, mariage honteux du capitalisme et du communisme. Belgrade et les autres capitales appellent cela des procédures de** joint-venture. **Voilà l'aveu ! Cette formule pue l'américanisme. Ces firmes internationales sont en fait téléguidées par les Yankees. Restons entre nous !** »

Il subsiste, avec la Yougoslavie, le contentieux du Kossovo. Dans cette province vivent plus d'un million d'Albanais qui pratiquent leur langue d'origine. Il en existe en outre trois cent soixante mille en Macédoine, cent mille à Belgrade et à Zagreb. Plus d'un million et demi au total hors des frontières. Il y avait de quoi nourrir un profond ressentiment. Pourtant, là encore, les rapports semblent s'être normalisés.

La Chine comble la place laissée vide par le départ des Russes. Ceux-ci, aux dires de leurs anciens amis, n'avaient pas la manière... Ils commandaient, imposaient leur point de vue, comme s'ils étaient seuls à détenir la vérité. Au contraire, les disciples de Mao, avec une étonnantes habileté, évitent avant tout d'avoir l'air d'envahisseurs. Leur ambassadeur reste très discret.

Les Chinois se font peu remarquer. On peut les rencontrer à l'hôtel Dajti, le palace de Tirana, autrefois construit par les Italiens. Le dimanche, sur les plages de Dürres (Durrazo) ou de Vlora, ils s'agglutinent sous un parasol. Mais ils restent toujours en groupes, ne cherchent pas en général à apprendre la langue du pays, fuient toute fréquentation de femme albanaise. Leur cohorte forme un monde à part, qui n'intervient que sur demande expresse. Ils semblent avoir réussi à se faire admettre et presque estimer, parce qu'ils s'ingénient à faire montre du plus grand tact à l'occasion de leur parrainage économique et militaire.

Leur action a été assez modeste dans le domaine agricole : quelques conseils prodigués en agriculture, en sériciculture. Dans l'industrie, leurs interventions sont multiples : raffineries, complexes textiles, fabriques d'engrais, production de tracteurs, construction de barrages, de moissonneuses-batteuses. Jusqu'alors, la Chine exportait de grosses quantités de bicyclettes vers l'Albanie. Elles pullulent sur les routes, lourdes et massives, mais résistantes. Il a été décidé récemment d'en entreprendre la construction sur place et une usine s'édifie.

Les Albanais sont avares de détails concernant les statistiques. Ils répondent par des pourcentages de progression : « **Nous produisons tant pour cent de plus que l'an dernier, qu'en 1938.** » Là se bornent les précisions. Un petit livre rouge a été édité sur les réalisations obtenues à partir des plans, par le ministre responsable, M. Mehmet Chehu. Il constitue une performance en son genre. Il ne comporte, lui non plus, aucun chiffre précis, mais seulement des taux d'accroissement.

Essor démographique et religion

PAR contre, les Albanais acceptent volontiers de donner une foule de détails lorsqu'il s'agit de leur démographie. Ils sont très fiers de souligner que leur population est passée de un million en 1945 à deux millions soixante-huit mille au dernier recensement de 1969. Ce résultat est dû à un taux de natalité élevé, certes, mais surtout à une baisse du taux de mortalité : de 17,8 ‰ en 1938 à 8 ‰ en 1968. L'état sanitaire a été beaucoup amélioré. La tuberculose, le paludisme, ont reculé massivement. Les jeunes de moins de quatorze ans représentent 40 % du total des habitants. La durée moyenne de vie, qui était de trente-huit ans en 1938, est passée à soixante-sept ans en 1968. Sur cent habitants, trente-trois vivent dans les villes, contre un peu plus de quinze en 1938. Un trait particulier caractérise ce pays : il est le seul en Europe à compter plus d'hommes que de femmes (105 contre 100).

« **Nous voudrions mettre le cap sur les trois millions d'habitants en 1990. On peut déjà assurer qu'en 1980 nous serons plus de deux millions sept cent mille.** » Le « Pays des Aigles » a donc adopté une politique résolument nataliste. Il veut peser d'un certain poids dans les Balkans. Pour faire entendre sa voix, l'argument démographique est sérieux. Mais la question commence à se poser : les jeunes générations sont-elles disposées à alimenter cet essor nataliste ?

Un musée de l'athéisme

LE visiteur est surpris par l'attitude à l'égard de la religion. A Shkodra, on a rassemblé en un « musée de l'athéisme » des documents, des photos, des affiches de propagande. L'une d'elles est très suggestive : elle représente le visage d'un homme barré d'une vaste croix dont la partie transversale cache les yeux tandis que le mât central cloue la bouche. « **La foi rend aveugle et muet** », dit le commentaire.

« **Nous avons dû lutter contre toutes ces formes de superstitions. Il y allait de notre unité nationale. Notre pays comprenait à peu près 28 % d'orthodoxes, 12 % de catholiques, 60 % de musulmans. Il existait des barrières hermétiques entre ces communautés. On ne se mariait pas hors de son cercle d'origine. Les rivalités, le chauvinisme, perpétuaient de véritables haines. En nous attaquant à toutes ces religions, nous avons œuvré pour faire de l'Albanie une véritable nation.** »

En 1968, il fut demandé à la jeunesse de se répandre partout et d'entreprendre la destruction systématique de toutes les mosquées, de toutes les églises. Seul un petit nombre de « **monuments classés** », représentant une valeur artistique, culturelle ou historique, fut épargné, comme l'édifice chrétien de Kouzbaba, près de Vlora, ou certaines églises byzantines (celle d'Appölonia). En un an et demi, les constructions religieuses condamnées furent rasées ou transformées en salles de sport, telle la cathédrale de Shkodra. La revue « Albanie nouvelle » dit dans un de ses articles : « **Tel village a connu une magnifique prospérité socialiste ces dernières années. Un village qui ignore les clochers et les minarets, pouvons-nous dire avec orgueil. Un village de notre temps.** »

C'est à l'encontre des catholiques que les gouvernants se montrent le plus sévères. Ils les accusent d'avoir été les alliés des envahisseurs italiens, les complices de la « **clique du roi Zog** », les défenseurs de la bourgeoisie et des hobereaux. Ils affirment que, si certains prêtres ont fait leur devoir pendant la guerre et ont été des résistants courageux, par contre, d'autres, assez nombreux, ont honteusement collaboré. Un curé, selon une rumeur dont plusieurs journaux occidentaux s'étaient fait l'écho, a été passé par les armes parce qu'il avait baptisé un enfant... Et les Albanais de nier aussitôt avec véhémence une telle affirmation : « **Si le prêtre a été fusillé, c'est parce qu'il a eu une conduite criminelle pendant l'occupation. On lui a pardonné, mais il a recommencé à travailler pour Rome et à espionner.** » Sur les routes, de nombreux panneaux proclament : « **La religion est la complice de l'impérialisme et du révisionnisme.** »

Pendant l'été 1973, une Autrichienne, qui faisait partie d'un groupe de touristes, a été priée avec fermeté de bien vouloir quitter sur-le-champ le pays, et a été conduite au premier avion en partance. Elle était accusée d'avoir distribué un peu partout des tracts sur lesquels on pouvait lire : « **Albanais, vos frères vous plaignent. Vous êtes pourchassés pour vos croyances religieuses. Vous ne pouvez pratiquer votre culte. Nous prions pour vous. Votre foi vous sauvera.** » « **C'est encore la main du pape,** dit en commentaire l'éditorial du quotidien « Zerii Popullit ». **Ces prospectus émanent de Rome. Le Saint-Siège nous pourchasse toujours de son esprit revanchard.** » Et de conclure : « **Les affaires du diable, dont le Vatican s'occupe la nuit venue, sont plus étendues et plus profondes que les affaires de Dieu, dont il s'occupe le jour.** »

Les cimetières sont devenus, aux yeux des Albanais, des lieux de raison. Là encore, la jeunesse a eu pour mission d'abattre toutes les croix, de niveler toutes les croyances. Seules les dalles nues sont autorisées pour abriter les corps. Dans le futur, cet athéisme va peut-être poser un problème à propos du Kossovo. On peut penser, de façon raisonnable, qu'à la mort de Tito cette province autonome pourra sans doute redevenir une république autonome. A la limite, la reconnaissance de la personnalité de ce peuple, jusqu'alors intégré à la fédération yougoslave, peut conduire à une demande de sécession et d'union avec la patrie linguistique, l'Albanie. Les stratèges de la diplomatie sont persuadés que Belgrade peut, en toute quiétude, être libérale et jouer avec le feu : le Kossovo « libéré »... ne demanderait certainement pas ce rattachement, pour deux raisons. D'abord les habitants de cette région sont en majorité de pieux musulmans. Ils ne courront pas le risque de se voir persécutés dans leur foi, ou au moins empêchés de pratiquer leurs croyances. Ensuite le Kossovo, administré à la mode yougoslave, dans une ambiance de socialisme très détendu, a atteint, grâce à l'aide extérieure et au tourisme, un niveau de vie sensiblement plus élevé que l'Albanie, partie, il est vrai, avec un handicap considérable. Cette constatation doit également freiner les élans nationaux de ses habitants pour rejoindre Shqiperia.

Mobiliser les énergies en faveur de l'économie



Enver Hodja a mobilisé l'énergie de son pays dans la résistance aux envahisseurs. Une fois les occupants chassés, il a continué à mobiliser la nation au service de l'économie. « **Le fusil et la pioche sont les armes de l'Albanie** », a-t-il déclaré dans un discours récent. Il rejette tout ce qui peut sentir le déviationnisme des dirigeants soviétiques. Il veut rester fidèle à la ligne tracée par Staline. Une chanson populaire dit : « **Les révisionnistes t'ont refusé un mausolée, Joseph. Mais ici, ton nom et le marxisme-léninisme vivent toujours, et son triomphe, donc ton triomphe, sont assurés pour l'avenir.** »

Dans le domaine agricole, l'évolution de ce pays continue sur les bases anciennes, sans la moindre concession aux formes capitalistes dépassées, assure-t-on. Il existe des coopératives ordinaires, des coopératives de type supérieur, des fermes d'Etat, mais c'est cette dernière forme qui est considérée comme le modèle à atteindre par toutes les entreprises. On a maintenu les stations de machines et tracteurs (S.M.T.) alors que Khrouchtchev les avait supprimées. « **C'est une hérésie d'avoir agi ainsi en U.R.S.S. On a cédé le matériel aux kolkhozes ! C'est une attitude contraire aux principes communistes, car on a ainsi fortifié la propriété de groupe au détriment de la propriété collective.** » Les lopins de terre individuels sont réduits de 3 000 à 1 500 mètres carrés, et on ne cache pas que l'on voulait voir délaisser cette survivance capitaliste, au fur et à mesure que la valeur du « troudoden », de la journée de travail, augmenterait. Sur les marchés, les prix des denrées produites sur ces parcelles privées sont à peine plus élevés que les prix d'Etat.

Toute considération sur le développement industriel ou rural d'une région est confrontée aux impératifs idéologiques. La doctrine prévoit une réduction graduelle des inégalités entre villes et campagne. Il ne faut plus de distinction entre paysans et ouvriers. Tous doivent tendre à devenir des « travailleurs » avec un mode de vie semblable. « **C'est triste de voir ce qui se passe chez vous, dans les pays capitalistes. On y abandonne les zones rurales. Quant aux Soviétiques, ils sont en train de renoncer au socialisme dans les campagnes. Ils se réfugient dans un prétendu spontanéisme, dans l'intégration graduelle. Nous, pas. Certes, les premières années, nous avons dû sacrifier à l'expansion industrielle, pour combler les retards accumulés. Mais, entre 1960 et 1970, le revenu réel par habitant, chez nous, s'est accru 1,4 fois plus vite à la campagne que dans les cités.** »

L'exode rural est strictement réglementé. En principe, on compte sur l'augmentation naturelle de la population des villes pour alimenter en main-d'œuvre le développement industriel. S'il en est besoin, on puise de préférence dans les riches coopératives des plaines qui se mécanisent et libèrent ainsi des bras. Mais des problèmes se posent parfois, lorsqu'il s'agit de maintenir certains équilibres démographiques. A Berati, « **la ville aux mille fenêtres** », le combinat textile Mao Tse-toung utilise cinq mille personnes venues des environs ou d'autres villes. Mais il emploie surtout des femmes. Il a donc fallu songer à construire d'autres usines pour attirer une main-d'œuvre masculine. A El-Ba-San, le problème était inverse, car les complexes sidérurgiques utilisent une majorité d'hommes.

Les efforts les plus importants tendent surtout à combler les différences entre les régions de moyenne et haute altitude et les zones plates. Dans un discours, Enver Hodja a donné le ton : « **Attaquons-nous aux montagnes. Embellissons-les et rendons-les aussi fertiles que les plaines.** » Les coopératives de montagne bénéficient de toute une série d'avantages pour leur permettre de combler leur handicap. Les services fournis par les S.M.T. leur sont facturés moins cher. L'Etat les gratifie d'avantages substantiels en matière de subventions, de constructions d'écoles, de routes, de réservoirs, d'hôpitaux, d'aide à l'élevage. Elles sont favorisées par la Banque agricole. Une réforme du régime des retraites adoptée en 1972 a quelque peu rapproché la condition faite aux vieux travailleurs des coopératives de celle des ouvriers citadins. Là encore, le cas des entreprises de montagne est examiné avec faveur. Le vaste programme de plantations d'arbres fruitiers et d'oliviers profite largement aux zones d'altitude. « **Les vergers escaladent les sommets** », lit-on sur les panneaux de propagande.

Pour gagner du terrain et faciliter la culture, on aménage partout des terrasses sur les pentes montagneuses. Près de Vlora, les collines de Jonufre sont transformées en d'étranges escaliers artificiels, dont chaque marche est irriguée par l'eau du canal de Tragjas-Radhime. L'Albanie s'est forgé ainsi de multiples marchepieds pour atteindre un meilleur rendement agricole.

Les coopératives de plaine font parfois des dons à leurs sœurs moins favorisées, handicapées par le relief : l'une d'elles vient de faire cadeau de cinq cents vaches à une entreprise montagnarde en difficulté. L'usine Traktori de Tirana est marraine de la coopérative Priska et lui octroie des fonds pour payer des techniciens. En juillet dernier, une grande fête fut organisée à Argyrocastro, en l'honneur de cent jeunes volontaires qui partaient trois mois dans la chaine du Zagoria pour aider à creuser un canal d'irrigation.

Ce qui frappe le plus, c'est le très gros effort d'aménagement rural qui a été accompli. Il y entre une part de mystique. Enver Hodja a réussi à faire assécher les marais, creuser des canaux, irriguer des zones arides. « **Nous avons 600 000 hectares de terres cultivables au lieu de 300 000 en 1945,** disent les ingénieurs agronomes de l'université. **En 1938, nous avions 29 000 hectares irrigués. En 1965, nous en avions 205 000.** » Et ils citent la plaine de Myzeque et son réservoir de Murriz-Thane, celle de Roskovec et le réservoir de Kurjan, celles de Durres, de Kortcha, les marais de Terbuf, ceux d'Hoxhara, au pied des hauteurs d'Appolonia, les canaux Vsore-Levan, Pequi-Kavaje, bien d'autres lieux encore.

« **Auparavant, nous écrivions l'histoire de notre pauvreté. Maintenant nous avons réussi à transformer les marécages en terres fertiles, nous avons anéanti les moustiques. Il n'y a plus de paludisme.** » Cette conquête sur des sols ingrats nourrit une profonde fierté nationale. Lorsqu'on aborde la question, les interlocuteurs, malgré eux, se mettent à parler avec une certaine emphase, comme s'ils évoquaient de hauts faits guerriers.

A proximité de Durres et de Tirana, de nombreuses serres en matière plastique ont été construites. « **Nous sommes en train de gagner un duel avec l'hiver. Nous mettons des toitures sur nos champs.** »

"Seuls les rocs sont immuables"

LA bataille qui vient d'être livrée pour l'électrification du pays tout entier est parfaitement dans la ligne léniniste. « **Nos richesses sont considérables. Pensez que le potentiel de deux rivières, Drin et Viose, atteint 10 milliards de kilowatts-heure. Cela représente une ressource de 5 000 kilowatts-heure par habitant. Or, en France, le score est de 1 400 kilowatts-heure, en Italie de 1 100.** » L'ingénieur est fier de parler de ce record. « **En 1939, toute la ville de Tirana consommait moins d'énergie électrique que n'en utilise aujourd'hui le seul Palais de la culture.** » A la centrale Lénine, située près de la capitale, s'ajoutent de nombreux ouvrages qui font l'orgueil des Albanais. Vau I Dejes, centrale Mao, énorme projet de Fierje, sur le Drin, actuellement en voie d'achèvement.

En 1968, Enver organisa la grande mobilisation pour l'électrification totale du pays. « **Il faut que les campagnes les plus reculées bénéficient du courant. Il ne doit plus y avoir un seul hameau qui ne soit pas desservi.** » La jeunesse, les adultes se lancèrent dans des surenchères de zèle. Une fièvre s'empara de tous les militants ; des lignes furent partout lancées, des poteaux plantés, des montagnes escaladées, des vallées enjambées. Professeurs, étudiants, ouvriers, employés rivalisèrent d'ardeur. Aucune ferme isolée ne fut négligée, même au prix de la construction acrobatique de lignes spéciales très coûteuses. Le but fut atteint à la date prévue, en 1971. Cette performance s'ajoute à la liste des victoires remportées par les Fils des Aigles.

La bataille pour l'industrialisation continue. Sur ce terrain, l'aide chinoise est très large. Leur assistance technique a permis de construire plus d'une cinquantaine d'usines ou d'ouvrages, sur la centaine qui ont vu le jour depuis 1945. On peut voir la liste des principaux ouvrages du quatrième plan, des projets du cinquième, sur de vastes panneaux à l'entrée des villes. On y voit figurer le complexe sidérurgique d'Elbasan, les raffineries de Patosi, Ville-Staline, Ballsh, la modernisation des mines de cuivre de Mirdite (qui veut dire « bonjour »), des mines de chrome, les usines d'enrichissement et de raffinage de ces métaux à Repes-Rubik, Bulqize, la tréfilerie de Shkodra, les combinats textiles Staline à Tirana et Mao à Berati, la fabrication de tracteurs Tractori et de matériaux de construction Joseph Pachko à Tirana, les conserveries de Vlora, les papeteries de Kavaje. Ces noms, tant de fois répétés sur les ondes, dans les journaux, à l'école, semblent faire partie d'un catéchisme industriel mis à la disposition de tout le peuple.

En ce qui concerne les exportations, le directeur de la ferme d'Etat « 8 Novembre », près de Durres, fait part de son optimisme : « **Un exemple : nous vendons de plus en plus de vin à l'étranger. Nos crus ont obtenu des premiers prix en Occident. Ils sont souvent reconnus comme les meilleurs. Notre productivité est exceptionnelle. Regardez, nos plants de vigne sont plus hauts que les vôtres en France. Ils fournissent donc davantage de raisins. Nous cherchons à nous montrer astucieux dans notre politique d'exportation. Nous offrons par exemple des essences rares ou des produits de choix, qui trouvent facilement preneurs chez vous : de l'essence de myrte, d'origan, de basilic, de la menthe poivrée, des conserves de calmars. On nous paie cher ces produits !** »

Enver Hodja est dans l'obligation de remplir ses promesses. Il faut tenir à bout de bras cette Albanie idéologique. Il dit aux Albanais : « **Il ne faut pas que vous soyez motivés par des soucis matériels. L'appât du gain doit être un mobile secondaire. Nous vous proposons avant tout une marche vers l'égalité. Nous espérons atteindre les premiers la société parfaite promise par le marxisme-léninisme, à condition de respecter la pureté doctrinale.** »

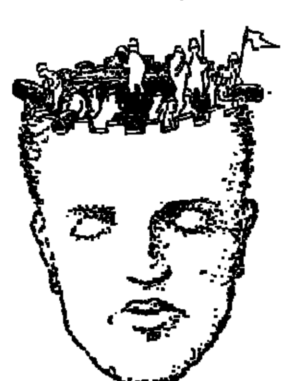
Peut-on s'adresser à une masse d'hommes pour leur demander un comportement de saints ? C'est bien là, en définitive, le problème. Enver Hodja va-t-il parvenir à transformer l'Albanie en monastère marxiste ? Il fait confiance à la détermination de ce petit peuple qui a montré, en maintes circonstances, un entêtement héroïque pour atteindre le but qu'il s'est fixé. Mais les Albanais peuvent-ils continuer à faire montre de cette volonté ombrageuse pour des combats... qui ne sont plus qu'économiques ? Ne vont-ils pas finir par fléchir et répondre aux sollicitations alléchantes de la société de consommation, dont les exemples se font pressants autour d'eux ?

La question est de savoir si les paroles de Byron, gravées sur une stèle à Tepelena, patrie d'Ali Pacha, sont toujours de mise, plus de cent cinquante ans après avoir été prononcées :

« Dans ce pays, seuls les rocs sont restés aussi immuables que les Fils des Aigles. »

(Copyright Georges Frelastre et le Monde diplomatique.)

(Dessins de Plantu.)





Obtenir la cessation de toute intervention américaine au Cambodge

(Suite de la première page.)

En décembre 1971, la déroute totale de l'opération ennemie « Chenia 2 » marque l'échec fondamental de la politique dite de « *pacification* » et signifie l'impossibilité pour l'ennemi de recruter des forces stratégiques suffisantes en vue d'empiéter sur la zone libérée ;

— Revers de l' « *américanisation de la guerre aérienne* » au cours de laquelle toute la puissance de l'U.S. Air Force dans le Pacifique a été mobilisée pour déverser, de février au 15 août 1973, cent quatre-vingt-quinze jours et cent quatre-vingt-quinze nuits durant, jusqu'à 5 000 tonnes de bombes par jour, dans le but ultime de mettre notre peuple à genoux. Ce revers est une grande victoire du peuple du Kampuchea, et aussi une grande victoire du peuple américain et de tous les peuples du monde. Il marque le commencement de l'effondrement des traîtres de Phnom-Penh.

La poursuite outrancière de la « *khmérisation de la guerre* » avec des conseillers américains, après le 15 août et jusqu'à ce jour, n'a apporté à l'ennemi que des défaites de plus en plus lourdes et irrémédiables dans tous les domaines, ce qui confirme l'évolution irréversible de la guerre vers la victoire totale du peuple du Kampuchea, de ses F.A.P.L.N.K., de son Front uni national du Kampuchea (FUNK) et de son Gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea (GRUNK).

Les traîtres de Phnom-Penh ne représentent rien

UN simple coup d'œil sur la carte militaire, politique et économique du Kampuchea est en soi déjà édifiant. La vaste zone libérée est d'un seul tenant et enserre fortement partout les quelques petites enclaves de 3 à 4 kilomètres de côté dans lesquelles se réfugient les traîtres de Phnom-Penh. Ces enclaves sont séparées les unes des autres, sans communication possible entre elles autrement que par voie aérienne. Toutes les voies de communications terrestres et la majeure partie des voies fluviales que sont le Mékong, le Tonlé-Sap et le Bassac, sont définitivement coupées et contrôlées par les F.A.P.L.N.K. Phnom-Penh, la capitale, dont le périmètre est réduit à 10 kilomètres de côté, vivote grâce au Mékong, cordon ombilical qui la relie à Saigon et par lequel arrivent difficilement, avec en moyenne 50 % de pertes dues aux attaques incessantes des F.A.P.L.N.K., les aides en tout genre des impérialistes américains, depuis les armes, munitions et riz jusqu'au bois de chauffage.

Partout, les F.A.P.L.N.K. ont implanté solidement leurs positions tout autour, à quelques kilomètres seulement de ces enclaves. Elles lancent sans discontinuité, en saison des pluies comme en saison sèche, des attaques d'usure empêchant l'ennemi de sortir à plus d'un kilomètre de ses lignes de défense et libérant de nombreuses positions. Elles infligent à l'ennemi de lourdes pertes : 60 à 70 % de ses effectifs de juin 1973 à mai 1974. Pour colmater ces brèches béantes, l'ennemi n'a pu racoler, en huit mois de cette année, que quinze mille recrues. Mais n'ayant jamais obtenu une victoire quelque peu significative, les troupes ennemies sont atteintes d'une véritable psychose de défaite. Par centaines et par milliers, officiers et soldats refusent d'aller au front, se mutinent et, avec des dizaines de milliers d'habitants, rejoignent la zone libérée avec armes, bagages et familles.

Quant à la population dans ces enclaves, elle discerne parfaitement la trahison de la petite poignée d'anti-nationaux fascistes dirigés à la baguette par l' « *ambassadeur* » américain, véritable pro-consul à Phnom-Penh. Dans l'enfer où elle vit, règne la loi de la jungle : racolages, vols, banditisme, arrestations arbitraires, tortures, assassinats, dépravation des mœurs. Erigées en système, la corruption et la pourriture d'une poignée de traîtres amassant sans vergogne des dizaines de millions de dollars de l'aide américaine côtoient outrageusement la famine et la misère noire de la masse populaire, situation jamais connue dans l'histoire plurimillénaire du Kampuchea.

Pour cette masse populaire, il devient de plus en plus évident que les responsables de ses malheurs et souffrances sont les traîtres de Phnom-Penh et que ceux-ci ne demeurent encore en place que grâce à l'aide et aux interventions des impérialistes américains. Remplie de haine, elle mène une lutte de plus en plus acharnée, remarquable par sa continuité, par son ampleur toujours grandissante et par la fréquence de plus en plus grande des soulèvements, et ce malgré une répression sanglante. Les événements survenus à Phnom-Penh le 27 avril 1972 à la faculté de droit, le 27 mars 1973 à la faculté de pédagogie, les 26 mai et 4 juin derniers au lycée Yukanthor, les grèves et manifestations incessantes des ouvriers et travailleurs montrent clairement que, exaspérées par tant de crimes, toutes les classes et couches sociales — élèves, étudiants, enseignants, clergé bouddhique, fonctionnaires et employés, ouvriers et travailleurs... — ont transformé leur haine en violence politique et armée. Indubitablement, cette lutte ira en se développant à la fois en ampleur et en profondeur.

En dépit de l'aide énorme des impérialistes américains, les traîtres de Phnom-Penh sont sévèrement battus sur tous les fronts militaires, sont totalement condamnés et proscrits sans appel par le peuple unanime. Ils n'ont ni terre, ni population productrice, ni économie, ni finances. Les dissensions dans leur sein s'exacerbent de plus en plus devant l'ampleur grandissante des défaites et de l'impasse où ils se trouvent. Ils ne peuvent prétendre représenter qu'eux-mêmes, une bande de brigands sans foi ni loi, vendus corps et âme aux impérialistes américains. Les nouvelles mensongères sur leurs prétendus succès militaires, leurs va-et-vient incessants dans l'arène internationale pour clamer leur prétendue représentativité ne modifient en rien les réalités concrètes sur le terrain et ne reflètent que le désarroi et la panique devant leur fin irrémédiable.

La zone libérée, un Etat légitime et légal

DANS la vaste zone libérée, qui constitue plus de 90 % du territoire national, le peuple étroitement uni édifie et consolide, sur la base du programme politique du FUNK, un pouvoir démocratique et sain, un Etat légitime et légal qui fonctionne en tant que tel, avec tous ses attributs, avec ses organes de conception, de direction et d'exécution.

Le Front uni national du Kampuchea, grande organisation politique de large union nationale, représente la volonté du peuple souverain, non seulement celle des plus de cinq millions cinq cent mille habitants de la zone libérée, mais encore celle de près de un million cinq cent mille habitants des enclaves sous contrôle provisoire ennemi. Les comités du FUNK sont partout élus démocratiquement à tous les échelons administratifs de la nation. Les congrès nationaux du FUNK se tiennent souvent pour prendre des décisions d'importance nationale. En 1973, au plus fort de l' « *américanisation de la guerre aérienne* », le Congrès national s'est réuni du 19 au 21 juillet. Il a pris des décisions capitales dans tous les domaines et a réaffirmé solennellement la position et les objectifs de la lutte du peuple du Kampuchea jusqu'à la réalisation totale des cinq points de la déclaration du 23 mars 1970 de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du FUNK.

Le Gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea ayant Samdech Penn Nouth, président du bureau politique du comité central du FUNK, comme premier ministre, et dont les membres sont de purs patriotes, dirige sur place les affaires de l'Etat. Actuellement, les travaux d'édification et de consolidation démocratiques de la zone libérée se développent dans tous les domaines, avec le concours actif et efficace des organisations de masses patriotiques et démocratiques et des organisations spécialisées (économiques, financières, sociales, culturelles, sanitaires, de communications et de transports, etc.).

Une importance particulière est réservée au travail d'éducation des masses populaires afin d'élever leur niveau de patriotisme, de conscience politique et d'organisation. L'enseignement, la culture et les arts sont débarrassés à jamais des séquelles colonialistes et impérialistes et revêtent désormais un caractère national, démocratique et scientifique. L'économie et les finances sont saines et en plein développement. Partout battent leur plein la lutte victorieuse pour la maîtrise de l'eau, la sélection des semences et le développement des mouvements de solidarité en vue de l'augmentation diversifiée de la production agricole. Les deux récoltes de paddy par an se généralisent et les régions qui en obtiennent trois se multiplient. Partout sont dressés des plans pour augmenter la production de riz de 100 à 200 % et la production des autres cultures vivrières et industrielles, tels le vers à soie, le coton et l'hévéa. L'artisanat et les manufactures progressent à grands pas, tant en quantité qu'en qualité. Bref, malgré les lourdes servitudes de la guerre, les conditions de vie de la population sont en constante amélioration et un surplus économique est même réservé à l'exportation (riz, caoutchouc, bétail, etc.).

Les plus sûrs garants de cet Etat en plein développement sont les Forces armées populaires de libération nationale du Kampuchea. Constituées pratiquement à partir de rien, aguerries et fortifiées à travers des victoires éclatantes remportées contre les plus grandes opérations militaires ennemies, les F.A.P.L.N.K. sont devenues une armée populaire fortement organisée et disciplinée avec son haut commandement, ses états-majors, ses commandements à tous les échelons et ses trois catégories de forces : forces régulières, régionales et guérilleros. Tous les cadres et combattants sont prêts à tout sacrifier pour l'honneur, la dignité et la liberté de la nation et du peuple.

Le FUNK, le GRUNK et les F.A.P.L.N.K. se consolident de jour en jour à travers une lutte patriotique, indépendante et souveraine, sans aucune dépendance ou subordination à l'égard de l'étranger, quel qu'il soit. Indépendants et souverains dans la guerre actuelle de libération nationale, ils le seront à plus forte raison après la victoire. Ils sont les représentants authentiques d'un Etat solidement organisé, structuré et monolithique, soutenu et défendu par les sept millions d'habitants, à l'exception de la poignée de traîtres. Dans cet Etat, le peuple a pris fermement en main sa destinée. Avec principalement ses propres forces, il est en train de franchir tous les obstacles et de consentir tous les sacrifices pour bâtir un Kampuchea véritablement indépendant, souverain, pacifique, neutre, non aligné, démocratique et prospère dans son intégrité territoriale et qui se développe actuellement avec harmonie dans les domaines militaire, politique, économique, social et culturel.

Le facteur fondamental des victoires remportées par le peuple du Kampuchea dans tous les domaines est incontestablement la grande et large union au sein du FUNK, dont le président est Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat. Dans un même combat pour la libération nationale, pour les idéaux communs d'indépendance, de liberté, de justice et de paix, le FUNK mobilise en son sein toutes les forces patriotiques de la nation, sans distinction de classes ou couches sociales, sans discrimination de tendances politiques ou idéologiques, de religions ou de croyances. L'éventail social, politique, idéologique et religieux du FUNK est le plus vaste qui soit : depuis Samdech Norodom Sihanouk, ancien roi, des membres de la famille royale, des féodaux et propriétaires fonciers, des capitalistes compradores, la bourgeoisie nationale, la petite bourgeoisie, les intellectuels, la presque totalité du clergé bouddhique, des musulmans, catholiques et protestants, etc., jusqu'aux ouvriers, travailleurs et toute la paysannerie, y compris toutes les minorités nationales. Ce très large éventail englobe les 99,5 % de la population totale du Kampuchea.

THAILANDE
LAOS
CAMBODGE
PHNOM PENH
VIETNAM DU SUD
GOLFE DE SIAM
Routes
Voies ferrées
Aéroports
Zones complètement libérées
Zones partiellement libérées et zones de guérillas

LA LIBERATION DU CAMBODGE
(Carte établie en mai 1974 par le GRUNK)
Provinces : *1. Battambang ; 2. Oddar Mean Chey ; 3. Siem Reap ; 4. Preah Vihear ; 5. Kompong Thom ; 6. Stung Treng ; 7. Ratanakiri ; 8. Mondulkiri ; 9. Kratié ; 10. Kompong Cham ; 11. Kompong Chhnang ; 12. Pursat ; 13. Koh Kong ; 14. Kompong Speu ; 15. Kandal ; 16. Prey Veng ; 17. Svay Rieng ; 18. Takéo ; 19. Kampot.*

Dans ce combat pour sa survie et celle de sa nation, le peuple du Kampuchea a, depuis le coup d'Etat du 18 mars 1970, tracé une frontière nette et définitive entre patriotes et traîtres, entre agressés et agresseurs, entre justice et injustice. Aussi le FUNK ne proscrit-il qu'une poignée de traîtres qui ont commis les crimes les plus immondes de l'histoire du Kampuchea. A l'exception de cette poignée de traîtres, chaque citoyen du Kampuchea, quel que soit son passé, a sa place dans la communauté nationale. Le Kampuchea a besoin de toutes les bonnes volontés nationales pour sa reconstruction et son développement pacifiques dans l'union nationale. Quant aux ressortissants étrangers qui se conforment aux lois et coutumes du pays, leurs droits et intérêts sont respectés et leur contribution à l'édification nationale est encouragée. Grâce à cette politique de large union nationale, tous les composants du FUNK et tous ces ressortissants étrangers vivent côte à côte en pleine harmonie et mènent avec foi et enthousiasme, au front comme à l'arrière, le combat pour la libération nationale.

Large union nationale, et aussi large solidarité internationale. Le FUNK et le GRUNK entendent demeurer constamment fidèles à la politique d'indépendance, de paix, de neutralité et de non-alignement. Comme par le passé, le caractère permanent de la politique extérieure du Kampuchea, pays du tiers-monde, est et sera son appartenance au grand mouvement de non-alignement. Une politique de non-alignement actif, toujours aux côtés des opprimés et des agressés, et résolument contre les oppresseurs et les agresseurs que sont les colonialistes anciens et nouveaux, les impérialistes, les racistes et les sionistes. *Cette ferme et constante position ne procède pas d'une tactique conjoncturelle. Elle est une position fondamentale et stratégique.* Depuis son indépendance, cette politique de non-alignement a contribué au maintien de la paix au Kampuchea et aussi à la lutte de tous les peuples du monde et notamment ceux du tiers-monde pour leur libération.

Même le coup d'Etat du 18 mars 1970 et les multiples interventions des impérialistes américains n'ont pas réussi à écarter le Kampuchea du mouvement de non-alignement. Bien au contraire, sa position sur ce plan n'est que plus renforcée et ses liens de solidarité avec la famille des pays non alignés ne sont que plus étroits. La reconnaissance du GRUNK par plus de quarante-cinq pays non alignés, la sympathie et le soutien que lui manifestent les autres, la participation active de la délégation du FUNK et du GRUNK, présidée par Samdech Norodom Sihanouk à la dernière conférence « au sommet » des pays non alignés d'Alger, en sont les témoignages les plus probants. Conformément à cette position de non-alignement, nous rejetons toute alliance militaire, toute protection d'un pays étranger quel qu'il soit, tout établissement de base militaire et de troupes étrangères sur le territoire national. Nous établissons des relations d'amitié et de coopération avec tous les pays des cinq continents, proches ou lointains, à l'Est ou à l'Ouest, sans aucune distinction de régime politique ou idéologique, à condition que ces pays respectent la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Kampuchea. La politique extérieure du FUNK et du GRUNK est et sera toujours basée sur les cinq principes de la coexistence pacifique, de respect mutuel, de non-ingérence dans les affaires intérieures, d'aide et de soutien mutuels fondés sur l'égalité et les intérêts réciproques. Les aides de tous les pays seront acceptées avec gratitude dès lors qu'elles sont accordées sans condition.

Notre politique de neutralité et de non-alignement répond aux conditions historiques et géographiques du Kampuchea. Elle est l'émanation des profondes aspirations du peuple du Kampuchea, et est conforme à son tempérament hospitalier et tolérant, honnête et sincère dans ses amitiés, mais jaloux de son indépendance, de sa liberté et de sa dignité. Le peuple du Kampuchea n'aspire qu'à vivre dans la paix et la tranquillité chez lui, dans son propre pays, et n'a jamais eu de velléité d'intervention et encore moins de visée agressive ou expansionniste contre qui que ce soit. Mais, en revanche, il ne peut tolérer aucune ingérence étrangère dans ses propres affaires et encore moins toute atteinte à son intégrité territoriale et à l'honneur national. Contre ces ingérences et ces atteintes, il est résolu à faire tous les sacrifices pour les combattre jusqu'à leur cessation complète afin de réserver totalement l'indépendance, la souveraineté et l'honneur de la patrie.

Depuis plus de quatre ans et demi, les impérialistes américains ont apporté au Kampuchea les flammes de la guerre et n'ont cessé de s'ingérer dans ses affaires intérieures, au mépris des droits internationaux les plus élémentaires. Après des échecs sur tous les plans, ils continuent à injecter chaque jour, avec obstination, plus de 2 millions de dollars de matériel de guerre, de vivres et autres, pour maintenir en vie les traîtres déjà moribonds. Plus de quatre mille conseillers militaires américains commandent directement sur les champs de bataille, ordonnent les opérations de ratissage, choisissent les points stratégiques pour l'artillerie lourde. Leurs avions basés en Thaïlande assurent chaque jour, aux troupes des traîtres assiégées *partout* par les F.A.P.L.N.K., le transport et le parachutage d'armes, munitions et vivres. Leurs navires apportent par le Mékong, aux traîtres de Phnom-Penh, des dizaines de milliers de tonnes de matériel de guerre et de vivres par mois.

Sans ces aides et interventions, les traîtres de Phnom-Penh seraient déjà balayés du Kampuchea. La responsabilité de la poursuite de la guerre au Kampuchea incombe à l'administration américaine. Aucune manœuvre politique ou diplomatique ne saurait cacher cette vérité et notamment faire croire à l'existence d'une guerre civile au Kampuchea

Que l'administration américaine cesse ses interventions au Kampuchea, qu'elle cesse toute aide aux traîtres de Phnom-Penh, qu'elle retire du Kampuchea tous ses conseillers militaires et s'abstienne de toute autre intervention directe ou indirecte, le problème du Kampuchea sera rapidement résolu par le peuple lui-même, sans aucune ingérence étrangère. Le sort des traîtres de Phnom-Penh est une affaire qui relève strictement de la souveraineté du peuple du Kampuchea.

Tous les pays et tous les peuples épris de paix et de justice dans le monde, y compris le peuple américain et ses personnalités progressistes, discernent parfaitement cette solution du problème du Kampuchea. Ils ont condamné sans équivoque l'intervention des impérialistes américains et les traîtres de Phnom-Penh. Ils exigent la cessation de cette intervention. Pour eux, la lutte acharnée du peuple du Kampuchea est aussi leur lutte, car elle contribue à renforcer et accélérer ce courant irrésistible de l'histoire qu'est la lutte de tous les peuples du monde pour se libérer de tous les fléaux colonialistes et impérialistes et pour consolider l'indépendance politique et économique de leur pays respectif.

Alors que soixante-deux pays ont déjà reconnu le GRUNK comme le seul et unique gouvernement légitime et légal du Kampuchea et ont établi avec lui des relations diplomatiques, plusieurs dizaines d'autres pays — notamment ceux du tiers-monde — manifestent leur sympathie et leur encouragement à la juste cause de libération nationale pour laquelle combattent le peuple du Kampuchea, ses F.A.P.L.N.K., son FUNK et son GRUNK. Quant au peuple et aux personnalités progressistes américains, ils se sont opposés dès le début aux interventions des impérialistes américains au Kampuchea, et c'est avec le sang versé par leurs fils et filles en mai 1970 à l'université d'Etat de Kent et au collège d'Etat de Jackson qu'ils ont tout de suite scellé leur solidarité avec le peuple du Kampuchea.

A tous, nous ne cesserons de renouveler notre profonde gratitude et d'assurer en retour l'amitié et la solidarité inébranlables du peuple du Kampuchea. Jamais nous n'oublierons toutes ces amitiés et solidarités forgées dans les moments les plus difficiles de l'histoire du Kampuchea. Nous sommes persuadés que tous ces liens continueront à se renforcer, à nous encourager à poursuivre avec plus d'ardeur, plus de détermination et plus de persévérance, notre combat jusqu'au jour où s'établira à jamais sur l'ensemble du territoire sacré de notre Kampuchea bien-aimé, une paix véritable et durable dans l'indépendance totale et dans l'honneur. Cette paix sera la consécration de la victoire inéluctable et totale du peuple du Kampuchea, de ses F.A.P.L.N.K., de son FUNK et de son GRUNK dans leur juste lutte pour la reconquête des droits nationaux fondamentaux du Kampuchea. Elle sera également un facteur déterminant de paix dans le Sud-Est asiatique et dans le monde.

KHIEU SAMPHAN.

GRANDE-BRETAGNE

Leçon des échecs et guerre de succession

Le parti conservateur à la recherche de son identité

Par BERNARD CASSEN

LE parti conservateur — parti « naturel » de gouvernement — résiste mal à la défaite. La lutte pour la succession de M. Heath, qui s'amorce dans une certaine confusion entre MM. Whitelaw, Keith Joseph et peut-être Sir Christopher Soames (M. Enoch Powell jouant le rôle de la statue du Commandeur), va bien au-delà d'une querelle de personnes. Elle traduit une crise profonde qui ne pourra se résoudre que par la définition d'une nouvelle orientation, tenant compte des rapports de force qui prévaudront en Grande-Bretagne dans les mois à venir. Cette crise, de nature avant tout idéologique, remet en question l'adhésion à la politique de « consensus » qui a dominé la scène britannique depuis 1945.

C'est cette crise qu'Andrew Gamble étudie de façon magistrale dans un ouvrage (1) qu'il vient de consacrer au parti conservateur et qui gagne en pertinence au lendemain du deuxième échec électoral des Tories en quelques mois. Par consensus il faut entendre ici le compromis réalisé entre les intérêts du grand capital britannique et l'impératif de la stabilité politique, compromis qui s'est concrétisé par l'acceptation des grands objectifs du gouvernement travailliste de 1945 (Etat-providence, nationalisation, plein emploi, croissance économique) par la classe dirigeante et son expression naturelle, le parti conservateur.

Ces réformes étaient le prix minimum à payer pour éviter que l'aspiration profonde au changement social — ciment de l'unité nationale pendant la seconde guerre mondiale — ne se transforme en remise en question de l'hégémonie de la bourgeoisie britannique. Rien n'aurait été plus fatal à celle-ci que le renoncement du parti conservateur au concept de « One Nation », forgé par Disraeli pendant les années 1860 et qui opérait la synthèse entre la défense des grands intérêts privés, de la propriété en général, et les contraintes imposées par l'élargissement du droit de vote à la suite des réformes électorales de 1867 et 1885. Lors d'un scrutin, un parti politique se présentant ouvertement comme le défenseur d'intérêts de classe aurait entrepris une démarche suicidaire. Par contre, l'idée-force de l'existence d' « une seule nation », récusant la lutte des classes et s'appuyant sur trois éléments principaux — des dirigeants compétents et efficaces pour gouverner l'Etat, la mobilisation électorale autour de causes « nationales » et non pas « partisanes », l'identification du parti au consensus — pouvait avoir un impact considérable.

En fait, sur les vingt élections qui se sont déroulées depuis l'introduction du suffrage universel masculin en 1885, douze ont été gagnées par les conservateurs, qui, sur quatre-vingt-neuf ans, ont gouverné seuls ou au sein d'une coalition pendant soixante. Après leur retour au pouvoir en 1951, les Tories — sous Churchill, Eden, Macmillan, Home — se sont bien gardés de revenir sur les conquêtes sociales de leurs prédécesseurs. Leur style politique, leur ascendance aristocratique (rassurante pour les secteurs les plus traditionnels) servirent en fait à donner le change : ils présidèrent au rétrécissement de l'influence britannique dans le monde, à la décolonisation et aux prémices de la crise économique. A un degré ou un autre, ils représentaient, sauf peut-être Churchill (les mémoires de son médecin personnel, Lord Moran, nous ont appris qu'à son retour au pouvoir à l'âge de soixante-seize ans ses périodes de lucidité étaient trop brèves pour lui permettre de gouverner réellement) la tendance « progressiste de droite » héritière de Disraeli, qui recherche l'unité plus que la confrontation, et ose parfois faire la politique de ses adversaires plutôt que celle de ses électeurs, dans l'intérêt supérieur de la paix sociale.

Les autres composantes que distingue à juste titre Andrew Gamble sont les jusqu'au-boutistes (« die-hards ») et la nouvelle droite. Les « die-hards » recouvrent deux catégories de nostalgiques : les « whigs » réfractaires à l'intervention de l'Etat, ce qui avait un sens pour le capitalisme industriel puis financier britannique au dix-neuvième siècle mais n'en a plus du tout au vingtième ; les « impérialistes » hostiles à la décolonisation, à la domination américaine et à l'alliance atlantique, au GATT, etc. D'un poids négligeable au sein des hautes instances du parti, ces nostalgiques, surtout les « impérialistes », avaient par contre une grande influence dans la base conservatrice qui ne s'était jamais réellement adaptée aux nouveaux temps. La troisième composante du parti, la « nouvelle droite », qui a acquis un grand poids vers la fin des années 60, se place en situation de rupture du consensus. Rassemblant les vestiges des « die-hards » et agglutinant de nouvelles forces, elle a pris des positions hostiles à l'Etat-providence, au rôle excessif de l'Etat, au plein emploi. Sa base sociale n'est pas le grand capital — favorable, lui, au consensus — mais les petits patrons, les entreprises familiales, les commerçants : une sorte de « royérisme » à l'anglaise.

LA gestion gouvernementale d'Edward Heath de 1970 à 1974, commencée sous le signe de la confrontation sociale, avec comme plus beau fleuron la loi anti-grève de 1971, avait rapidement quitté les chemins de la « nouvelle droite » pour tenter de retrouver les voies du consensus, notamment par un retour massif à l'intervention étatique après 1972. Cette politique devait lamentablement échouer devant la détermination des mineurs et l'indifférence des électeurs en février dernier. Le bilan du leader conservateur est donc catastrophique : il n'a pu ni donner l'image d'une direction compétente (ses origines modestes et son style technocratique constituant à cet égard un handicap face à tous ceux qui révèrent instinctivement les grandes familles), ni identifier son parti au consensus (il lui reste l'étiquette de « bête noire des syndicats »), ni — ce qui est le plus grave — mobiliser son propre électorat. Ses jours à la tête du parti sont donc comptés.

Le candidat de la droite progressiste, celui qui renouerait le mieux avec la tradition des années 50, est William Whitelaw, l'actuel président du parti ; celui de la « nouvelle droite » est Sir Keith Joseph. Mais il reste Enoch Powell. Powell est en effet le seul à pouvoir réconcilier la « nouvelle droite » avec l'idéologie de « One-Nation », par la création d'un conservatisme populaire s'appuyant sur une redéfinition de l'identité nationale britannique, un patriotisme « cartiériste » débarrassé de toute nostalgie impériale, et arc-bouté sur l'hostilité à l'immigration et au Marché commun. Détesté des caciques conservateurs, Powell est le seul leader de droite qui dispose d'un soutien de masse. Sa situation — actuellement marginale — de député de l'Ulster, « en réserve » du parti conservateur, en fait malgré tout le recours suprême en cas d'aggravation de la crise actuelle.

En conclusion de son analyse pénétrante, Andrew Gamble ne voit que deux issues à l'équilibre précaire qui s'est créé en Grande-Bretagne. La première, c'est une nette ouverture à gauche, une sorte de grande renégociation du consensus de 1945 entre la classe dirigeante et le mouvement ouvrier organisé, concédant à ce dernier de nouveaux avantages : droit de veto sur toutes les mesures économiques et sociales du gouvernement, extension des nationalisations, sévère contrôle des investissements britanniques à l'étranger, mesures contre la spéculation foncière. Ce ne serait pas encore le socialisme, simplement une facture plus sévère à payer par le capitalisme pour assurer sa survie. La seconde solution, c'est un assaut frontal contre les conquêtes ouvrières, faisant supporter aux plus défavorisés le coût de l'inflation : réduction des dépenses de l'Etat, budget en équilibre, chômage sans limite. Un trait serait tiré sur une idéologie du consensus qui ne pouvait se maintenir qu'en période de croissance. En fin de compte, c'est la politique suivie par M. Wilson qui tranchera de façon définitive la guerre de succession ouverte chez ses adversaires conservateurs.

---

(1) Andrew Gamble, *The Conservative Nation*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1974, 300 pages, 4,95 livres.

MÉMOIRES SATISFAITS ET TROUBLANTES QUESTIONS

Les Britanniques entre la complaisance et l'inquiétude

Par MARCEL BARANG

L'ECHEC des travaillistes britanniques aux élections de 1970, après six années de pouvoir, ne devait entraîner chez eux aucune remise en question fondamentale. Leur chef montrait l'exemple d'une étonnante complaisance. Jens Otto Krag, l'ancien premier ministre danois, rapporte dans son bloc-notes (Cf. page 25) ce propos des travaillistes anglais : « Une des raisons de la malchance de Wilson était que, avec l'égocentrisme qui le caractérise, il avait consacré les neuf premiers mois passés dans l'opposition à écrire son livre sans s'occuper du reste. » Ce livre, un millier de pages imprimées menu, vient d'être publié en livre de poche, alors que le Labour est à nouveau en selle, malaisément depuis mars dernier, plus fermement depuis octobre. Ce monument permet de mieux cerner l'homme, ses réactions, son envergure (1).

D'autocritique, point. Mais des justifications, présentées le plus souvent par le petit bout de la lorgnette. Pas de vision d'ensemble, de mise en perspective historique, de définition d'une stratégie politique — tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un homme d'Etat. Mais l'exposé sans emphase d'une gestion au jour le jour des affaires de la nation, dossier après dossier, crise après crise. Les visées tactiques tiennent lieu de stratégie : le tacticien est habile, mais le vide sensible. Point de personnage hors du commun, mais un Monsieur tout-le-monde à la médiocrité parfois brillante, rehaussée à l'occasion d'une pointe d'humour ou de sarcasme et soutenue tout au long par une incorrigible bonne conscience.

La première ligne de ce témoignage nous en avertit : le cauchemar de ces six années fut le déficit de la balance des paiements, 800 millions de livres en 1964. Prestidigitation ou bricolage économique, il sera épongé un an avant l'échec électoral de 1970. Alors, pourquoi cet échec ? Ingratitude du peuple ? Avec le pouvoir, M. Wilson aura retrouvé son obsession aggravée : le déficit des paiements avoisine 4 milliards de livres pour l'année en cours. Suffit-il d'y voir la preuve de l'impuissance congénitale des conservateurs à comprendre la chose financière ?

Rien, dans ce « personal record », ne permet de dire que le premier ministre ne va pas recourir à nouveau aux mêmes subterfuges angoissés, dans des circonstances autrement plus dramatiques qu'il y a quatre ans. Les symptômes sont connus : faiblesse de la livre, fuite de capitaux, spéculations internationales, pouvoir multinational, hégémonie américaine. Les remèdes (politique des prix et des salaires) ne s'attaquent pas aux racines du mal, mais à ses manifestations superficielles. La guérison apparente, le retour de la balance des paiements à un certain équilibre — s'il peut être obtenu — va entraîner des lésions autrement plus graves. L'électorat, qui aura fait les frais de ce redressement factice, n'en saura guère gré au rebouteux travailliste. C'est la leçon de cet épais volume, leçon que l'auteur s'est bien gardé de tirer.

D'AUTRES, cependant, s'efforcent de comprendre. D'où vient, se demande Antony Peaker (2), que la croissance économique de la Grande-Bretagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale est beaucoup plus lente que celle d'autres pays ouest-européens ? Ce professeur d'économie à l'université de Southampton réussit en moins de cent pages à obscurcir à l'extrême le problème, en faisant intervenir des considérations sociales, politiques et institutionnelles qui ne sont, en tout état de cause, que des conséquences de phénomènes plus fondamentaux non élucidés. Ce n'est pas en extrapolant les données économiques in abstracto que ces phénomènes seront mis au jour, mais en replaçant les données fondamentales du pays dans un contexte international déterminant.

Une de ces données figure assurément dans l'étude d'A.B. Atkinson sur la distribution des richesses dans le royaume (3). La Grande-Bretagne, malgré les effets du Welfare State d'après guerre, connaît une concentration des richesses pratiquement sans égale : un pour cent de la population adulte accapare plus du quart des richesses totales, et dix pour cent en détiennent les trois quarts. M. Wilson a-t-il eu l'occasion de méditer ce plaidoyer en faveur d'une répartition plus juste des avoirs ? Les sacrifices qu'il réclame d'une nation à nouveau proclamée en danger vont-ils dans le sens d'une réduction effective des disparités ? On peut en douter.

MAIS ce qui n'est pas douteux, c'est que ces disparités vont contribuer à renforcer l'essor de ce « nouveau syndicalisme » (4) qu'appellent de leurs vœux Ken Coates et Tony Topham. Le premier, ancien mineur, est sociologue ; le second enseigne les relations industrielles aux adultes à l'université de Hull. L'un et l'autre partent en guerre contre l'organisation bureaucratique actuelle du mouvement ouvrier (5) et militent en faveur de l'établissement de structures permettant un véritable contrôle ouvrier — par-delà les multiples formes de participation qu'ils dénoncent et en deçà de l'autogestion, définie ici comme « administration démocratique de l'industrie socialisée ». Ce livre, construit avec clarté et cohérence, documenté et détaillé, a été conçu en priorité pour les milieux syndicalistes. Mais il intéresse tous ceux qui — et pas seulement en Grande-Bretagne — entendent disposer d'un instrument de réflexion pratique pour promouvoir une société authentiquement socialiste.

Autre instrument de travail disponible, mais pour un tout autre public : le très officiel annuaire préparé par le Central Office of Information de Londres, qui présente en quelque cinq cents pages la Grande-Bretagne de 1974 telle qu'elle est perçue dans les ministères (6). La copieuse bibliographie jointe réalise ce tour de force de n'inclure pratiquement aucun des ouvrages fondamentaux pour la compréhension de la réalité britannique d'aujourd'hui.

Quant au classique de Corelli Barnett sur l'armée britannique (7), qui vient d'être réédité en livre de poche quatre ans après sa première parution, il conserve toute son actualité. Retraçant l'histoire de l'armée (de terre) sur près de cinq siècles, l'auteur affirme que celle-ci a toujours été plus essentielle à la survie et au développement du pays que la Royal Navy, bien que les Britanniques se soient toujours mal accommodés de sa nécessité. Une thèse qui éclaire d'un jour inhabituel la présence désormais massive de cette armée chagrine et maugréante en Irlande du Nord.

---

(1) *The Labour Government 1964-70, A Personal Record*, Harold Wilson, Penguin Books, Londres, 1974, 1 048 pages, 1,50 livre.

(2) *Economic Growth in Modern Britain*, Antony Peaker, Macmillan (Studies in Economics), Londres, 1974, 80 pages, 95 pence.

(3) *Unequal Shares. Wealth in Britain*, A.B. Atkinson, Penguin Books (Pelican), Londres, 1974, 277 pages, 50 pence.

(4) *The New Unionism. The Case for Workers' Control*, Ken Coates & Tony Topham, Penguin Books (Pelican), Londres, 1974, 280 pages, 60 pence.

(5) On trouvera une présentation honnête mais sans relief du syndicalisme britannique dans l'ouvrage de Ben Hooberman, *An Introduction to British Trade Unions*, Penguin Books (Pelican), Londres, 1974, 150 pages, 45 pence ; et une version plus vivante mais subjective et déjà datée dans *The New Militants : Crisis in the Trade Unions*, de Paul Ferris, Penguin Special, Londres, 1972, 112 pages, 25 pence.

(6) *Britain 1974, An Official Handbook*, C.O.I., Londres, 1974, 522 pages, 2,10 livres.

(7) *Britain and Her Army, 1509-1970, A Military, Political and Social Survey*, Correlli Barnett, Penguin Books (Pelican), Londres, 1974, 530 pages, 1 livre.

RENCONTRE DE SPÉCIALISTES DANS LES MONTAGNES ROCHEUSES

L'U.R.S.S. et les pays de l'Est vus de l'Ouest

Au début de septembre 1974, un congrès international assez insolite, le premier du genre, réunissait près d'un millier de participants au Canada, dans l'une des plus belles stations des montagnes Rocheuses. La couverture de la brochure distribuée aux congressistes ne portait rien d'autre qu'une indication, en caractères cyrilliques et latins, de lieu et de date, « Banff '74 », sur fond du site, un centre universitaire moderne au milieu des sapins, adossé à la montagne. La page de titre intitulait la réunion « Conférence internationale », organisée par quatre associations (une américaine, une canadienne, deux britanniques) de spécialistes d'études slaves, soviétiques et est-européennes.

Réunis pour discuter de leurs travaux autour de quelque soixante-dix « panels » ou commissions thématiques, représentant au total près de trois cents heures de débats en quatre jours, les chercheurs et universitaires d'une quinzaine de pays allaient pouvoir en même temps faire le point sur leur discipline, confronter l'état de son développement dans les différentes nations « occidentales », et ses perspectives d'avenir dans le contexte d'une coopération accrue entre l'Est et l'Ouest, celle-ci étant symbolisée par la présence d'une trentaine de représentants de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale.

PAR MARIE LAVIGNE *

MAIS comment, d'abord, nommer cette spécialité ? Les dénominations des associations — de « slavistes », « d'études slaves », ou « d'études soviétiques et est-européennes » — traduisent la difficulté sémantique. « Slavistique » se réfère à une notion linguistique. C'est alors privilégier les études de langue et littérature, qui dans le programme de la conférence représentaient le tiers des thèmes de commissions. Certes la grande majorité des membres des associations sont des littéraires, mais, même pour cette discipline, l'adjectif « slave » couvre des enseignements et recherches de hongrois, roumain, langues baltes, caucasiennes, etc. Implicitement on reconnait le caractère dominant des parlers slaves et parmi ceux-ci du russe, employé par le président de la conférence, le professeur canadien Adam Bromke, vers la fin de son allocution d'ouverture, pour saluer les délégués d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est. De fait, si la langue « officielle » de la réunion était l'anglais, la langue sous-jacente en était bien le russe, pour les interventions de la plupart des délégués soviétiques mais aussi pour les références techniques dans les exposés, pour certains échanges spontanés d'arguments entre orateurs et public...

Le « slaviste » non linguiste s'intitule plus volontiers « soviétologue » ou spécialiste de « Soviet studies », car s'il connait ou comprend le russe c'est pour l'appliquer à des disciplines diverses : économie, relations internationales, science politique, histoire — ces quatre domaines se répartissant à peu près à égalité les thèmes non littéraires des travaux en commissions. Mais l'expression de « soviétologue » ne fait pas davantage l'unanimité. Elle se réfère à une réalité étatique ou, si l'on admet que tous les pays concernés ont un régime politique donnant le pouvoir aux soviets-conseils, sur une définition idéologique. Dans les pays socialistes, on considère le concept de « soviétologie » comme teinté d'une coloration agressive, à peine plus respectable que celui de « bloc communiste », et destine à donner l'illusion d'une « science » objective.

Reste alors la référence commode à l' « Europe de l'Est », rassurante par son contenu géographique, correspondant sur le plan académique au découpage en « area studies » longtemps en vogue — beaucoup moins aujourd'hui — dans les universités anglo-saxonnes. Mais cette Europe-là est autant centrale qu'orientale, asiatique à l'est de l'Oural, et ses frontières sont définies selon un critère politique et non géographique, comme le soulignait le vice-président de l'Académie des sciences de Pologne, le sociologue Jan Szczepanski, dans son adresse à la conférence sur « *les études est-européennes à l'Ouest vues d'Europe de l'Est* ».

Enfin, déclarer se consacrer à l'étude des systèmes sociaux, juridiques, économiques, « socialistes », comme le fait une petite minorité de spécialistes (dont l'auteur de cet article), c'est reconnaître la définition que donnent du système socialiste les pays considérés eux-mêmes, fondée sur les trois critères de la propriété collective des moyens de production, du pouvoir du peuple ayant à sa tête la classe ouvrière, et de l'idéologie marxiste-léniniste. Ceux qui définissent autrement le socialisme ne peuvent retenir cette caractérisation de la discipline.

Un déclin des effectifs

NOMMER la science n'est pas facile ; tracer le profil du spécialiste ne l'est pas davantage.

Le spécialiste d'études slaves et est-européennes a toujours un statut un peu marginal, dont les commissions consacrées à la situation de la discipline aux Etats-Unis ou au Canada ont fait état, et qui se retrouve dans tous les pays. Lorsqu'il est linguiste, il enseigne une langue universitairement « mineure » s'agissant du russe et, *a fortiori*, des autres langues slaves, venant largement après l'espagnol, l'allemand, le français (dans les pays anglophones) et, bien sûr, l'anglais dans les pays francophones.

Aux Etats-Unis, la situation est tout à fait alarmante : depuis 1966-1967, les effectifs d'étudiants ont décliné, en valeur absolue, de plus du tiers dans certains Etats et, plus grave encore, ont diminué en proportion de l'ensemble des étudiants en langues modernes. Cela s'explique par un recul général de l'enseignement des langues, du fait que les universités américaines, pour la plupart, n'exigent plus depuis quelques années la connaissance d'une langue, quelle qu'elle soit, pour l'inscription à l'université ou dans le cadre des cursus de sciences sociales. Par ricochet, les débouchés des linguistes se rétrécissent. En outre, la nouvelle génération des « soviétologues » politistes, historiens, économistes ou sociologues connaîtra de moins en moins le russe, qui n'est pas requis pour s'inscrire à des cours sur les pays d'Europe de l'Est.

Le russe passe, de plus, pour avoir des handicaps spécifiques : les étudiants américains ne le considèrent pas comme une langue d'application pratique, l'U.R.S.S. est trop loin pour offrir d'attrayantes perspectives de voyage, les développements du commerce Est-Ouest ne s'accompagnent pas de créations d'emplois. A peu près identique au Canada, en Grande-Bretagne, le statut du russe serait presque meilleur en Europe continentale — encore que la France, par exemple, ne soit pas épargnée par le déclin relatif de cet enseignement.

Le « soviétologue » non littéraire est marginal lui aussi pour diverses raisons. D'abord et tout particulièrement en Amérique du Nord, il a souvent choisi ce domaine car, comme nombre de ses collègues linguistes d'ailleurs, il est originaire d'un pays de l'aire géographique concernée, par émigration ancienne ou récente — la province de l'Alberta, où se tenait la conférence, possède, par exemple, une forte minorité ukrainienne implantée là depuis le début du siècle ; par la suite, les émigrations successives postérieures à 1917, 1945, 1956, 1968, ont alimenté le milieu de recrutement de la « soviétologie », la dernière vague étant constituée par les récents émigrés soviétiques où les juifs représentent près de 90 %. Il serait assurément excessif de dire que la qualité d'émigré ou de descendant d'émigré vicie automatiquement l'objectivité de jugement. Certaines commissions « chaudes », comme celles sur les origines de la guerre froide en Europe, ou sur « *le changement des modèles politiques communistes et la recherche de processus et politiques plus adéquats* », ont tout de même nettement montré un biais dans ce sens au moment des débats.

D'autre part, l'économiste, l'historien, le politiste dont le domaine de recherche est l'Europe de l'Est ne peut souvent pas s'y consacrer à temps plein, sauf s'il a la chance de travailler dans un centre universitaire ou un institut spécialisés. Il enseigne l'analyse micro-économique générale parallèlement à l'économie planifiée, l'histoire de la guerre de Sécession et celle de la révolution russe. Qui plus est, beaucoup de ces spécialistes constatent qu'à trop se concentrer sur les questions est-européennes ils se coupent fâcheusement de leur discipline dominante. Il est typique qu'une des « petites » associations américaines, constituée dans les années 60 pour l'étude des « économies de type soviétique », se soit dissoute pour créer une « Association d'études économiques comparées », se déspécialisant volontairement afin de s'ouvrir aux économistes analysant les systèmes économiques en général. Au Canada, les réunions de l'Association canadienne de science politique et de l'Association canadienne des slavistes se tiennent séparément, mais la même semaine et dans la même ville pour favoriser cette double appartenance scientifique.

On en vient alors à se demander si la cohésion des « slavistes-soviétologues » n'est pas purement artificielle, et quel peut ou doit être l'avenir de ce secteur d'études. Les réponses peuvent être recherchées dans l'examen des structures nationales d'encadrement, dans les apports de la conférence elle-même selon les disciplines et, enfin, dans l'effort d'organisation internationale qui devrait se développer à la suite de ce premier congrès.

Les effets de la détente

LES structures nationales de la « soviétologie » sont des plus diverses. Pour illustrer cette diversité, on peut prendre trois « modèles » : américain, britannique et français.

Le modèle américain pourrait être défini comme « *le complexe politico-intellectuel* ». La soviétologie a connu, aux Etats-Unis, un vif essor sur une impulsion spécifique du gouvernement fédéral, à finalité sans équivoque, en 1958. Certes il existait auparavant des enseignements isolés en ce domaine, et la grande « Association américaine pour l'avancement des études slaves », désignée par son joli sigle anglais « triple A-dougle S », s'est créée en 1948. Mais si elle compte aujourd'hui deux mille cinq cents membres, s'il existe dans le pays une bonne centaine de centres spécialisés (dont les plus connus sont ceux des universités Harvard, Columbia, de California — à Berkeley et Stanford — de Virginie, d'Indiana), c'est à une loi de 1958, le *National Defense Education Act*, qu'on le doit. A la suite du lancement, en U.R.S.S., du premier « *spoutnik* », en 1957, le gouvernement américain décida de donner une priorité nationale stratégique à l'étude du russe et du système soviétique, afin d'armer la jeunesse américaine des connaissances nécessaires pour lutter efficacement contre le défi soviétique. Un financement considérable assura l'application de ce texte, sur la base de programmes proposés par les universités à l'accord du gouvernement ; l'euphorie fut alors considérable, d'autant plus que les grandes fondations privées, et particulièrement la fondation Ford, complétèrent avec libéralité les fonds fédéraux, et que les étudiants affluaient, attirés par la perspective d'emplois certains dans les administrations fédérales (la C.I.A., certes, mais aussi quantité de services économiques ou techniques).

La détente (mot fréquemment entendu à Banff, « *en français dans le texte* ») apporta le temps des vaches maigres. Les crédits gouvernementaux furent diminués ou retirés : on n'a pas besoin de connaitre son concurrent pacifique aussi bien que son ennemi. Les crédits privés refluèrent aussi ; en 1975, pour la première fois, « triple A-double S » devra fonctionner et éditer ses publications dont la *Slavic Review* sans subvention de la fondation Ford. Le gouvernement réduisit ses emplois au strict nécessaire et même les grands services spécialisés de recherche officielle furent contractés comme ceux du département du commerce, ou du département d'Etat — la section de recherche de la « *Library of Congress* » demeurant le centre d'élaboration de publications de grande qualité, les volumes périodiques de notes sur l'U.R.S.S. ou les pays de l'Est soumis à la commission économique du Congrès. Les étudiants se firent plus rares, obligeant les professeurs au recyclage. La soviétologie américaine est incontestablement en crise ; celle-ci conduit à mettre en cause la notion même d' « area studies ». Pour ce qui est de l'esprit des études, l'anticommunisme, et c'est heureux, a cessé de faire recette ; mais les recherches sur l'Europe de l'Est n'intéressent pas pour autant la jeunesse radicale et contestataire, qui préfère aujourd'hui la sinologie...

La structure et l'esprit de la recherche soviétologique en Allemagne fédérale sont assez proches du modèle américain ; une association nationale, la *Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde*, édite les trois plus importantes revues (*Osteuropa*, *Osteuropa-Recht*, *Osteuropa-Wirtschaft*) ; la période de la guerre froide a vu se créer de nombreux centres à vocation nettement stratégique ; aujourdhui, la recherche universitaire se développe surtout dans les instituts rattachés à de grandes universités comme celles de Berlin, Kiel, Cologne, Munich, etc. (on notera que, dans cette dernière ville, un institut financé à l'aide de fonds américains a disparu avec l'affermissement de la détente Est-Ouest...).

Le modèle britannique offre l'exemple d'une solidité beaucoup plus grande. Il n'y a, en effet, pas eu ici de *boom*, mais une consolidation progressive beaucoup mieux structurée autour de quelques grands centres universitaires. Les genres sont mieux distingués : deux associations complémentaires regroupent les linguistes et spécialistes d'autres disciplines. Certes, là aussi, une certaine impulsion est venue du gouvernement — mais dans un esprit tout différent : le premier rapport officiel sur les études « orientales, slaves, est-européennes et africaines » (on remarquera cette conception englobante, très représentative de l'Empire britannique, d'un « orientalisme » généralisé !) de 1947 fut commandé par un gouvernement travailliste. Les propositions que contenait ce rapport restèrent lettre morte et, en 1961, un second rapport, recommandant une concentration des moyens sur le développement de quelques centres, assura le démarrage de la soviétologie britannique. A la respectable et ancienne *School of Slavonic and East European Studies* de Londres, axée sur l'enseignement linguistique, s'ajoutèrent des centres pluridisciplinaires dynamiques comme l'Institut d'études soviétiques et est-européennes de Glasgow, éditeur de *Soviet Studies*, les Centres de Birmingham (le seul à développer un programme pour les scientifiques), Lancaster, Bradford ; tous ces établissements sont étroitement intégrés dans les universités correspondantes et les « soviétologues » ne se trouvent ainsi pas coupés de leur discipline de base. C'est sans doute, vu de l'extérieur, le modèle le plus réussi et efficient, quoique les Britanniques se plaignent eux aussi d'un certain recul à l'heure actuelle.

Enfin, le modèle français est spontanéiste et individualiste. Les moyens des rares centres existants sont dérisoires et l'opulence n'a jamais régné ; l'excellente *Revue de l'Est* a un tirage réduit. L'encouragement gouvernemental n'a jamais été décisif et cela témoigne d'une neutralité officielle indiscutable dans l'orientation des études soviétologiques. L'apport essentiel des autorités publiques a été la constitution d'une base documentaire très précieuse, à travers la *Documentation française*, ses publications spécialisées et son Centre de documentation sur l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine. La plupart des « soviétologues » français non linguistes, à l'exception des chercheurs du C.N.R.S., en trop faible nombre, sont des universitaires ne consacrant à leur hobby scientifique qu'une petite partie de leur temps, occupé pour l'essentiel par des enseignements généraux de leur discipline, droit, histoire ou économie. Seul l'Institut d'études Politiques de Paris assure un enseignement spécialisé complet pour étudiants avancés, dans le domaine des sciences sociales. On peut, cependant, se réjouir d'un mouvement vers une coordination des efforts, ou plutôt vers un échange plus régulier d'informations, qui se dessine aujourd'hui sous l'égide de l'Institut d'études slaves.

Relevons enfin qu'en France, comme en Italie où la situation est, à bien des égards, comparable, la recherche et la documentation sur les pays socialistes se mène aussi dans le cadre d'une institution que l'on ne mentionne pas, en général, lorsque l'on recense les lieux de ce type d'études, et qui est le parti communiste. Cet apport ne saurait être tenu pour négligeable, ni écarté pour des considérations d'engagement militant.

A la conférence de Banff, au cours d'une commission consacrée aux émissions radiophoniques vers les pays de l'Est, on a évoqué comme un exemple de contribution à la recherche les travaux de documentation et d'étude menés par la station *Radio Free Europe* dans ses bureaux munichois. Un certain militantisme, défini comme la « défense des valeurs occidentales », est assurément ici sous-jacent à la recherche...

Une coopération internationale

LA conférence de Banff pouvait-elle réellement susciter le dialogue entre les repésentants de disciplines, courants intellectuels, regroupements nationaux si diversifiés ? Le lieu accentuait la prédominance de la soviétologie nord-américaine pour des raisons géographiques, les citoyens américains constituant la moitié des délégués, les Canadiens plus du quart ; et, parmi les cent vingt Européens occidentaux, les Français ne représentaient que le dixième... Mais la composition des commissions traduisait une véritable coopération scientifique en groupant sur le même thème des rapporteurs de différents pays : notons une présidence française dans l'ensemble des soixante-dix commissions, celle du « panel » sur les moyens d'information de l'opinion publique dans les pays socialistes. Présents dans un tiers des commissions, les délégués d'U.R.S.S., Pologne, Roumanie, Bulgarie et Yougoslavie apportaient des points de vue assurément différents de ceux des rapporteurs, sans qu'éclatent, à de rares exceptions près, des polémiques passionnelles.

Un dosage entre thèmes très spécialisés, analyses disciplinaires et présentations générales pluridisciplinaires permettait tous les styles d'échanges d'idées. Autour des questions très spécifiques de linguistique descriptive (avec des rapports sur des sujets tels que « le *po* distributif en russe contemporain ») ou de théorie de l'urbanisation se rassemblaient de petits groupes de spécialistes. Les grands thèmes de recherche en sciences sociales se retrouvaient dans les commissions sur l'agriculture, la répartition des revenus, le commerce Est-Ouest, les classes sociales au dix-huitième siècle, le romantisme en Russie, spontanéité et organisation dans le processus révolutionnaire — pour ne citer que quelques exemples. Enfin des études pluridisciplinaires ont porté sur les différents aspects économiques et sociologiques des réformes économiques, sur les problèmes posés par le tiers-monde aux Etats socialistes et à la doctrine communiste, sur les relations Est-Ouest dans toutes leurs implications, sur les interactions entre science, technologie et société. Peut-être les organisateurs de la conférence ont-ils fait preuve d'une ambition optimiste pour cette troisième catégorie ; à la difficulté d'instaurer un dialogue fructueux entre représentants de l'Est et soviétologues occidentaux sur des thèmes aussi vastes et souvent, par nature, très polémiques, s'ajoutaient les différences de perspective entre disciplines, et quelquefois des conflits intra-disciplinaires (comme on a pu le voir à propos des oppositions entre historiens américains « classiques » et « radicaux » sur l'analyse de l'immédiat après-guerre et les causes de la guerre froide en Europe).

Peut-on dire que la plupart des questions essentielles pour la compréhension des pays socialistes aient été abordées ? Si l'on prend l'exemple d'une seule discipline, la science économique, certains sujets importants se sont trouvés entièrement omis (planification, monnaie et prix, intégration internationale socialiste) ; s'il y a eu des apports méthodologiques intéressants (notamment à propos de la mesure des inégalités de revenus), on a aussi retrouvé çà et là les déformations habituelles de la soviétologie économique souvent obsédée à l'excès par le souci de reconstruire les données statistiques des pays socialistes, laissant au second plan l'explication économique.

Aussi bien, la conférence n'avait pas pour objectif de faire le point sur tout — c'était déjà une performance étonnante que de parvenir à rassembler, pour la première fois, une aussi grande proportion de spécialistes et de leur faire confronter leurs expériences et difficultés.

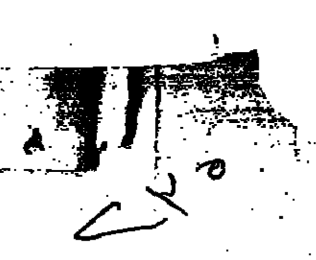
Abandonner certaines habitudes du passé

SIGNALONS enfin quelques débats et manifestations conçus dans une perspective plus « grand public » : ainsi une présentation des personnalités des « vieux bolcheviks » (Sverdlov, Zinoviev, Alexandra Kollontaï) se termina sur l'évocation des souvenirs personnels de l'un des fondateurs du parti communiste américain, Bertram Wolfe, témoin de la révolution russe — celle-ci remarquablement restituée au cours d'un autre des grands moments de la conférence, la présentation du film « *Lénine par Lénine* », réalisé pour la télévision française par Marc Ferro et Pierre Samson. Ce film (qui devrait sur cette lancée faire une seconde carrière en version anglaise), comme celui sur la guerre d'hiver (russo-finlandaise, 1940), faisait partie du programme scientifique de la conférence ; dans le programme des distractions culturelles, relevons la curieuse performance de la chorale des jeunes Doukhobors, descendants à la troisième ou quatrième génération des Doukhobors russes établis au Canada au début du siècle, chantant la fraternité et l'amour dans un registre mi-hippy, mi-boy-scout slavo-américain.

La volonté de coopération internationale manifestée dans l'organisation même de la conférence, affirmée par le secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, M. A. MacEachen, venu apporter non seulement le salut diplomatique du gouvernement canadien mais aussi un vigoureux plaidoyer pour la coexistence pacifique et pour le succès de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, devait se traduire par un acte concret. A l'issue du congrès s'est constitué un « *Comité international pour les études soviétiques et est-européennes* » destiné à favoriser les contacts entre spécialistes, entre organisations nationales, à promouvoir les échanges d'information et documentation, les rencontres et débats. Sous la présidence du professeur Adam Bromke, assisté de deux vice-présidents (français et allemand), ce comité, dont le secrétariat sera à Glasgow, aura pour tâche immédiate de préparer la prochaine conférence, prévue à Munich pour 1980.

Reste à la coopération entre soviétologues occidentaux à s'ouvrir réellement sur des relations avec le monde scientifique et académique des pays de l'Est : c'est bien la volonté exprimée par la première résolution du nouveau comité. L'évolution en ce sens est donc amorcée ; pour qu'elle se poursuive, certaines des attitudes passées de la soviétologie occidentale devront être définitivement abandonnées.

* Maître de conférences aux universités de Paris.





Craquements économiques et risques de guerre

C'est une banalité : la crise économique dans laquelle le monde occidental est déjà entré ne ressemblera certes pas à celle de 1929. Mais cela ne signifie nullement que, même sous d'autres formes, elle sera moins dramatique. C'est pourquoi un coup d'œil rétrospectif n'est pas superflu, au moins en ce qui concerne le comportement des responsables.

« Les cours de la Bourse ont atteint un niveau élevé qui semble devoir être permanent », **déclarait le 16 octobre 1929 le professeur Irving Fisher, de Yale. Huit jours plus tard, c'était le « jeudi noir », l'effondrement brutal du Stock Exchange de New-York. Car ceux qui se proclament « libéraux » ont une telle foi dans le système qu'ils ne peuvent en douter, à moins de désespérer d'eux-mêmes et de leurs raisons de vivre.** « La France a la capacité de faire face aux difficultés actuelles », **a ainsi affirmé le président Giscard d'Estaing le 24 octobre, ajoutant qu'il était possible, d'ici au milieu de 1975, de ramener le taux d'inflation de 15,5 % à 6 ou 7 %.**

Quarante-cinq ans plus tôt, au lendemain du krach de Wall Street, la National Association of Manufacturers, l'équivalent américain du C.N.P.F., lançait un slogan rassurant : « Business is good. Keep it good. Nothing can stop U.S. ». **Et le vieux John Rockefeller faisait preuve d'une belle assurance :** « Les conditions fondamentales de ce pays sont saines. »

L'optimisme des maîtres du système a la vie dure. « Nous avons maintenant passé le pire », **proclamait le président Hoover le 1er mai 1930. Son secrétaire au Trésor, le banquier Andrew Mellon, trouvait des accents de prédicateur :** « Le peuple travaillera plus dur, mènera une vie plus morale. » **Cette superbe confiance en l'avenir n'était pas feinte. Et pourtant, au début de 1932, le National Bureau of Economic Research brossait un sombre tableau de la situation : les valeurs avaient baissé de 83 %, la production de 40 %, les salaires de 60 %, les dividendes de 57 %. Treize millions de chômeurs erraient dans les rues ou faisaient la queue devant les soupes populaires.**

Il faut insister sur le fait que six ans de New Deal amorcèrent un redressement sans vraiment résoudre le problème : lorsque la seconde guerre mondiale éclate en Europe, les Etats-Unis comptent encore 9 millions de chômeurs. Il faudra le plus meurtrier et le plus ruineux des conflits pour non seulement sauver l'économie américaine, mais encore lui donner une prospérité sans précédent.

Les pays industrialisés disposent aujourd'hui de puissants moyens d'intervention et de contrôle permettant d'éviter une crise type 1929-1938. Précisément pour cette raison, la crise déjà amorcée ne peut pas ressembler à celle qui porta au pouvoir Roosevelt en Amérique et Hitler en Allemagne. C'est pourquoi l'économiste américain Paul Samuelson, quels que soient son talent et sa compétence, débite des platitudes lorsqu'il conclut : « Je vois venir des difficultés, mais elles ne ressembleront pas à celles de 1930-1933. »

La tâche la plus urgente est donc d'examiner en quoi la crise présente diffère de la précédente. Elle n'aura pas moins d'ampleur, n'entraînera pas moins de drames, ne suscitera pas de bouleversements politiques moins profonds. Bien au contraire, car elle touche au fonctionnement d'un système moins anarchique qu'avant 1938. C'est ce système « moderne », « rationnel », « scientifique », appuyé sur toutes les ressources de l'économétrie, de l'informatique, etc., qui, soudain, chancelle. Plus puissant, ses ondes de choc porteront plus loin. Pour les plus prospères, dans l'espoir de se sauver, forte sera la tentation de se lancer dans les plus tragiques aventures. Les premiers craquements perçus ne sont pas seulement ceux de l'économie dominante mais aussi, peut-être, de la paix mondiale, trente ans après la capitulation du Reich.

Inefficacité des remèdes traditionnels et dérèglement du système

Comment les structures ont engendré la crise

Par JEAN-PIERRE VIGIER

AVEC le recul de l'histoire, il est probable que la série d'événements déclenchés par le renchérissement du pétrole arabe organisé en automne 1973 par MM. Nixon et Kissinger *marquera le début visible d'une crise mondiale plus ample et plus profonde que la crise de 1929.*

La crise actuelle se développe en effet dans un contexte économique, technique et politique sans précédent dans l'histoire. Pour la comprendre, il faut mesurer l'impact économique de l'essor de l'impérialisme et de l'envol du progrès technique (1) sur les oscillations cycliques décrites par Marx.

La force de l'analyse marxiste est d'avoir recherché l'origine des crises dans les contradictions profondes du mode de production capitaliste et d'en avoir fourni une explication dynamique, fondée à la fois sur les progrès de la technique et sur le développement correspondant des forces productives. Pour Marx, *« la raison dernière de toutes les crises véritables, c'est toujours la pauvreté et la consommation limitée des masses, opposées à la technique de la production capitaliste de développer des forces productives comme si celles-ci ne connaissaient d'autres limites que la capacité absolue de consommation de la société ».*

Crise de surproduction liée à la baisse tendancielle du taux de profit, la « crise de 1929 » se caractérise classiquement par la destruction massive des marchandises excédentaires et le sous-emploi généralisé des capacités humaines et matérielles de production. Des coups de frein en chaîne engendrent alors une paralysie générale des échanges et le blocage progressif des circuits de la production capitaliste.

Nous savons maintenant que cette crise de 1929 marque la fin des crises « cycliques » du type décrit par Marx. En effet, le système capitaliste, enterré prématurément par ses adversaires, trouve un second souffle entre 1945 et 1965, en s'appuyant : 1° sur la révolution scientifique et technique ; 2° sur des formes néo-colonialistes d'exploitation du tiers-monde (qui lui fournit des sources d'énergie à bon marché permettant une reproduction accélérée du capital) ; 3° sur le développement du capitalisme d'Etat. Ces trois phénomènes transforment la nature, perturbent le déroulement et modifient les conséquences des crises qui secouaient périodiquement le système.

1. LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE. — Grâce à la révolution scientifique et technique, le système capitaliste développe de nouvelles formes d'exploitation, élargit la base économique de reproduction du capital à la consommation de masse et à des secteurs nouveaux de production comme la pétrochimie, l'électronique, etc., fournis par les développements mêmes de la science. Il liquide brutalement toutes les formes pré-capitalistes de production, dans l'agriculture notamment. Il étend son hégémonie à l'ensemble de l'activité économique des hommes. Depuis les loisirs jusqu'aux transports (l'automobile joue à ce stade, dans l'expansion qui suit la seconde guerre mondiale, le rôle qui revenait aux chemins de fer avant la première), l'ensemble des activités des hommes est désormais intégré dans l'économie de marché. Le processus de « réification », annoncé par Marx, est maintenant réalisé sur la partie la plus développée du monde.

2. LE NEO-IMPERIALISME. — A l'issue de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis entreprennent l'élargissement de leur empire. Leur action se développe sur deux plans :

● Ayant plus que doublé leurs forces, ils contribuent d'abord au renversement des empires coloniaux anglais et français. Ils se dépêchent d'occuper et d'organiser le terrain vacant. Ils substituent à l'ancien système colonial, basé sur l'exportation des capitaux, un système néo-colonial appuyé, grâce aux techniques nouvelles, sur le pillage des ressources énergétiques et minérales nécessaires au développement du système. Avec 6 % de la population du globe, ils utilisent à leur profit plus de 60 % des ressources minérales du monde. Elargissant l'écart qui sépare les prix industriels des prix des matières premières, ils provoquent le flux des capitaux des pays pauvres vers les pays riches, et ruinent avec méthode les deux tiers du genre humain. En quelques années, le déficit de l'Amérique latine, par exemple, passe de 10 à 60 milliards de dollars.

● Sur un second plan, les Etats-Unis, lancés dans la guerre froide, relèvent économiquement leurs adversaires vaincus. Ils annexent, dans le cadre de firmes dites « multinationales » pour camoufler leur caractère américain des pans entiers de l'industrie occidentale, quitte à provoquer un déficit croissant de leur propre balance des paiements et à mettre leur monnaie en péril.

L'empire américain marche alors sur deux jambes : le tiers-monde et la prospérité européenne et japonaise, qui se développe dans le sillage de l'expansion américaine.

3. LE CAPITALISME D'ETAT. — Le troisième phénomène est le rôle économique croissant joué par l'Etat dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Les grandes entreprises vivent désormais en symbiose avec l'appareil d'Etat. Elles utilisent à leur profit les finances publiques et monopolisent les contrats qui s'ensuivent. C'est le stade du « capitalisme d'Etat » analysé par le plus grand économiste que la bourgeoisie ait produit depuis Adam Smith et Ricardo : l'Anglais John Maynard Keynes. Il est le premier économiste non marxiste à comprendre les conséquences possibles de l'emploi du nouveau pouvoir économique détenu par les Etats modernes sur le mouvement de l'ensemble de l'économie capitaliste. Il a su définir les moyens financiers et économiques susceptibles d'en infléchir le cours. Il préconisait à cet effet la modification du taux d'intérêt de l'argent et l'emploi des dépenses publiques comme régulateurs économiques. Ces conceptions, appliquées par Roosevelt, ont sauvé le capitalisme américain à l'époque du New Deal. Après la seconde guerre mondiale, la réversion au secteur privé des investissements financés par l'Etat (industries d'armements, recherche atomique, etc.) a porté de 40 000 à 60 000 millions de dollars la valeur des installations industrielles « privées ».

Affaiblissement et riposte des Etats-Unis

AVEC le recul, il est clair que la contradiction entre la dynamique du progrès technique et la propriété privée des moyens de production, loin de disparaître entre 1945 et 1965, avait *simplement pris du retard et de l'ampleur.* Il n'y avait qu'une rupture temporaire du rythme des crises prévu par Marx.

Aux oscillations d'ensemble des différents secteurs de la production industrielle, responsables des périodes de six à dix ans qui séparent les crises en période de progrès lent, s'étaient substitués des intervalles de temps incohérents liés au rythme accéléré, mais différent, du progrès scientifique dans les différentes branches de la technique. Il en résulte des oscillations brèves en dents de scie qui marquent depuis la seconde guerre mondiale le mouvement d'ensemble de l'économie. Leur incohérence ralentit le mouvement ascendant de la production capitaliste. Ce phénomène, qui a donné l'illusion de la disparition des crises, préparait en fait la stagnation généralisée de l'ensemble de l'économie qui a frappé le pays le plus développé, les Etats-Unis, depuis 1965. Les centres essentiels de profit deviennent les banques et le commerce extérieur *(voir tableau I).*

Une forme nouvelle de crise cyclique frappe alors les Etats-Unis. Leur progression se fait plus lente face à la remontée de leurs rivaux japonais et européens *(voir tableau II).*

La part des Etats-Unis dans la production du monde occidental passe de 70 % en 1950 à 57 % en 1966 et à 49 % en 1973. Depuis 1973, la progression économique américaine est nulle. Le niveau de vie de la classe ouvrière recule au niveau de 1969. Les perspectives internes d'autofinancement se ferment. L'autofinancement des entreprises dépend désormais de la bouffée d'oxygène de l'inflation et des pétrodollars. Les Etats-Unis entreprennent à coups d'eurodollars d'exporter systématiquement leur crise.

A l'euphorie des années 1941-1965 (les prix ont seulement doublé dans cette période alors que les profits sont passés de 2,1 à 21,2 milliards de dollars et l'indice Dow Jones, qui cote les actions industrielles en Bourse, est passé de 100 à 1 000) succède une période difficile marquée par la guerre du Vietnam, des tensions internes inflationnistes incontrôlées et l'accroissement brutal du déficit de la balance des paiements. Les centres de profit deviennent les banques et l'extérieur. Cette situation explique les antagonismes entre les deux groupes dirigeants qui s'affrontent aux Etats-Unis : le capital financier (lié aux investissements extérieurs et aux grandes sociétés pétrolières) et le capital industriel (acier, automobiles, etc.) qui orientent tour à tour le pouvoir politique.

(Lire la suite page 12.)

(1) Cet envol est plus connu sous la dénomination impropre de « révolution scientifique et technique » (R.S.T.), créée par analogie avec la « révolution industrielle » du dix-neuvième siècle. La R.S.T. n'est évidemment pas une « révolution » au sens marxiste du mot, mais un phénomène d'infrastructure dont il faut mesurer l'impact sur les superstructures politiques (cf. G. Waysand et J.-P. Vigier, *Révolution scientifique et technique et impérialisme, Temps modernes*, n° 266, 1968).

Lire pages 12 à 21

(Suite de la page 11.)

S'appuyant sur le privilège monétaire que leur offre la reconnaissance du dollar comme seul élément convertible en or, le grand capital financier américain profite de l'avance technologique du pays pour investir (par le biais de sociétés « multinationales ») le maximum de capitaux à l'extérieur, en les empruntant sur place pour la plus grande part. Il exploite ainsi à son profit le coût moins élevé de la main-d'œuvre étrangère et mise sur un accroissement exponentiel des revenus extérieurs.

En 1971, le calcul a échoué. La balance commerciale américaine devient négative. Elle atteint — 6,8 milliards de dollars. Il faut en finir. MM. Nixon et Kissinger reprennent à leur compte la politique pratiquée par Hitler à la veille de la seconde guerre mondiale : ils s'entendent avec l'U.R.S.S. et se retournent contre leurs adversaires économiques. L'opération se fait en deux temps : non-convertibilité puis dévaluation « sauvage » du dollar, suivie de la hausse du pétrole à l'automne de 1973. Les objectifs sont clairs : reconquérir l'hégémonie perdue sur le marché capitaliste (en mettant à genoux l'Europe et le Japon) et provoquer une nouvelle division internationale du travail : les Etats-Unis se réservant, en accord avec l'U.R.S.S. (désireuse d'affaiblir ces ennemis traditionnels de l'Etat russe), le monopole de la technologie de pointe nucléaire, électronique et industrielle.

Cette analyse éclaire la nature et les aspects économiques apparemment contradictoires de la crise de 1974 : *nous nous trouvons devant les conséquences de la superposition de deux séries de phénomènes distincts qui se renforcent aujourd'hui : la crise cyclique* (du type « classique » et qui sévit aux Etats-Unis depuis 1965) *et le début d'une troisième guerre mondiale « froide » orchestrée par les Etats-Unis depuis 1972.*

Les diverses causes de la hausse

APRES l'échec des dernières rencontres économiques entre les responsables des grands Etats industriels en cet automne 1974, le mouvement vers la crise a probablement atteint un point de non-retour. Chaque Etat combat désormais la crise, et l'inflation, pour son propre compte. Manifestement les Etats-Unis ont joué les apprentis sorciers. En détruisant brutalement l'équilibre de bicyclette de l'économie mondiale, ils ont déclenché une série d'événements économiques et politiques qu'ils contrôlent de plus en plus mal. Destinée à l'origine à rétablir l'hégémonie américaine, la crise prend de l'ampleur et s'accélère sous nos yeux. Elle se développe sous trois aspects complémentaires qui tendent à se renforcer mutuellement.

Partons des symptômes qui annoncent l'ouverture d'une crise globale de l'économie des grands Etats industriels. Le processus amorcé est évident : le déficit de la balance des paiements (2) dû à la hausse du pétrole et des matières premières pousse à la hausse des prix (3) et accélère l'inflation. Comme il est impossible à tous les pays d'exporter davantage s'il ne se trouve aucun pays pour importer plus, on assiste à un début de contraction générale de la production, liée aux restrictions de crédit et à la hausse du loyer de l'argent (4). Cela conduit à la montée du chômage et, par contraction de la main-d'œuvre immigrée, à une exportation de la crise vers les pays d'origine des immigrants. On assiste maintenant à un début d'asphyxie de l'économie : les hausses du taux d'intérêt entraînent à terme la mort des petites et moyennes entreprises au profit du grand capital, qui dispose encore du marché financier international. On assiste même depuis le début de l'été à l'accumulation de stocks industriels et à la paralysie d'industries qui avaient servi de locomotives à l'expansion de 1950 à 1970, comme l'automobile (5).

La hausse des prix des matières premières correspond à une nécessité à terme pour le capital financier américain s'il veut défendre et développer ses investissements à l'extérieur. Organisée par des ententes de cartels entre producteurs et sociétés exploitantes, elle coïncide avec l'intérêt des pays socialistes à s'aligner sur tout accroissement des prix du marché. Le cas du pétrole est trop célèbre pour être repris ici (6). La hausse du pétrole se prolonge en une hausse de fait des matières premières au niveau du consommateur industriel. Dans le cas typique des métaux non ferreux indispensables aux formes les plus modernes de la production, le cartel des producteurs « européens » de zinc *(voir graphique 1)*, par exemple, a organisé une hausse continue régulière des prix de vente à la consommation, malgré la fluctuation spéculative des cours. Ces fluctuations sont dues en partie à des ventes effectuées à la Bourse des métaux de Londres (London Metal Exchange) par des pays socialistes ayant besoin de se procurer des devises. Les quantités de métal traitées à Londres, très petites par rapport aux quantités effectivement utilisées dans le monde, échappent à tout contrôle et permettent de faire fluctuer les cours au gré de quelques opérateurs. Tout pronostic sur la fin de la crise par la baisse des prix des matières premières est donc fondé sur une méconnaissance de la nature des intérêts profonds des sociétés capitalistes qui les produisent.

Trois causes permanentes supplémentaires de hausses, liées à l'impact du progrès scientifique sur l'économie capitaliste, viennent renforcer le mouvement ascendant des prix.

La première tient à l'extension de l'hégémonie du mode de production capitaliste sur la majeure partie des secteurs précapitalistes de la production, comme l'agriculture. Dans la phase ascendante du système, les capitalistes avaient fait baisser les prix agricoles (celui du blé en particulier) pour comprimer le coût de la reproduction de la force de travail et accroître au maximum la part (plus-value) non payée du travail de leurs ouvriers. Dans une phase plus récente, qui culmine après la seconde guerre mondiale, le système capitaliste pénètre en force à la campagne, liquide les formes archaïques de production, et intègre les céréales, le soja, la viande dans le circuit de la production et de la distribution capitalistes.

Les produits agricoles occupent désormais une part croissante dans les échanges internationaux, et les prix agricoles suivent désormais les lois du marché et le mouvement des prix industriels. Placés au premier rang des exportateurs agricoles, les Etats-Unis utilisent à fond le nouveau moyen de chantage ainsi développé dans un monde menacé par la famine. Déclenchée par l'achat massif de 20 millions de tonnes de blé américain en 1972 par l'U.R.S.S., achat qui liquidait les stocks existants, la hausse des cours du blé contribue au développement de la crise.

La seconde cause résulte de la détérioration rapide de la durée de vie des produits industriels. Elle est évidemment organisée dans le but d'accélérer le mouvement de rotation du capital. Une part croissante des efforts de recherche (près de 20 % d'après certaines estimations) est consacrée à rendre les produits moins durables.

La troisième cause de hausse porte enfin sur le développement extraordinaire du secteur tertiaire et la multiplication démesurée de services non productifs qui emploient une part croissante de la population active.

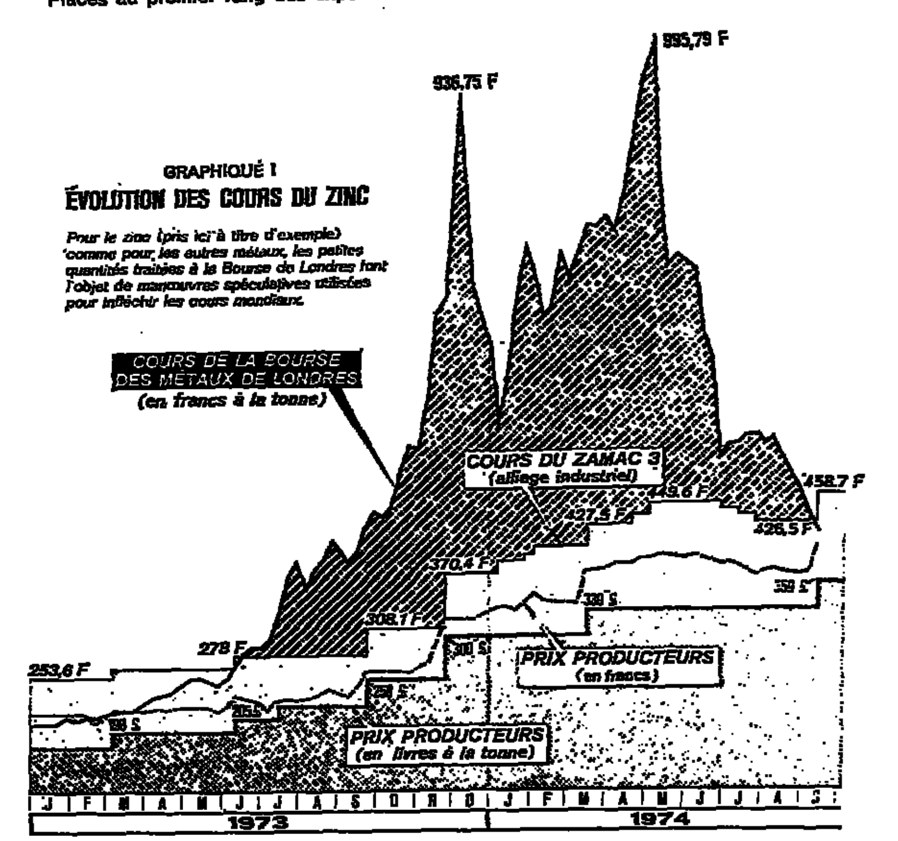


Tableau I. — ORIGINES DES PROFITS AUX ETATS-UNIS.
(en milliards de dollars)

	1966	1968	1970	1972	1974 estimation
— *Sociétés non financières :* (Acier - Automobile - Bâtiment, etc.)					
Profits non distribués	23.0	17.5	0.2	18.1	28.2
Ajustement pour conclusion des stocks	— 1.8	— 3.3	— 4.8	— 6.9	— 31.2
Total	21.2	14.2	3.4	11.2	— 3.0
— *Sociétés financières* (Banques - Majors pétroliers, etc.) :					
Profits non distribués	4.3	4.3	4.0	7.7	10.9
— *Reste du marché :*					
Profits non distribués	1.8	2.4	2.4	3.5	11.6
Total général	27.3	20.9	9.8	22.4	19.5

Tableau II. — QUELQUES DONNEES COMPAREES DU MONDE OCCIDENTAL.

	P.N.B. (en milliards de dollars)			ACIER BRUT (en millions de tonnes)			AUTOMOBILES (en millions d'unités)		
	1950	1960	1973	1950	1960	1973	1950	1960	1973
ETATS-UNIS	288	511	1 289	88	90	136,4	8	7,9	9,7
JAPON	12	43	418	5	22	119.3	—	0,5	4,5
EUROPE OCCIDENTALE dont :	152	330	1 150	50	106	150,0	1,5	5,5	10,4
Allemagne	23	71	357	12	34	49,5	0,3	2	3,6
France	29	61	253	9	17	25,3	0,3	1,4	3,2
Royaume-Uni	37	72	145	16	25	26,6	0,8	1,5	1,7

L'impuissance des gouvernements devant l'inflation

L'ANALYSE qui précède éclaire le problème de l'inflation. A l'heure de la révolution scientifique et technique, elle est devenue un élément permanent du système. Elle résulte d'abord de l'accroissement des dépenses publiques lié au renouvellement continu d'équipements militaires et civils improductifs de plus en plus dispendieux. Elle s'accroît ensuite par la rotation accélérée de l'argent, par l'emploi de la mécanographie et de l'électronique par les banques modernes : rotation équivalente à une émission supplémentaire de billets.

Deux facteurs essentiels expliquent l'impuissance croissante des gouvernements occidentaux devant l'accélération de la crise. Ils se trouvent d'abord devant une contraction évidente. L'extension du marché interne de la consommation capitaliste à l'ensemble de la classe ouvrière a cassé un moyen de contrôle décisif. Le capitalisme ne peut plus, pour des raisons économiques et politiques évidentes, s'offrir des millions de chômeurs, une telle contraction d'un marché devenu indispensable risquant de paralyser la machine. Le capitalisme ne peut plus lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit due à l'accroissement continu du capital fixe en liquidant les secteurs pré-capitalistes de la production. Seul le tiers-monde peut encore faire les frais de l'opération, pourvu que soient maîtrisées les explosions qui résulteraient d'une telle politique.

Les gouvernements capitalistes ne peuvent plus espérer contenir l'inflation à l'échelle nationale, parce qu'ils ne sont plus capables de contrôler sérieusement le mouvement international des capitaux. Ils ne disposent pas des moyens nécessaires pour empêcher les Américains d'exporter leur crise en permanence.

Depuis janvier 1974, en utilisant à fond l'arme du pétrole, les Etats-Unis ont fait capituler l'Europe et le Japon sur un point décisif. Ils les ont forcés à reconnaître le dollar papier, en lieu et place de l'or, comme moyen international de paiement. Européens et Japonais ne pouvaient que céder au chantage dans le cadre du système. Pour couvrir les nouveaux déficits pétroliers, il fallait choisir entre liquider des stocks d'or déjà insuffisants (Allemagne : 5 milliards de dollars ; France : 4,3 ; Suisse : 3,5) ou emprunter à court terme en les évaluant au prix réel du marché libre. L'accord américain à cette opération sauve les Occidentaux dans l'immédiat, mais les condamne à terme. Accepter le dollar papier comme moyen de paiement signifie en clair que l'immense accumulation des dettes liquides américaines (plus de 100 milliards de dollars papier) va s'accroître d'achats massifs de biens et de services réels payés au poids du papier. Cela correspond en fait à un prélèvement de biens réels des pays créanciers en faveur des Etats-Unis.

(2) 10,5 milliards de dollars en 1974 pour la Grande-Bretagne, 6,5 pour la France par exemple. La hausse enlève à l'ensemble des pays industriels plus de 40 milliards dont la plus grande part est réinvestie aux Etats-Unis.

(3) 12 % en Angleterre, 15 % en France.

(4) 20 % en Angleterre, 18 % en France, 10 % aux Etats-Unis, plus de 25 % en Italie et au Japon.

(5) On observe une baisse des ventes de voitures de 20 à 30 % en Europe. La production est en baisse de 25 % en Allemagne fédérale par rapport à 1973, de 15 % en Italie, de 20 % en France, de 13 % en Angleterre. Les prix moyens des voitures sont en hausse de 50 % en Italie, de 12 % en France. Les sociétés Volkswagen et Opel versent 4 000 dollars à chaque ouvrier qui quitte son emploi.

(6) Cf. le livre de Pierre Péan, *Pétrole, la troisième guerre mondiale*, Calmann-Lévy, Paris, 1974.

UN DOCUMENT AMÉRICAIN

Comment imposer à l'Europe la volonté de Washington

Les révélations du directeur de la C.I.A. sur les interventions des Etats-Unis au Chili ont focalisé l'attention sur un seul aspect de la domination américaine. De telles actions, conçues pour prolonger ou rétablir l'ordre économique américain, sont réprouvées par la majorité des citoyens d'outre-Atlantique. En revanche, ils applaudissent aux développements économiques de l'impérialisme, même lorsque ceux-ci sont obtenus par le moyen de chantages et de pressions.

Ainsi la stratégie commerciale des Etats-Unis peut être exposée avec naïveté et cynisme sans soulever d'indignation. Nous citons ici de larges extraits d'un article publié dans le National Journal *du 7 juillet 1973 par M. Frank V. Fowkles, qui fut l'assistant du secrétaire au commerce, M. Peter Peterson. Cet article a été écrit après que M. Peterson eut présenté son rapport au président Nixon qui l'avait chargé d'une mission spéciale pour définir une nouvelle approche du marchandage planétaire. C'est M. Peterson lui-même qui nous a remis cet article en nous assurant qu'il traduisait parfaitement sa pensée. Ce document retrouve son actualité au moment où l'Europe (ou ce qu'il en reste) éclate et où la France, invoquant la crise pétrolière, ménage les susceptibilités de Washington. En voici les principaux passages, qui montrent clairement comment les Etats-Unis se servent de l'Europe en aggravant ses difficultés.*

P. P.

LE gouvernement américain met au point, pour les négociations commerciales internationales, une stratégie controversée qui en lierait le résultat aux accords portant sur les problèmes de la défense, de l'énergie et de la monnaie.

Le but est de renforcer le poids des Etats-Unis dans ces négociations dans l'espoir d'ouvrir de nouveaux marchés aux producteurs américains et de faire disparaître le déficit de la balance des paiements. La « stratégie liée » reconnaît que le négociateur américain est en position de faiblesse en ce qui concerne le commerce et cherche à compenser cette faiblesse en liant la négociation commerciale à d'autres conversations où la puissance américaine est plus forte (...).

L'essentiel du « plan Peterson » a été favorablement accueilli par M. Henry Kissinger (...). En dépit des réticences ou objections européennes, trois facteurs pesaient lourdement en faveur de cette « stratégie liée ». MM. Kissinger et Peterson savaient, par des sondages récents, que malgré les déclarations publiques, les responsables européens et japonais n'étaient pas irréductiblement opposés à envisager le problème commercial dans un contexte plus large. Cette possibilité a, en effet, été largement discutée avec des responsables, tant des gouvernements européens pris individuellement que du Marché commun et du Japon, et les réactions furent généralement encourageantes (...).

Second facteur, MM. Kissinger et Peterson étaient convaincus qu'il n'était pas réaliste d'isoler les problèmes commerciaux des autres problèmes (...). Il n'y avait pas là de chantage — comme quelques Européens pouvaient le clamer — mais un réalisme pratique.

Le dernier argument — peut-être décisif — était que cette stratégie avait été testée avec succès sur une moins grande échelle à l'occasion des négociations commerciales avec l'Union soviétique pendant l'été 1972. Dans cet exemple précis, les négociateurs américains avaient été envoyés à Moscou avec cette instruction de M. Kissinger : amener les Soviétiques au bord du précipice et appuyer ensuite violemment sur les freins. L'objectif était d'utiliser l'impatient désir de l'U.R.S.S. d'obtenir un accord commercial pour s'assurer qu'elle resterait calme à propos du problème vietnamien. Ce marché ne fut jamais explicite : il n'était pas nécessaire qu'il le fût. Les Soviétiques comprirent le message : ils changèrent d'attitude en devenant silencieux sur la guerre du Vietnam, et l'accord fut conclu.

L'auteur explique alors comment les négociations avec l'Europe et le Japon doivent être menées.

Si la « stratégie liée » est suivie, la négociation commerciale sera un élément dans un orchestre de négociations, sous la direction générale de M. Henry Kissinger. Le travail de M. Kissinger serait de coordonner le jeu de toutes ces sections, notamment ceux de la sécurité, de la réforme monétaire et de l'énergie pour assurer qu'elles se complètent l'une l'autre, et que les succès dans un domaine ne sont pas réalisés aux dépens d'un autre...

En tête de liste (...) se situera la compensation des impacts commerciaux créés par l'élargissement récent du Marché commun (...).

Un autre objectif important des négociateurs américains sera d'obtenir des assurances que la future politique commune industrielle ne se fera pas aux dépens des exportateurs américains (...). L'objectif primordial étant de s'assurer que les produits américains tels que les ordinateurs et les avions ne seront pas l'objet de discriminations. Un des buts de cette politique commune industrielle est de stimuler le développement européen dans les domaines de haute technologie, où les Etats-Unis disposent d'un avantage comparatif et d'exportations importantes.

Un troisième intérêt majeur des négociateurs américains visera le système des prix agricoles dans le Marché commun : soutien des prix, tarifs variables et subventions des exportations. La contribution variable — qui augmente quand les prix mondiaux tombent — limite les importations ; les soutiens de prix sont cause de surproduction et les subventions à l'exportation aspirent les surplus dans les marchés tiers qui, autrement, seraient approvisionnés par des exportateurs non européens... Bien que la politique agricole commune soit sous-tendue par l'influence politique considérable des électeurs agricoles européens, les négociateurs américains peuvent néanmoins considérer comme objectif primordial les concessions européennes en matière agricole...

L'auteur énumère ensuite les obstacles que les Américains rencontreront pour promouvoir leur politique commerciale.

L'obstacle final sera le fait que les Etats-Unis cherchent à développer leurs positions commerciales et donc, par définition, veulent demander plus qu'ils ne sont prêts à concéder. Bien que les mots comme « réciprocité » et « équilibre » soient répétés dans les discours officiels jusqu'à ce qu'ils se dissolvent dans des syllabes dépourvues de sens, ils ne peuvent obscurcir cette réalité.

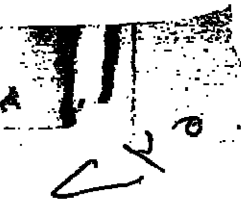
L'auteur présente les trois grands atouts de l'Amérique qui lui serviront de levier pour obtenir les concessions commerciales qu'elle souhaite.

Réforme monétaire : « Importuner les créanciers »

LES déficits importants de la balance américaine des paiements ont été, en réalité, un plus grand problème pour l'Europe que pour les Etats-Unis. L'Amérique a, en effet, accumulé les mauvais livres de comptes, alors qu'elle a laissé aux Européens la mauvaise monnaie, ce qui a eu plusieurs effets pernicieux sur les économies européennes. Les dollars que l'Europe a été contrainte d'accumuler ont servi de catalyseur aux attaques spéculatives qui, à plusieurs reprises, ont nécessité des réévaluations. Ils ont alimenté l'inflation européenne en gonflant la masse monétaire. En 1972, l'Allemagne a subi un taux d'inflation de 6,5 % quand les flux de devises ont augmenté sa masse monétaire de 13 %. Et, finalement, dans le processus d'accumulation des dollars, l'Europe a, en effet, financé la prise de contrôle de nombreuses sociétés européennes (par des sociétés américaines).

Les Européens attachent une grande priorité aux réformes qui les mettraient à l'abri de ces effets dans l'avenir. Les Etats-Unis ne sont pas contre, mais les deux côtés divergent sur les moyens d'y aboutir.

(...) Leur préférence (des Euro-



Ceci signifie en clair que le moteur essentiel de l'inflation est lié à la reconnaissance du dollar papier comme moyen de paiement international et qu'on ne peut l'enrayer sans rompre avec le marché international dominé par les Etats-Unis. En d'autres termes, on ne peut sortir de la crise sans changer de politique étrangère et sans tenir tête aux Américains.

L'accélération récente de l'inflation s'explique dans ce cadre théorique. Après des succès initiaux importants au début de 1974, marqués par un rééquilibrage de leur balance des paiements, la reconquête politique du Proche-Orient, la consécration du dollar comme moyen de paiement international unique, les Etats-Unis se heurtent à une résistance importante du Japon. Ce dernier passe même à la contre-offensive. Pratiquant une politique « à la Jobert » vis-à-vis du Proche-Orient, il a traité directement avec les producteurs de pétrole sans accepter le dollar comme moyen de paiement. Il étend son influence économique au Brésil, en Indonésie, au Canada, et même aux Etats-Unis (7). Malgré une inflation galopante (plus de 27 % cette année) il vient de rééquilibrer sa balance des paiements. Celle des Etats-Unis, par contre, se détériore à nouveau. L'exportation des capitaux américains a pris de l'ampleur depuis la fin de l'été 1974.

La crise revêt désormais la forme d'un début de dérèglement du système financier international caractérisé aujourd'hui par des fluctuations des taux de change et des mouvements incontrôlés de capitaux spéculatifs (eurodollars et pétrodollars). Il en résulte une dégradation dangereuse à terme du marché financier due à la hausse du loyer de l'argent. Ce qui explique la chute des valeurs en Bourse et l'apparition des premiers krachs bancaires.

Pour illustrer cet argument, qui permet aussi de conclure au caractère désormais irréversible de la crise, nous avons reproduit *(graphique II)* la courbe de fièvre de l'inflation mondiale depuis la dévaluation Nixon de 1971 et le « décrochage » du dollar par rapport à l'or. Le lien de l'inflation avec le mouvement des eurodollars et la hausse des prix y saute aux yeux.

La crise et la classe ouvrière

TOUT ceci dessine les prolégomènes d'une crise majeure du système capitaliste à l'échelle mondiale. La crise de 1974 marque en effet, par la dégradation brutale des termes de l'échange, la fin de tout espoir de développement pour la majeure partie de l'humanité. Nous allons ainsi dans le tiers-monde vers l'élargissement des zones de famine et de révolte.

Cette analyse permet de tracer les nouvelles lignes de force d'une nouvelle stratégie révolutionnaire de la classe ouvrière dans trois directions principales.

La première porte sur le renversement nécessaire de la ligne de politique étrangère poursuivie par des bourgeoisies de plus en plus assujetties aux Américains. Tout compromis avec l'atlantisme débouche sur une aggravation de la condition des masses. Il est impossible de sortir de la crise dans le cadre de l'empire américain ou de la C.E.E.

La seconde est le refus de toute collaboration de classe, de tout compromis « historique » ou non, qui aboutirait immédiatement ou à terme à faire payer aux masses la survie du système qui les exploite et le prix d'une crise délibérément organisée par les Etats-Unis.

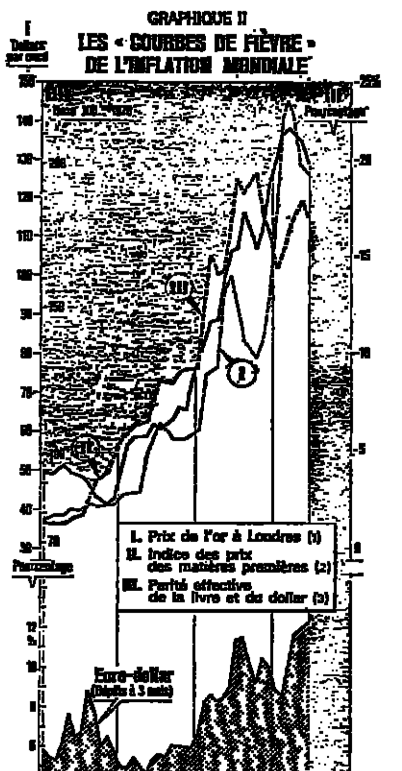
La troisième a trait à l'élaboration d'un modèle économique différent. Il n'est plus possible de lutter aujourd'hui contre la crise et l'inflation sans remettre en question l'ensemble de l'organisation économique et le régime de propriété.

Ceci met en cause, aujourd'hui, la division capitaliste du travail, la finalité de la production, l'existence même de l'économie de marché. Marx enseignait il y a plus de cent ans que les formes économiques nouvelles naissent et s'affirment dans la lutte à l'intérieur des systèmes en perdition. Face à la crise de 1974, les batailles ouvrières qui tendent à rejeter tout licenciement (même « justifiable » au nom de la logique du système), à prendre en main l'organisation du travail, à se passer des circuits de distribution de la bourgeoisie, préfigurent la nature de la transition vers une société socialiste.

JEAN-PIERRE VIGIER.

(7) Les prix des voitures japonaises ont été abaissés sur le marché américain.

GRAPHIQUE II
LES « COURBES DE FIÈVRE » DE L'INFLATION MONDIALE



(1) Prix de l'once en dollars à la parité effective du premier trimestre 1970.

(2) D'après The Economist, 1970 = 100, en dollars à la parité effective du premier trimestre 1970.

(3) Diminution en pourcentage par rapport au premier trimestre 1970.

Karl Marx et le renouvellement des moyens de production

« A mesure que se développe le mode de production capitaliste et avec lui l'importance et la durée du capital fixe employé, la vie de l'industrie et du capital industriel augmente également jusqu'à pouvoir s'étaler des années durant, par exemple, dix ans en moyenne. Mais, si une part de cette vie est prolongée par la croissance du capital fixe, elle est abrégée d'autre part par la révolution incessante des moyens de production qui s'accroît, elle aussi, avec l'extension du mode de production capitaliste, nécessitant le changement des moyens de production et leur remplacement continuel à la suite de l'usure morale, bien avant leur usure physique complète. On peut admettre que, pour les branches les plus importantes de la grande industrie, ce cycle d'existence est aujourd'hui de dix ans en moyenne. Mais nous n'avons pas à nous arrêter ici à des chiffres précis. Un point est acquis : ce cycle de rotations connexes se prolongeant pendant plusieurs années où le capital est retenu par son élément fixe crée une base matérielle des crises périodiques qui font passer les affaires par des phases successives de stagnation, de vivacité moyenne, de précipitation. Les périodes de placement du capital sont en réalité fort différentes et fort dissemblables; mais la crise constitue toujours le point de départ de grandes entreprises, et par suite, si nous considérons toute la société, plus ou moins une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation. »

K. MARX, le Capital, t. VI, p. 61.

Lutte des classes et lutte contre l'inflation

Par SUZANNE DE BRUNHOFF *

Deux boucs émissaires : les pétrodollars et les revendications syndicales

LA crise monétaire internationale, endémique depuis le début des années 1960, a connu une phase aiguë en 1971, lors de la dévaluation du dollar (la première depuis 1934 !) et de la ratification officielle de l'inconvertibilité de cette monnaie en or (inconvertibilité de fait depuis 1968). Cette crise est-elle en voie de solution, ou du moins a-t-elle perdu de son importance ? On constate des tendances contraires. D'une part, la fièvre de réformes monétaires s'est calmée ; certains pensent même qu'un nouveau système international s'est instauré, sans étalon *officiel* autre que les D.T.S. (1), avec des monnaies fluctuantes les unes par rapport aux autres, de sorte qu'il suffirait de replâtrer des institutions un peu vermoulues, comme le Fonds monétaire international, pour les adapter aux nouveaux besoins de crédit et aux nouvelles formes de la domination du dollar.

Mais d'autres faits attirent en même temps l'attention : faillite de banques ayant spéculé sur les marchés des changes, effondrement des Bourses de New-York, Londres, Paris, faiblesse accentuée de toutes les monnaies capitalistes. Non seulement le pouvoir d'achat des salariés est mis en cause, mais l'épargne se trouve gravement atteinte. Selon un schéma oublié dans l'euphorie de la croissance d'après-guerre, la crise monétaire a maintenant partie liée avec une crise financière.

Néanmoins, sous la pression des événements, mais aussi d'une formidable campagne d'intoxication, la première tendance l'emporte dans l'opinion et influe sur l'expression la plus courante de la seconde. Le fatalisme — « *c'est partout pareil* », les prix montent, le chômage menace, — s'accompagne souvent d'une grande peur (nourrie par un racisme plus ou moins latent), celle des « *capitaux arabes* ». Des arguments opposés sont simultanément avancés : on devrait tout craindre des « *princes du pétrole* », leurs dépenses alimenteraient une énorme inflation, leurs prêts au prix fort feraient de l'Occident le débiteur des Arabes ; mais en même temps on envisage de faire le nécessaire pour profiter de la masse des pétrodollars et « recycler » ceux-ci, c'est-à-dire les utiliser au moindre coût possible pour couvrir notamment les déficits des balances des paiements engendrés par les hausses du prix du pétrole. La racine objective commune de ces perspectives contraires est la suivante : les pays capitalistes industrialisés font tout pour agir sur *les effets* des hausses du prix du pétrole, c'est-à-dire pour incorporer les flux de « *dollars arabes* » dans les circuits de crédit dominés par les marchés et les institutions de l'impérialisme occidental. Et cela sans préjuger une action sur *la cause* immédiate de la hausse, les décisions des producteurs de pétrole groupés dans l'OPEP.

Dès lors la crise monétaire, qui pourtant a été le premier signal de la crise d'ensemble mûrissant aujourd'hui et reste une composante décisive de la conjoncture, passe à l'arrière-plan. Une sorte de mécanisme d'occultation est à l'œuvre : il est commode de partir de 1973 et de la crise du pétrole, qui du coup reste elle-même sans explication. Quant aux experts qui remontent en deçà de cette date, vers les années 1965-1970, beaucoup le font aujourd'hui d'un point de vue de classe de plus en plus ouvertement exprimé : ce sont d'après eux les syndicats irresponsables qui ont causé l'accélération de l'inflation, et se sont ainsi disqualifiés. Les Arabes, les syndicats... ainsi le capitalisme se trouve-t-il disculpé. Contre cette idéologie néfaste, qui joue sur les craintes d'un public traumatisé par la dégradation simultanée de la monnaie et de l'emploi, il faut proposer une explication rationnelle de l'inflation, et notamment tenter d'élucider les mystères de la monnaie et du crédit capitalistes. Combattre le fétichisme inhérent à ces derniers, c'est aussi rencontrer les experts bourgeois sur un de leurs terrains de prédilection.

De la drogue "tonique" à la drogue "toxique"

L'« *ESPRIT de Bretton-Woods* » auquel s'est encore référé le nouveau président des Etats-Unis, M. G. Ford, n'est plus qu'un fantôme, si l'on considère la faillite, au cours des années 1968-1971, du système monétaire international d'après-guerre. De ce dernier, il reste sans doute la *volonté* de domination mondiale des Etats-Unis : mais leur *capacité* de dominer, dans le domaine monétaire notamment, est plus faible que dans les années 1944-1958. On confond souvent l'impérialisme américain, qui reste plus vivant que jamais, avec l'hégémonie américaine, qui s'est trouvée peu à peu mise en cause par la concurrence européenne et japonaise. L'une des conséquences de cette confusion est une assimilation abusive de toutes les situations les unes aux autres, selon le schéma suivant : avant 1968-1971, le dollar, « *aussi bon que l'or* », assurait la prééminence monétaire des Etats-Unis ; après les dévaluations de 1971 et 1973, le dollar, désormais inconvertible en or, devenait « *un dollar de combat* », devant permettre un redressement de la balance commerciale américaine ; aujourd'hui, en raison de la « *crise du pétrole* » qui touche moins les Etats-Unis que leurs rivaux européens et japonais, le dollar règne encore et toujours.

Et pourtant la réalité n'est pas conforme à ce schéma, et c'est à tort que l'on confond impérialisme et « *super-impérialisme* ». Même si le dollar reste une monnaie relativement plus forte que certaines autres monnaies capitalistes, il est devenu une monnaie faible, qui a notamment besoin du camouflage des D.T.S. pour garder une dimension internationale. La puissance du dollar d'après-guerre accompagnait l'hégémonie des Etats-Unis, principalement la transmission internationale des normes américaines de production. « *L'internationalisation du capital* » (2) ne pouvait s'effectuer sans une circulation internationale où se réalisait effectivement l'échange de marchandises de toute sorte contre de la monnaie — le dollar servant alors de « *monnaie des monnaies* ». La stabilité relative assurée pendant cette période n'a pas survécu à l'hégémonie américaine ; le dollar, monnaie internationale *gagée* sur l'or (bien que surévalué, pour la plus grande commodité des acheteurs américains d'entreprises européennes), est redevenu, après 1971, une monnaie nationale devant faire ses preuves sur les marchés des changes.

Que, depuis, les Etats-Unis essaient par tous les moyens de redonner au dollar une place centrale, comme ils tentent d'imposer de nouveau leur hégémonie, c'est certain. Le cas des D.T.S. est révélateur. Depuis le 1er juillet 1974, cette monnaie scripturale F.M.I. est évaluée non plus par rapport à un poids d'or, mais relativement à un « panier » des seize monnaies les plus importantes dans le commerce international capitaliste (à l'exception du franc suisse).

(Lire la suite page 14.)

* Chargée de recherche au C.N.R.S., auteur de *l'Offre de monnaie* (Maspéro, Paris, 1971), *la Monnaie chez Marx* (Editions sociales, Paris, réédité en 1973) et de *la Politique monétaire, un essai d'interprétation*, en collaboration avec Paul Bruini (PUF, Paris, 1973).

(1) Droits de tirage spéciaux, sorte de monnaie scripturale F.M.I. Voir plus loin leur nouveau rôle.

(2) Cf. notamment sur ce thème les travaux du colloque de Grenoble, 4-5-6 juin 1974, organisé par l'A.C.S.E.S. (Association pour la critique des sciences économiques et sociales), avec le département « industrialisation » de l'IREP et la faculté de sciences économiques de Grenoble.

---

péens) pour des parités fixes s'explique en partie par le fait qu'ils craignent l'impact de fréquents changements de taux de change sur le commerce qui, pour eux, est un facteur beaucoup plus important que pour les Etats-Unis. Seulement 5 % environ des biens consommés aux Etats-Unis sont importés, alors que ce chiffre varie entre 20 et 50 % pour l'Europe.

Les changements de parité entre les monnaies ont, en Europe, une influence nettement plus importante sur le niveau de l'emploi et sur les taux d'inflation qu'aux Etats-Unis...

L'auteur explique le plan Shultz et pourquoi les Etats-Unis refusent la convertibilité du dollar en or réclamée par les Européens.

L'ironie de l'histoire des discussions monétaires est que les Etats-Unis peuvent disposer d'un moyen de pression, dans la négociation, parce qu'ils sont responsables de l'essentiel de ce problème.

Sécurité militaire : transférer la charge des paiements

LES responsables américains croient que l'ajustement de leur balance des paiements militaires serait possible — soit directement par de plus larges contributions étrangères aux dépenses de défense mutuelle, soit indirectement par des ajustements commerciaux pour compenser une plus grande part du coût supporté par les Américains pour l'entretien de leurs troupes à l'extérieur. Le problème de la sécurité constituera un moyen de pression substantiellement différent selon les pays, mais c'est un problème dont l'importance s'est développée comme élément du marchandage (...).

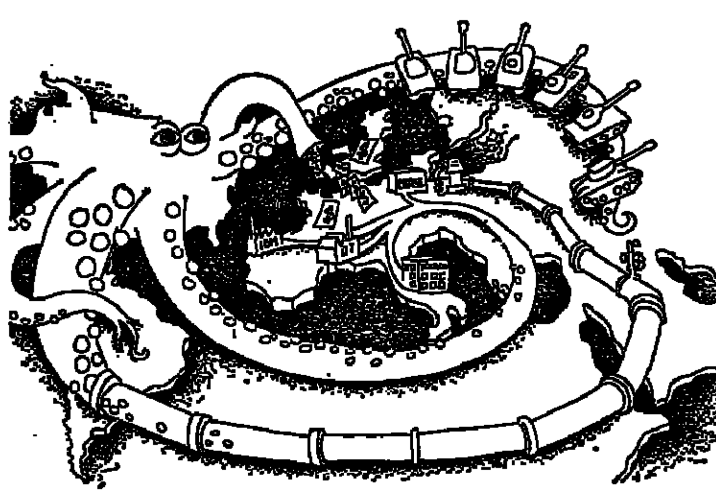
Les accords de l'administration de M. Nixon avec l'U.R.S.S. et la Chine ont créé de sérieuses appréhensions en Europe au sujet de la permanence de la présence militaire américaine sur le continent et de la confiance qu'elle peut accorder aux Etats-Unis comme allié militaire. Ces craintes sont renforcées par la volonté croissante du Congrès de réduire unilatéralement les effectifs américains en Europe.

Les responsables estiment que la conjonction de ces facteurs a considérablement renforcé le sentiment que les Etats-Unis pourront obtenir de plus larges compensations (...) contre des assurances que le soutien militaire américain sera garanti par des stipulations pour un temps déterminé.

Ce problème de la sécurité assurera aux Etats-Unis un moyen de pression plus fort à l'égard de l'Europe que du Japon. Bien que la perception européenne de la menace extérieure diminue, elle reste importante compte tenu de ses possibilités de se défendre par ses propres moyens. Plus encore, la perspective de construire une défense militaire européenne qui pourrait se passer de l'aide américaine crée des problèmes politiques à la fois entre et avec les pays européens.

Le progrès vers l'unité européenne dans les domaines politique et militaire n'a pas suivi les progrès dans le domaine économique. La construction d'une défense nucléaire pour remplacer celle des Etats-Unis est une option que les Européens voudraient éviter, car elle soulèverait l'épineuse question de son contrôle, question qui pourrait réveiller les rivalités endormies et les animosités, par exemple entre la France et l'Allemagne...

Bien que les Français soient engagés dans une politique nationale de défense, les responsables américains croient que les autres pays européens seront suffisamment intéressés par l'obtention d'un engagement américain pour donner leur accord à quelque forme de compensation supplémentaire (...).



Malgré l'inquiétude croissante des Américains au sujet de leur dépendance pétrolière à l'égard de l'approvisionnement étranger, le problème est beaucoup plus important pour l'Europe et le Japon. Cette réalité peut donner aux négociateurs américains une possibilité de pression dans les prochaines négociations commerciales.

L'Europe et le Japon — relativement dépourvus en ressources nationales — sont beaucoup plus conscients de ce problème que les Etats-Unis. Tous les deux savent parfaitement que l'arrivée des Etats-Unis comme grand importateur de pétrole leur posera de sérieux problèmes.

En 1970, l'Europe dépendait du pétrole pour plus de la moitié de ses besoins énergétiques, mais produisait seulement 2 % de ce qu'elle consommait. La même année, la dépendance du Japon était de 70 % et ce pays ne produisait pratiquement rien. Cette situation contraste avec celle des Etats-Unis, qui n'importent que 21 % de leur consommation pétrolière. En 1980, cependant, les Etats-Unis importeront entre 45 et 60 % de leurs besoins.

L'auteur expose les dangers de cette dépendance accrue, notamment les prix exorbitants et la menace d'arrêts de production.

Si bien que les pays déficitaires en énergie pourraient s'opposer les uns aux autres pour accaparer le pétrole restant en concluant des contrats à long terme.

Un second danger est que, en raison des achats de pétrole par ces nations, les flux de dollars vers le monde arabe excèderont largement les capacités d'importation de ces pays. Il en résultera d'importants déficits des balances des paiements pour tous les pays déficitaires en énergie, qui seront incapables d'attirer vers eux des sommes équivalentes sous forme de capital ou de portefeuille d'investissements (...).

Ce qui préoccupe les responsables américains et étrangers, c'est que la pression, pour équilibrer les balances des paiements des pays déficitaires en énergie, entraînera ces pays dans une concurrence destructrice. Concurrence à la fois pour exporter vers les pays arabes et pour recycler les capitaux arabes (...).

Les moyens de pression américains

SI les problèmes d'approvisionnement et de balance des paiements sont communs à tous les pays importateurs de pétrole, les Etats-Unis occupent une position relativement avantageuse pour les raisons suivantes :

— Ils produisent et continueront de produire une proportion du pétrole consommé beaucoup plus importante que le Japon et l'Europe ;

— Ils disposent du plus grand marché de capitaux du monde, un marché qui servira d'aimant à l'investissement arabe en permettant l'absorption de grandes quantités d'argent sans que pour autant les sociétés américaines tombent sous contrôle arabe ;

— En dehors des problèmes de balances des paiements, les Etats-Unis seraient pour l'Europe un terrible concurrent au cas où s'engagerait une compétition « sauvage » pour obtenir du pétrole ;

— Finalement, presque toutes les grandes compagnies pétrolières sont américaines et les autres pays peuvent raisonnablement attendre que ces sociétés favorisent le marché américain si le problème énergétique atteignait des proportions critiques.

Pour ces raisons, l'Europe et le Japon voient un grand avantage à des approches communes et à des politiques de coopération qui les assurent que les Etats-Unis n'exerceront pas leur très grand moyen de pression.

Parallèlement, les négociations américaines voient dans de tels accords sur l'énergie d'utiles atouts supplémentaires dans le marchandage sur le commerce.

(Suite de la page 13)

En même temps, elle doit remplacer l'or comme pivot ou étalon monétaire international. Comme il y a là une impossibilité logique, le D.T.S. ne pouvant à la fois servir à définir des monnaies nationales et être défini par ces mêmes monnaies (3), les experts du F.M.I. ont trouvé le procédé suivant : utiliser *« les taux du marché du dollar américain, qu'il est facile de connaître pour toutes les monnaies du « panier »* (4), *afin de calculer le taux du D.T.S. en fonction du dollar, puis à partir de là en fonction des autres monnaies »* (5). Dans l'article dont ce passage est extrait, l'auteur assure que *« cette façon de procéder a pour seul objet de faciliter les choses, et ne confère au dollar américain aucun statut spécial par rapport au D.T.S. »*. Comme si la technique de calcul était neutre !

L'impossibilité d'un *« super-impérialisme »* monétaire peut se traduire, dans une réflexion sur la crise actuelle des monnaies capitalistes, par l'idée que le dollar subit aujourd'hui l'effet de la *« contrainte monétaire »* qu'il a longtemps lui-même imposée aux autres monnaies. Il faut rappeler brièvement ici ce que signifie cette *« contrainte monétaire »*, qui n'a de sens que lorsque l'on considère le rapport entre monnaie et crédit. Le développement du crédit international, lié à la croissance capitaliste sous hégémonie américaine, a induit un gonflement des actifs financiers hors de proportion avec les moyens de *régler* effectivement les transactions. L'euphorie d'une accumulation apparemment sans limites a fait oublier que le crédit, loin de remplacer la monnaie, présuppose celle-ci. De même que les marchandises doivent faire la preuve de leur valeur sociale par leur conversion en monnaie, les créances, elles aussi, doivent être convertibles en monnaie, c'est-à-dire pouvoir être *réglées* (6).

Or ce règlement est précisément différé par l'*inflation capitaliste contemporaine*, qu'elle soit « rampante » (taux annuel de hausse des prix de 2 à 5 %), ou « ouverte » (aujourd'hui, au-dessus de 10 à 15 % de taux annuel de hausse, la barre mise par les experts montant sans cesse). Cette inflation-ci, qui ne se confond pas avec toute hausse des prix, est *« une forme spécifique de crise »* (7), exprimant la possibilité d'un report dans le temps et d'une dilution dans l'espace du jeu de la *« contrainte monétaire »*. Le crédit, en tant qu'il est relayé par la monnaie d'Etat à cours forcé, distend le lien entre marchandises et règlement monétaire effectif. Car la monnaie d'Etat à cours forcé, qui se trouve placée au sommet de la pyramide du crédit national dans la plupart de nos manuels, sous le nom de *« monnaie centrale »*, permet une validation sociale d'*anticipations privées* de transactions, et non de transactions *effectives* (que l'on songe à diverses faillites récentes). L'inflation actuelle se caractérise ainsi comme une « pseudo-validation des travaux privés, ce *qui est bien la marque de la crise* » (7).

Comment cette forme spécifique de crise a-t-elle pu, pendant un certain temps, alimenter une forte accumulation de capital, et différer la dépression ? Comment aujourd'hui la *« drogue tonique »* du capitalisme d'après guerre se change-t-elle en une *« drogue toxique »* (8), l'inflation comme forme spécifique de crise devenant un élément inducteur d'une crise d'ensemble et découvrant ainsi sa vraie nature, quoique sous un nouveau visage ? L'analyse concrète de ces situations concrètes impliquerait l'examen — hors de propos ici — de l'évolution du rapport de classe fondamental entre capitalistes et ouvriers, des conditions impérialistes de l'accumulation d'après guerre, des pratiques dites de politique économique. Pour comprendre la crise actuelle du crédit et des monnaies capitalistes, on doit remonter jusqu'à la notion théorique générale de *« contrainte monétaire »*, mais on ne peut évidemment rester à l'intérieur du domaine de la monnaie et de la marchandise. Cela apparaît clairement lorsque l'on recense quelques-unes des solutions proposées par les experts : aucune n'est neutre du point de vue politique, plusieurs débouchent sur des propositions ayant un caractère de classe.

Une solution-miracle : le chômage

ALLONS de ce qui est apparemment le plus purement monétaire à ce qui l'est évidemment le moins. La querelle de l'or comme monnaie internationale de référence semble éteinte, depuis que le gouvernement français a lui-même déserté le combat, et accepté que les D.T.S. soient mis au centre d'un nouveau dispositif, l'or étant *« banalisé »*, c'est-à-dire commercialisé par les banques centrales (les Etats), indépendamment de tout prix officiel. Mais le problème d'une nouvelle monnaie internationale de référence ne pouvant être réglé par l'adoption des D.T.S., les *« forces du marché »* des devises, d'ailleurs étroitement surveillées par les Etats, poursuivent leur action perturbée et perturbatrice. Pourtant de vives tensions persistent, l'enjeu n'étant plus pour le moment l'étalon de référence (qui, stable, risquerait de gêner tous les pays impérialistes), mais le prix de l'or. C'est un indice du fait que la démonétisation de l'or est davantage actuellement un souhait américain qu'une réalité admise par tous. Dans le contexte présent de la faiblesse des monnaies capitalistes, même *« banalisé »* comme marchandise, l'or garderait une dimension monétaire (9).

Si on laisse de côté l'action sur le système de référence monétaire, l'union sacrée des pays impérialistes se réalise sur le principe d'un *« recyclage »* des flux de pétrodollars aux taux les plus bas possibles. Ce point a déjà été évoqué plus haut. L'accord sur les formes de cette intégration dans les circuits financiers capitalistes est cependant loin d'être complet, si l'on en juge par les emprunts faits par divers pays capitalistes sollicitant *« chacun pour soi »* les créanciers arabes. L'impérialisme dans son ensemble cherche à récupérer d'un côté ce qu'il perd de l'autre, mais non sans une vive concurrence entre les pays concernés.

Une nouvelle gestion monétaire internationale, la captation des flux financiers dans les circuits dominants, ce n'est là qu'une partie insuffisante des éventualités. Encore faut-il, selon les experts, que chaque pays agisse sur ses flux monétaires internes. Or les situations nationales sont tellement enchevêtrées qu'il paraît difficile, même aux « monétaristes » les plus ardents, d'agir sur l'offre de monnaie. Dès lors ce sont les flux de dépenses qu'il faut comprimer, selon un keynésisme à rebours. L'Etat, bien sûr, doit donner l'exemple. Mais, par le détour d'analyses plus ou moins subtiles, utilisant divers débris des théories traditionnelles de l'inflation, plusieurs experts (10) en arrivent à préconiser un taux de chômage élevé : *« Pour instaurer à long terme un niveau d'emploi stable et sans dépendance vis-à-vis de l'inflation, il faut accepter d'en passer par une période pénible de transition placée sous le signe du chômage »* (11). Il est à craindre que sur ce point décisif pour le système, l'accord ne se fasse entre dirigeants capitalistes de tous les pays. Ceux qui veulent changer le mode de vie occidental, réduire les inégalités et le gaspillage, doivent faire attention quand il s'agit d'identifier l'ennemi principal. Car c'est à des mesures de classe contre les ouvriers et une partie de la petite bourgeoisie que conduisent les analyses et les propositions de certains experts, pour pallier la crise actuelle des monnaies capitalistes.

SUZANNE DE BRUNHOFF.

(3) Cf. P. Mendès France, *Choisir*, Ed. Stock, p. 194, et P. Salin, *le Monde*, 10 juillet 1974.

(4) Le dollar, qui fait partie du « panier », est alors compté comme unité de base, = 1, de sorte que l'on retrouve le nécessaire « n-1 » avec un numéraire dollar...

(5) D.S. Cutler, *les Taux du D.T.S.*, Bulletin du F.M.I., 15 juillet 1974, traduit dans *Problèmes économiques*, n° 1389, 25 sept. 1974, pp. 24-27.

(6) *« On retrouve une sorte de « polarité » entre monnaie et crédit, dérivée de celle, fondamentale, opposant la monnaie aux marchandises et le travail social aux travaux privés. »* S. de Brunhoff et J. Cartelier, *Une analyse marxiste de l'inflation*, *Chroniques sociales de France*, 4, 1974. L'expression de « polarité » est empruntée à J. Morris, *The Crises of Inflation*, *Monthly Review*, New-York, septembre 1973.

(7) Cf. *Une analyse marxiste de l'inflation*, article cité.

(8) Expression de J. Morris, article cité.

(9) Cf. Gordon Tether, *The Rise in Gold's Popularity Goes on*, *The Financial Times*, 12 septembre 1974.

(10) Cf. Michael Parkinson, *United Kingdom Inflation : the Policy Alternatives*, article de la *National Westminster Bank Quarterly Review*, mai 1974, traduit dans *Problèmes économiques*, n° 1388, et F.A. Hayek, *Zwölf Thesen zur Inflationsbekämpfung*, paru dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 août 1974, traduit dans ce même numéro de *Problèmes économiques*.

(11) F.A. Hayek, article cité.

BIBLIOGRAPHIE

• Pour les aspects descriptifs et institutionnels (par exemple définition des D.T.S.), on peut se reporter à R. BERTRAND : *Economie financière internationale*, P.U.F., collection Sup, Paris, 1971.

• Pour une analyse et une discussion du point de vue soutenu par les « monétaristes », voir notamment B. SCHMITT : *Monnaie, salaires et profits*, P.U.F., Paris, 1966 ; SUZANNE DE BRUNHOFF : *l'Offre de monnaie*, Maspero, Paris, 1971, et A.J. MEIGS : *Money Matter*, Harper and Row, New-York, 1972.

• La revue *Economie et Politique* a présenté dans son numéro d'avril-mai 1974, un document : *Monnaie, sociétés multinationales, échanges internationaux*, élaboré par les partis de gauche signataires du programme commun.

• Les controverses sur l'inflation font régulièrement l'objet d'un choix de textes groupés par la revue *Problèmes économiques*, publié par *la Documentation française* (Cf., notamment, les numéros 1388 et 1389 mentionnés dans l'article).

Le profit avant toute chose...

LE profit : alpha et oméga du capitalisme. Source de contradictions sans cesse croissantes, proches désormais du point de rupture absolu. Point n'est besoin d'avoir une vision manichéenne de l'histoire, d'imaginer un complot du capitalisme mondial dont Washington serait la tête et les sociétés « transnationales » les multiples tentacules pour dénoncer les entreprises aberrantes et finalement suicidaires de l'impérialisme. La recherche du profit, la manipulation des classes ouvrières considérées comme agents passifs du procès de production et l'absence, dans la définition des politiques et des stratégies, d'une idéologie autre que la protection et l'expansion d'intérêts matériels : ces motivations profondes du capitalisme expliquent les crises actuelles de l'économie mondiale. Aux classes ouvrières, aux peuples dominés et exploités de faire en sorte que les sursauts de l'agonie ne se traduisent pas par des régimes totalitaires ou fascistes.

C'est ce que s'attache à démontrer Joyce Kolko, dans son livre : America and the Crisis of World Capitalism *(1). Co-auteur de* The Limits of Power (les Limites de la puissance) *(2), ouvrage fondamental sur l'impérialisme, elle retrace l'évolution de l'économie mondiale depuis la guerre de Corée et analyse le rôle des Etats-Unis, dont l'hégémonie est à la fois formidable et précaire. Nature et rôle des sociétés dites multinationales (vecteurs de la concentration internationale du capital mais non entités apatrides, souligne-t-elle) ; ralentissement de la guerre du Vietnam sur l'économie planétaire et influence en retour de celle-ci dans le conflit ; motivations du flirt de Washington avec Moscou et avec Pékin (« nouvelle frontière » de la compulsive et résistible « conquête de l'Ouest » d'un impérialisme à court de marchés) ; impact de la crise du dollar sur le système monétaire international, possibilités pour les pays du tiers-monde d'influer sur la crise du capitalisme industriel : tels sont quelques-uns des points d'ancrage, documentés aux meilleures sources, d'un tour d'horizon qui est un modèle de réflexion marxiste, sans concessions ni dogmatisme, sans jargon ni superflu. Au passage, l'auteur réfute une « théorie à la mode » qui a cours parmi la nouvelle gauche américaine et qui prétend opposer, au sein de la classe dirigeante américaine, deux clans géographiquement et industriellement distincts : Establishment de la côte (empire Rockefeller) et intérêts financiers et industriels du Sud et de l'Ouest (pétroliers texans...). Aux tenants de cette théorie des « Yankees » et des « cow-boys », Joyce Kolko rappelle qu'un clivage beaucoup plus significatif — et traditionnel — sépare courants libre-échangistes et protectionnistes, qui peuvent d'ailleurs affecter ensemble ou séparément une même industrie ou un même trust.*

Certes, tout n'est pas nouveau dans ces pages. Mais rarement la réflexion aura été présentée de façon aussi globale, cursive, limpide et ramassée, sans rien perdre de sa rigueur ni de sa richesse. Ce petit livre mérite bien d'être rapidement traduit en français.

M. Bg.

(1) *America and the Crisis of World Capitalism*, Joyce Kolko, Beacon Press, Boston, 1974, 216 p., 7,95 dollars.
(2) *The Limits of Power*, G. et J. Kolko.

Le seuil de rentabilité optimum de la "crise" pétrolière

LA hausse brutale du prix du pétrole remet en cause l'ordre mondial qui régnait avant la « crise ». Un nouvel ordre va progressivement surgir à l'intérieur même du système capitaliste qui assurera un nouveau leadership aux Etats-Unis au détriment de l'Europe et du Japon. Cette vérité, connue intuitivement ou logiquement par beaucoup, est confirmée par une étude du Centre français du commerce extérieur. Des experts français ont en effet alimenté un ordinateur programmé sur un modèle de cohérence multinationale. Les résultats sont saisissants : au niveau des soldes commerciaux, entre 1970 et 1980, l'Amérique du Nord et le monde arabe accroissent leur excédent respectivement de 15 milliards et de 31 milliards de dollars au détriment de l'Europe (— 22 milliard), de l'Amérique latine (— 11,5 milliards), de l'Asie du Sud-Est (— 10 milliards de dollars) et du Japon (— 9,6 milliards). Au niveau des soldes d'opérations courantes, la C.E.E. à six et le Japon voient leur déficit s'accentuer encore, au bénéfice essentiellement de l'Amérique du Nord et du reste du monde, les pays les plus touchés par la crise étant le Japon, l'Italie et la France.

Ces résultats sont obtenus à partir des hypothèses suivantes :

— Le prix du pétrole reste, en dollars constants, fixe entre le 1er janvier 1974 et 1980 :

— Les pays de l'O.C.D.E. ne mettent pas en place de politique énergétique délibérée ;

— Les pays en voie de développement qui ne produisent pas de pétrole reçoivent des crédits supérieurs à ce que leur coûte la hausse du prix du pétrole.

Les effets de la crise sur les balances d'opérations courantes 1980 sont alors les suivants (en milliards de dollars courants) :

	Solde d'opérations courantes hors crise	Effet total de la crise	Solde d'opérations courantes avec crise
— Etats-Unis	+ 7,9	+ 13,7	+ 21,6
— Canada	+ 0,6	+ 12,9	+ 13,5
— Grande-Bretagne.	+ 6,3	— 1,3	+ 5,0
— Allemagne féd. ..	+ 2,0	+ 2,1	+ 4,1
— France	+ 1,3	— 8,9	— 7,6
— Italie	+ 2,5	— 11,7	— 9,2
— Japon	+ 4,7	— 22,4	— 17,7

LES effets de la crise se répercutent également sur les taux de croissance de chaque pays :

— L'Amérique du Nord maintient le sien, alors que ceux de l'Europe et du Japon sont en baisse ;

— Une baisse des revenus et de la consommation affecte plus particulièrement la France, la Belgique et l'Italie.

Il serait intéressant de voir comment les mutations s'accentuent ou diminuent en fonction des variations des prix du pétrole. Le C.F.C.E. n'a pas introduit les variations de ce paramètre dans le modèle de cohérence multinationale, mais l'étude qu'il a réalisée indique néanmoins grosso modo dans quel sens joue le prix du pétrole sur le nouvel équilibre mondial en 1980.

Les experts ont établi quatre scénarios dans lesquels les prix du pétrole varient de plus ou moins 20 % par rapport au prix du 1er janvier 1974. Ces jeux font abstraction des conséquences indirectes de la crise et des phénomènes d'interdépendance entre les économies nationales.

Les hypothèses des quatre scénarios sont les suivantes :

	Prix du pétrole en 1980 (monnaie const.)	Effort d'auto-approvisionnement	Crédits au tiers-monde non pétrolier
Scénario 1.	6 dollars	élevé	supérieur au coût de la crise pétrolière
Scénario 2.	7,5 dollars	élevé	»
Scénario 3.	7,5 dollars	modéré	»
Scénario 4.	9 dollars	modéré	inférieur au coût de la crise pétrolière

LE dernier tableau (ci-dessous) indique, pour chacune de ces quatre hypothèses, la situation prévue dans les principaux pays. On peut alors faire plusieurs constatations :

— Quelles que soient les hypothèses, l'Amérique du Nord s'en tire mieux que les autres pays de l'O.C.D.E. qui souffrent beaucoup de la crise ;

— Les Etats-Unis sortent grands vainqueurs dans le scénario numéro 2, c'est-à-dire en maintenant les prix à leur niveau du 1er janvier 1974 (juste après la décision de Téhéran du 23 décembre 1973) ;

— Les amplitudes des variations sont très sensibles aux hypothèses retenues et il apparaît qu'une hausse trop forte des prix du pétrole serait préjudiciable aux Etats-Unis (scénario 4) même si leur position relative reste bonne.

Ces études faites après la crise avaient-elles déjà été effectuées aux Etats-Unis avant qu'elle n'éclate ? Par qui ? Les responsables du Pentagone, du département d'Etat, du commerce, des compagnies pétrolières les ont-ils utilisées pour diriger, contrôler l'évolution ? C'est très probable car, depuis 1970, tous les « decision makers » gèrent la crise, inéluctable parce que désirée par la plupart d'entre eux.

Dans de nombreuses déclarations officielles, on évoquait l'estimation du prix probable du pétrole aux environs de 7 dollars le baril. A ce prix, en effet, la crise est très bénéfique pour les Etats-Unis : les compagnies multinationales renforçaient leurs pouvoirs sur l'industrie pétrolière dans le monde, la recherche pétrolière aux Etats-Unis pouvait redémarrer, les autres énergies devenaient rentables, les économies européenne et japonaise étaient pénalisées.

Mais le déroulement de la crise a sans doute échappé en partie au contrôle américain. Certains producteurs jusque-là dociles se sont « autonomisés ». D'où les menaces lancées par le président Ford et par M. Henry Kissinger contre les producteurs de pétrole. Néanmoins, il n'a jamais été question d'exercer des pressions pour faire descendre le prix au-dessous de ce qu'il était avant la réunion de Téhéran à la fin de l'année dernière. La Federal Energy Administration vient de réaliser une gigantesque étude pour le président Ford dans laquelle les experts démontrent qu'en 1985 la dépendance américaine sera très supportable. Par les effets de la hausse des prix du pétrole. Prix qui, selon cette étude, devrait tomber à 7 dollars. Ce chiffre est sans doute le seuil au-delà duquel les effets pernicieux sur les Etats-Unis contrebalancent en partie les effets bénéfiques de la hausse des prix.

P. P.

RESULTATS RESUMES DES QUATRE SCENARIOS (milliards de dollars constants 1974)

Pays	Variations du solde des opérations courantes 1980				Cumul de ces variations 1974-1980			
	Scén. 1	Scén. 2	Scén. 3	Scén. 4	Scén. 1	Scén. 2	Scén. 3	Scén. 4
— Etats-Unis ...	26,7	27,3	9,4	1,1	87,7	86,3	31,2	— 0,6
— Canada	6,6	8,1	6,5	7,1	26,2	32,3	26,4	28,9
— France	0,3	— 2,3	— 4,0	— 8,5	— 11,8	— 24,7	— 29,8	— 49,2
— Belgique-Luxembourg...	— 1,2	— 2,2	— 2,6	— 4,1	— 8,4	— 13,8	— 14,3	— 21,0
— Allemagne féd.	0,8	— 1,8	— 4,3	— 9,7	— 11,0	— 24,1	— 30,8	— 53,4
— Italie	— 2,2	— 4,7	— 5,8	— 9,6	— 20,8	— 32,4	— 35,2	— 51,2
— Pays-Bas	1,2	1,4	0,8	0,5	1,0	1,1	— 0,6	— 2,5
— Gde-Bretagne.	7,5	8,1	5,2	2,9	17,5	17,9	9,0	— 2,3
— Reste de l'Europe de l'Ouest	1,9	— 0,1	— 3,1	— 7,4	— 7,3	— 16,6	— 24,6	— 42,9
— Japon	— 7,4	— 14,3	— 18,3	— 30,1	— 57,4	— 89,0	— 100,1	— 148,3
O.C.D.E. - Total.	34,2	19,7	— 16,3	— 57,8	15,7	— 63,0	— 168,8	— 342,5

هكذا من الأصل

Profits des entreprises, dynamisme des travailleurs et contrôle des investissements

Inflation, accumulation du capital et stratégie impérialiste

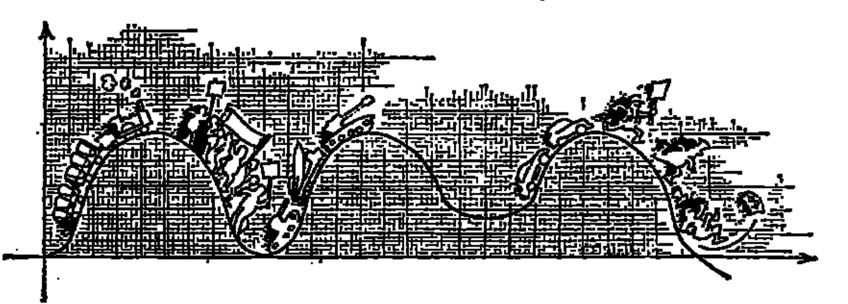
Par ANDRE GRANCU

L'ACCELERATION de l'inflation est depuis plusieurs années le problème majeur des pays capitalistes. Il n'y a pas un discours de gouvernant ou de patron qui ne parte en guerre contre ce « *cancer qui ronge l'économie* » et détruit la base sociale de la bourgeoisie. Pourtant, l'insignifiance des politiques mises en œuvre laisse douter de la volonté réelle des gouvernements de combattre l'inflation. Mieux, le patronat semble parfois s'en accommoder, et, alors qu'il s'opposait il y a quelques années à toute idée d'échelle mobile des salaires, il cherche aujourd'hui à la mettre en œuvre pour désamorcer les luttes ouvrières. La politique américaine est encore plus ambiguë, moins parce qu'elle ne cherche que très modérément à freiner l'inflation interne que parce qu'elle utilise l'inflation mondiale comme une arme dans sa « *guerre économique* » contre les capitalistes européens et japonais, mais aussi contre les travailleurs du monde entier. Les bourgeoisies peuvent bien accuser, selon leurs besoins du moment, les salariés, les pays exportateurs de pétrole ou les paysans, ces ambiguïtés commencent à faire tomber les masques, à laisser percer la réalité derrière les apparences.

Les apparences, c'est la hausse des prix de détail à laquelle est généralement ramenée l'inflation et que mesure l'indice des prix de détail. Pour les travailleurs, c'est bien ainsi que de prime abord apparaît l'inflation lorsqu'ils échangent leur salaire contre leurs moyens de subsistance.

Les travailleurs ne font ainsi que vivre très concrètement le fait que leur salaire, le prix de leur force de travail, est déterminé par le prix des produits dont ils ont besoin pour assurer leur subsistance, indépendamment de l'intensité et de la nature de la dépense de travail qu'ils fournissent. Ce que l'O.C.D.E. avait établi à sa manière, il y a quelques années, dans son rapport sur l'inflation en montrant qu'à *moyen* terme les salaires sont toujours à courir derrière les prix, sans pour autant apporter d'éclaircissement sur les causes de leur hausse. L'analyse de ces causes est, il est vrai, encore tâtonnante du fait que l'inflation n'est pas un phénomène « propre », mais le produit du mouvement d'ensemble de valorisation et de circulation du capital. Toutefois la multiplicité des causes n'interdit pas d'y voir clair, en partant de l'analyse de la formation des prix de détail.

Cette analyse permet en effet de distinguer, dans l'inflation, les causes dues



d'une part à la circulation des marchandises, et d'autre part à la formation des prix de production. La part de hausse des prix due à la circulation des marchandises dépend évidemment de la façon dont la distribution et l'appareil d'Etat s'articulent concrètement sur la production, et va donc varier très sensiblement d'un pays à l'autre. A la circulation des marchandises se rattache également la spéculation foncière, générale à tous les pays capitalistes, même si ses effets sur le prix du logement y sont variables. Ces phénomènes ne sont d'ailleurs pas nouveaux, même si l'élargissement de la circulation des marchandises au cours des dernières décennies tend à les amplifier. Ils expliquent en particulier que les prix de détail aient pu croître beaucoup plus vite que les prix de production. Par contre, ils apparaissent tout à fait étrangers à l'accélération que connaît l'inflation depuis quelques années. Mais dans la mesure où la circulation des marchandises subit en amont des pressions inflationnistes, elle ne peut que les transmettre, en s'efforçant au passage de conserver, sinon d'améliorer, sa propre position.

La hausse des coûts de production

DES lors, l'accélération de l'inflation ne peut trouver d'explication que du côté des prix de production. On y retrouve évidemment les salaires et les matières premières. On y retrouve aussi les prix agricoles, qui ne cessent de baisser malgré la hausse des prix des produits alimentaires. L'anarchie du commerce alimentaire (gros et détail) n'explique pas tout. Le ministre de l'agriculture ne disait-il pas récemment qu' « *il faut se faire à l'idée que le prix des produits alimentaires inclut un coût de transformation croissant* » ? Les paysans producteurs de lait ne l'avaient pas attendu pour montrer que ce coût est d'autant plus élevé que les profits des entreprises capitalistes de l'alimentation le sont davantage. Et lorsque celles-ci prétendent que la hausse des prix à la production les contraint à la répercuter sur leurs propres prix, elles *oublient* simplement de dire qu'elles n'y sont contraintes que pour défendre leurs profits.

Ce rôle du profit, c'est-à-dire de l'accumulation du capital dans le processus inflationniste et son accélération, n'est pas spécifique aux produits alimentaires. Il en est le véritable moteur dans l'ensemble des secteurs. Pourtant l'accumulation du capital n'est pas nécessairement inflationniste. Ainsi dans la période 1955-1967, les prix de production ont été stables ou ont très faiblement progressé dans l'ensemble des pays capitalistes. C'est que, au cours de cette période, les conditions politiques ont permis au patronat de limiter les hausses de salaires, même lorsque, comme en France ou en Italie, les syndicats se sont opposés à cette « *police des salaires* ». Mais, plus fondamentalement, le patronat a cherché systématiquement à réduire la part de la masse salariale dans le coût de production en augmentant la proportion de bas salaires. La parcellisation du travail, la déqualification des postes, le recours à une force de travail d'origine immigrée, rurale et féminine, ont permis un gonflement très substantiel des profits sans recours à l'inflation.

C'est cette politique que les luttes ouvrières ont fait voler en éclats à la fin des années 60. Pourtant, après avoir dû céder sur les salaires (1968 en France et en Italie ; 1969 en R.F.A.) le patronat a tenté de reprendre l'offensive sur le terrain de l'organisation du travail : intensification des cadences, restructuration industrielle, et aussi internationalisation de la production. Mais l'extension des luttes ouvrières à l'organisation du travail (en France, en Italie, mais aussi aux Etats-Unis) y a rapidement fait obstacle, quoique jamais intégralement. Le patronat s'est ainsi trouvé dans l'impossibilité de poursuivre l'accumulation du capital sur les bases qu'il avait pu imposer au début des années 60, alors même que l'intensification de la concurrence inter-capitaliste le poussait à maintenir un rythme d'accumulation élevé. *Si un endettement fortement accru lui permettait de se procurer immédiatement les capitaux nécessaires, c'était seulement dans la mesure où il escomptait des profits élevés qu'il lui a bien fallu trouver.*

L'inflation apparaît ainsi comme la manifestation de l'incapacité du patronat de maintenir ses profits par une attaque directe sur le front des salaires et de l'organisation du travail. Mais son acceptation (qui allait entraîner son accélération) laissait aussi au patronat plus de marge de liberté pour négocier avec les travailleurs et donc poursuivre l'accumulation en limitant les risques d'affrontement avec la classe ouvrière. Cette politique que la social-démocratie allemande a permis au patronat allemand de mener à bien (1) s'est heurtée, en France et en Italie, aux couches sociales de la petite bourgeoisie traditionnelle, qui n'a pas les mêmes capacités que les salariés de se défendre contre l'inflation. En France, l'échec de M. Chaban-Delmas et le retour avec M. Messmer à l'alliance avec ces couches a évidemment réduit la marge de manœuvre patronale. Si les patrons ont ainsi durci leur attitude face aux revendications des travailleurs, ils ont aussi fait échec aux timides tentatives du gouvernement de contenir l'inflation, s'opposant à tout blocage des prix au nom justement de la nécessité d'investir.

Alors que la crise financière provoquée par un encadrement sans rapport avec les profits réels entraînait une contraction des moyens de financement (restriction de crédits bancaires, effondrement des Bourses), l'accélération de l'inflation a seule assuré la poursuite de l'accumulation du capital. En cherchant à consolider et à élargir leurs positions internationales pour mieux tirer profit du dénouement de la crise actuelle, les groupes capitalistes, ensemble, se sont poussés les uns les autres à renouveler et à élargir leur base d'accumulation au point de rendre à nouveau apparente l'anarchie fondamentale de la production capitaliste et de provoquer des crises sectorielles de sur-accumulation (aluminium, chimie, textile, automobile). En particulier, le capital américain s'est efforcé, à la suite de la chute du dollar, de bouleverser les conditions de production à l'échelle mondiale pour restaurer son hégémonie. La guerre commerciale déclenchée par M. Nixon a été la principale manifestation d'une vaste restructuration du capital productif américain. Mais c'est avec la « *crise pétrolière* » et la hausse des matières premières que celle-ci a pris toute son ampleur.

L'offensive des groupes américains

MEME si la hausse du prix du pétrole brut a été décidée par les pays exportateurs de pétrole et si elle a considérablement accru leurs revenus, il n'est plus à démontrer qu'elle a été « *organisée* » par les groupes pétroliers, qui en ont tiré un profit énorme. Dans le cas des matières premières, la domination des groupes internationaux est encore plus nette, puisque les hausses ont été presque exclusivement le fait de la spéculation internationale : les pays exportateurs n'ont guère vu leurs revenus suivre ces hausses, alors qu'ils subissaient de plein fouet celles des produits manufacturés importés des pays capitalistes. L'inflation mondiale des matières premières a ainsi permis aux groupes américains d'accroître leurs profits très fortement et de se procurer d'importantes ressources financières.

Contrairement à ce qui a souvent été dit, cette inflation n'a nullement favorisé l'économie américaine par rapport aux économies européennes et japonaise, les producteurs nationaux s'étant tout simplement alignés sur les cours internationaux. Telle était bien d'ailleurs la condition pour que ces hausses permettent de dévaloriser les conditions actuelles d'utilisation de l'énergie et des matières premières. Toutefois cette inflation n'a pas bénéficié aux seuls groupes qui contrôlent l'extraction et plus encore la commercialisation des matières premières. Elle bénéficie à l'ensemble du capital américain par l'intermédiaire du capital financier qui assure à huit groupes financiers américains le contrôle effectif de la plupart des principaux groupes industriels américains et de leurs filiales étrangères. Les profits que ceux-ci centralisent leur donnent les moyens financiers d'une restructuration internationale de la production (2) face au capital européen et japonais, dont la centralisation financière est infiniment moins poussée. L'offensive américaine n'a fait pour l'instant que déclencher une nouvelle guerre mondiale encore cantonnée au front économique et politique, mais qui peut se transformer à tout moment en guerre militaire. Mais rien ne permet de dire aujourd'hui que cela implique *déjà* un retour à la subordination du capital européen et japonais à l'impérialisme américain.

Si l'inflation est la réponse que le capital donne aux luttes sur les salaires et l'organisation du travail, le prolétariat ne peut y faire face qu'à travers un nouveau développement de ses luttes, posant le problème d'une alternative radicale à l'accumulation du capital. Ces luttes doivent d'abord permettre d'assurer la défense du pouvoir d'achat (lutte sur les salaires avec garantie d'un minimum pour tous, lutte sur les prix : baisse de la T.V.A., blocage des loyers, indexation de l'épargne, etc.), mais ne peuvent pas s'y limiter. Elles doivent aussi s'attaquer aux causes de l'inflation. Ceci suppose évidemment des mesures immédiates qu'un gouvernement de gauche devrait imposer à la bourgeoisie s'il veut bloquer l'accélération de l'inflation que celle-ci pourrait être tentée d'utiliser contre lui : contrôle de la distribution et des prix de gros, contrôle des dépenses publiques pour permettre leur réorientation vers les équipements collectifs, contrôle des prix de production, accords bilatéraux avec les pays exportateurs de matières premières...

Mais ces mesures n'ont de sens que si elles visent à assurer aux travailleurs un contrôle effectif de l'investissement, et plus largement un contrôle de la réorganisation de la production et de la distribution. Elles supposent donc que les luttes sur l'emploi et l'organisation du travail soient capables de s'articuler sur une politique d'investissement alternative à celle des groupes capitalistes, comme l'ont amorcé les travailleurs de Fiat (accord du 9 mars 1974). Enfin elles nécessitent une position claire par rapport à l'impérialisme, qui permette de définir de nouvelles relations avec les pays dominés et d'en assumer toutes les conséquences économiques, politiques, et éventuellement militaires, face à une contre-attaque impérialiste, principalement américaine.

La lutte contre l'inflation conduit ainsi à poser la question d'une alternative au développement capitaliste. Elle contraint à la poser non plus en termes de « *modèle de société* » mais de stratégie de lutte, et de lutte politique, contre la bourgeoisie ; non plus d'un point de vue idéologique mais à partir des problèmes concrets des travailleurs en Europe et dans les pays dominés par l'impérialisme.

(1) Lors de la dernière réunion tripartite (gouvernement, patronat et syndicats), les salariés n'ont-ils pas été invités à « *modérer leurs revendications afin que les entreprises puissent dégager des bénéfices suffisamment importants pour qu'elles soient tentées d'investir* » (*le Monde*, 15 octobre 1974).

(2) Dans une étude récemment publiée, les économistes de la Bourse de New-York estiment que la seule économie américaine aura besoin d'investir, entre 1974 et 1985, environ 4.700 milliards de dollars, alors que l'épargne des ménages et le profit des entreprises ne dépassent pas 4.000 milliards. Le capital américain devra donc trouver d'autres fonds pour combler ce déficit et investir à l'étranger.

EVOLUTION DES PRIX DANS LES SIX PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES (1970-1974) (1)

L'accélération de l'inflation est désormais le seul moyen de poursuivre l'accumulation

	FRANCE		ALLEMAGNE		G.-BRETAGNE		ITALIE		JAPON		ETATS-UNIS	
	1973	juillet 1974	1973	juin 1974	1973	juillet 1974	1973	mai 1974	1973	juillet 1974	1973	juillet 1974
Prix à la consommation	119,9	137,5	118,8	127,2	136,7	148,6	122,4	140,6	124,5	154,3	114,4	127,5
Prix à la production :												
— produits manufacturés (2)	109,5	148,8	114,9	126,0	124,5	152,4	127,3	177,8	105,5	130,3	114,5	143,5
— produits alimentaires	135,5	140,5	114,4	130,1	132,6	163,3	127,6	147,0	113,6	144,6	142,6	154,7
— produits pétroliers	—	—	125,3	205,6	—	—	110,4	210,5	120,2	226,7	127,3	236,8

(1) Indice 100 en 1970. Pour 1973, on a retenu l'indice moyen de l'année ; pour 1974, l'indice du dernier mois connu. Sources : *O.C.D.E. Principaux indicateurs économiques*, septembre 1974.

(2) Il s'agit, en général, des biens d'équipement et de l'outillage, sauf pour la France (produits métallurgiques) et pour la Grande-Bretagne (industries mécaniques).

Nouveaux éléments pour une interprétation des crises cycliques

La récession et la combativité de la classe ouvrière

DEUX caractéristiques générales marquent l'histoire des crises capitalistes de surproduction. D'abord, ces crises se produisent de manière régulière et périodique depuis que l'industrie capitaliste moderne a conquis le marché mondial. Ensuite, les idéologues et apologistes du régime s'efforcent de donner, pour chacune d'elles, une explication particulière qui en ferait un phénomène exceptionnel, non rattaché à la nature même du capitalisme.

Logiquement, la succession de ces crises depuis cent cinquante ans exclut de toute évidence leur explication par des phénomènes uniques, particuliers à chaque crise, bien que l'influence de ces aspects particuliers ne doive pas être niée. L'apologie du régime capitaliste correspond aux exigences non pas de la logique mais de la défense d'intérêts matériels. C'est pourquoi, cette fois encore, les « idéologues » ont trouvé une explication particulière au recul de l'activité économique qui caractérise la situation dans presque tous les pays impérialistes. Il serait le produit de la hausse du prix du pétrole, voire le résultat d'un chantage politique des « cheiks du pétrole ».

Pourtant, la récession avait commencé aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale (et elle fut annoncée au Japon) avant la guerre d'octobre. En outre, l'effet « déflatoire » de la thésaurisation des devises obtenues par les pays exportateurs (seul « retrait » effectif de ressources financières de l'économie capitaliste internationale) est dérisoire par rapport au volume du commerce mondial, pour ne pas dire au volume du P.N.B. des pays impérialistes dans leur ensemble.

Mais s'il y a un mythe qui a la vie tenace, depuis la « révolution keynésienne », c'est bien celui selon lequel l'économie capitaliste (ou l'économie capitaliste rebaptisée « économie mixte ») aurait finalement appris à éviter les fluctuations économiques, à garantir le plein-emploi et à résoudre toutes ses contradictions internes. Avouer l'échec en la matière n'est pas facile, ni sans conséquences sociales et politiques. C'est pourquoi il est plus facile de mettre en avant la thèse du bouc émissaire arabe.

S'il est vrai que cette récession est différente de celles qui l'ont précédée, ce n'est point parce qu'elle a été accentuée par la « guerre du pétrole », mais bien parce qu'elle sera la première récession économique générale depuis la seconde guerre mondiale : elle frappera tous les pays impérialistes dans leur ensemble. De ce fait, elle sera plus grave que n'importe quelle récession depuis 1938 ; on peut d'ores et déjà prévoir quelque quinze millions de chômeurs dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. pendant l'hiver 1974-1975.

Une longue période de croissance ralentie

UNE autre caractéristique de la récession en cours, c'est qu'elle marque clairement la fin du « long boom » d'après la deuxième guerre mondiale ou, pour parler plus précisément, la fin de la longue période de croissance accélérée qui a dominé l'économie capitaliste internationale de 1948 à 1968 (l'économie des Etats-Unis de 1940 à 1968).

Dans la théorie économique académique, on se réfère aux « ondes longues » de la conjoncture comme aux « cycles Kondratief ». Kondratief, économiste russe de talent et ancien ministre de Kerensky, fut sous le régime soviétique le directeur de l'Institut de conjoncture économique de Moscou, jusqu'au moment où Staline le fit liquider. Dans deux articles célèbres, il a essayé d'expliquer l'existence d' « ondes longues » dans l'histoire du capitalisme. Joseph Schumpeter reprit en gros cette explication et l'incorpora dans son ouvrage de base, *Business Cycles*.

La tradition marxiste (plus exactement pseudo-marxiste) est restée réticente devant la théorie des « ondes longues » dans l'histoire du capitalisme. Pourtant, paradoxalement, cette théorie est d'origine marxiste. Elle fut élaborée successivement par le marxiste russe Parvus, à cette époque ami de Trotsky, par le marxiste néerlandais van Gelderen, puis par Trotsky lui-même dans son rapport sur la situation mondiale devant le troisième congrès de l'Internationale communiste.

Ce qui distingue la théorie marxiste des « ondes longues » de la théorie de Kondratief, c'est essentiellement son caractère moins mécanique. Alors que Kondratief explique la succession des « *ondes longues expansives* » et des « *ondes longues stagnantes* » par des facteurs purement économiques inhérents au mécanisme capitaliste, pour les marxistes, des facteurs exogènes (tels les guerres, les révolutions, les inventions et découvertes, les résultats de phases décisives de la lutte de classe, etc.) y jouent un rôle important.

Chez Kondratief, une périodicité rigide gouverne la succession des « ondes longues », qui sont de ce fait baptisées par lui « cycles longs ». Chez les marxistes, cette rigidité fait défaut, vu la place que les facteurs exogènes, non purement économiques, occupent dans la succession des « ondes longues ».

La théorie marxiste des « ondes longues » nous a non seulement permis de prédire dès le milieu des années 60 la fin proche de la période d'expansion rapide d'après guerre et l'ouverture d'une nouvelle période longue de crise aggravée du système (que mai 1968 inaugure davantage que la récession allemande de 1966-1967 ou la récession américaine de 1967-1968). Elle nous a aussi permis d'élaborer une explication plus précise de la succession des périodes de vingt-vingt-cinq années de croissance accélérée et des périodes de vingt-vingt-cinq années de croissance ralentie, dans l'histoire du capitalisme :

— 1847-1873 : croissance accélérée;
— 1873-1893 : croissance ralentie ;
— 1893-1913 : croissance accélérée;
— 1913-1940 : croissance ralentie ;
— 1940 (1948)-1968 : croissance accélérée ;
— depuis la fin des années 60 : croissance ralentie.

Par ERNEST MANDEL *

Pour Marx, c'est le renouvellement du capital fixe qui est le facteur déterminant la durée du cycle économique normal (cycle de sept à dix ans, qui a tendance à être réduit à un cycle quinquennal à l'époque du capitalisme « tardif »). Or deux formes de renouvellement du capital fixe doivent être distinguées : celle qui se contente de reproduire et de perfectionner le machinisme dans le cadre d'une technologie déterminée ; celle qui implique un renouveau complet et révolutionnaire de l'ensemble de la technologie.

Nous avançons la thèse que, si le cycle normal permet de dégager les capitaux nécessaires au renouvellement normal du capital fixe, il faut une longue période de croissance ralentie pour rassembler les capitaux nécessaires à un renouvellement intégral et révolutionnaire de toute la technologie.

Chacune des « ondes longues expansives » est ainsi placée sous le signe d'une révolution technologique. Celle de 1847-1873 voit le moteur à vapeur se substituer à la machine à vapeur. Celle de 1893-1913 voit le moteur électrique et le moteur à explosion se substituer au moteur à vapeur. Celle de 1940(48)-1968 voit l'électronique et l'énergie nucléaire progressivement remplacer les machines mues par le moteur électrique classique.

A chaque « *longue onde expansive* », où la nouvelle technologie est introduite massivement (et où il faut notamment créer et financer les installations qui commencent à fabriquer en masse les nouvelles machines) succède une « *longue onde à croissance ralentie* », dans laquelle on se contente de perfectionner et de généraliser la nouvelle technologie.

Chaque « onde longue » connaît les cycles classiques, c'est-à-dire la succession des phases de haute et de basse conjoncture. Mais dans les « *ondes longues expansives* », les phases de haute conjoncture sont plus longues, la croissance est plus rapide, tandis que dans les « *ondes longues à croissance ralentie* » les crises durent plus longtemps et sont plus profondes.

Mais la succession de ces « ondes longues » ne se produit pas de manière automatique. Pour en rendre compte, il faut introduire un chaînon intermédiaire dans l'explication.

Il faut à cette fin examiner *quels facteurs déterminent les fluctuations à long terme du taux de profit*. En effet, pour qu'une masse de nouvelles découvertes ou inventions produisent une révolution technologique en régime capitaliste, il ne suffit pas qu'elles existent sous forme de brevets. Il faut encore que le capital ait intérêt à les introduire massivement dans la production. Cela présuppose un taux de profit élevé et un marché en expansion. La coïncidence de ces deux facteurs n'est nullement « automatique » tous les vingt ans. Il faut des facteurs exogènes pour précipiter le mouvement.

Ainsi, après la « *longue onde à croissance ralentie* » de 1913-1939, pendant laquelle beaucoup de découvertes appliquées après la deuxième guerre mondiale furent en fait réalisées, il fallait un changement radical du taux de profit, par suite des défaites historiques du prolétariat international (fascisme) et de la deuxième guerre mondiale, pour rendre possible une troisième révolution technologique.

Pour prendre l'exemple de la R.F.A. : par rapport à une même masse salariale, les profits capitalistes furent, au début des années 50, *trois fois supérieurs* à ce qu'ils étaient dans les meilleures années de la République de Weimar, et égaux à ce qu'ils étaient sous Hitler en 1938.

Mais la longue période de croissance accélérée (1940-1968 aux Etats-Unis, 1948-1968 en Europe capitaliste et au Japon) a précipité un déclin à long terme du taux de profit de deux façons. Elle a provoqué une forte augmentation de la composition organique du capital (du rapport entre les dépenses pour machines, bâtiments et matières premières d'une part, et des coûts salariaux de l'autre, dans l'industrie, l'agriculture et les transports). Elle

* Auteur de *Der Spätkapitalismus* (Editions Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, 1973), dont la version française doit paraître prochainement au Seuil.

De la démocratie à l'État-garnison ?

LES Etats-Unis courent-ils le danger de devenir un Etat totalitaire, l'Etat-garnison, comme on disait jadis ? La question est d'autant plus significative qu'elle est posée par deux hommes venus d'horizons très divers, dans des livres très différents (1), mais qui aboutissent aux mêmes conclusions.

Dans un livre vivant, d'une écriture aisée, le journaliste Stuart Loory, qui a visité la plupart des bases américaines à l'étranger, des « ghettos misérables » de Corée aux navires les plus modernes, nous dépeint une armée déchirée par les antagonismes raciaux, abrutie par la drogue et l'alcool, où la corruption règne à tous les niveaux et où les officiers, avant tout conformistes, ne songent qu'à leur bien-être. Cette armée de beni-oui-oui, où le mensonge est roi et la discipline relâchée, serait incapable de défendre les Etats-Unis de manière efficace en cas de guerre. Sans doute a-t-elle été démoralisée par son échec au Vietnam, mais la guerre du Vietnam est un symptôme, non la cause du malaise actuel de l'armée américaine. Celle-ci, en effet, est victime de la politique adoptée par les Etats-Unis au début des années 50, politique militariste, estime S. Loory, et qui devait insensiblement mener au désastre vietnamien. Citons ici quelques chiffres significatifs : la défense absorbe aujourd'hui 37 % du budget fédéral et le Pentagone contrôle à travers les Etats-Unis un territoire égal à celui de l'Ohio.

Ancien haut fonctionnaire de la C.I.A. qui avait été chargé de mener l'enquête sur l'échec de la baie des Cochons, Lyman Kirkpatrick s'interroge dans son livre sur ce qu'il appelle la « communauté de renseignements », de la C.I.A. et du F.B.I. à la National Security Agency, et sur le rôle que cette « communauté » joue au sein du gouvernement et de la société américaine. Comment les services de renseignements sont-ils contrôlés et quelle influence exercent-ils sur la politique finalement adoptée ? Quelle est l'étendue de leur activité à l'étranger et aux Etats-Unis même ? Qui les soutient et quelles critiques leur sont-elles adressées ? A ces diverses questions, Kirkpatrick répond de manière nuancée à partir d'exemples tirés de la crise des missiles et de la guerre du Vietnam. Il utilise notamment les papiers du Pentagone où la C.I.A. apparaît, peut-être injustement, sous un jour moins cruel que l'armée.

Au terme de leur enquête, nos deux auteurs parviennent à des conclusions assez voisines. Pour Stuart Loory, l'armée américaine, fourvoyée dans la politique, doit redevenir avant tout une armée de professionnels. Pour ce faire, une seule solution : qu'elle évacue ses bases à l'étranger et se cantonne dans la défense du territoire américain, qui est sa véritable et sa seule raison d'être. Lyman Kirkpatrick estime, quant à lui, « que les services de renseignements ne doivent jouir d'aucune immunité. Si leurs erreurs deviennent publiques, cela doit les inciter à se comporter davantage en professionnels et non à étouffer les nouvelles ».

Loory, tout comme Kirkpatrick, insiste, d'autre part, sur la responsabilité ultime des dirigeants civils. Il dépend d'eux, et d'eux seuls, que l'opinion publique américaine retrouve sa confiance dans l'armée comme dans la C.I.A. et que ces deux institutions soient de nouveau fidèles à l'éthique de leur profession. Il faut pour cela les obliger à rendre compte de leurs activités au président et au Congrès. Mais par quels moyens ? Sur ce dernier point, pourtant capital, les ouvrages de Loory et Kirkpatrick nous laissent, comme tant d'autres, sur notre faim. Le remède d'autre part, serait-il suffisant ? Les récentes révélations sur le rôle joué par la C.I.A. au Chili avec le plein accord de Washington permettent au moins d'en douter.

MANUELA SEMIDEI.

(1) Loory (Stuart H.), *Defeated: Inside America's military machine*, Random House, New-York, 1973, 405 pages.
Kirkpatrick Jr. (Lyman B.), *The U.S. Intelligence Community, Foreign Policy and Domestic activities*, Hill and Wang, New-York, 1973, 212 pages, 7,95 dollars.

Etats-Unis

L'intérieur compromet l'extérieur

Par ANDRE FARHI *

L'OFFENSIVE commerciale, monétaire, diplomatique, politique et militaire des Etats-Unis, si tranquillement esquissée dans l'article de Frank V. Fowles (1), a produit depuis deux ans des résultats remarquables. Mais ils concernent l'économie américaine essentiellement dans ses relations avec l'extérieur. A l'intérieur, cela va mal au point de tout compromettre.

A l'extérieur, la hausse des prix pétroliers a mis un juste terme à un échange de plus en plus inégal. Mais elle a aussi permis aux Etats-Unis de remplacer une dette envers ces créanciers de moins en moins amènes que furent les Européens et Japonais par une dette plus lourde, mais envers les pays producteurs de pétrole qu'ils espèrent transformer en créanciers peu regardants. A cette réserve près, concernant le recyclage des surplus du pétrole, que le dollar dont on ne savait trop que faire dans le monde industrialisé est redevenu rare. Et on en redemande. A cette réserve près, elle n'est pas mince et nous y reviendrons, que le lancinant déficit de la balance des paiements américaine serait à nouveau accepté.

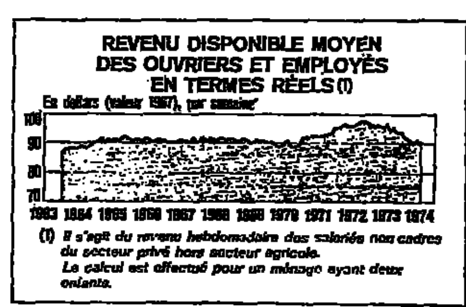
Les Etats-Unis pourraient alors redéployer la stratégie, arrêtée un moment, de consolidation d'un empire basé sur la pénétration des firmes américaines à l'étranger, et le quasi-monopole des biens et services à forte intensité technologique sur le sol national. Les revenus qui en résulteraient permettraient en définitive de pratiquer une politique de hauts salaires aux Etats-Unis.

Cette histoire ressemble fort à celle de l'Empire britannique au dix-neuvième siècle. Mais on connaît les raisons du long déclin puis de l'effondrement de ce dernier. Il doit y figurer, et en bon ordre, le fait que l'intérieur fut négligé au profit de l'extérieur. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne paie aussi l'insuffisance chronique des gains de productivité sur son propre territoire. L'accélération du rythme des phénomènes historiques s'appliquerait-elle aussi à la vie des empires, et l'évolution des Etats-Unis nous offrirait-elle un raccourci saisissant de celle de la Grande-Bretagne ?

A quoi sert l'inflation ? Car si l'empire américain semble, pour certains, au faîte de sa puissance, les signes du déclin relatif sont déjà là, à l'intérieur. L'investissement productif oscille depuis 1966 entre 5,5 % et 7 % du P.N.B., contre une moyenne d'environ 11 % pour la France et pour l'Allemagne, plus de 25 % pour le Japon, et... 9 % pour la Grande-Bretagne. En conséquence, mais aussi en raison du fait qu'aucune innovation technologique marquante, comparable à celle du chemin de fer, de l'automobile ou de l'ordinateur, n'a bouleversé l'économie américaine depuis quinze ans, les gains de productivité restent faibles : moins de 2,5 % par an depuis 1960 contre environ 5 % pour la France et l'Allemagne et plus de 10 % pour le Japon. En termes relatifs, l'économie américaine stagne, et elle stagne depuis plus de dix ans.

Comme cela se produit dans des situations analogues, l'inflation est un moyen d'atténuer les problèmes posés par le partage d'un gâteau à peu près fixe. Mais elle permet aussi de rattraper, et au-delà, au niveau des profits, les augmentations nominales de salaires qu'on est bien obligé d'accorder.

Depuis 1966, l'inflation a admirablement joué le double rôle aux Etats-Unis. Les preuves consignées dans le graphique et les tableaux ci-contre sont écrasantes. Si la stagnation du niveau de vie des ouvriers et des employés américains — elle concerne 66 % de la population active — était à rapprocher d'une progression des profits, on pourrait être en un sens rassuré sur l'avenir du capitalisme américain. Mais ce n'est pas exactement le cas.



(1) Il s'agit du revenu hebdomadaire des salariés non cadres du secteur privé hors secteur agricole. Le calcul est effectué pour un ménage ayant deux enfants.

Source : U.S. Department of Commerce, juillet 1974.

Ce qui est frappant, c'est l'accroissement du profit des entreprises financières, de l'amortissement et des réévaluations de stocks dans le cash flow (capacité de financement) des entreprises non financières. Ce sont ces rentrées à forte composante spéculative, liées à l'inflation, qui comptent de plus en plus. L'arrêt de l'inflation pourrait signifier pour ces entreprises un désastre, surtout si les revendications des salariés venaient à remettre en cause leur surprenante docilité.

D'autre part, la stagnation du pouvoir d'achat des salariés les plus pauvres boucle le cercle vicieux : pourquoi les entrepreneurs américains investiraient-ils massivement à l'intérieur, étant donné le faible développement de ce marché ? Seuls les profits réalisés par les entreprises américaines à l'étranger peuvent leur donner des raisons d'espérer. Mais c'est un espoir en définitive bien faible si l'on se réfère au précédent britannique.

On est donc en droit de se demander combien de temps peut durer ce déclin relatif. L'inflation peut permettre de reporter ses sanctions, mais les comportements spéculatifs qu'elle encourage laissent entrevoir qu'elle ne fait que préparer une chute plus brutale. A cet égard, les préoccupations du président Ford sont significatives. L'économie américaine est entrée depuis le début de l'année dans une phase de récession dont nul ne connaît l'ampleur et la durée. Les moyens de la relance sont là : un accroissement vigoureux de la masse monétaire par exemple, comme celui qui a permis de sortir de la récession de 1969-1970, en prévision des échéances électorales de 1972. Mais le prix à payer est aussi connu : une accélération de l'inflation qui l'amènerait à dépasser des niveaux déjà jugés intolérables. D'autre part, une récession sévère aux Etats-Unis peut précipiter une crise grave au niveau mondial, comme l'a souligné le chancelier allemand Schmidt. Nul ne désire affronter cette inconnue-là, et surtout pas M. Kissinger, qui a fait part de ses inquiétudes concernant l'avenir des coalitions au pouvoir en Europe de l'Ouest. Entre le Charybde de l'inflation galopante et le Scylla de la crise mondiale, la voie est si étroite que le chemin parfois se perd. Néanmoins, c'est ce chemin que le président Ford tente de retrouver en proposant ses dix mesures de redressement de l'économie américaine ; un cocktail douteux quant à ses résultats, mais qui opère encore un transfert de revenus des salariés vers les entreprises.

LES Etats-Unis ont déjà connu une double récession comparable à celle de 1969-1974, calmée temporairement par une vigoureuse relance monétaire. En 1958, le P.N.B. américain avait décru de 1 % pour reprendre une croissance de 6 % en 1959, mais stagner de nouveau jusqu'au premier trimestre de 1961. L'arrivée de Kennedy au pouvoir avait ouvert une nouvelle frontière : trente-huit trimestres de croissance ininterrompue. Les mesures de relance utilisées par l'école de la « New Economics » des conseillers de Kennedy furent celles d'un keynesianisme rénové : au-delà des détails techniques, il s'agissait essentiellement de relancer la demande intérieure pour stimuler l'investissement. Elles s'inscri-

* Laboratoire de conjoncture et prospective, Paris.

(1) *National Journal* du 7 juillet 1973, repris dans ce numéro, pages 12 et 13.

a permis aux travailleurs de profiter d'une phase prolongée de réduction de chômage pour arrêter la hausse constante du taux d'exploitation (taux de la plus-value) subie pendant les années 30, 40 et 50.

Ainsi la récession actuelle se place sous le triple signe de la capacité de production excédentaire dans toute une série de secteurs « porteurs » du « long boom » (automobile, bâtiment, électro-ménager, électronique) ; de la baisse du taux de profit et du déclin des taux d'autofinancement (crise de liquidité des entreprises) ; de l'impuissance du régime à imposer, dans l'immédiat et à court terme, une nouvelle ère d' « austérité » aux salariés, sans infliger au préalable une lourde défaite à la classe ouvrière. *C'est la coïncidence de la récession avec la combativité exceptionnellement accrue de la classe ouvrière occidentale qui rend la crise actuelle beaucoup plus grave pour le capitalisme que celle de 1929, malgré le fait que, sur le plan purement économique, elle soit beaucoup plus modérée.*

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'inflation, « intégrée » dans le système monétaire international par le système de l'étalon or-dollar et par l'inflation permanente du dollar, a été le principal instrument du régime capitaliste pour « modérer » les effets de ses contradictions internes. Il y a eu, comme jadis, des récessions économiques périodiques. Mais elles furent moins graves et moins longues que par le passé, du fait de l'inflation.

L'inflation de la monnaie scripturale (du crédit aux entreprises) a permis de limiter les effets de la baisse du taux de profit sur les investissements. L'inflation du crédit aux ménages (et notamment du crédit hypothécaire et des ventes à tempérament) a permis de limiter les effets de la contradiction entre l'essor de *la capacité de production et la croissance* beaucoup plus lente du pouvoir d'achat des masses.

Aux Etats-Unis, le total des dettes hypothécaires est passé de 23 milliards de dollars en 1946 à 212,9 milliards de dollars en 1965 et à 660 milliards fin juin 1974. Les dettes des entreprises sont passées de 121 milliards de dollars en 1946, à 567 milliards en 1965 et à plus de 1 000 milliards fin juin 1974. Le rapport entre les dettes privées en leur ensemble et le P.N.B. a doublé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Mais ce carrousel ne pouvait pas tourner à l'infini. Il devait aboutir d'abord à l'effondrement du système monétaire international, ce qui fut facilement prévisible. Il devait aboutir ensuite à des charges financières de plus en plus lourdes pour les *entreprises, ce qui transforma* l'inflation de moteur en frein des investissements les plus coûteux et les plus durables. Il devait aboutir finalement à une situation où il fallait de plus en plus de doses d'inflation pour éviter des récessions graves : l'inflation était condamnée à l'emballement. C'est ainsi qu'on est arrivé de l'expansion stimulée par l'inflation à la *stagflation* d'abord, à la *slumpflation* ensuite.

Que des goulots d'étranglement et des situations de pénurie particulières coïncident avec la récession généralisée (dans laquelle l'industrie américaine ne travaille plus qu'à 80 % de sa capacité), cela n'est ni nouveau ni surprenant. La récession (une crise de surproduction modérée) est précisément le mécanisme capitaliste par lequel des capitaux seront *massivement soustraits aux secteurs* souffrant d'une capacité de production excédentaire (automobile) pour être versés dans les secteurs dont la production n'a pas suivi la courbe à long terme de la demande (énergie).

Mais la question de savoir si oui ou non ces transferts se font au prix d'un chômage massif et d'une « austérité » imposée aux salariés n'est nullement résolue d'avance comme d'après les données d'un théorème algébrique. Elle fait l'objet de luttes de classes intenses, qui marqueront les mois et les années à venir dans l'ensemble des pays impérialistes.

ERNEST MANDEL.

Pour faire face à la contre-offensive des Etats-Unis

Organiser de nouvelles relations entre l'Europe et le tiers-monde

Par SAMIR AMIN *

DEPUIS au moins huit ans, une crise structurelle du système capitaliste s'est amorcée progressivement. Cette crise ne résulte ni d'une série d'événements fortuits qui, par la hausse des prix des produits agricoles, du pétrole et des engrais entre autres, seraient à l'origine de déséquilibres divers, ni d'une *« prise de conscience »* soudaine que le modèle de la croissance économique que le monde a connu pendant vingt ans était *« absurde », « gaspilleur »* de ressources, *« injuste »*, etc. Les « événements » en question font partie d'une stratégie dont il faut comprendre l'origine et l'objet ; quant à la *« prise de conscience »*, elle n'aurait pas d'effets si les conditions objectives du fonctionnement du système permettaient à la croissance antérieure de se poursuivre. Après tout, pendant cent cinquante ans, l'histoire du capitalisme a été celle de gaspillages monstrueux et d'un écart grandissant entre son centre dominant et sa périphérie dominée. Telles sont les conséquences normales d'un système fondé sur le profit et qui le reste évidemment. Aussi faut-il rechercher les causes de la crise, non dans la prise de conscience, mais dans la réalité ; et répondre pour cela à la question : pourquoi la croissance des vingt dernières années ne peut-elle plus se poursuivre, pourquoi a-t-elle perdu sa rentabilité pour le capital ?

Pendant vingt ans, la croissance a été fondée au centre sur un certain nombre d'industries motrices bien connues — celles des biens durables (l'automobile symbole) — dominées par la concurrence monopolistique des grandes firmes ; à l'échelle mondiale, cette croissance s'est accompagnée d'une certaine division internationale du travail qui a contraint les pays dits en voie de développement à fournir les ressources premières de cette croissance, tolérant au plus une industrialisation limitée et biaisée pour leur marché interne (l'industrialisation de substitution d'importations). C'est ce modèle qui est en crise, qui ne peut plus se poursuivre ; parce que ces industries motrices se sont essoufflées, ont perdu leur rentabilité, et que, à la périphérie, ce modèle a conduit à une aggravation des contradictions (chômage, distribution inégale du revenu, famines, etc.) au point qu'elles deviennent explosives.

Pour reprendre un nouveau souffle, retrouver une « rentabilité », le capital a besoin de « changer de base », de promouvoir des industries motrices nouvelles (atome, espace, fonds des mers, etc.). Cela exige d'énormes investissements. Qui va payer ? Telle est la nature de la crise (1).

Parallèlement, pendant ces vingt années, on a assisté au déclin de l'hégémonie économique des Etats-Unis, dont la production industrielle est tombée de 70 % à moins de 50 % de celle de l'Occident développé, et dont les exportations sont désormais inférieures à celles d'autres pays comme l'Allemagne (2).

Ce déclin s'est manifesté à partir du milieu des années 60 par le déficit persistant de la balance des paiements américains, qui a entraîné la chute du dollar et l'effondrement du système monétaire international qui avait accompagné leur hégémonie.

Menacés par ce déclin d'être mal placés dans la compétition pour la mise en place des structures nouvelles du capitalisme, les Etats-Unis ont pris l'initiative d'une contre-offensive d'envergure dont l'objet est de mettre à genoux l'Europe et le Japon concurrents. La crise a donc éclaté à la suite d'une série de mesures *unilatérales* prises par les Etats-Unis : suspension de la convertibilité du dollar en or, relèvements des prix agricoles puis de ceux des matières premières et de l'énergie. Or les Etats-Unis sont, on le sait, moins dépendants que l'Europe et le Japon pour leur ravitaillement en matières premières et en énergie, comme ils sont les plus gros exportateurs agricoles.

On remarquera au passage que le relèvement des prix agricoles, qui a créé une situation désastreuse dans le tiers-monde frappé de famine, a laissé indifférent un Occident qui a réservé ses protestations au réajustement ultérieur des prix du pétrole. Ces mesures ont produit leurs résultats : ils ont retourné la situation au détriment de l'Europe et du Japon. Dans cette stratégie, les Etats-Unis ont mis en œuvre tous leurs moyens : sociétés dites multinationales, en fait américaines, politiques agricoles internes, enfin leur atout principal, la suprématie militaire, n'hésitant pas à admettre, par la bouche de leurs plus hauts responsables, qu'ils considéraient la charte des Nations unies comme un chiffon de papier. Il va sans dire que la « coexistence pacifique », en neutralisant l'U.R.S.S., facilitait cette stratégie.

Pour éviter la stagnation et le génocide

CETTE situation a été exploitée par certains pays du tiers-monde — les producteurs de pétrole — qui sont parvenus ainsi à effacer vingt ans de détérioration de leurs termes d'échanges. On ne saurait leur reprocher d'avoir exploité cette contradiction. Il importe néanmoins de savoir que cette coïncidence d' « intérêts » peut n'être que passagère. La brèche ouverte par l'OPEP dans le système encourage trop les pays du tiers-monde à prendre enfin des initiatives susceptibles de modifier en leur faveur l' « équilibre » international. Cela peut être intolérable ; et certaines *« personnalités » « amies du tiers-monde »* préfèrent s'apitoyer sur le sort des peuples des trois continents tout en poursuivant la même politique qui conduit à leur misère croissante.

C'est pourquoi les Etats-Unis, dont les compagnies pétrolières ont tiré des surprofits énormes de la hausse du prix du pétrole, parlent tout à coup de réduire celui-ci. La stratégie est ici claire : il faut maintenant « donner une leçon » au tiers-monde, le battre (par l'intervention sous toutes les formes : I.T.T. et C.I.A. au Chili, guerres en Proche-Orient, etc.), pour lui rappeler sa place et pour rappeler à l'Europe et au Japon qu'ils devront désormais leur « survie » à la protection américaine. En un mot revenir à 1950, au protectorat américain sur l'Occident, à un monde à « deux blocs » ; briser l'évolution vers un polycentrisme qui était en cours. Qu'on nous permette, en effet, d'avoir quelques doutes en ce qui concerne l'honnêteté des généreux amis de Pinochet tout à coup soucieux de « libérer » les pays arabes des « scandaleux » cheiks du pétrole...

Cette stratégie va contre le mouvement de l'histoire ; elle est donc fragile malgré les apparences et bien qu'elle fasse courir au monde des risques de confrontations graves.

Pour les pays du tiers-monde, la leçon est claire. Il n'y a pas beaucoup à attendre d'une politique fondée sur une participation active au système capitaliste international. Car ce qui est proposé ici à quelques pays du tiers-monde — une nouvelle division internationale inégale du travail en fonction de laquelle ils produiraient des produits industriels « classiques » pour l'exportation, tandis que les centres se réserveraient les nouvelles industries motrices — ne peut être autre chose qu'une exploitation accrue de leur *« main-d'œuvre bon marché »* engendrant le chômage et la misère pour les grandes masses tandis que les masses des pays du tiers-monde seraient tout simplement laissées dans la stagnation, qui ne peut signifier ici que génocide.

Par le monopole de la technologie et le contrôle des marchés, les pays les plus avancés réduiraient la portée de cette industrialisation limitée, fût-elle formellement nationale, en renouvelant le modèle de la dépendance.

A court terme, certes, le tiers-monde pourra parfois améliorer sa position par le relèvement des prix de ses exportations. Encore faudrait-il s'assurer que cette stratégie à court terme ne vienne pas ruiner tout espoir à plus long terme d'une véritable politique nationale de développement autocentrée et désengagée. Par ailleurs, il faut être conscient qu'aujourd'hui le danger principal est celui d'une agression contre le tiers-monde. C'est donc avec l'Europe et le Japon, qui ne le menacent pas militairement, que le tiers-monde a tout intérêt à rechercher des accords favorables. L'Algérie, en traitant d'Etat à Etat avec la France, par-dessus les sociétés dites multinationales (lire : américaines), a donné l'exemple. L'Europe et le Japon ont tout intérêt à soutenir ces ouvertures.

Les pays du tiers-monde sont trop vulnérables pour qu'on attende d'eux qu'ils puissent garder l'initiative sans un soutien qu'il appartient à l'Europe et au Japon de mettre en œuvre courageusement.

De la même manière, des accords d'Etat à Etat entre pays du tiers-monde producteurs et consommateurs de pétrole peuvent annuler les manœuvres de division entre ces pays.

Des initiatives allant dans le sens d'un déploiement de rapports bilatéraux entre les uns et les autres peuvent être prises ; elles s'imposent à tous ceux qui souhaitent éloigner la perspective d'un ordre international injuste fondé sur la terreur.

---

* Directeur de l'Institut de développement et de planification à Dakar, auteur notamment de *l'Accumulation à l'échelle mondiale* (Anthropos, Paris, 2e édition 1971 et du *Développement inégal* (éditions de Minuit, Paris, 1973).

(1) Les idées exprimées ici concernant la nature structurelle de cette crise globale ont été développées dans un article publié dans la revue *Minuit*, no 9, mai 1974 (Samir Amin, *Une crise structurelle*). Dans un ouvrage à paraître bientôt aux Editions de Minuit, nous nous réservons de développer encore davantage cette analyse.

(2) Comme l'ont démontré brillamment A. Faire et J.-L. Sebord (*le Nouveau Déséquilibre mondial*, Grasset, 1973), ainsi que Christian Goux et les mêmes auteurs dans leur étude portée à la connaissance du public à l'occasion de la journée d'études de l'Institut socialiste d'études et de recherches, organisée le 6 octobre dernier.

---

vaient dans un projet politique qui donnait à cette relance par la consommation un caractère durable, indispensable à la reprise des investissements : le projet d'intégration progressive dans le fonctionnement normal de la société américaine des derniers de ceux qui en étaient et qui en sont toujours exclus : essentiellement les minorités noires, portoricaines, mexicaines. De Kennedy à Johnson, le projet s'amplifia, se précisa, et trouva même un nom : la « Grande Société ». Le tournant de 1966, celui du démarrage d'une inflation américaine qui ne s'est pas démentie depuis, fut aussi celui de l'abandon de fait de ce projet en raison des déficits budgétaires auxquels il conduisait en conjonction avec l'accroissement des dépenses militaires au Vietnam.

De là à conclure qu'aujourd'hui, et après le Vietnam, l'économie américaine attend, au-delà des hésitations actuelles, un nouveau Kennedy, porteur des mêmes solutions économiques et du même projet politique, il n'y a qu'un pas. Mais il ne saurait être franchi. Car, en premier lieu, la double récession de 1970-1974 s'avère d'ores et déjà plus grave et sera sans doute plus longue que celle de 1957-1961. Si le chômage est aujourd'hui plus faible (6 % contre 7 %), l'inflation, inexistante alors (2 à 3 % en rythme annuel), oscille aujourd'hui entre 10 et 15 %. Mais surtout, l'espoir d'un nouveau Kennedy est vain car le projet économique et politique des démocrates au cours des années 60 s'est révélé être irréalisable en l'absence de réformes très profondes de la société américaine qu'ils n'étaient pas prêts à entreprendre, et qu'aucune fraction autre que minime des couches dirigeantes américaines n'est aujourd'hui prête à proposer : à cet égard, l'échec de McGovern en 1972 est significatif.

LE « CASH FLOW » DES ENTREPRISES ET SON EVOLUTION (1)
(en milliards de dollars)

	Entreprises non financières	Entreprises financières	Reste du monde (2)	Total
1950	22.4	1.9	0.5	24.8
1960	33.3	3.8	1.0	38.1
1966	61.4	5.4	1.8	68.6
1970	62.2	6.0	2.4	70.6
1973	99.4	11.4	3.7	114.5
1974 (estim.) ...	104.4	11.7	11.5	127.4

(1) Le *cash-flow* comprend les profits nondistribués nets de taxes et l'amortissement. Les profits non distribués comportent une composante due à la réévaluation des stocks.

(2) Il s'agit du *cash-flow* réalisé par les entreprises américaines à l'étranger. La deuxième colonne du tableau indique donc le *cash-flow* réalisé à l'intérieur du territoire américain.

Source : *Survey of Current Business.*

LA COMPOSITION DU « CASH-FLOW » INTERIEUR DES ENTREPRISES NON FINANCIERES
(en milliards de dollars) (1)

	Profits sans réévaluation de stocks (1)	Réévaluation de stocks	Amortissement	Total
1950	8.8	5.0	8.6	22.4
1960	9.2	— 0.2	24.3	33.3
1966	21.2	1.8	38.4	61.4
1970	3.4	4.8	54.0	62.2
1973	13.7	17.6	68.1	99.4
1974 (estim.) ...	1.7	32.0	70.7	104.4

(1) Il s'agit des profits non distribués nets de taxes diminués des réévaluations de stocks.

Source : *Survey of Current Business.*

En effet, on a trop souvent tendance à considérer que Johnson a eu à choisir entre la « Grande Société » et la guerre du Vietnam, et qu'il a sacrifié la première à la seconde. En l'absence de guerre ouverte aujourd'hui, le choix inverse serait alors possible. Mais on oublie alors que la guerre du Vietnam n'a pas été financée par l'économie américaine. Le jeu de l'endettement extérieur en dollars qui ne furent en définitive que des morceaux de papier, en a fait porter le poids principalement aux Européens et aux Japonais. L'inflation américaine aurait connu une autre ampleur et d'autres conséquences si les Etats-Unis n'avaient pas pu la faire partager.

Les raisons de l'échec du projet de « Grande Société » furent autres. On s'aperçut simplement que le coût d'une guerre contre la pauvreté, ayant une chance quelconque de produire des résultats substantiels, était beaucoup plus élevé que prévu. On s'aperçut qu'au lieu d'élargir la vieille alliance électorale de Roosevelt et de recréer un vaste consensus, le projet politique des démocrates, en soulevant un couvercle longtemps vissé, ne réussissait en fait qu'à faire entendre les grondements d'une explosion redoutée par tous les dirigeants. Il appartint à Nixon de reverrouiller ce couvercle.

Plus profondément, l'intégration progressive des minorités exclues dans le fonctionnement de la société américaine ne pouvait qu'échouer, car il privait cette société de moyens de régulation dont elle a toujours eu besoin : une armée de réserve, en l'absence de laquelle les tensions sur le marché de l'emploi deviendraient intolérables ; un racisme latent, base d'une division politique et idéologique des masses populaires américaines, et condition d'un pouvoir sans partage du grand capital. Elle en a toujours besoin aujourd'hui. Aucun des dirigeants, même démocrate, ne songe à renouer avec les idées de Kennedy après l'échec des années 60. Et ceci d'autant plus que, même en l'absence de guerre comparable à celle du Vietnam, le maintien de l'empire, s'il finit par rapporter, continue à coûter cher.

DEVANT des perspectives qui s'inscrivent toutes dans le cadre d'une stagflation prolongée, ou d'une récession sévère que le président Ford semble décidé à éviter pour le moment, l'avenir des Etats-Unis ne peut qu'éveiller l'inquiétude. A l'extérieur d'abord, les succès américains restent fragiles. Les acrobaties diplomatiques de M. Kissinger en Proche-Orient ne semblent plus charmer la galerie.

D'autre part, le recyclage des pétro-dollars dans l'économie occidentale à travers les institutions financières américaines ou quasi-américaines s'accompagne de paiements d'intérêts d'environ 10 % par an. C'est énorme, et c'est ce que les Etats-Unis essaient précisément d'annuler en faisant pression pour faire baisser les prix du pétrole et empêcher qu'ils ne soient indexés sur leur inflation. Après le Vietnam, les bruits de bottes ne suffisent plus.

Il faut aussi rappeler les incertitudes qui pèsent encore sur le projet d'indépendance énergétique des Etats-Unis. Les investissements nécessaires à l'exploitation des schistes bitumineux à la gazéification du charbon apparaissent gigantesques. D'ores et déjà, l'objectif 80 paraît hors de portée. Ceci veut dire que, d'ici au milieu des années 80, les Etats-Unis deviendront le premier importateur mondial de pétrole, en raison de l'épuisement des ressources actuellement exploitées. Le déficit des paiements s'enflerait d'ici là pour atteindre des niveaux inconnus jusqu'à présent. Les Etats-Unis réussiront-ils à faire avaler cette nouvelle couleuvre ? On peut en douter.

Enfin, dit-on de partout, les pays producteurs ne font pas confiance à l'Europe. Si les signes de marasme se confirment aux Etats-Unis, pourquoi leur feraient-ils confiance au point de leur confier la gestion de leurs surplus de devises ? Plus que jamais, l'intérieur peut compromettre l'extérieur. Et, au bout du déclin américain, comme du déclin britannique, l'alternative « socialisme ou barbarie » reste toujours actuelle.

ANDRE FARHI.

BIBLIOGRAPHIE

PAUL BARAN et PAUL SWEEZY : *le Capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris. 1968.
HARRY MAGDOFF et PAUL SWEEZY : *The Dynamics of U.S. Capitalism*, Monthly review press. New-York, 1972.
KENVIN PHILIPS : *The Emerging Republican Majority*. Harlington House, 1971.
JAMES TOBIN : *The New Economics, One Decade Later*, Princeton University Press, 1974.

Situer le combat socialiste dans une perspective internationale réaliste

Pour une nouvelle orientation de l'activité économique

(Suite de la première page.)

La politique économique de la France doit donc, avec courage et lucidité, prendre en compte ce qui se passe au-delà des frontières, mais de façon intégrée et non périphérique. En distinguant ce qui est vital et stratégique, elle devra, même en période de crise grave intérieure, mettre l'accent sur les menaces extérieures. Mais elle ne devra pas sacrifier non plus le stratégique. Car, ce qui est stratégique aujourd'hui, c'est ce qui sera vital dans dix ans. On ne peut ici décrire en détail quelle devrait être une telle politique. Nous voudrions simplement examiner deux exemples concrets pour dégager les grands principes et faire des remarques susceptibles de généralisation : la politique industrielle d'un secteur (l'aéronautique) d'une part, et la politique de notre commerce extérieur, d'autre part, nous semblent particulièrement significatives.

En ce qui concerne l'aéronautique, une première difficulté se rencontre dès l'abord : les objectifs vitaux et stratégiques donnent l'impression de s'opposer. Ce qui est vital, c'est de préserver l'emploi d'une industrie et le développement d'une région et même d'une agglomération, celle de Toulouse ; ce qui est stratégique, c'est certes de conserver notre avance technologique mais en s'orientant vers une production qui corresponde à un besoin et ne s'inscrive pas dans la ligne de la vente « à tout va » à l'extérieur d'engins de mort. Ces deux objectifs ne sont pas incompatibles. Dans l'immédiat, il faut tout d'abord assumer le poids du passé. Les erreurs d'orientation des gouvernements précédents ne peuvent avoir pour conséquence de faire payer la note aux travailleurs de l'aéronautique. Il s'agit de la solidarité nationale la plus élémentaire et il n'est pas malsain d'envisager, pour préserver l'emploi, des subventions supportées par l'ensemble de la nation et permettant la restructuration du secteur. Il est de plus nécessaire, pour avoir une vue complète du problème, de ne pas séparer secteur privé et secteur public. Il faut regarder le bilan consolidé de la SNIAS et de Dassault au cours des années passées et admettre que les pertes de l'une doivent être compensées par les bénéfices de l'autre.

On voit donc que, finalement, ce qui est le plus important à l'heure actuelle c'est l'objectif stratégique : celui de l'orientation à long terme de la production aéronautique. Trois questions doivent être traitées séparément : celle de la division du travail et de l'aménagement du territoire, celle du marché potentiel des avions, celle enfin de la vente des armes à l'étranger.

La division du travail que les grands groupes imposent au pays n'est pas conforme aux intérêts des travailleurs. Il est nocif et dangereux de voir une région trop spécialisée être à la merci d'un à-coup dans le secteur. Les reconversions sur place deviennent difficiles, voire impossibles, et la mono-industrie est à proscrire absolument. Seule une politique d'aménagement du territoire, décidée par un planificateur prenant en compte les décisions de la base, permet d'effectuer les arbitrages collectifs nécessaires. Or, en ce qui concerne l'aéronautique, il est essentiel de conserver la technologie acquise, quitte à la réemployer dans d'autres secteurs de pointe équivalents : trains à grande vitesse par exemple. Ceci n'est possible que s'il existe déjà sur place des industries complémentaires de l'industrie principale.

Or cette politique d'aménagement du territoire n'est plus possible dans les limites de l'Hexagone. Il faut maintenant penser à la dimension de l'Europe, mais d'une Europe socialiste, c'est-à-dire une Europe où les projets de société ne sont pas ceux des marchands et des firmes multinationales, mais d'organisations démocratiques puissantes représentant les travailleurs. On conçoit ici la difficulté d'envisager une véritable politique économique suivie pour un secteur industriel particulier pour notre seul pays. Dès que l'on aborde un cas concret, quel qu'il soit, la réponse est presque toujours : que décider en fonction de l'environnement international ?

Quant au deuxième point, celui du marché, il faut ici faire cesser les illusions. Dans ce domaine, les tendances du passé n'ont pas été celles d'un véritable marché concurrentiel mais l'expression de la volonté des Américains et de leurs firmes les plus puissantes, Boeing et Douglas Co. Ils voulaient faire plus loin, plus vite, plus gros et ils ont façonné le marché en conséquence. Mais halte-là ! Ils ne veulent pas jouer le jeu pour les autres, et la tentative des Européens de faire éclater le monopole a échoué. Là encore, si l'on veut se battre avec les Américains et sur leur propre terrain, c'est possible, c'est nécessaire, mais cela ne peut se faire seuls. Une politique aéronautique ne se conçoit pas sans des décisions politiques qui ne peuvent être éludées.

Dernier point, enfin, celui de la fabrication pour l'exportation des avions de combat. C'est une chose de produire des armes pour notre propre défense nationale, c'en est une autre d'en vendre à n'importe qui veut en acheter, et d'en faire un volet de notre politique d'exportation.

Non seulement il est dangereux de lier l'équilibre de notre balance à la vente d'armes et de pousser ainsi à l'armement massif de notre planète avec tous les risques que cela représente, mais il est inadmissible de faire dépendre en définitive notre politique étrangère de notre politique commerciale.

Compter sur ses propres forces

TOUTES les questions qui viennent à peine d'être évoquées montrent à quel point toute réforme structurelle et même toute politique conjoncturelle dépend de notre politique internationale. Un deuxième exemple plus global le précisera encore mieux.

Un problème lancinant de la France est depuis longtemps celui de sa balance commerciale. Certes nos exportations se sont développées au cours de ces dernières années et la France n'est plus ce qu'elle était : une nation au faible potentiel industriel entièrement tournée vers l'intérieur. Mais les efforts qui ont été faits ne sont pas à la mesure de ce qui est nécessaire et surtout ils ne correspondent pas aux stratégies d'ensemble.

Qu'on en juge : cette année, le déficit de notre balance commerciale sera d'environ 5 milliards de dollars. C'est la hausse du prix du pétrole qui en est responsable, certes, mais comment expliquer que notre dépendance énergétique n'ait cessé de croître et nous mette actuellement dans une situation des plus mauvaises ? Comment pouvait-on imaginer qu'à long terme nous pourrions vivre en exploitant, dans des conditions aussi scandaleuses, les pays producteurs de pétrole, que ce soit directement ou par compagnies pétrolières interposées ?

L'obstacle principal, d'ailleurs, pour mettre au point une industrie de remplacement et pour développer d'autres sources d'énergie était justement le prix du pétrole. On entendait dire : à plus de 2 dollars le baril, rien n'est rentable. Raisonnement absurde mais qui a pourtant servi à prendre toutes les décisions concernant E.D.F. pendant plus de quinze ans. Et actuellement on enfourche les mêmes *dadas*. Notre politique industrielle repose encore sur des notions de coûts comparés dont on sait pourtant qu'ils ne signifient rien. D'autres considérations beaucoup plus importantes doivent au contraire être mises en avant. L'énergie est une « matière première » stratégique et c'est l'ensemble des facteurs politiques et économiques qui doit être pris en compte. Le prix de courte période n'indique rien. Rien d'autre qu'un rapport des forces instantané.

Mais tout focaliser sur le pétrole risque d'être dangereux. Si l'on examine la balance commerciale France-Allemagne, on s'aperçoit qu'elle sera déficitaire en 1974 d'environ 2,5 milliards de dollars, soit la moitié du déficit total. Et il ne s'agit plus ici de pétrole mais de la structure même de notre production industrielle. Si l'on exclut d'ailleurs l'excédent agricole, qui est de l'ordre de grandeur du milliard de dollars, notre déficit industriel avec l'Allemagne sera cette année de 3,5 milliards de dollars. Nous sommes perdants sur pratiquement tous les postes des biens de consommation, sauf les textiles et les cuirs. Pour les biens d'équipement, le désastre est sans précédent. Cette situation exige donc un changement de politique, mais l'exportation à tout crin n'est pas la panacée. Plusieurs solutions peuvent être envisagées mais qui s'articulent toutes autour de la nécessité de trouver le moyen de produire chez nous ce que l'on achète à prix d'or aux Allemands. Certains vont brandir ici le spectre du protectionnisme. L'arrêt de la croissance du commerce mondial porterait un coup funeste à la croissance tout court et il faudrait tout faire, sauf ralentir la marche de ce qui est considéré comme capital pour le développement économique.

Ce raisonnement est extrêmement dangereux. Le degré de dépendance économique d'un pays, et même de dépendance tout court, est directement lié à la part de ses exportations dans la demande finale. Une certaine division internationale du travail s'impose peut-être dans des structures très planifiées et où les avantages et les inconvénients qui en découlent sont justement répartis, mais elle est le signe de l'esclavage pour les partenaires de la périphérie par rapport au centre dans les économies de type capitaliste. Aussi, tant que l'Europe n'aura pas progressé dans la voie du socialisme, il faut refuser de voir s'accentuer la dépendance croissante des travailleurs français par rapport à un capitalisme sans foi ni loi. Et il est capital de l'expliquer sans relâche aux travailleurs allemands. Comme dans tous les domaines, la frontière de classes traverse tous les groupes, hommes ou femmes, citadins ou paysans, français ou allemands.

Il faut donc pour l'instant refuser l'exportation à tout prix et, bien au contraire, orienter la production quand cela est possible vers des produits substituts des importations actuelles. Il est inadmissible, comme cela a été répété au cours de la dernière campagne présidentielle, que notre déficit en machines-outils vis-à-vis de l'Allemagne soit en 1973 de 1 200 millions de francs. Tout doit être fait pour renverser ce courant. On touche ici du doigt combien il est difficile de voir comment un véritable socialisme pourrait s'implanter dans un seul pays européen, alors que l'environnement international lui resterait hostile. Dans la période de transition qui s'imposerait, compter sur ses propres forces serait absolument essentiel.

Le dialogue permanent qui doit s'instaurer entre les forces démocratiques de notre pays, depuis la base jusqu'au sommet, ne doit plus être « provincial » sous peine d'inefficacité. Nous sommes dans une de ces époques charnières où les solutions de facilité sont celles du repliement sur soi et de la lâcheté.

Isolé, le citoyen pourrait croire que le salut est individuel et national. Ce serait lourdement se tromper. Le combat se situe à l'intérieur de chaque frontière, mais jamais une stratégie internationale n'a été aussi nécessaire. L'internationalisation des luttes est la clé du succès pour vaincre la crise de demain.

CHRISTIAN GOUX.

BENEFICES DES GRANDES COMPAGNIES PETROLIERES
(en millions de dollars)

	1973 Revenu net	% d'augmentat. 1972-1973	1974* 1er trimestre	1974* 2e trimestre
Exxon	2 440,0	59,3 %	39 %	70 %
Mobil	842,8	46,8 %	66 %	65 %
Texaco	1 292,4	45,4 %	123 %	111 %
Gulf	760,0	79,1 %	76 %	127 %
S.O. Indiana	511,2	36,4 %	81 %	69 %
S.O. Calif. ..	843,6	54,2 %	92 %	127 %

* Par rapport au trimestre correspondant de 1973.
Sources : *Fortune*, mai 1974 ; Rice, Kerr and Co., *Summary*, avril 1974 ; *Business Week*, 11 mai 1974 et 10 août 1974 ; Senate Finance Committee, « Oil Company Profitability », 1974.

Le chantage pétrolier

Y a-t-il réellement crise du pétrole ? Si oui, qui en est responsable ? Les pays producteurs, qui se livrent à un chantage à la pénurie ? Les pays consommateurs, qui doivent désormais expier leur pillage sans scrupules ? Ou bien les « sept sœurs », les grandes sociétés pétrolières multinationales — en fait, anglo-saxonnes — au service de l'impérialisme américain ?

Pour Pierre Péan, qui a recueilli les confidences des ministres des pays producteurs arabes et des agents des compagnies américaines, la réponse est évidente : le pétrole, « chose de l'Amérique », est une arme dans la guerre économique déclenchée par les Etats-Unis pour mettre au pas les économies européenne et japonaise qui, plus compétitives, menaçaient leur hégémonie. La pénurie et les hausses de prix sont orchestrées par Washington qui encourage en sous-main les revendications des pays producteurs aussi longtemps qu'elles ne portent pas préjudice aux intérêts américains fondamentaux. Ce n'est pas la société de consommation occidentale dans son ensemble qui est frappée par la crise pétrolière, mais uniquement les consommateurs européens et japonais, sans que ces superconsommateurs que sont les Américains soient affectés autrement que par les manipulations des « majors » (1).

Le livre est rapide. Pierre Péan a taillé dans le vif d'un sujet particulièrement complexe et embrouillé. Peut-être sous-estime-t-il en particulier la volonté d'indépendance des pays producteurs. De son constat pessimiste se dégage un plaidoyer en faveur d'une politique d'accords bilatéraux entre producteurs et consommateurs de pétrole.

C'est ce qu'un autre auteur, Peter R. Odell, appelle « le modèle français » *(2). Spécialiste des questions énergétiques, M. Odell les connaît pour ainsi dire de l'intérieur, puisqu'il a travaillé pendant plusieurs années pour la Shell — la seconde plus importante et la plus internationale des « sept sœurs ». Dans une nouvelle édition remise à jour de son classique* Pétrole et Puissance mondiale, *il présente un point de vue plus documenté, plus nuancé, mais aussi plus confus que celui de M. Péan. Indulgent pour ces multinationales anglo-saxonnes dont il valide en partie les arguments, rejetant le principe d'arrangements directs entre consommateurs et producteurs, sans pour autant approuver pleinement la solution américaine d'une alliance des pays consommateurs sous la houlette de Washington, M. Odell affirme que la solution à la crise du pétrole passe par une série de mesures durables d'organisation et de répartition de la pénurie.*

C'est dans une perspective plus spécifiquement asiatique que se situent Michael Morrow et Leon Howell pour leur contribution aux cahiers de l'IDOC (3). En fait, leur enquête, pays par pays, dépasse le contexte de l'Asie pour concerner l'ensemble des pays du tiers-monde. L'étude des mécanismes du marché, du fonctionnement des multinationales, des répercussions dramatiques des décisions de celles-ci sur un réservoir de consommateurs égal à plus de la moitié de la population mondiale (mais seulement 5 % de la production pétrolière mondiale), aboutit à une mise en garde (préserver et maximiser les sources d'énergie disponibles, sans écouter les sirènes du profit immédiat) doublée d'un constat : « Aucun pays n'a pris son essor industriel sans disposer de réserves croissantes d'énergie bon marché ; depuis le début de 1974, l'énergie bon marché semble appartenir au passé. » *L'écart ne pourra donc que se creuser entre ceux qui* « en ont » *et ceux qui* « n'en ont pas ».

M. Bg

(1) *Pétrole : La troisième guerre mondiale*, Pierre Péan, Calmann-Lévy, Paris, 1974, 232 p., 24 F.

(2) *Oil and World Power, Background to the Oil Crisis*, Peter R. Odell, Penguin Books (Pelican), Londres, 1974, 245 p., 60 pence.

(3) *Asia, Oil Politics and the Energy Crisis, The Haves and the Have-Nots*, Leon Howell & Michael Morrow, IDOC/International Documentation, nos 60/61, New-York, 1974, 180 p., 5,95 dollars.

Allemagne

Puissance économique et arrière-pensées politiques

Par FREDERIC LANGER

AVEC un système industriel impressionnant par sa taille, son haut degré de concentration et d'organisation, son poids relatifs écrasant dans la vie du pays, l'économie allemande fonctionne par et pour un réseau d'échanges internationaux sans cesse consolidé et étendu. Depuis 1970, l'Allemagne de l'Ouest est le premier exportateur mondial de produits industriels, devant les Etats-Unis. Elle assume un rôle croissant dans les affaires internationales car elle en possède les moyens politiques.

Ce rôle, elle l'a joué discrètement jusqu'à présent. « Le prestige et la puissance tiennent peu de place dans les préoccupations de ses citoyens et de ses dirigeants : le bien-être chez soi passe avant l'influence au-dehors ; l'idée d'Occident passe avant l'idée de nation ; le désir de préserver la liberté des Berlinois et de rendre la leur aux compatriotes de l'Est passe avant toute référence à la grandeur d'une patrie dont la définition même est imprécise », **note Alfred Grosser dans un ouvrage récent.**

Même si les Allemands cherchent aussi à s'en convaincre eux-mêmes, cette image rassurante est de plus en plus en contradiction avec la réalité des responsabilités de l'Allemagne fédérale dans le développement de l'économie mondiale. Or le refus de tout nouvel expansionnisme, s'il favorise en effet la coopération internationale, ne peut servir à lui seul de conception du monde. Pas plus que la volonté d'appartenir à l'Occident, la rigueur économique et même la prospérité ne sont suffisantes pour bâtir une démocratie véritable, comme le soulignent de plus en plus un certain nombre d'intellectuels allemands. L'image d'une Allemagne commerçante sans arrière-pensées politiques devient plus inquiétante encore si l'on garde à l'esprit les puissants leviers dont les Etats-Unis disposent encore pour faire agir la République fédérale dans le sens de leurs intérêts, intérêts en partie communs du fait de l'importance des investissements des entreprises américaines outre-Rhin (40 % du total investi dans la C.E.E. à six). Et les Etats-Unis sont, eux, très exportateurs d'arrière-pensées politiques...

LE coup d'éclat du chancelier Schmidt, le 20 septembre dernier à Bruxelles, maintient l'ambiguïté. Depuis la création du Marché commun agricole, les arguments et la stratégie de l'Allemagne n'ont pas varié. Deux arguments principaux : la politique agricole commune (PAC) coûte trop cher au budget fédéral ; cette politique n'est pas justifiée sur le plan économique. Une stratégie : exiger à chaque étape délicate l'examen des aides nationales et un bilan d'ensemble de l'Europe verte.

En janvier 1962, au moment de la signature du règlement financier du FEOGA (1), la délégation allemande adresse au conseil des ministres un mémorandum demandant que la part de la République fédérale dans les ressources du Fonds ne dépasse jamais 31 %. Ce plafond n'a effectivement jamais été dépassé. De novembre 1963 à décembre 1964, les Allemands retardent la négociation sur la fixation d'un prix unique pour les céréales en utilisant la stratégie citée plus haut. Finalement ils signent l'accord céréalier mais après avoir obtenu que les mesures existant en France pour lutter contre l'inégalité des revenus agricoles dans ce secteur soient supprimées. Ces mesures prévoyaient que les remboursements à l'exportation pour les céréales étaient en partie financés par une taxe, dite de résorption, frappant les gros exportateurs. L'Allemagne fédérale est donc autant responsable que ses partenaires du fait que la PAC n'ait pas réduit l'inégalité des revenus agricoles. Au printemps 1964, dans le contexte de ces négociations, M. Ludwig Ehrard demande que les décisions importantes pour un Etat membre ne soient pas prises à la majorité mais à l'unanimité. Ce n'est donc pas seulement le général de Gaulle qui a « imposé » cette règle, qui a précisément permis le veto du chancelier Schmidt à Bruxelles.

Si ces réticences allemandes n'ont finalement pas empêché la mise en place de la PAC, c'est parce que la France a toujours posé la réalisation du Marché commun agricole comme condition à la libération des échanges de produits industriels. Cette attitude de la France, affirmée par un certain nombre d'ultimatums, n'a elle non plus pas varié. Le 24 juin 1961, M. Michel Debré, alors premier ministre, déclarait dans une allocation radio-télévisée : « Notre position est claire : le Marché commun doit s'appliquer à l'agriculture, sinon il n'y aura ni Marché commun ni Europe. » « Nous n'avais fait l'Europe industrielle et accepté le désarmement douanier que parce que nous avions obtenu l'assurance d'une contrepartie agricole pour notre pays », **rappelait M. Robert Boulin, ministre de l'agriculture, au moment de la première vague d'excédents laitiers, en octobre 1968. C'est au même thème que recourait M. Christian Bonnet en commentant les conditions posées par Bonn à son acceptation de la hausse de 5 % des prix agricoles :** « Un bilan du Marché commun agricole ne peut se concevoir que dans le cadre plus vaste des résultats acquis par la Communauté dans tous les domaines depuis la mise en vigueur du traité de Rome. »

En effet, les avantages retirés par l'économie allemande, dans le domaine industriel, du désarmement des barrières douanières entre les pays de la C.E.E., suffisaient jusqu'à présent à expliquer que, malgré les oppositions qu'il suscitait, le Marché commun agricole ait été en définitive accepté en Allemagne fédérale, même s'il n'y était le plus souvent considéré, au mieux, que comme un mal nécessaire. De 1960 à 1970, les exportations totales (tous produits) de la R.F.A. vers ses partenaires de la C.E.E. ont plus que triplé, passant de 15 à 50 milliards de marks, et elles se sont accrues relativement plus vite que vers les pays tiers, tandis que le bilan de ces échanges se traduisait par un excédent cumulé de 28 milliards de marks. Si, depuis 1970, le solde de ces échanges s'est retourné, devenant déficitaire pour l'Allemagne fédérale, il est resté excédentaire avec la France, pays censé bénéficier excessivement de transferts aux dépens de l'Allemagne par l'intermédiaire du FEOGA.

LE solde cumulé des échanges franco-allemands depuis 1965 est créditeur pour la République fédérale de plus de 20 milliards de francs. Ce déséquilibre est encore plus frappant dans le seul secteur des produits industriels. Certes, si l'on s'en tient à une vision libérale de l'économie et de la société, une telle situation ne fait que traduire le plus grand dyna-

(1) Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles.



Éliminer tout gaspillage, faire de l'homme un créateur, vivre les contradictions

Portée mondiale de la révolution en Chine

Par JEAN CARDONNEL *

« *NOUS sommes là pour nourrir la société, qu'elle ne nous fasse pas mourir... Comme la faim fait sortir le loup de la forêt, les revenus dérisoires font sortir le paysan de sa ferme... On a mis tout le paquet, il ne faut pas rester dans le pré mais bloquer la route...* » Ainsi parlent, ou plutôt se ramassent en un cri, en un mot d'ordre, les paysans, non pas du tiers-monde, mais de nos sociétés modernes, bien équipées, industrialisées. Ce sont les agriculteurs de l'Alsace docile qui s'affirment en le plus décisif des raccourcis : « *Mieux vaut mourir au combat que se tuer au boulot.* »

Ils sont encore peu nombreux, les hommes et les femmes qui discernent l'enjeu de la bataille contemporaine : une protestation d'ensemble dont nous ne pouvons pas encore mesurer l'ampleur, parce que ses cris montent de la paysannerie, des prisons, des humiliés du corps enseignant, commence à submerger les catégories administratives, les frontières d'Etats nationaux, souverains. Ce raz-de-marée subversif renverse tout sur son passage, y compris la révolution comme catégorie qui aurait ses lois et ses organismes propres. Autrement dit, les mouvements révolutionnaires n'ont pas de quoi donner corps, chair d'histoire à une poussée, à une revendication d'existence globalisante qui s'en prend aux racines de la vie regardée comme normale.

Les cris des paysans proclament qu'un seuil critique a été franchi : les travailleurs ne peuvent plus supporter qu'une partie de la population consomme jusqu'au gaspillage ce qu'eux-mêmes produisent et créent.

Nous pouvions croire jusqu'à ces derniers temps que la situation n'atteignait le seuil critique qu'en ce qui concerne les sociétés rangées sous la dénomination de tiers-monde : en Chine, par exemple, la famine, l'humiliation, l'impossibilité de vivre au sens de survie, de subsistance étaient telles que les conditions intolérables, de fait, ne pouvaient plus être tolérées. Elles déclenchaient la révolution comme nécessité vitale. Mais nos sociétés industrialisées se rapprochent d'un autre type de seuil critique dont les hommes, dans leur combat antérieur pour assurer les bases matérielles de la vie tout court, n'ont pas encore fait l'expérience : c'est le seuil critique de l'ennui, l'absence de but, d'objectif, de finalité. Il suffit de parcourir des C.E.S., des lycées, d'entrer dans une salle de conférence, une église, un théâtre, un cinéma pour découvrir que jeunes et adultes bâillent à se décrocher la mâchoire devant la moindre proposition d'activité ou de passivité. Des foules d'enseignants — pour nous limiter à cette catégorie — peuvent être sur-occupés, chargés d'heures de cours, dans un sous-emploi fondamental de leur énergie. La suppression d'un grand nombre de postes, le personnel réduit à la faveur du démantèlement de l'O.R.T.F. expriment en menace sur la vie pure et simple le malaise provoqué par l'absence d'une raison de vivre.

Débités en tranches professionnelles, découpés en spécialisations innombrables auxquelles les prépare l'entretien d'un *réflexe de soumission* fondamentale, les hommes ne peuvent plus physiquement, biologiquement, trouver leur unité. Dans nos sociétés capitalistes et socialistes officielles, nous traînons des existences éparpillées dont il est juste de dire qu'elles ne sont pas une vie, encore moins une histoire. Voilà le grand fait contemporain : les hommes en masses n'en peuvent plus d'être frustrés de la vue d'ensemble, de l'horizon d'humanité sans lesquels il n'y a pas vie. Comme la faim fait sortir le loup de la forêt, la vie dérisoire, parcellaire, à laquelle on réduit le paysan le pousse hors de sa ferme. Les masses populaires ne restent pas dans le pré, dans l'usine où on voudrait les confiner. Elles bloquent la route des gros intérêts, du trafic, qui les oppriment.

Du morcellement à une politique globalisante

L'EXPERIENCE chinoise m'intéresse sous l'angle où, au cœur même de ce qu'elle a d'original, elle déborde les frontières de la Chine populaire pour concerner l'apprentissage de la vie en commun des hommes du globe.

Il est très curieux de voir que, plus l'écheveau des contradictions chinoises et internationales du théâtre mondial s'embrouillent, s'enchevêtrent, se compliquent, moins les masses de Chine populaire perdent de vue le grand fil conducteur. Nous trouvons ici ce que des modalités proprement chinoises de réalisation portent d'exigence humaine radicale : c'est dans la découverte du caractère complexe des affaires politiques du monde à rassembler que se fait sentir le besoin vital d'unifier, d'englober la vie, l'histoire tout entière.

Je me rappelle un épisode, apparemment anodin, de mon voyage en Chine populaire : en demandant à mon ami interprète la traduction de l'un des innombrables maîtres mots du président Mao, je remarquais la très grande difficulté d'exprimer en langue française le raccourci chinois. Mais la pensée m'est apparue inépuisable, par son application à tout le champ de l'histoire : « *Dans un réseau de résistance populaire, le fil le plus important, c'est...* (on s'attendrait à un élément technique) *la ligne juste.* » Telle se manifeste la force de l'intuition, au principe d'un rebondissement incessant de la Chine populaire : à toute question technique, morcellante, parcellaire, « économiste », elle fournit une réponse politique globalisante.

Mais quelle est donc cette ligne juste que, loin de faire disparaître, comme une aiguille dans une meule de foin, la complexité croissante, le chaos décourageant de l'histoire met en une lumière toujours plus éclatante ? Mao Tse-toung et le parti communiste chinois se sont trouvés aux prises avec une énorme masse humaine dont les paysans représentaient près de 80 %. Le regard de tous ces hommes ne dépassait pas l'horizon du lopin de terre qu'ils travaillaient pour le compte d'un autre, le paysan riche ou le propriétaire foncier. C'est cette immense foule bornée à son champ qui, au travers d'affrontements multiples, s'élargit aux dimensions d'un horizon d'humanité. Une tâche de cette envergure ne s'effectue ni en un jour ni en dix ans ni en un siècle : Mao Tse-toung est conscient qu'il y faut l'ampleur même du déroulement de l'histoire. L'important consiste à se rendre compte qu'un quart de l'humanité relégué — voilà seulement trente ans — dans les oubliettes d'une préhistoire d'esclaves, d'exécutants, de colonisés, s'est attelé au travail, au drame passionnel d'ensemble, dit Mao Tse-toung, qui exige la convergence d'efforts, de luttes et d'amour de tous les hommes.

Je viens de relire l'admirable *Fanshen* (1) — ce qui veut dire la transformation radicale, dans le sens de la solidarité, des conditions d'existence du paysan : le passage de son sort d'instrument à la libre disposition de ses moyens de subsister. L'auteur de l'ouvrage, l'Américain William Hinton, raconte la révolution chinoise au travers du récit de la métamorphose d'un village perdu dans le Nord et qu'il appelle la Grande Courbe. Ces paysans, dont la plupart avaient survécu, avec la faim et la peur au ventre, passent des excès inévitables de la violence inhérente à la première affirmation de soi aux exigences d'une autogestion de leur village. Ils font le long chemin de l'art d'une vie en commun, avec les retombées dans les ornières de l'individualisme dont ils se dégagent par des trouvailles de marche à l'altruisme.

La révolution culturelle s'inspirera du même principe : les risques de l'enlisement dans les pièges cachés, « *les balles enrobées de sucre* », dit-on là-bas, du retour subtil à la reconstitution des *privilèges*, du souci de la carrière, de l'avancement, de la mise à part, se font sentir d'autant plus fortement qu'ils se dissimulent derrière un vocabulaire parfois fracassant, révolutionnaire officiel. C'est le fameux drapeau rouge que l'on agite contre le drapeau rouge, selon un mot favori des Chinois. Aussi une lutte de classes permanente s'avère-t-elle indispensable, car, seule, une pratique de combat peut amener au grand jour les séquelles de comportement égoïste dont le rôle est la mise en relief d'une attitude massive, toujours plus originale, novatrice, d'un altruisme radical.

Briser la force séculaire des individualismes

C'EST ici qu'il convient de dé-siniser la question pour discerner ce qui, dans l'histoire de la Chine populaire, pose le problème auquel nous ne pouvons nous dérober sous peine de renoncer à être humain : nous n'en finirons jamais, dans la multitude des crises, des contradictions, étoffe de l'histoire, d'extirper les racines de la reconstitution du vieil homme égoïste, indifférent. Il est normal, régulier que la grande presse, les moyens d'information spécialistes du découpage en faits divers de l'événement, estompent, camouflent la ligne de force de l'histoire des masses chinoises. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que, fondée sur le cloisonnement, le morcellement des spécialités, notre société, structurée par la division du travail, est une machine à éluder, à cacher aux grandes masses le problème de fond. Nous en arrivons ainsi à l'arrachement au pittoresque, à la portée universelle de la campagne contre le confucianisme.

Pour avoir une certaine idée du caractère insolite de ce que peut constituer la cible du confucianisme, il n'existe dans nos sociétés capitalistes et socialistes officielles qu'une seule méthode : imaginer, non pas en délire de poète individuel, mais à partir des grands moyens d'orchestration d'une campagne massive, populaire, ce qu'il faudrait faire pour étudier, dans le but de les anéantir, les courants historiques, les sources lointaines de ce que l'on appelle notre individualisme. Il est clair que l'individualisme représente le camouflage noble d'un égoïsme sordide. Il signifie la dissimulation de tout dévouement, abnégation, générosité, amour du prochain, christianisme compris, par le goût féroce du primat de soi. Pour en donner l'illustration la plus saisissante, d'autant plus inaperçue qu'elle s'étale dans les fauteuils et sur les strapontins innombrables du sens commun, « *charité bien ordonnée commence par soi-même* », ou encore l'absolutisation des liens d'amour qui unissent tel homme à telle femme. En vertu de quelle gigantesque exagération peut-on appeler l'amour ce qui n'est qu'un amour, notre amour parmi d'autres ?

La grande crise du monde provient de ce que nous appelons valeurs personnelles et mondiales, universelles, les réalités qui sont privées ! Nous voulons avec candeur élargir aux dimensions du globe la passion première, exclusive de soi au détriment des autres. Comment faire contenir la masse des autres dans les bornes d'un amour de chacun d'abord pour soi ?

Impossible ! C'est dans ce sens que l'inflation atteint la totalité des hommes : les signes partout se multiplient sans que leur corresponde la moindre réalité. Formes d'aucun fond. Derrière les signes monétaires et les idées, le vide, rien. L'aide mondiale, la compassion, la charité, la miséricorde sont des paravents du souci inviscéré de soi, et c'est ce dont les masses du tiers-monde s'aperçoivent. Aujourd'hui, la réalité prend sa revanche sur les réalistes : ce que nous voulons conserver toujours nous échappe.

La population française par exemple, ou plus exactement la clientèle en France, est atteinte dans ce à quoi, faute d'autres critères d'existence, elle tenait par-dessus tout : le chauffage domestique et le carburant pour les voitures individuelles. Quand les vies se fondent sur l'égoïsme, elles ne peuvent plus assurer le maintien du privé. De l'Espagne, de l'Italie, de la France à l'Amérique du Sud, dans un climat de structure compétitive, une lutte se mène pour détruire la somme d'habitudes qui a pris le nom de civilisation chrétienne, de christianisme. L'objectif est de dégager du fatras de tendances à la soumission, à la résignation, au conformisme, le fait Christ caractérisé par la puissance subversive, insurrectionnelle, ressuscitante du retournement des motifs d'action.

A peine sortie d'une révolution culturelle, au lieu de s'en glorifier, de consolider l'acquis révolutionnaire, la Chine découvre qu'il faut aller plus loin. La pratique d'une lutte intensément vécue ne suffit pas encore à entamer le bloc de réflexes accumulés depuis des siècles : une morale traditionnelle codifie ces plis éducatifs : elle repose sur la concorde, l'harmonie, nous dirions la charité, l'entente de surface qui nie les contradictions des profondeurs. Il est

(Lire la suite page 20.)

* Dominicain.

(1) William H. Hinton, *Fanshen*, Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1971.

FIDEL CASTRO : « Faire face aux manœuvres de division »

Voici quelques extraits du discours prononcé à La Havane par M. Fidel Castro le 28 septembre 1974 :

IL est injuste (...) de rejeter la faute de l'inflation mondiale et de la crise monétaire internationale sur les pays pétroliers. La responsabilité de ces problèmes retombe fondamentalement sur les Etats-Unis eux-mêmes. Ce sont eux qui ont imposé à la communauté des nations le système monétaire qui accordait au dollar une position privilégiée par rapport à toutes les autres monnaies ; ce sont eux qui ont inondé le monde et les réserves des banques centrales de presque tous les pays de billets nord-américains qui excédaient largement leur couverture en or (...) ; ce sont eux qui ont déclenché la guerre du Vietnam, qui a coûté plus de 150 milliards de dollars. (...) La source de l'inflation et de la crise monétaire, qui est née bien avant l'augmentation des prix pétroliers, réside dans cette funeste politique impérialiste. Ce sont eux, enfin, qui ont implanté la société de consommation et le gaspillage illimité des ressources naturelles des peuples. L'élévation des prix du pétrole n'a fait tout au plus qu'aggraver une situation de crise créée par la société impérialiste elle-même (...).

A peine les prix du pétrole eurent-ils augmenté à la suite de la dernière crise du Proche-Orient que les pays capitalistes développés (...) répondirent immédiatement (...) par une hausse des prix de leurs exportations (...).

La stratégie impérialiste tient donc compte du fait que l'exigence de réduire les prix du pétrole risque de ne pas déplaire à de nombreux pays pauvres. Ceci pourrait se traduire par une importante division des pays du tiers-monde et donc par la défaite des exportateurs de pétrole, défaite qui serait à la longue celle de tous les producteurs de matières premières et signifierait l'aggravation de la détérioration des termes de l'échange inégal que l'impérialisme a imposé à nos peuples.

(...) Si l'on veut que tous les pays sous-développés fassent leur la bataille du pétrole, il est indispensable que les pays pétroliers fassent leur la bataille du monde sous-développé. Ce n'est pas en investissant les revenus du pétrole dans les pays capitalistes industrialisés ou dans les organismes financiers internationaux contrôlés par l'impérialisme que l'on obtiendra l'appui du monde sous-développé. Ces ressources doivent être essentiellement investies dans le tiers-monde, dans la lutte contre le sous-développement (...).

Ni les pays pétroliers, ni les autres peuples sous-développés ne peuvent se permettre le luxe de laisser passer cette chance historique. Il est temps que tous les pays du tiers-monde unissent leurs forces et relèvent le défi impérialiste. Si les pays pétroliers restent unis et fermes, s'ils ne se laissent pas intimider par les menaces des Etats-Unis, s'ils recherchent l'alliance du reste du monde sous-développé, les pays capitalistes industrialisés devront accepter comme inévitable la disparition des conditions d'échange honteuses et injustes qu'ils ont imposées à nos peuples.

Les pays non alignés pourraient se réunir et donner une réponse ferme, unie et catégorique aux menaces et aux pressions des Etats-Unis. Face à la stratégie impérialiste de division, l'union la plus résolue est indispensable. C'est seulement ainsi que l'inévitable coopération internationale ne s'imposera pas dans les termes qu'exigent les impérialistes, mais sur la base des aspirations et des intérêts les plus légitimes de tous les peuples du monde.

---

misme des entreprises allemandes face à leurs concurrents français : les barrières douanières étant abaissées dans les deux sens, si les Français n'ont pas été capables d'en profiter autant que leurs voisins d'outre-Rhin, tant pis pour eux. En fait, l'acceptation d'une concurrence accrue sur le marché français, notamment de la part de l'Allemagne fédérale, n'a pas été sans poser à la France de nombreux problèmes. Si les gouvernements qui se sont succédé à Paris ont toujours cherché à faire rentrer par la fenêtre du commerce extérieur un libéralisme qui était sorti par la porte des nationalisations d'après guerre, les résistances auxquelles ils se sont heurtés ne traduisent pas seulement le retard mental d'industriels habitués à un protectionnisme douillet, mais aussi la volonté d'une partie de la population de ne pas subir les conséquences négatives d'un jeu aléatoire. Aléatoire en effet puisque, douze ans après l'entrée en vigueur du Marché commun, un fonctionnaire français, dressant le bilan du commerce extérieur de la France, pouvait écrire : « En définitive, les conséquences défavorables au niveau des résultats commerciaux de l'ouverture de l'économie française à la concurrence internationale ne doivent pas faire renoncer aux effets favorables que la poursuite de ce processus comportera à l'avenir sur notre économie et notre appareil de production » (2). **L'avenir a malheureusement montré l'inconvénient d'avoir une balance commerciale fragile, quand tous les pays occidentaux se livrent à une véritable danse du balai, chacun cherchant à exporter toujours plus chez ses voisins pour tenter de combler le déficit créé par ses importations de pétrole.**

Le bilan de la politique agricole commune, que prépare en ce moment la Commission de la C.E.E. montrera en revanche que ni l'agriculture ni les finances de la République fédérale n'ont souffert gravement du Marché commun agricole. Si la première a dû faire quelques inévitables concessions de débouchés aux partenaires du Marché commun, ce n'est que de manière très progressive et cela ne l'a pas empêché de profiter également, quoique dans une moindre mesure, de l'expansion de la consommation en R.F.A. et sur les marchés étrangers. Quant aux finances, si la R.F.A. verse plus au FEOGA qu'elle n'en reçoit, malgré des alertes périodiques le solde ne sort pas des limites que les négociateurs allemands ont bien dû avoir à l'esprit en signant le traité de Rome et les règlements financiers du FEOGA. Pour 1972, ce solde était de 1 milliard de marks, somme qui peut être utilement rapprochée du budget fédéral (108 milliards de DM) et encore plus du budget de l'ensemble des collectivités publiques allemandes (250 milliards de DM, y compris le précédent).

De leur côté, les consommateurs allemands ont fait l'année dernière une économie de 5,5 milliards de francs en s'approvisionnant en blé et en sucre dans la Communauté plutôt qu'à l'extérieur, comme l'a indiqué récemment la Commission de la C.E.E. Le seul problème grave est celui des revenus des agriculteurs allemands. De 1960 à 1970, la part de l'agriculture dans la formation du produit national brut est tombée de 5,7 à 3,1 %, pourcentage de loin le plus bas observé dans la C.E.E. Ce recul n'est pas le signe d'une stagnation de l'agriculture allemande mais plutôt celui de la lenteur relative de sa progression par rapport à celle des autres secteurs d'une économie particulièrement dynamique.

EN France, l'augmentation du revenu agricole moyen a été parallèle à celle du salaire moyen, toutes catégories de salariés confondues, de 1954 à 1972. Mais l'exploitant agricole ne peut pas consommer tout son revenu : il doit en consacrer une partie à des dépenses en capital pour son exploitation. Or les consommations intermédiaires représentent aujourd'hui plus du tiers de la production de la branche agricole telle qu'elle apparait dans la comptabilité nationale, contre environ 26 % en 1956, et ces consommations intermédiaires subissent l'évolution des prix industriels. L'augmentation de la production et de la productivité agricoles en France n'a donc pas entraîné celle du revenu des agriculteurs, sauf pour le tiers supérieur d'entre eux, en termes de catégories de revenu. Les deux tiers aux plus faibles revenus sont restés au niveau des ouvriers de l'industrie et du commerce, comme c'est le cas en France depuis trente ans.

Le gouvernement français cherche autant que le gouvernement allemand à maintenir une forte pression sur les revenus agricoles, surtout depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Mis en sommeil par la suspension du « Nixon round », le plan américain de réorganisation de la production agricole du monde occidental développé a séduit certains milieux en France comme en Allemagne. En gros, ce plan prévoit que les Etats-Unis se spécialiseraient dans la production de céréales et de soja et que la C.E.E. deviendrait une zone de transformation de ces produits végétaux en produits animaux, cette transformation, notamment pour l'élevage des bovins, étant très « labor intensive » **et peu mécanisable.** La Frankfurter Allgemeine Zeitung, **organe des milieux d'affaires de la République fédérale, rappelait, dans un éditorial publié le 27 septembre dernier, que,** « au cours des deux dernières années, les Américains ont remis en culture 24 millions d'hectares de terre... Aux prix actuels du marché, il serait rentable de mettre en culture 40 autres millions d'hectares... Le gouvernement américain aime autant ses paysans et ses rentrées de devises que le gouvernement français. La sécurité militaire allemande et la menace américaine d'interdire l'importation des produits industriels européens sont des moyens d'action efficaces pour ouvrir le chemin de l'Europe aux produits agricoles américains ».

Le chancelier Schmidt n'est nullement contraint de suivre cette voie, même si le gouvernement français le pousse à jouer le rôle de paratonnerre à l'égard de ses propres agriculteurs. Nombreux sont les Allemands, notamment au sein du parti social-démocrate, qui rejettent à la fois les spectres du passé nazi et ceux de la guerre froide. L'imprécision même des intentions déclarées de l'Allemagne fédérale à l'égard de la réforme de la politique agricole commune qu'elle souhaite voir mise en œuvre laisse au chancelier Schmidt la possibilité d'infléchir cette politique dans le sens d'une intégration plus démocratique de l'agriculture à l'économie européenne.

FREDERIC LANGER.

(2) Philippe Pontet, *Bulletin de l'économie et des finances*, juillet-septembre 1970.

BIBLIOGRAPHIE

● GOLO MANN : *Deutsche Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts*. Traduction anglaise : *The History of Germany since 1789*. Pelican Books, Londres, 1974, 896 pages. — Les 80 dernières pages de cet ouvrage portent sur la période après 1945. Réflexion d'un historien, fils de Thomas Mann, sur l'avenir de l'Allemagne.

● RALF DAHRENDORF : *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*, D.T.V., 1971, 489 pages. — Un sociologue se demande pourquoi la démocratie libérale n'a pas pris racine en Allemagne.

● GUNTER GRASS : *Evidences politiques*, Le Seuil, coll. « Combats », Paris, 1969, 216 pages, 15 F. — Recueil d'articles et de conférences d'un écrivain engagé dans la politique pour donner un visage démocratique à l'Allemagne actuelle.

● ALFRED GROSSER : *La République fédérale d'Allemagne*, P.U.F., coll. « Que sais-je ? », Paris, 1974, 125 pages, 5 F. — Un livre précis, qui fait le point des problèmes de l'Allemagne fédérale.

(Suite de la page 19.)

Il est en effet bien révélateur que le peuple chinois en masse s'attaque aux deux formules qui résument l'entente, la collaboration de classes, l'amour menteur parce que générateur d'asservissement et de tuerie : se modérer (ou garder le juste milieu) et s'en tenir aux rites, aux cérémonies. Rien n'est plus haineux et despotique qu'un amour qui s'enracine dans les réflexes de docilité. C'est justement sur le respect de l'harmonie, de la concorde, de la légalité, masque de la liberté d'exploiter pour les classes dirigeantes, que s'est brisée l'Unité populaire du Chili. Voilà donc à quel niveau il faut porter le fer : former, dit le parti communiste chinois, non des moutons mais des têtes brûlées.

L'essentiel est de vivre la théorie des contradictions que formule Mao Tse-toung, non comme génie exceptionnel, « *talent céleste* » qui façonnerait la Chine au gré de ses désirs selon l'interprétation qu'en proposait Lin Piao, mais comme croyant de l'énergie créative des masses. Je l'ai entendu dire, avec des commentaires divers, par un flot de Chinois : deux ne se ramènent pas à un, mais un se divise en deux. Autrement dit : le dernier mot des choses n'est pas la stabilité de l'être mais la puissance du mouvement. Pour découvrir une équivalence du côté des sources de notre philosophie d'Occident, c'est l'adoption de la vision d'Héraclite (« *Tout devient* ») contre celle de Parménide (à grossièrement résumer, les choses et les hommes demeurent ce qu'ils sont). Le phénomène inouï consiste en ceci : non plus cette fois des penseurs isolés, mais tout un peuple, près de 800 millions d'hommes et de femmes entrent dans l'intelligence du débat de fond. L'étoffe du réel, de l'histoire n'est pas l'être immuable, la nature humaine, mais la progression, la marche en avant des contradictions.

Aussi ne donne-t-on pas d'abord un fusil au jeune soldat de l'armée populaire de libération, mais les trois écrits les plus lus du président Mao : *Servir le peuple, A la mémoire de Norman Bethune*, incarnation de l'esprit internationaliste, de la solidarité mondiale, et *Comment le vieux Yukong souleva les montagnes*.

Une institutrice chinoise raconte aux élèves l'histoire du vieux Yukong et demande quelles sont les principales contradictions. Un petit Chinois répond qu'il y avait d'abord la contradiction de l'homme et de la nature. Il est clair que si, au lieu d'enseigner la reconnaissance passive d'un état de choses définitif (« *le monde a été créé* »), le christianisme racontait inépuisablement : « *Si tu dis à cette montagne* (j'ajouterai pour préciser : montagne de préjugés, d'amour de soi dissimulé sous l'harmonie) *sans hésiter* dans ton cœur : « *Arrache-toi d'ici et jette-toi dans la mer* », *elle ne peut pas ne pas s'y jeter* », il éveillerait les masses humaines au plus puissant des leviers pour l'action, la foi, dernier mot de la connaissance, nécessairement opératoire, de l'histoire et de tout le réel.

Il y a donc affinité, jonction entre l'universalité de la contradiction selon *Mao Tse-toung et l'Evangile libéré du* « christianisme » — c'est-à-dire un amour qui montre qu'il provoque, non à la ratification de l'ordre des choses, mais à l'insurrection contre l'obéissance. « *Je ne suis pas venu apporter la paix mais le glaive.* » La révolution est à mener jusqu'au point extrême où les vivants se libèrent de la pesanteur des morts qui les écrasent. Mao Tse-toung avait raison de dire à André Malraux, qui ne semble pas l'avoir compris : « *Les hommes n'aiment pas porter la révolution toute leur vie.* »

Les événements, dans leur brutalité, démontrent la faillite des ressorts d'action, de vie, proposés aux sociétés industrialisées : la liberté de consommer jusqu'au pillage insensé, jusqu'au gaspillage, ce que des masses produisent, inventent, *créent*. Enfoncé dans une liberté d'abord de consommer, sans lien avec la production, les hommes de nos sociétés libérales et impérialistes entendent, sans comprendre, le délégué de Chine populaire proclamer à Bucarest : « *L'homme est un producteur, un créateur, avant d'être un consommateur.* » Les hommes, partout, sous peine de décomposition et de mort, ne peuvent désormais consommer que ce qu'ensemble ils produisent.

Jean Daubier écrivait en épigraphe de son livre sur *l'Histoire de la révolution culturelle en Chine* ce mot de Karl Marx : « *La trahison des générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants.* » Cette constatation réactualise le cri qui traverse les siècles en forme d'exigence de révolution jusqu'au bout : « *Laissez les morts enterrer leurs morts* » et « *Pourquoi donc chercher parmi les morts celui qui est vivant ?* »

JEAN CARDONNEL.

Japon

Remodeler l'archipel ou les structures économiques ?

Par BERNARD MOREL *

IL y a maintenant trois ans, M. Tanaka *assignait à son pays un objectif* fondamental : le remodelage de l'archipel. Ce projet ambitieux apparaissait comme un moyen de désamorcer un mouvement de contestation qui commençait à remettre en cause le solide édifice social sur lequel était basée la croissance économique du Japon. Le « miracle japonais », avec ses taux se croissance qui faisaient rêver les industriels occidentaux, n'était à l'évidence miraculeux que pour ceux qui pouvaient avoir accès aux fabuleux profits qu'il créait. Pour les autres, la hausse des prix, la détérioration inquiétante de la qualité de la vie engendrée par les phénomènes de pollution, la remise en question du mode de vie favorisaient l'éclosion de mouvements de base (quartiers, consommateurs) vite politisés par les divers mouvements de gauche.

Le parti gouvernemental, en proposant un plan social d'aménagement de l'espace japonais se donnait pour but de retrouver l'assise électorale qui avait su lui être fidèle pendant près de vingt ans parce qu'il avait réalisé les promesses de croissance du niveau de vie. L'impossibilité de lancer ce plan en raison du niveau élevé de l'inflation et de la crise de l'énergie remet en question l'équilibre traditionnel, comme l'a prouvé le résultat des dernières élections à la Chambre haute.

La crise de l'énergie surprend le Japon dans un climat économique déjà difficile, engendré par une hausse rapide des prix. De janvier à octobre 1973, ceux-ci augmentèrent de 13 %. Sans doute la forte demande intérieure et extérieure était de nature à alimenter une forte inflation. Mais, comme Christian Sautter l'a montré ici-même (1), il reste qu'elle était avant tout « tirée » par les profits. L'impossibilité ou le refus de remettre en cause l'équilibre entre grandes et petites firmes, vouées à la sous-traitance, fondement de la structure économique japonaise, nécessitait des profits élevés, aptes à maintenir à son niveau le rapport salaires-profits. La forte croissance, l'augmentation régulière du pouvoir d'achat, bref l'état de surchauffe de l'économie japonaise encourageaient, dans une certaine mesure, le laxisme de dirigeants économiques et politiques, sensibles avant tout aux profits que procurait l'inflation.

Après le « Nixon-shock » (2) qui avait traumatisé le Japon, en lui montrant le peu de considération que son « grand tuteur » portait à sa politique étrangère, voilà que le « choc de l'énergie » faisait du miracle un mirage. La crise de l'énergie atteint brutalement le Japon.

Devant une telle situation, on eut vite fait de prophétiser la fin de la grande espérance du Japon moderne de devenir grand parmi les grands dans le nouveau rééquilibre des forces politiques internationales. On peut se demander aujourd'hui si, malgré les immenses problèmes que connaîtra le Japon dans les mois et les années à venir, on ne minimise pas ses capacités.

DEPUIS octobre 1973, la production industrielle japonaise s'est considérablement ralentie. Les restrictions énergétiques, le ralentissement de la demande intérieure, le renchérissement du prix des matières premières, se sont traduits au premier trimestre par une baisse du P.N.B. de près de 19 % en rythme annuel. La reprise à laquelle on a assisté au second trimestre (+ 2,5 %) est suivie en juillet et août par une stagnation dont on ne peut pas affirmer qu'elle ne sera pas durable. Quoi qu'il en soit, il est maintenant pratiquement acquis qu'il y aura, en 1974, une décroissance en volume du P.N.B. de l'ordre de — 2 %.

Si l'on s'en tenait à cette constatation, il y aurait de quoi crier à la catastrophe. Mais il faut y regarder de plus près. Devant les menaces qui pesaient sur l'économie, le gouvernement japonais a orienté sa politique selon deux axes fondamentaux. Pour lutter contre l'inflation, il a mis en place une politique monétaire serrée qui s'est traduite par des restrictions de crédits avec des taux d'intérêt très élevés. Pour relancer la machine économique et soutenir la demande, il a lancé une grande offensive commerciale d'exportations et tenté de limiter les importations.

L'effet des premières mesures monétaires a été, outre de ralentir très nettement les investissements, de mettre en difficulté de très nombreuses petites et moyennes entreprises. Les faillites se sont multipliées durant l'année. Cela a entraîné un accroissement du chômage et surtout, ce qui est caractéristique au Japon, une diminution de la durée du travail. Mais ce phénomène, joint à l'augmentation des prix au cours du premier trimestre 1974 (+ 37 %), s'est traduit par un ralentissement de la demande qui a eu pour effet de mettre un frein à l'hyper-inflation. Au cours des derniers mois, la hausse des prix est revenue à des taux plus acceptables à notre époque de 1 % par mois.

La crise a été, on le voit, supportée au Japon par la classe ouvrière et les pauvres, mis à l'épreuve du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat. Tandis que les profits d'inflation croissaient à un rythme tel que les autorités japonaises libérales étaient amenées à créer des taxes supplémentaires sur les excédents, l'indice du salaire réel passait de 133,4 en août 1973 à 130,1 en octobre 1973, pour s'établir à 115,4 en mai 1974. La très dure offensive de printemps de la classe ouvrière n'a cependant permis que de retrouver le niveau de juillet 1973, avec 33 % d'augmentation moyenne des salaires. Encore faut-il noter que cette augmentation n'a vraiment touché que les grandes entreprises et qu'une grande partie de la classe ouvrière japonaise, celle des petites et moyennes entreprises, n'en a pas beaucoup profité. Mais la lutte a révélé que, dans les grandes entreprises, les revendications n'étaient plus seulement salariales, et qu'elles portaient aussi sur les conditions de travail et la remise en question de structures féodales très paternalistes. L'importance prise ces derniers temps par le parti communiste japonais dans la conduite des luttes, dans la prise de contrôle des organismes et institutions de base (municipalités), révèle qu'une nouvelle étape a été franchie.

LA situation du capitalisme japonais devient plus claire. La crise, d'une part, conduit à la restructuration globale de l'économie par l'élimination progressive des petites et moyennes entreprises dont l'équilibre complémentaire avec les grandes constituait la base de la structure socio-économique. Mais, d'autre part, à l'intérieur des grandes firmes et en milieu urbain, la contestation du régime économique, les revendications salariales de plus juste répartition des revenus tendent à s'affirmer, parfois par opposition à la politique modérée des syndicats. Dès lors, le Japon ne peut pas échapper à une politique extérieure ambitieuse.

C'est pourquoi l'objectif de la grande offensive vers l'extérieur dépasse très largement le rééquilibrage à court terme du commerce extérieur et s'insère dans une politique de long terme.

Tout au long de l'après-guerre, l'expansion économique japonaise s'est appuyée sur les succès de son commerce extérieur et les excédents de sa balance commerciale. La détérioration de cet équilibre, avant même la crise d'octobre 1973, constituait un danger pour un pays qui se doit d'importer la quasi-totalité des produits de base. Elle était due non seulement à l'augmentation du prix des matières premières qui accroissait la part des importations, mais aussi aux difficultés d'exporter des produits devenus moins concurrentiels, du fait de l'augmentation des salaires. C'est pourquoi, dès avant octobre 1973, le Japon avait lancé une grande politique d'investissements à l'étranger et de localisation d'activités industrielles dans des zones à bas salaires, en en particulier en Asie du Sud-Est.

La crise économique qui a suivi l'augmentation des produits énergétiques a conduit le Japon à relancer, d'une manière plus vigoureuse que jamais, cette politique. La nécessité d'encourager la demande a conduit à développer une politique commerciale offensive ; le désir de sauvegarder l'avenir a entraîné une vigoureuse politique d'investissements. A court terme, malgré une conjoncture internationale plus que morose, le Japon est parvenu à résorber en partie, voire en totalité en juin-juillet-août, le déficit de sa balance commerciale, et en août celui de sa balance des paiements. A long terme, il a pris des garanties. Derrière une politique d'aide et de coopération, le Japon se lance dans une nouvelle politique d'investissements à l'étranger et d'exportation de crédits, sans pour autant négliger l'exportation sur le marché européen qu'il privilégie. Et ce sont vers les pays dont il a le plus besoin, à savoir les pays producteurs d'énergie et de matières premières, qu'il a fait porter ses efforts. Contre la possibilité d'accès aux ressources de base, le Japon vend sa technologie et ses produits manufacturés. On retrouve la manière à travers laquelle, durant les années 50 et 60, le Japon avait profité de sa politique d' « aides » et de « réparations » aux pays de l'Asie du Sud-Est pour vendre, s'implanter et faire travailler. Ainsi le Japon est-il en train de tenter d'élargir sa zone économique d'influence. Ce sera difficile à cause de la concurrence, mais il peut réussir grâce à son savoir-faire en la matière.

De cette crise, le capitalisme nippon a tiré la leçon qu'il avait une économie vulnérable et que le seul moyen pour lui de se maintenir dans le peloton de tête des pays et de repousser l'assaut d'une classe ouvrière de plus en plus organisée et exigeante était d'étendre ses zones extérieures d'influence en prenant son autonomie à l'égard des Etats-Unis d'Amérique et, par conséquent, de restructurer son économie. La réussite de ce projet ne dépend pas seulement de ses interlocuteurs étrangers. Elle dépend aussi de la possibilité qu'il aura de satisfaire la classe ouvrière japonaise qui cherche à traduire politiquement son mécontentement et sa force contestatrice. Pour l'instant, seul le parti communiste japonais s'attache à rendre crédible ce mouvement, mais les courants qui se dessinent à l'intérieur des forces socialistes manifestent un changement qui pourrait à terme tout bouleverser. Derrière le remodelage de la structure économique du Japon se profile déjà le remodelage des structures sociales.

(1) *Le Monde diplomatique*, juillet 1974.

(2) On désigne ainsi le choc provoqué par la première visite que M. Kissinger, à la demande de M. Nixon, effectua à Pékin sans que Tokyo en soit informé.

* Laboratoire de conjoncture et prospective, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

- CHRISTIAN SAUTTER : *Japon, le prix de la puissance*, Le Seuil, Paris, 1973.
- ROBERT GUILLAIN : *Le Japon, Troisième Grand*, Le Seuil, Paris, 1969.
- *Japan Economic Journal*, édité à Tokyo.

Europe de l'Est

Les pays socialistes attendent le choc

Par PAUL GALARD

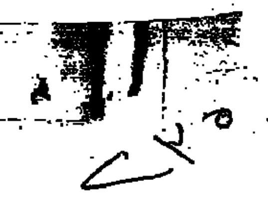
DEPUIS la fin de la seconde guerre mondiale, le double optimisme né de l'expansion et des instruments de contrôle étatique de l'économie avait rejeté l'idée même de crise hors de la conscience publique. En quelques mois, sous l'impact conjugué des dérèglements monétaires et du bouleversement du marché de l'énergie, le spectre de la crise mondiale est réapparu. Les pays occidentaux ne pèchent-ils pas cependant par excès de vanité en confondant leur crise avec une crise mondiale ? C'est apparemment ce que pensent, et à tout le moins affirment hautement, les dirigeants des Etats se réclamant du socialisme. Qu'en est-il au juste ? Les pays de l'Est échappent-ils aujourd'hui à la crise et pourraient-ils y échapper encore demain si elle s'approfondissait ?

Pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, la croissance économique ne s'effectue régulièrement et harmonieusement. Globalement, le taux de croissance du revenu national, pour l'ensemble du COMECON, a baissé année après année : de 10 % entre 1955 et 1960 et d'environ 8,5 % de 1961 à 1966, il est tombé à 4,20 % aujourd'hui. Cette tendance s'est en outre exprimée au travers de phases successives de contractions et de reprises. Il en fut ainsi par exemple en Pologne, qui connut trois dépressions en 1956, 1962 et 1970, ou en Tchécoslovaquie qui vit les mêmes phénomènes en 1948, 1953-1955 et 1961-1964. Dans chaque pays, ces récessions présentent des traits permanents qui indiquent qu'elles obéissent à une logique commune. Par ailleurs, leur ampleur chaque fois accrue leur donne un aspect à la fois cumulatif et global. Tout se passe, en effet, comme si la structure sociale établie devait fatalement conduire à une mise en cause simultanée des composantes économique, politique et sociale du système. Chaque phase dépressive est suivie d'une tentative de réformes, le plus souvent érodées avant d'avoir pu être réellement expérimentées, et surtout d'une ouverture immédiate vers l'Ouest, c'est-à-dire d'un coup de fouet aux importations. Ici se rencontre le premier symptôme de dépendance à l'égard des économies capitalistes développées : c'est quasiment une « loi » sans exception que toute récession est suivie d'un appel aux produits et à la technologie occidentaux.

Si ces économies connaissent des dépressions conjoncturelles, il semble au moins qu'elles ont su éliminer le vice majeur des capitalismes occidentaux : l'inflation. Et, en effet, c'est là, en la période présente, l'argument le plus fréquent de la propagande de ces pays : « Nous savons maintenir la stabilité des prix. » Cette question mérite une attention particulière, car elle illustre remarquablement l'aptitude d'une organisation administrative de l'économie à modifier la forme des mécanismes spontanés de la production marchande sans en changer la nature. Il faut, en premier lieu, noter qu'il est inexact de dire que les prix n'augmentent pas. Ainsi la Pologne a connu une inflation ouverte : de 1953 à 1970, le prix de la viande de porc a été multiplié par 2 et celui de la viande de bœuf par 2,25. C'est d'ailleurs la dernière augmentation des prix décidée en 1970 (puis annulée) qui a provoqué les émeutes ouvrières de Gdansk et de Stettin. De même, en Tchécoslovaquie, au cours de l'été 1973, le prix de vente des voitures a été sensiblement élevé (une Skoda coûte 25 % de plus en 1973 qu'en 1965). Par ailleurs, un jeu sur les prix, selon la nécessité des biens, permet de stabiliser ou même de baisser les coûts des produits courants et d'augmenter ceux des produits moins essentiels ou jugés de « luxe » (notion très extensive). Enfin, une modification mineure d'un produit permet, sous couvert d' « innovation », des augmentations prétendument justifiées (ce qui, secondairement, gonfle arbitrairement les résultats du plan en valeur, sans progrès équivalent en quantité).

NEANMOINS, les mouvements de prix ont une ampleur réduite, en tout état de cause insuffisante pour démontrer une inflation au sens coutumier du terme. Les deux symptômes principaux de l'inflation sont la pénurie chronique de marchandises et l'accumulation de pouvoir d'achat excédentaire. Autant il est inutile d'insister sur le premier, autant le second est mal connu. Il se manifeste partout par la croissance de l'épargne stérile dans les caisses d'épargne. En U.R.S.S. (tableau I), les ménages ont épargné en 1969 les deux tiers de leurs revenus supplémentaires. En Tchécoslovaquie, pour la période 1970-1973, à un accroissement des revenus financiers des ménages de 42,6 milliards de couronnes a correspondu un accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne de 37 milliards, soit un rapport d'environ 95 %. Parallèlement à cette épargne massive se développent des symptômes secondaires tels que marché noir et trafics divers, l'ensemble conduisant à une perte de confiance progressive en la monnaie (ne voit-on pas se multiplier les exemples de primes en nature, le stimulant monétaire perdant toute efficacité ?). L'existence de l'inflation masquée est enfin clairement démontrée par l'expérience des pays qui ont poussé le plus loin leurs réformes vers le rétablissement du marché, la Hongrie et, a fortiori, la Yougoslavie : la première connaît une inflation officielle (mais certainement sous-estimée) de 5 %, la seconde d'environ 20 %.

Quelles sont les causes de cette inflation ? Il existe des causes secondaires aussi peu probantes pour les pays de l'Est que pour ceux de l'Ouest, qui sont les explications usuelles de l'économie bourgeoise (inflation par la demande, par les coûts, etc.) et qui se résolvent généralement en des propositions strictement tautologiques. Il existe aussi des causes plus spécifiques mais non moins secondaires (stocks excessifs, investissements mal équilibrés, incohérences de la planification, etc.). En vérité, les mêmes causes réelles produisent partout les mêmes effets : seul le gonflement vertigineux des dépenses improductives, à l'Est comme à l'Ouest, permet d'expliquer le phénomène. Ces dépenses sont parfois différentes : à l'Est bureaucratie pléthorique, à l'Ouest publicité, marketing, commercialisation — ou identiques : frais croissants de fonctionnement de l'Etat ou production d'armes (en dépenses directes, 9 à 10 %, du P.N.B. en U.R.S.S.). Cet immense gaspillage commun à toute société décadente, nécessaire au maintien du système et à la réalisation de la plus-value, réduit tou-



jours davantage le secteur productif de marchandises par rapport au secteur improductif et crée un déséquilibre structurel toujours croissant.

Le dernier des principaux fléaux du système capitaliste, le chômage, a, quant à lui, effectivement disparu dans les pays socialistes. Mais il a disparu au prix d'une utilisation excédentaire de main-d'œuvre et donc d'un taux de productivité extrêmement bas. Un tel « plein emploi » ne peut être maintenu que grâce au protectionnisme vis-à-vis de l'extérieur et à l'affaiblissement profond de la compétitivité sur le marché mondial, et surtout au détriment du niveau de vie général. En 1966, la revue polonaise « Polityka » posait justement le problème : « Il est certain, et nous devons en prendre conscience, que la population doit choisir entre soit une augmentaltion importante de l'emploi, soit une limitation de l'emploi et une amélioration des salaires réels ; il n'y a pas d'autres solutions. » On ne saurait mieux exprimer le dilemme : ou plein emploi et bas salaires pour tous, ou chômage pour certains et bons salaires pour d'autres. Eternelle logique du capital !

LES pays socialistes présentent donc intérieurement, bien que sous des formes originales, les mêmes vices constitutifs que les pays capitalistes occidentaux. Il reste à voir s'ils ont néanmoins pu se constituer en un marché autonome du marché mondial. Parmi les économistes marxistes, la thèse du « double marché » a longtemps été en faveur, un « marché socialiste » s'opposant au « marché capitaliste » et ayant peu ou prou un caractère progressiste dans la mesure où il restreignait l'aire d'expansion de l'« impérialisme ». Ce raisonnement a pu avoir quelque crédibilité dans les années 30 et durant les quelques années de l'après-guerre (de 1950 à 1964), où l'« intégration » du COMECON parut pouvoir se réaliser. Il n'en a plus aujourd'hui aucune, comme le montre l'examen des prix de référence du commerce intra-COMECON.

Alors que, jusqu'en 1950, les prix applicables au commerce mutuel sont fixés annuellement sur la base des prix mondiaux, à partir de 1955 et au terme de réajustements successifs, l'écart avec le marché mondial ne cesse de croître. Les disparités de prix jouent le plus souvent au détriment des importateurs de l'Est et au profit de l'U.R.S.S. Malgré des différences entre tel ou tel pays d'Europe orientale, cette tendance générale se renforce jusqu'en 1964 où l'amplitude des écarts devient considérable. Bien qu'une analyse exhaustive soit délicate et que les économistes soviétiques ou est-européens aient toujours contesté la réalité d'une exploitation par l'Union soviétique (malgré aussi le fait général que tout marché protégé est une zone de surprix), il est peu discutable que les termes de l'échange étaient favorables aux Soviétiques. Une preuve a contrario nous est fournie par l'insistance des démocraties populaires et la résistance de l'U.R.S.S. à la révision des prix qui, à partir de 1964, les ramène peu à peu à un approximatif alignement sur les prix mondiaux (tableau II). Toutes les tentatives d'intégration complète, soit par une planification multinationale, soit par des « programmes complexes » (1971), échouent les unes après les autres. Seules peuvent être réalisées des coopérations industrielles (par exemple, participation des pays européens à la mise en valeur des ressources naturelles soviétiques); par contre, l'harmonisation monétaire parvient si peu à se concrétiser que l'idée se répand de régler les soldes intra-COMECON en or et devises convertibles, ce qui ouvrirait les portes de l'Est à la crise monétaire. L'ultime trouvaille est la « société multinationale socialiste » qui suscite une véritable apologie du modèle occidental desdites sociétés.

La conséquence de cette évolution est la ruine des essais de création d'un second marché. Seule a pu être construite une zone protectionniste sans réelle originalité et qui reste déterminée dans son fonctionnement par l'existence du marché mondial qui lui fournit l'ensemble de son système de référence.

TOUS les éléments internes et externes de la crise sont réunis dans les pays de l'Est. Néanmoins, l'organisation centralisée et étatique de l'économie peut, dans une première phase, en modérer et retarder les effets. L'existence du « bloc socialiste » peut-il en conséquence avoir un effet stabilisateur sur l'ensemble du système ? En d'autres termes, ces immenses marchés peuvent-ils constituer la bouée de sauvetage qu'en espèrent beaucoup d'hommes d'affaires et de politiciens occidentaux ?

La première caractéristique est la dépendance à l'égard de l'extérieur, la part des importations par rapport au revenu national ne cessant de croître (elle va de 20 % en Pologne à 40 % en Hongrie, avec, bien sûr, l'exception de l'U.R.S.S., 3,9 % ; à titre de comparaison, les taux correspondants sont de 14 % en France, 16 % en Grande-Bretagne, 25 % en R.F.A.).

La seconde est une contribution modeste aux échanges internationaux, avec une tendance à la régression. Cette contribution est aujourd'hui d'environ 11 % (contre 12 % en 1968) avec une participation de 30 % à la production industrielle mondiale ; elle ne devrait pas dépasser 6 à 9 % en 1985, avec une participation de 40 à 58 % à la production industrielle mondiale.

La troisième est la part largement majoritaire du commerce intra-zone, aussi bien à l'exportation qu'à l'importation (environ de 60 % pour la Roumanie à 80 % pour la Bulgarie) par rapport aux échanges avec les pays capitalistes développés (20 à 30 % en moyenne) et avec les pays sous-développés (autour de 5 à 6 %, sauf pour l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie, 10 à 12 %).

Le poste déterminant du point de vue des possibles incidences de la crise est, bien sûr, celui du courant d'échange avec l'Ouest. Il est marqué par une forme de complémentarité. Globalement, les pays du COMECON importent deux fois plus de produits industriels qu'ils n'en exportent, et ils exportent quatre fois plus de matières premières qu'ils n'en importent. Seules la R.D.A. et la Tchécoslovaquie exportent plus de produits industriels (75 et 65 % environ des exportations totales) que de matières premières ou alimentaires ; les moins favorisés étant l'U.R.S.S. et la Pologne. A l'importation, la situation est plus uniforme : pour tous, l'importation de produits industriels est majoritaire (de 60 % en R.D.A. à 90 % en U.R.S.S.). Cette structure de la balance commerciale est évidemment un signe de dépendance, l'ensemble de la zone se comportant comme une région semi-développée.

Par ailleurs, il faut remarquer qu'en dépit des disproportions de masse géographique la part relative de l'U.R.S.S. dans les échanges avec l'Occident reste minoritaire par rapport à celle des autres pays du COMECON (tableau III), ce qui ne sera pas sans conséquence quant aux effets espérés des modifications récentes des termes de l'échange.

Est-il possible d'augmenter considérablement la part des exportations occidentales vers l'Est ? Avant la crise du pétrole, l'opinion générale était au pessimisme. En effet, la solvabilité des pays socialistes était ouvertement débattue. La balance commerciale et celle des devises convertibles étaient (et restent) déficitaires (exemple : U.R.S.S., tableau IV) et le leitmotiv des responsables du commerce extérieur des pays de l'Est était la nécessité d'acheter sur leurs marchés, et d'acheter des produits à valeur ajoutée importante, c'est-à-dire industriels, ce qui se révélait quasiment impossible malgré les prix de dumping couramment pratiqués, pour des raisons principalement de qualité et de performance. Le procédé le plus simple de financement du déficit est le recours à l'endettement. Il a été pratiqué largement par tous les pays de l'Est, et même depuis quelque trois ans à nouveau par la Chine. Mais cette politique a une limite. Ainsi les experts estiment généralement que le service de la dette ne devrait pas dépasser 25 % du montant des transactions en devises, or il atteint déjà plus de 20 % en U.R.S.S. et est, sûrement, supérieur dans les autres pays.

AUSSI les pays socialistes ont-ils tenté de trouver des formules substitutives, la principale étant dite de la « coopération », dont l'idée de base est que les Occidentaux installent des usines complètes et se remboursent en achetant leur production. Cette solution n'a eu que peu de succès du côté des exportateurs occidentaux, ceux-ci répugnant à passer des contrats d'achat à long terme dans la situation présente des marchés. Des pays comme la Yougoslavie et la Hongrie se sont alors engagés dans la voie de l'accueil d'investissements purs, c'est-à-dire en capital, de l'étranger. Toutes ces constructions ont pour résultat évident d'accroître la dépendance vis-à-vis de l'Ouest.

Jusqu'à récemment, le seul facteur d'optimisme, dans un contexte de probable réduction des importations en provenance de l'Ouest, était l'or, dont les Soviétiques vendent annuellement de 200 à 300 tonnes. Un second vient d'apparaître : le pétrole. Or un examen attentif du problème des hydrocarbures soviétiques montre qu'il repose sur des hypothèses en grande partie illusoires.

D'abord, l'effet de l'augmentation du prix du pétrole est contradictoire au plan de l'ensemble du COMECON. S'il favorise l'U.R.S.S., il défavorise ses autres membres sous deux points de vue : d'une part, ils importent déjà une quantité croissante de pétrole du Proche-Orient ; d'autre part, les Soviétiques les ont déjà avertis qu'ils relèveraient en 1975 le prix de leurs propres livraisons. Cela signifie une nouvelle dégradation de leur balance commerciale, la nécessité de dévier une part croissante de leurs exportations vers l'U.R.S.S. au détriment de l'Occident, d'où une diminution de leurs possibilités d'achat. Or ils représentent plus de 60 % des importations de la zone et rien ne permet d'assurer que l'augmentation des importations russes compensera la diminution des leurs.

Quant à l'U.R.S.S. elle-même, on surestime certainement sa capacité d'exportation, même si elle parvenait à réduire la part relative du COMECON (avec les incidences politiques que cela implique) en faveur de l'Occident. Les perspectives de production et d'exportation (tableau V) sont telles qu'elles ne devraient même pas en 1980 assurer les besoins du COMECON. En effet, les réserves actuellement exploitables sont relativement réduites et l'exploitation des gisements sibériens implique des investissements si gigantesques et comporte des difficultés technologiques si grandes qu'elle reste aléatoire, même au prix actuel du brut. Face à l'épuisement plus rapide que prévu des gisements européens et aux rendements réduits des gisements sibériens, l'U.R.S.S. connaîtra probablement après 1980 des difficultés de production et d'approvisionnement. Sauf compression de la demande intérieure et ralentissement des livraisons à ses partenaires, l'augmentation du prix du brut ne devrait pas profondément modifier les échanges Est-Ouest.

Il paraît donc hautement improbable que les marchés de l'Est puissent jamais constituer ce « ballon d'oxygène » attendu pour compenser le rétrécissement du marché mondial. Au contraire, on peut se demander si ce rétrécissement ne va pas avoir un effet cumulatif sur ces pays mêmes.

La concurrence acharnée que les capitalismes occidentaux se livrent sur leurs propres marchés va sûrement en exclure en premier les productions de l'Est, de qualité inférieure. La faible productivité de ces économies les rend incapables de répondre à cette attaque, même en pratiquant le dumping. Aussi seront-elles certainement conduites à accentuer leur protectionnisme et leur repliement sur elles-mêmes, devenant de ce fait plus sujettes à des crises intérieures graves aux conséquences politiques imprévisibles.

Il en sera de même sur les marchés des pays sous-développés. Bien que faibles en valeur absolue, leurs échanges avec ces pays sont primordiaux en raison de leur structure, c'est-à-dire de la part des exportations de produits industriels. Le signe de la faiblesse de leur position sur ces marchés est indiqué par le parallélisme exact qui existe entre les aspects commercial et politico-militaire. Ayant déjà perdu une partie de leur influence en Afrique au profit de la Chine, ils sont en passe de perdre celle qu'ils conservent au Proche-Orient ; l'Inde resterait donc provisoirement leur seul marché solide.

L'expérience de ces derniers mois montre à l'évidence que la crise atteint d'abord les capitalismes nationaux faibles. Or tout permet de conclure que les pays socialistes sont, en fait, eux-mêmes des capitalismes faibles. Comme leurs homologues, dans un monde dont les marchés sont déjà partagés, loin de rattraper jamais les capitalismes forts, ils tendent à voir l'écart s'accroître avec eux. Seul le fait d'avoir construit une zone de protectionnisme sous l'hégémonie politico-militaire de l'U.R.S.S. (mais non réellement économique : le pays dominant est le moins développé) leur a permis jusqu'ici de tempérer les secousses de la crise. Son résultat présent est d'avoir renforcé la position relative de l'U.R.S.S. par rapport à sa zone d'influence, comme, pour des raisons moins différentes qu'il n'y paraît, elle a renforcé celle des Etats-Unis par rapport à la leur. Il est cependant probable que, lorsque la crise frappera ce pays, elle le fera avec une brutalité d'autant plus grande qu'elle aura été plus longtemps repoussée et qu'elle mettra d'emblée en cause l'ensemble de l'organisation et des institutions politiques. L'exemple qu'a donné en 1970 la classe ouvrière polonaise ne sera pas alors perdu.

PAUL GALARD.

Tableau I

ACCROISSEMENT DE L'EPARGNE EN U.R.S.S.

Un symptôme d'inflation : l'accumulation de pouvoir d'achat excédentaire

(en milliards de roubles aux prix courants)

Années	Accroissement annuel des dépôts des ménages en caisse d'épargne	Accroissement annuel en valeur de la production intérieure nette (1)
1961	+ 0,8	+ 7,9
1965	+ 3,0	+ 12,2
1966	+ 4,2	+ 13,9
1967	+ 4,0	+ 18,1
1968	+ 5,5	+ 18,6
1969	+ 6,0	+ 17,6

(1) Les revenus des ménages représentent, grosso modo, la moitié de la production intérieure nette. Joints à cette indication, les chiffres du tableau montrent clairement que les ménages soviétiques sont conduits à épargner une fraction rapidement croissante de leurs revenus supplémentaires : les deux tiers environ en 1969, contre 10 % huit ans auparavant.

Source : *Annuaires économiques de l'U.R.S.S.* pour les années correspondantes.

Tableau II

PRIX DES EXPORTATIONS SOVIETIQUES AU SEIN DU COMECON ET VERS L'EUROPE OCCIDENTALE

(en dollars par tonne)

Après avoir été très favorables à l'U.R.S.S., les prix pratiqués avec le COMECON se rapprochent des cours mondiaux

	1955	1960	1965	1970
ANTHRACITE				
COMECON	18,4	24,4	18,4	16,9 (1)
France	19,0	18,1	17,5	17,0
Italie	14,2	16,2	16,3	16,1
HOUILLE				
COMECON	18,3	15,5	13,9	13,5 (2)
R.F.A.	9,1	7,7	—	—
Autriche	—	12,8	10,6	11,4
MINERAI DE CHROME				
COMECON	36,5	43,0	29,6	32,2
France	25,3	27,8	26,0	40,8
Suède	29,0	31,9	28,4	39,5
FONTE				
COMECON	51,9	66,8	57,1	46,3
Italie	39,9	48,1	41,8	62,3
Suède	—	48,1	41,8	59,7
Grande-Bretagne	39,9	45,9	—	—
ALUMINIUM				
COMECON	442,0	525,9	506,5	474,4
Grande-Bretagne	573,4	435,6	412,9	500,8
Pays-Bas	—	432,8	—	557,2
COTON				
COMECON	909,3	769,3	764,2	732,4
R.F.A.	679,8	607,2	618,7	663,1
Finlande	856,8	630,0	645,6	684,6
BLE				
COMECON	91,1	72,8	60,7	74,3
Finlande	78,8	72,8	82,5	—
Grande-Bretagne	61,4	58,5	—	61,3

(1) Compte non tenu des exportations vers la Hongrie et la Bulgarie, pour lesquelles il est impossible d'isoler les prix de l'anthracite et de la houille.

(2) Compte non tenu des exportations vers la Hongrie, la Bulgarie et la Pologne, pour les mêmes raisons.

Source : *Notes et Etudes documentaires.*

Tableau III

COMMERCE EXTERIEUR DU COMECON AVEC LES PAYS CAPITALISTES DEVELOPPES (1)

(en millions de dollars) (2)

La part relative de l'U.R.S.S. reste minoritaire

	1960	1965	1970	Accroissement annuel moyen 1960-1970 (en %)
I. Exportations				
U.R.S.S.	1 022,2	1 505,5	2 450,6	9,2
R.D.A.	424,8	578,2	903,4	7,9
Pologne	386,2	640,0	1 011,4	10,1
Tchécoslovaquie	330,9	465,0	778,1	8,9
Hongrie	197,0	345,2	665,7	13,0
Bulgarie	73,8	184,4	293,7	14,8
Roumanie	153,0	275,2	596,9	14,6
Total	2 587,9	3 993,5	6 699,8	10,0
II. Importations				
U.R.S.S.	1 111,6	1 645,7	2 851,4	9,9
R.D.A.	461,8	587,3	1 082,4	9,2
Pologne	445,8	580,9	933,4	7,7
Tchécoslovaquie	356,5	510,3	912,7	9,9
Hongrie	250,0	400,0	746,2	11,6
Bulgarie	88,9	261,3	315,6	13,5
Roumanie	152,2	360,8	776,3	17,7
Total	2 856,8	4 346,3	7 618,0	10,3

(1) Exportations et importations fob ; Exportations de la Hongrie cif.
(2) Sur la base des prix de l'année considérée, calculés en dollars US à partir des parités officielles.
Sources : *Statistiques du commerce extérieur des pays du COMECON.*

Tableau IV

SOLDE DE LA BALANCE COMMERCIALE SOVIETIQUE AVEC LES PAYS CAPITALISTES DEVELOPPES ET BALANCE COMMERCIALE EN DEVISES CONVERTIBLES

(en millions de dollars des Etats-Unis)

Un déficit qui ne cesse de s'accroître

	1968	1969	1970	1971	1972
Solde avec :					
— « les pays capitalistes développés »	— 87	— 244	— 429	— 129	— 1 230
— « les pays à devises convertibles »	— 109	— 311	— 415	— 348	— 1 000 env.

Sources : J.T. Farrel, *Problème des paiements soviétiques dans les échanges avec les pays occidentaux.* Congrès des Etats-Unis, Joint Economic Committee, *Soviet Economic Committee, Soviet Economic Prospects for the Seventies,* Washington, 1973, p. 693 et 703 (à partir des statistiques du commerce extérieur soviétique).

Tableau V

PETROLE ET GAZ NATUREL EN U.R.S.S.

Une capacité d'exportation surestimée

	Production		Exportations de pétrole	
	Pétrole (en millions de t.)	Gaz naturel (en milliards de m3)	Total (en millions de t.)	Part des pays socialistes (en %)
1955	71	8		
1960	148	40	8	48,8
1965	243	129	33	45,5
1970	353	200	64	44,9
1971	372	198	96	52,7
1972	394	221	105	52,8
Plan 1973	423	238		
1975	496	320	130-140	
Estimat. 1980	625-645	550-600	185-215	

Source : *Problèmes économiques.*

1929 : LA GRANDE CRISE

CINÉMA POLITIQUE

Ne pas manquer le train de l'histoire...

L'ANALYSE de la production cinématographique française, allemande et américaine des années 30 conduit sensiblement à la même conclusion : la récession économique qui bouleversait la vie quotidienne de millions de spectateurs ne fut pas évoquée par le cinéma commercial, tout au moins de manière directe et sérieuse. Seuls quelques rares cinéastes militants (J.-M. Daniel et Jean Renoir en France, Slatan Dudow en Allemagne et Joris Ivens en Hollande) ont tourné, pour des organisations ouvrières, les rares témoignages politiques qui nous sont parvenus sur les luttes du prolétariat durant ces années noires.

La crise avait commencé en Europe par la déconfiture de la banque viennoise Kredit Anstalt en 1930. Aujourd'hui, après la banqueroute de la Franklin New York Corporation et les difficultés de la Chase Manhattan Bank, les économies européennes subissent encore une fois le contrecoup de la situation financière américaine et les faillites prémonitoires qui ont commencé en Italie (Banca Privata Italiana appartenant à M. Michele Sindora) et en Allemagne (banque Herstatt de Cologne) en annoncent d'autres en France et en Angleterre. A la lumière de ces débâcles, les deux nouveaux prix Nobel de sciences économiques, G. Myrdal et F. von Hayek, estiment que la poursuite de l'inflation actuelle ne peut que mener à un effondrement de l'économie capitaliste ; les solutions qu'ils avancent pour retarder le krach conduisent de toutes manières à augmenter substantiellement le chômage.

Cette situation économique ronge le pouvoir d'achat des travailleurs et menace sérieusement leur garantie d'emploi, mais elle n'épargne plus la bourgeoisie, petite ou moyenne, qui, plus vulnérable, se crispe et retrouve, avec la panique financière, son vieux reflexe d'ordre, d'autorité et de hiérarchie. L'extrême droite voit ses rangs grossir ; elle s'enhardit. Surtout dans les pays les plus touchés par la crise ; en Italie, elle a préparé à trois reprises un coup d'Etat depuis 1970 et organise sur tout le territoire des attentats contre les organisations de la classe ouvrière. En Angleterre, la création par le général Walter Walker (ex-chef d'état-major de l'OTAN) d'une organisation paramilitaire, l'Unisson, a été conçue pour faire face à une éventuelle crise politique. On sait aussi que l'extrême droite française prépare le lancement d'un nouveau parti mieux structuré et plus ambitieux. D'autre part, la montée du racisme et de la xénophobie est flagrante ; elle se traduit par la décision d'arrêter l'immigration et atteint par endroits des dimensions délirantes, en Suisse, par exemple, où 34 % des électeurs se sont prononcés pour l'expulsion de la population étrangère.

Il est bien évident qu'il y a trop de parallèles avec les périls des années 30, qui virent l'ascension des droites à l'ombre de la crise du capitalisme, pour que nous ne nous alarmions pas. Surtout lorsqu'on considère le cinéma d'aujourd'hui, empêtré dans l'évocation nostalgique des fastes « rétro », fermant obstinément les yeux sur la réalité. En cela, il est bien l'héritier de celui des années 30 que nous étudions dans cette page ; comme naguère, seuls quelques cinéastes militants restent attentifs à la dégradation de la condition ouvrière, dénoncent la montée des racismes et témoignent de la combativité du prolétariat.

Le film québécois **On a raison de se révolter** présente clairement les effets de la crise dans l'industrie de la région de Montréal et montre comment les ouvriers s'organisent pour faire face aux licenciements collectifs. Certains ouvriers établissent d'eux-mêmes la liaison avec la situation qu'ils connurent dans les années 30, lorsque la grève était interdite.

En France, le film d'inspiration trotskiste **le Charme discret de la démocratie bourgeoise** est un des rares à présenter l'extrême droite en action. Se faisant passer pour des cinéastes allemands, de jeunes militants ont pu filmer les morceaux de bravoure du meeting d'Ordre Nouveau contre « l'immigration sauvage ». Ces morceaux, montés en alternance avec certaines interventions du pouvoir, dénoncent la complicité des grands monopoles et des mouvements ultras.

Malgré leur analyse parfois sommaire, il est clair, encore une fois, que seuls les films militants ont compris les menaces politiques latentes dans la crise qui commence. Ils révèlent d'autre part l'incapacité du cinéma commercial à saisir les problèmes de la conjoncture, mais signalent une voie aux cinéastes professionnels qui risqueraient de manquer le train de l'histoire en oubliant de témoigner sur les luttes fondamentales que les classes laborieuses mènent actuellement.

IGNACIO RAMONET.

★ DISTRIBUTEURS : *le Charme discret de la société bourgeoise*, Cinéma Rouge, 10, impasse Guéméné, 75004 Paris. — *On a raison de se révolter*, ATAC, 19, rue du Renard, 75004 Paris. Tél. : 508-09-87.

Weimar : le film, annonciateur privilégié

LORSQUE s'achève *le Dernier des hommes* (1924), un carton de Murnau informe le public que la conclusion de cette histoire était vraiment trop triste. Aussi, à ce drame de la déchéance, il avait ajouté un épisode digne des sentiments de pitié que le public éprouve pour le héros. Celui-ci est le portier-chef d'un palace. Parce que trop âgé, il est dépouillé de son bel uniforme et préposé au service des lavabos. Ainsi humilié, abandonné même par les siens, il pense au suicide. Dans l'épilogue, on apprend par les journaux qu'avant de mourir un milliardaire américain avait légué sa fortune à l'homme qui l'assisterait au moment de sa mort, l'employé des lavabos de l'hôtel Atlanta...

Les producteurs avaient contraint Murnau à achever son film d'une façon optimiste : il eût été dégradant pour l'honneur de la République de Weimar que l'Etat dirigé par le socialiste Ebert portât aussi peu d'attention à ceux qui, toute leur vie, avaient été des serviteurs dévoués et obéissants. Mais Murnau eut la liberté de choisir un épilogue à sa convenance. Il est significatif qu'il lui ait fallu faire appel à cette fin rocambolesque pour que le film ne soit pas absurde.

Dans le film, à l'heure du drame, le portier n'a pas eu la force de réagir. La profondeur de son désir s'exprime par un rêve, où il n'imagine pas une société plus humaine, plus fraternelle, mais une société où il aurait retrouvé les forces de sa jeunesse. La ressemblance appuyée entre le visage maquillé d'Emil Jannings et celui, authentique celui-là, du vieil Hindenburg lève toute équivoque : la vieille société impériale veut redonner à l'Allemagne sa force. Pour dominer les conditions objectives du présent, elle fait appel au rêve dans *le Dernier des hommes*, à l'hypnotisme dans *le Docteur Mabuse*, à l'hallucination collective dans *Metropolis* : notations prémonitoires...

De 1924 à 1933, le cinéma allemand ne met pas en scène seulement la tragédie de la petite bourgeoisie, comme dans *le Dernier des hommes*, *la Rue sans joie*, *le Dernier Fiacre*, etc. Elle représente également trois autres catégories sociales toutes proches du désespoir : les combattants retour du front qui trouvent leur foyer détruit, les femmes qui se prostituent, les ouvriers sans travail. La grande illusion de la fraternité des combats, la représentation de la répression sexuelle et de la déchéance qu'elle suscite, constituent deux des fondements de la morale anté- et para-hitlérienne. La crise économique et sociale apporte un troisième élément du mélange qui assure le succès du nazisme. Elle n'atteint pas seulement la petite bourgeoisie mais également la classe ouvrière, qui perd confiance dans les institutions qui la représentent : l'Etat, dont une partie de la façade est social-démocrate, et les syndicats.

OR, dans les films de l'époque de Weimar, la crise est là, omniprésente, depuis *la Rue sans joie* (1925) jusqu'à *la Tragédie de la mine* (1931) et *M le Maudit*. Cette crise est continue. Elle va durer dix années, sans la césure que l'histoire traditionnelle distingue et qui, découpant cette décennie en tranches chronologiques à la mesure des profits de la grande industrie, repère un cycle court de prospérité vers 1926. La courbe du nombre des chômeurs trace une histoire autre, avec des hauts et des bas, certes, mais qui ne correspondent pas à cette chronologie du profit confondue avec la chronologie de l'Histoire. La courbe du nombre des chômeurs atteste une dépression continue, dont le sens est celui d'une aggravation en profondeur, qui atteint son caractère le plus dramatique en 1932. Le film allemand témoigne de la réalité de cette vision.

Quels qu'ils soient, les films militants ne retentissent pas sur le public, qu'ils soient totalement irréalistes et n'aient aucun succès, comme *Freies Volk* (Martin Berger, 1925), qui préconise, face au capital, une grève générale illimitée ; ou qu'ils soient interdits comme *Kuhle Wampe* (Slatan Dudow, 1932) où, de façon assez troublante, la classe ouvrière trouve une des voies de la régénération par le sport et la vie en plein air. De toute façon, les vingt ou trente films qui mettent en scène la classe ouvrière, sociaux-démocrates ou communistes, la représentent le plus souvent « passive et immobile » (P.B. Schuman).

LE succès va aux productions qui chantent la collaboration de classe, où le patron épouse une ouvrière. Le plan final de *Metropolis* représente un travailleur qui serre la main du capitaliste grâce à l'intercession de la jeunesse dorée.

Ainsi, tout le système qui sécrète la crise et ses lendemains se trouve en représentation dans le film allemand et dans la société qui le produit et le reçoit.

MARC FERRO.

Hollywood et la grande dépression

LORSQUE le mardi 29 octobre 1929 l'économie du plus puissant pays capitaliste est disloquée par le krach de la Bourse de New-York, Hollywood est en plein épanouissement. La crise qui commence l'affecte peu ; l'industrie cinématographique estime être à l'abri des faillites qui se succèdent en traînée de poudre dans le pays. Une révolution considérable vient de se produire dans les studios, qui explique cette sérénité : le cinéma a cessé d'être muet.

Les « films chantants » d'abord, puis les « cent pour cent parlants » fascinent un public qui vient de plus en plus nombreux oublier ses problèmes dans les salles obscures. Hollywood estime être un rempart contre le pessimisme qui pourrait s'emparer de la population.

Cela ne pouvait échapper aux banquiers ; en peu de temps la Chase National Bank, du groupe Rockefeller, et l'Atlas Corporation, du groupe Morgan, dominent les huit plus importantes compagnies de Hollywood et se rendent maîtresses du cinéma américain.

Par ailleurs, l'engouement du public pour le spectacle cinématographique en cette période d'austérité est ressenti comme relevant de l'indécence par un certain nombre d'organisations puritaines, comme la Légion de la décence, qui exigent la mise sur pied d'un code de la pudeur. On établit ainsi le *code Hays*, véritable censure, qui, sous prétexte de garder la moralité, visait surtout à surveiller le traitement des problèmes sociaux.

Ainsi, dès le début de cette crise qui lance sur les routes de l'Amérique des millions de sans-travail et qui voit, après dix ans de démantèlement, le vigoureux redressement des syndicats, toute la production cinématographique est contrôlée par les banquiers et les puritains. Cela explique que le cinéma hollywoodien, surtout durant les années les plus noires de la crise (qui coïncident avec la période du gouvernement Hoover, 1929-1933), n'ait pas abordé directement les problèmes de la société et de l'homme américains. Plus que jamais il fallait que Hollywood soit une usine à rêves, une fabrique d'espoirs.

La crise, cependant, favorise la production d'un type de film nouveau où elle s'inscrit en creux de manière évidente. C'est le « film de gangsters » ou « film noir », genre réaliste qui, en toile de fond, présentera quelques aspects monstrueux de la société américaine. *Little Caesar* de Mervyn Le Roy (1930) lance le genre et surprend par son réalisme dans la description des milieux des bas-fonds. C'est surtout *Je suis un évadé* (1932, Mervyn Le Roy) qui transpose le mieux la situation sociale de bon nombre d'Américains qui se reconnurent en cet ancien forçat bénéficiaire d'un non-lieu mais qui, malgré cela, se voyait refuser du travail partout et s'enfonçait désespérément dans la misère.

Cette problématique (l'enfermement et la révolte) est à la base d'un sous-genre du film noir qui s'épanouit également en 1930 : le « film de convicts » qui révélait le monde des grandes prisons et dont *Big House* (George W. Hill, 1930) fut le plus réussi et le plus violent.

Les conséquences de la crise avaient stupéfié les Américains qui venaient de traverser les « roaring twenties » convaincus que rien ne pouvait freiner leur irrésistible prospérité. Panique et désarroi s'installaient dans les foyers préoccupés par l'avenir, inquiets du présent. Un autre genre cinématographique, plus névrotique cette fois, va refléter cette psychologie de crise : le « film d'horreur ». Ce genre va canaliser l'angoisse, la dévier, la laisser exploser, pour mieux la dominer durant le « happy end » et dans la comparaison avec un réel jamais aussi terrifiant que l'imaginaire de cauchemar. En 1931, James Whale tourne le premier *Frankenstein*, avec Boris Karloff dans le rôle du monstre. Le succès est impressionnant. L'Amérique entière va s'exorciser au cinéma. La même année, Tod Browning réalise le premier *Dracula*, avec Bela Lugosi dans le rôle du vampire. Toutes les hantises des cauchemars d'enfants reviennent à l'écran, le code Hays néglige de les censurer ; elles représentent pourtant mieux que n'importe quel film « social » l'imaginaire angoissé d'une Amérique en proie à la névrose. L'énorme succès de films comme *Docteur Jekill and Mr. Hyde* (R. Mamoulian, 1932), *King Kong* (Cooper-Schoedsack, 1933) ou *l'Ile du Dr Moreau* (Erle C. Kenton, 1932) confirme qu'ils répondaient, en les hystérisant, aux peurs de l'époque ; ils constituent de véritables rites de dépossession auxquels les spectateurs participent pour se délivrer des obsessions quotidiennes ; travail, argent, subsistance.

De marchands de rêves, les producteurs hollywoodiens deviennent marchands de cauchemars.

ROOSEVELT lance son « new deal », et une dynamique nouvelle s'empare du pays. Les décrets se succèdent, qui insufflent une certaine vitalité à l'industrie et redonnent un peu de confiance aux Américains ; Hollywood, enfin, va oser regarder la crise en face. Comment d'ailleurs faire autrement ? Il y a dans le pays treize millions de chômeurs (ils étaient deux millions en 1929), les recettes des salles s'effondrent et le tiers des dix-neuf mille salles du pays doivent fermer leurs portes.

Le premier film à admettre la crise est *Man's Castle* (« Ceux de la Zone », Frank Borzage, 1933) qui se déroule dans un bidonville de San-Francisco près de la Golden Gate et dont les personnages, des déclassés, évoquent nostalgiquement leur récent passé bourgeois. Le cinéma hollywoodien découvre ainsi un personnage qui hante l'imagination de tous les Américains : le chômeur.

King Vidor dans *Notre Pain quotidien* (1934) reprend ses deux héros de *la Foule* (1929) en proie à la faim et au chômage dans une grande ville. Il propose une solution : la création de coopératives agricoles par lesquelles les sans-travail des villes parviennent à surmonter les difficultés de la crise. Il reprend ainsi le vieux mythe agrarien et soutient d'autre part, de manière assez radicale (le film fut qualifié de « rouge » par la presse Hearst), les initiatives de l'administration Roosevelt pour encourager la production agricole et pour reclasser à la campagne les chômeurs des villes (Agricultural Adjustement Act, et la célèbre Tennessee Valley Authority).

Charles Chaplin est un des rares à évoquer la montée des luttes sociales, extrêmement surveillées par le code Hays. Dans *les Temps modernes* (1935) il présente une manifestation de grévistes conduite par Charlot qui agite un drapeau rouge et dispersée par l'intervention brutale de la police. C'est l'époque où les ouvriers multiplient les actions pour s'opposer aux licenciements collectifs ; la puissance des syndicats se renforce et le nombre de leurs adhérents se multiplie (le syndicat des mineurs passe de quatre-vingt mille à quatre cent mille en 1934).

L'enfer industriel est évoqué par William Wyler dans un des films les plus caractéristiques du néo-réalisme américain : *Rue sans issue* (1937). Le monde des taudis de New-York y est décrit avec une complaisance très naturaliste, les rats et les poitrinaires en sont les seuls habitants ; les chômeurs y sont vus avec sympathie et les piquets de grève évoqués avec complicité et admiration.

LORSQUE la guerre éclate et permet de dépasser la deuxième dépression (1937-1938), John Ford présente pour la première fois, dans *les Raisins de la colère* (1940), avec un réalisme amer, l'univers des chômeurs en dérive. Les affaires reprenant, Hollywood est assez rassuré pour se donner le loisir de regarder en arrière avec un certain esprit critique. Mais tout au long de la décennie des années 30 la production cinématographique, doublement contrôlée par la grande banque et les légions de la décence, n'a pu élaborer aucun discours critique sur les raisons de la crise et encore moins proposer une solution politique progressiste. Toutefois, ni la banque ni les puritains n'ont pu empêcher que, par les interstices de fictions « secondaires » comme les films de gangsters ou les films d'horreur, le réel et l'imaginaire d'une Amérique en détresse ne viennent s'inscrire avec une évidente netteté dans l'écran transparent de l'usine à rêves hollywoodienne.

I. R.

L'écho de la crise dans la production française

LE cinéma français est généralement peu perméable aux mouvements de l'histoire. Autant le cinéma allemand des années 30-33 a directement reflété la crise, ses manifestations sociales et, il faut en convenir, la méconnaissance de la montée du nazisme, autant le cinéma français semble être passé à côté de l'événement. Il faut un examen attentif de la production des années 30-35 pour y saisir de place en place, souvent d'une manière indirecte, feutrée, l'écho de la grande crise.

On sait que celle-ci fut, en France, à la fois plus tardive et plus durable que dans les autres pays de l'Europe industrialisée.

Le cinéma n'est évidemment pas épargné : les faillites sont multiples, celle de Pathé-Natan est la plus spectaculaire. La Gaumont, élargie en G.F.F.A. (Gaumont-Franco-Film-Aubert), ne tient que grâce à des injections répétées de capitaux de l'Etat.

LES traces de la crise apparaissent dans le cinéma français sous trois formes. D'abord un constat, quasi neutre, ou une fuite dans l'ironie. Une question préalable nous est posée par *A nous la liberté*. Le film est sorti en 1931, à un moment où la crise n'a pas encore vraiment ébranlé l'économie du pays. Faut-il alors voir dans l'apologue de René Clair, assimilant la vie en usine à la vie en prison, un signe avant-coureur ou simplement la dénonciation de l'aliénation capitaliste ? *A nous la liberté* n'est pas encore un film de la crise, dans la mesure où on n'y trouve pas ce personnage qui va occuper une bonne part du paysage social des années suivantes, le chômeur. *A nous la liberté* est un procès au capitalisme installé ; *les Temps modernes*, cinq ans plus tard, seront un procès au capitalisme en crise...

Dans *le Dernier Milliardaire*, en revanche, que René Clair tourne en 1934, la crise est bien présente : on se souvient de cette principauté de Casinario où la monnaie est tellement discréditée qu'on en est revenu au bon vieux troc. Un peu amélioré toutefois : au client qui le paie avec une volaille, le commerçant rend la monnaie avec des œufs... On sourit. Comme on sourit devant *La crise est finie*, tourné la même année par l'Allemand Robert Siodmak sur le chemin de l'exil.

Ni le détachement amusé ni cette conjuration bénigne ne pouvaient suffire. D'où une deuxième attitude, située à gauche, qui insiste surtout sur le chômage et la misère. On la trouve nette dans le célèbre court métrage de J.-M. Daniel *la Marche de la faim*. On la trouve aux premières séquences de *la Belle Equipe* de Duvivier, on la trouve surtout chez Jean Renoir, qui était alors le grand cinéaste de la gauche : dans *le Crime de Monsieur Lange* (l'imprimerie en difficulté, le patron qui s'enfuit, les ouvriers qui s'organisent en coopérative) et, bien entendu, dans *La vie est à nous*, réalisé par Jean Renoir et quelques autres pour le compte du parti communiste : c'est le seul film de l'époque qui tente une analyse, sommaire certes, du phénomène et qui en parle en termes de lutte de classes.

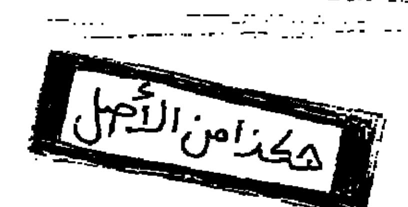
C'est en fait surtout à droite qu'on découvre le cinéma politique de nos années 30.

Deux thèmes, complémentaires, sous-tendent ce cinéma : dans *Ces messieurs de la Santé*, de Pierre Colombier (1933), dans *la Banque Nemo*, de Marguerite Viel (1934), on s'en prend aux affairistes et aux parlementaires. Dans le premier cas, on nous raconte la résistible ascension de Raimu qui, entre deux séjours à la Santé, vend des mitrailleuses dans la boutique d'une honorable mercière. Une pointe d'antisémitisme, un zeste d'animosité à l'égard du « Palais Bourbeux »... C'est le cinéma de l'air du temps. *La Banque Nemo* est plus explicite : Victor Boucher, ex-vendeur de journaux, y fait carrière dans la haute banque et dans les concessions coloniales, piétinant allégrement ses amis et ses mandants. Quand un scandale devient trop voyant, le conseil des ministres réuni pour en délibérer tourne court : chacun des ministres découvre que ses collègues sont, comme lui, les « obligés » du banquier véreux... L'affaire Stavisky était toute proche, le film était dans la ligne de la presse des Ligues, il eut de gros ennuis avec la censure et ne sortit qu'après ablation de la séquence du conseil des ministres. (La cinémathèque de Lausanne a heureusement sauvé une copie intégrale de ce grand moment d'idéologie...)

CELA pour la dénonciation. Simultanément, des films non moins populaires rejoignent un autre thème de la presse de droite, exprimé lapidairement par Marcel Champin dans le *Bulletin du redressement français* de janvier 1934 : « *Nous autres, Français, nous aimons à être commandés !* » Dans *Jérôme Perreau*, d'Abel Gance (1935), l'action se déroule durant la Fronde. Le héros confectionne un pourpoint pour le jeune Louis XIV, apaise une émeute et lance un appel vibrant : « *Qu'un homme nous sorte du bourbier et nous guide sur la voie du travail, et les Français suivront !* » Dans *le Père Lampion* de Christian-Jaque (1935), des comploteurs enlèvent le président du conseil de la République de Carvolie et le remplacent par un égoutier qui lui ressemble comme un frère. Mais l'égoutier n'est pas le crétin qu'ils croyaient mener, il prend son rôle au sérieux, il est honnête et seul voit l'intérêt collectif. Au cours d'un voyage dans un bourg de province, il improvise un discours : « *Si tout le monde y mettait du sien, si tout le monde apportait son or...* » Et les braves gens d'apporter qui son louis, qui son lingot, qui ses bijoux. Lampion, l'homme venu des tréfonds de la société, sauve le pays en restaurant la confiance.

C'est un cinéma plus vichyssois que ne le sera le cinéma de Vichy. S'il fallait une preuve que la défaite de 1940 n'explique pas seule les années Pétain, le cinéma populaire des années 30 pourrait nous la donner. La crise a favorisé pendant un temps l'expérience du Front populaire, mais en profondeur, c'est vers la droite qu'elle a tiré une société encore dominée par sa petite bourgeoisie.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.



UNION SOVIÉTIQUE — Le développement des relations économiques avec les États-Unis

Tentation et difficultés d'exploiter la crise en Occident

Par BERNARD FERON

AUSSI paradoxal que cela paraisse, le président Ford est en meilleure position que ne l'était M. Nixon pour discuter avec M. Brejnev. L'ancien président des Etats-Unis, attaqué de toutes parts, n'avait à la fin de son règne qu'une carte dans son jeu : la normalisation et l'extension des rapports avec le monde communiste. C'est lui après tout qui avait jeté un pont en direction de la Chine et qui avait posé les fondements de la coopération avec l'Union soviétique. S'il ne se résignait à tout perdre, il était condamné à faire progresser la réalisation du grand dessein conçu par M. Kissinger. Son successeur n'a pas les mêmes servitudes. Il s'est engagé, certes, à poursuivre la politique inaugurée au début des années 70, mais il ne s'identifie pas aussi personnellement à cette politique.

En revanche, M. Brejnev a maintenant pris trop de risques pour qu'il lui soit possible de faire, sans dommage, machine en arrière. Pour ces raisons, lors de la rencontre des deux hommes d'Etat prévue à Vladivostok à la fin de novembre, le plus faible ne sera pas nécessairement celui qui semble encore le moins assuré de son pouvoir. Les événements qui se sont déroulés au milieu d'octobre sont instructifs à cet égard.

Le 15, M. Brejnev offrait un dîner en l'honneur des membres du Conseil soviéto-américain pour le commerce et l'économie. Le secrétaire américain au Trésor, M. Simon, participait à cette réunion. A cette occasion, le secrétaire général du P.C. de l'U.R.S.S. prononça un de ses discours les plus fermes, s'attardant sur les *« moments négatifs »* des relations entre les Deux Grands. Il affirma qu'il était inadmissible de faire dépendre le développement des relations économiques et commerciales de la satisfaction d'exigences qui n'ont rien à voir avec ces affaires. Après tout, dit-il, nous sommes suffisamment grands pour n'avoir pas besoin l'un de l'autre. Et puis, si les Américains boudaient, l'Union soviétique trouverait ailleurs les concours qui lui sont utiles...

D'autres passages du discours atténuaient cependant l'aspérité du propos. Le secrétaire général du parti lançait son avertissement à la cantonade, mais il avait des mots aimables pour le président Ford. *« Ici, nous apprécions hautement ce qui a déjà été fait par le gouvernement des Etats-Unis... Nous apprécions les déclarations du président Ford sur son désir de développer les relations entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. »* Puis, comme s'il éprouvait le besoin de s'abriter derrière une autorité incontestée chez lui, il citait cette phrase de Lénine il y a cinquante-cinq ans : *« Nous sommes résolument pour une entente économique avec l'Amérique, avec tous les pays, mais particulièrement avec l'Amérique. »*

Trois jours après ce discours, le sénateur Henry Jackson rendait publiques les assurances qu'il avait reçues de M. Kissinger. L'U.R.S.S. était résolue à lever les obstacles à l'émigration des juifs soviétiques. Le sénateur mentionnait même le chiffre de soixante mille départs par an. Telles étaient les promesses faites par Moscou, non officiellement confirmées bien sûr, mais non démenties. Donc rien n'empêchait l'octroi à l'Union soviétique du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Clause qui serait annulée si le Kremlin ne tenait pas ses engagements. De cette manière, le Congrès américain obtenait pratiquement un droit de regard sur un domaine important de la politique soviétique. N'y a-t-il pas alors contradiction entre ce que disait M. Brejnev trois jours plus tôt lorsqu'il dénonçait la discrimination commerciale et les concessions qu'il faisait ou qu'il avait déjà faites à Washington ?

On a eu maintes fois l'occasion de présenter la ligne générale du numéro un de l'U.R.S.S. En dépit de l'opposition, ou du moins des réserves, de plusieurs de ses collègues de la direction collective, il a choisi de coopérer avec les puissances capitalistes les plus développées pour accélérer la mise en valeur de son pays. L'Union soviétique a des ressources naturelles immenses, mais les conditions d'exploitation en sont difficiles. D'autre part, la coopération avec les Etats-Unis est rendue nécessaire par la tri ou la multipolarisation du monde moderne. Les analyses manichéennes de l'époque stalinienne sont dépassées. Les propagandistes soviétiques ont dénoncé beaucoup moins fortement qu'ils ne l'auraient fait il y a une vingtaine d'années, si le problème s'était posé, la *« collusion »* sino-américaine : les dirigeants doivent mettre dans leur jeu les Etats-Unis afin précisément que ceux-ci ne soient pas tentés d'entrer complètement dans le jeu des Chinois.

IL faut donc agir avec subtilité tout en s'exposant à subir quelques déboires. Les difficultés tiennent à la fois à la différence des systèmes économiques et au combat politique qui se poursuit puisque les deux principaux partenaires restent rivaux.

L'affaire des céréales montre les difficultés qui viennent de la différence des systèmes économiques. Le 8 juillet 1972, le président Nixon annonçait que, du mois d'août 1972 jusqu'en juillet 1975, les Etats-Unis vendraient à l'Union soviétique des céréales pour un montant de 750 millions de dollars. Or, il y a quelques semaines, des contrats ont été annulés. Naturellement, des facteurs proprement politiques entrent en ligne de compte : les dirigeants américains, invoquant des difficultés administratives, peuvent être tentés d'user de leur puissance lorsqu'ils sont engagés dans des négociations délicates. Mais ces explications sont insuffisantes. La difficulté essentielle est d'un autre ordre. L'Union soviétique établit dans presque tous les domaines des plans à long terme. En revanche, les Etats-Unis sont très sensibles aux fluctuations du marché capitaliste. Les achats soviétiques de céréales épongent les disponibilités du marché et provoquent une pénurie relative si la production est moins abondante que prévu. Les prix augmentent. Les conditions fixées en 1972 sont donc caduques en 1974, ce qui est incompréhensible ou inadmissible pour des partenaires habitués à une planification plutôt rigide.

Autre difficulté : le combat politique qui se poursuit entre les superpuissances. Des hommes d'Etat peuvent essayer de tracer une frontière nette entre les domaines intérieur et extérieur. Ils croient se tirer d'affaire en utilisant quelques formules simples telles que : la coexistence pacifique n'exclut pas, au contraire, la lutte idéologique. D'ailleurs, les progrès de la coopération avec le monde capitaliste ont entraîné un raidissement certain en U.R.S.S. parce qu'il fallait protéger la population de la contamination des idées de l'adversaire. Cette stratégie — ouverture à l'extérieur, durcissement à l'intérieur — a parfois donné les résultats attendus : ainsi la mise au pas de la Tchécoslovaquie n'a pratiquement pas interrompu le processus de rapprochement entre les deux blocs. Mais les hommes d'Etat ne sont pas entièrement maîtres des forces qui les soutiennent.

Aux Etats-Unis, le phénomène n'a rien de mystérieux. Des parlementaires ont imposé des conditions politiques à la coopération avec l'U.R.S.S. Ils ont attaqué sur un terrain particulièrement sensible : l'émigration des juifs, et ils étaient sûrs de représenter une partie importante de l'opinion publique. L'affaiblissement de l'exécutif américain les a servis. Ils n'ont pas relâché la pression qu'ils exerçaient déjà lorsque M. Nixon paraissait solidement installé à son poste.

La bataille est plus floue en U.R.S.S. Personne à Moscou n'est en mesure de dicter des conditions à la coopération soviéto-américaine, sans doute parce que les Etats-Unis n'ont pas, en ce moment, le même besoin que l'Union soviétique de poursuivre cette collaboration. Seule existe à Washington la crainte diffuse d'une nouvelle période de tension si la politique de M. Brejnev échouait. Mais à très court terme le Kremlin ne paraît guère avoir de solution de rechange. L'analyse serait déjà différente s'il parvenait à régler son conflit avec la Chine, mais les Soviétiques se font peu d'illusions à ce sujet.

CEPENDANT, la dernière rencontre des partis communistes européens à Varsovie appelle quelques réflexions. Jusqu'à présent, l'Union soviétique tablait sur les pouvoirs établis — et généralement conservateurs — dans l'autre monde. Elle avait l'habitude des relations d'affaires avec les gouvernements de droite. En 1972, elle souhaitait ouvertement la victoire de M. Nixon et la défaite de M. McGovern, démocrate réputé progressiste. En France, au printemps dernier, elle attendait le succès de M. Chaban-Delmas ou de M. Giscard d'Estaing. Par une sorte de fidélité à l'internationalisme prolétarien, elle saluait certes les tentatives d'union de la gauche, mais le cœur n'y était pas. Or la réunion de Varsovie a peut-être modifié les schémas reçus à Moscou.

La conférence que préparent les P.C. de l'Europe aurait pour objet d'étudier les conditions de la sécurité sur le continent. Ce thème ne suffit pas à épuiser l'ordre du jour. Les Soviétiques ne désiraient-ils pas aussi associer leurs amis à une condamnation du maoïsme ? Telle était vraisemblablement leur arrière-pensée, mais ils n'ont pas insisté parce que plusieurs participants, notamment les Yougoslaves, les Roumains et les Italiens, étaient résolument opposés à toute critique d'un parti frère, présent aux débats ou absent. En revanche, la réunion a relevé les chances que donne à un regroupement des forces de gauche la situation nouvelle en Europe. Elle a pris acte des bouleversements en cours en Grèce et au Portugal ou de ceux que l'on peut attendre en Espagne.

La délégation soviétique ne pouvait certes faire moins que soutenir les aspirations des partis qui travaillent en Occident. S'agit-il d'une approbation de circonstance ? Jadis Nikita Khrouchtchev prêchait la révolution et en même temps il cherchait à s'entendre avec les pays capitalistes. Ses successeurs ont mis une sourdine à la propagande « révolutionnaire » à usage externe. Ils s'occupent presque exclusivement de leurs propres affaires ou de celles du camp et se gardent de proclamer à cor et à cri que le monde entier deviendra communiste. Mais un thème nouveau est esquissé dans le discours que M. Brejnev a prononcé à Kichinev le 11 octobre : *« La société bourgeoise connaît des phénomènes de crise profonds, et à beaucoup d'égards sans précédent, par la force et l'acuité dans tous les domaines de la vie... Cela suscite une nouvelle vague puissante de lutte des classes. »* Faut-il exploiter, et comment, cette résurgence de la lutte des classes provoquées par les difficultés économiques ? Le problème se pose aux dirigeants du premier Etat socialiste du monde.

NOUVELLES PRÉCISIONS SUR LE DRAME CHILIEN

Deux thèmes obsédants : le complot, l'échec de la gauche

Par PIERRE KALFON

COMME c'est la règle après tous les cataclysmes politiques, le Chili fleurit à la devanture des librairies. Après la série des livres écrits « à chaud », très peu de temps après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, une deuxième vague d'ouvrages arrive aujourd'hui, avec un an de recul.

Le titre Chili, le dossier noir (1) pourrait faire croire qu'on va se trouver essentiellement devant une nouvelle description, inévitable, certes, mais toujours nauséeuse, de la répression et des atrocités de la junte militaire. Cet aspect existe, mais il ne représente qu'une très faible partie de l'ouvrage, qui procède plutôt de la litote, exprimant le plus en disant le moins. Il s'agit d'un travail d'équipe animé par l'écrivain argentin Julio Cortazar et réalisé par un collectif international d'une centaine de personnes — dont soixante et onze seulement figurent au générique « pour des raisons de sécurité ». « Il n'est pas un domaine de la vie privée ou publique des Chiliens où ne s'exerce aujourd'hui la terreur, disent les auteurs. Ce dossier a pour but de montrer quelques-unes des causes et quelques-uns des effets de cette terreur. » L'ouvrage va en réalité beaucoup plus loin, et, en dépit d'une structure générale en « avant » et en « après », ne tombe pas dans le piège du manichéisme, ou du moins ce manichéisme est-il inscrit si évidemment dans les faits qu'il n'apparaît jamais comme insupportable. Après tout c'est bien l'aspect noir du meurtre d'une démocratie que l'on nous montre.

Parce qu'on y sent précisément le souci de laisser parler « la vérité », « l'âpre vérité », ce livre constitue sans doute la meilleure approche du Chili qu'ait jusqu'à ce jour présenté l'édition française.

Comme tous les dossiers, celui-ci est composé des documents les plus divers et l'assemblage même, du point de vue littéraire, n'est pas sans évoquer le Parallèle 52 de John Dos Passos : lettres, articles de journaux, telex, rapports, interviews, témoignages des protagonistes de l'événement, le tout éclairé par une série d'analyses politiques, quelques chiffres ou citations brèves, une chronologie assez complète, un plan de la ville de Santiago et deux cartes du Chili, dont une dressant le triste inventaire des camps de concentration et des prisons politiques.

L'ensemble est fait de sous-dossiers traitant aussi bien de l'armée — était-elle si apolitique ? — que du « grémialisme », idéologie particulière de la classe bourgeoise chilienne, ou encore du rôle fondamental de la presse d'opposition, menée par El Mercurio, et du pouvoir judiciaire délibérément au service des possédants. Mais le chapitre le plus amèrement passionnant est celui qui montre et démonte le mécanisme de l'ingérence des Etats-Unis et de la C.I.A. Véritable roman policier, où la duplicité le dispute au mépris colonialiste de la part d'une énorme puissance envers un sujet ayant l'outrecuidance de revendiquer contre la métropole le droit à disposer de son cuivre et de ses téléphones.

Dira-t-on jamais avec quel cynisme M. Henry Kissinger, prix Nobel de la paix, a expérimenté au Chili sa « politique du profil bas », à savoir l'étranglement économique et la subversion intérieure pour « dé-stabiliser » le gouvernement avant de faire donner la troupe, mais sans intervention directe des marines comme à Saint-Domingue ou au Vietnam ? Peu à peu, le voile se lève. M. William Colby, directeur général de la C.I.A., vient de révéler au Congrès que « 8 à 11 millions de dollars » avaient été fournis d'abord à Eduardo Frei pour barrer la route à Allende, ensuite à l'opposition pour saborder le régime d'Unité populaire. Cet argent, transformé en monnaie locale au marché noir — double profit, — transitait essentiellement par I.T.T. Dira-t-on assez le rôle du trust I.T.T. comme agent de la C.I.A. ?

M. JEAN-FRANÇOIS MERLE a eu l'heureuse idée de traduire et de présenter pour le lecteur français les Documents du complot d'I.T.T. (2) pour empêcher Allende d'accéder au pouvoir entre l'élection présidentielle du 4 septembre et son installation le 4 novembre. Révélés en 1972 par le journaliste américain Jack Anderson du Washington Post, ces documents constituent un matériau historique brut qui met en lumière une réalité dont l'existence est parfois mise en doute à force d'être soulignée : l'impérialisme.

« Cette réalité ne prend pas toujours le visage d'un G.I. en armes ou d'un B-52, mais peut devenir, selon l'expression de Pablo Neruda, « un Vietnam silencieux ». » Un petit encadré en fin de brochure rappelle que les filiales I.T.T. en France s'appellent C.G.C.T., Océanic, Sonolor, Pigier, les parfums Payot, la compagnie d'électricité Claude, etc.

ANALOGUE dans son propos et dans son orientation politique à l'anthologie présentée par Maurice Najman, le Chili est proche (3), le recueil de textes réunis par Alain Joxe, le Chili sous Allende (4), reprend l'histoire de l'Unité populaire depuis la victoire aux élections présidentielles de 1970 jusqu'au lendemain du coup d'État de 1973 en l'illustrant par des extraits qui, dans l'ensemble, éclairent plutôt la tendance « révolutionnaire » que la tendance « réformiste » au sein de la coalition de gauche. Alain Joxe puise en général aux mêmes sources que Najman. Il utilise, bien sûr, le réservoir extraordinaire d'informations et d'interviews de la revue Chile Hoy, qui depuis sa création en avril 1972 a mené une réflexion critique féconde et vivante sur le « processus ». Il reconnaît aussi sa dette envers les analyses de la gauche révolutionnaire (MIR), « souvent prophétiques » écrit-il. Mais alors que la sélection de Najman tend avant tout à démontrer l'échec du « dispositif international du réformisme », à travers celui de l'Unité populaire, Joxe s'efforce davantage de restituer la trame des événements à partir du récit de ceux qui ont vécu eux-mêmes ces événements ou qui, sur place, ont tenté d'en modifier le cours. Najman insiste sur les « cordons industriels » et les « commandos communaux » qu'on peut effectivement considérer comme des embryons de soviets, nés au moment où la lutte de classe prend une nouvelle acuité. Joxe fait, lui, une analyse plus « réaliste » et peut-être plus fine. Il explique, en des pages d'ailleurs trop brèves, pourquoi l'armée chilienne, en principe légaliste, est devenue l'instrument du coup d'État le plus sanglant et le plus sauvage qu'ait connu l'Amérique latine depuis des décennies.

« L'entraînement donné par les Etats-Unis, dit-il, est un entraînement au massacre et au génocide. » On y revient toujours. L'impérialisme fait désormais ses « coups » par armées locales interposées. Ce n'est pas le moindre intérêt de l'ouvrage d'Alain Joxe que de l'avoir rappelé.

Une interprétation beaucoup plus radicale nous vient de Suisse. Dans un court volume, Chili, un an après le coup d'Etat (5), le journaliste Pierre Rieben, collaborateur du journal La Brèche, soutient que si l'impérialisme a eu, certes, une responsabilité immense dans la chute du régime Allende, les erreurs politiques de la gauche chilienne elle-même, et singulièrement du parti communiste, n'en ont pas moins été également catastrophiques. L'auteur ne cache pas sa sympathie pour le MIR. Il a vécu au Chili une année intense de mars 1973 à avril 1974, avant d'être arrêté, torturé, puis expulsé par la junte. Dès les premières pages, il rejette les conclusions des livres de Touraine, Régis Debray ou Georges Fournial selon lesquelles l'Unité populaire ne pouvait rien faire d'autre que ce qu'elle a fait, particulièrement au sein de l'armée. « Une attitude offensive et sans équivoque auprès des éléments antiputschistes dans l'armée aurait certainement renforcé la campagne réactionnaire contre le gouvernement, mais son effet de mobilisation aurait décuplé la résistance à la gangrène putschiste, elle aurait en définitive abouti à l'affrontement, sous une forme ou sous une autre, mais dans une situation beaucoup plus favorable pour le mouvement de masse et pour la classe ouvrière. »

Les chapitres les plus intéressants restent cependant ceux qui analysent les contradictions qui se sont manifestées sur les plans tant économique que politique entre la bourgeoisie et les forces armées, ainsi que les divergences au sein même de l'armée. « Si la base sociale d'appui de la dictature s'est brisée, dit Pierre Rieben, celle-ci ne s'écroulera cependant pas sous le poids de ses contradictions, d'autant que la résistance n'a pas été encore capable de se regrouper organiquement. Mais soutenir la résistance et appeler à l'unité sans dire quelle unité on souhaite, signifie repartir sur les mêmes bases qui ont mené à la faillite. »

(1) *Chili, le dossier noir* (sous la direction de Julio Cortazar), Gallimard, Paris, 1974, 352 pages, 46 F.

(2) *Documents du complot d'I.T.T.* (traduction et présentation de Jean-François Merle), Syros, Paris, 1974, 120 pages, 10 F.

(3) Maurice Najman, *le Chili est proche*, Maspero, Paris, 1974, 310 pages, 30 F.

(4) *Le Chili sous Allende* (textes réunis par Alain Joxe), Gallimard, Paris, 1974, 272 pages, 13 F.

(5) Pierre Rieben, *Chili, un an après le coup d'Etat*, Cedips, Lausanne, 1974, 110 pages, 7,50 francs suisses.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

GRANDE-BRETAGNE
(Elections législatives du 10 octobre 1974)

Nombre d'électeurs inscrits : 40 081 286 ; votants : 29 174 440, soit 72,8 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : travaillistes : 11 458 704 voix, soit 39,3 %, 319 sièges ; conservateurs : 10 458 548 voix, soit 35,8 %, 276 sièges ; libéraux : 5 348 193 voix, soit 18,3 %, 13 sièges ; travaillistes écossais et Plaid cymru : 1 005 949 voix, soit 3,5 %, 14 sièges ; communistes : 17 246 voix ; divers : 885 620 voix, soit 3,0 %, 13 sièges.

ISLANDE
(27 août 1974)

Premier ministre : *M. Geir Hallgrimsson* ; finances : *M. Matthias Mathiesen* ; industrie et électricité : *M. Gunnar Thoroddsen* ; pêcheries, santé publique et sécurité sociale : *M. Matthias Bjarnason* ; affaires étrangères : *M. Einar Agustsson* ; justice et commerce : *M. Olafur Johannesson* ; agriculture et communications : *M. Halldor Sigurdsson* ; enseignement : *M. Vilhjalmur Hjalmarsson*.

MALAISIE
(5 septembre 1974)

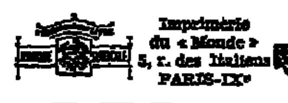
Premier ministre et ministre des affaires étrangères : *Tun Haji Abdul Razak bin Datuk Hussein* ; vice-premier ministre et ministre des finances : *Datuk Hussein bin Onn* ; défense : *Tun Datu Mustapha bin Datu Harun* ; agriculture et développement rural : *Encik Abdul Ghaffar bin Baba* ; travail et main-d'œuvre : *Datuk Lee San Choon* ; terre et mines : *Datuk Haji Mohamed Asri bin Haji Muda* ; communications : *Tan Sri V. Manickavasagam* ; commerce et industrie. *Datuk Hamzah bin Haji Abu Samah* ; gouvernement local et environnement : *Datuk Ong Kee Hui* ; affaires intérieures : *Tan Sri Muhammad Ghazali bin Shafie* ; transports et travaux publics : *Datul Haji Abdul Ghani Gilong* ; santé : *Tan Sri Lee Siok Yew* ; justice : *Tan Sri Abdul Kadir bin Yusof* ; bien-être social : *Puan Hajjah Aisah Ghani* ; planification et recherche socio-économique : *Datuk Taib bin Mahmud* ; culture, jeunesse et sports : *Datuk Ali bin Haji Ahmad* ; information : *Tengku Ahmad Rithaudeen* ; énergie, technologie et recherche : *Tuan Haji Mohamed bin Yaacob* ; logement et nouveaux villages : *Encik Michael Chen Wing Su* ; industries primaires : *Datuk Musa Hitam* ; éducation : *M. Mahathir Mohamed*.

NOUVELLE-ZELANDE
(10 septembre 1974)

Premier ministre, ministre des affaires étrangères, chargé du département législatif, de la sécurité du territoire et du service des comptes : *M. W.E. Rowling* ; vice-premier ministre et ministre des finances, chargé des sociétés amicales : *M. R.J. Tizard* ; ministre du commerce, industrie, énergie et ressources : *M. W.W. Freer* ; justice, aviation civile et services de la météorologie, chargé de la publicité : *M. A.M. Finlay* ; travaux publics et développement, chargé de la commission des dommages sismiques et de guerre : *M. H. Watt* ; affaires maories et terres : *M. M. Rata* ; police, douanes, chargé du département des statistiques : *M. M.A. Connelly* ; travail et ministre du conseil d'Etat : *M. A.J. Faulkner* ; bien-être social, chargé de l'office national de l'imprimerie : *M. N.J. King* ; agriculture, pêcheries, forêts et sciences : *M. C.J. Moyle* ; défense, chargé des pensions de guerre et de la réhabilitation : *M. W.A. Fraser* ; gouvernement local, affaires intérieures et défense civile, chargé de l'évaluation du patrimoine national : *M. H.L.J. May* ; transports, chargé de l'office national d'assurances : *M. Basil Arthur* ; éducation : *M. P.A. Amos* ; tourisme et environnement ; *M. T.W.M. Tirikatene-Sullivan* ; commerce extérieur, loisirs et sports : *M. J.A. Walding* ; mines, immigration et P.T.T. : *M. F.M. Colman* ; logement, radiodiffusion, chargé des prêts gouvernementaux et de l'office national d'assurance-vie : *M. R.O. Douglas* ; chemins de fer et électricité : *M. R.L. Bailey* ; santé, chargé de la fonction publique : *M. T.M. McGuigan*.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.

Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Instrument de promotion

VOICI dix ans, la Banque africaine de développement était créée officiellement par les gouvernements africains pour témoigner à la fois de leur solidarité, de leur volonté de coopérer et promouvoir ensemble, par-delà les clivages politiques et linguistiques, le développement économique de leurs pays et le progrès social des populations, dans le sens d'une intégration progressive des économies nationales longtemps cloisonnées du fait de la colonisation.

A l'époque, l'entreprise apparaissait comme une gageure. Mais aujourd'hui, à la veille de son dixième anniversaire qui sera célébré le 15 novembre 1974, la Banque peut, avec une légitime fierté, se flatter de compter 39 membres *sur les 42 Etats africains qui forment l'Organisation de l'unité africaine*. Elle s'est imposée *sur la scène internationale comme un instrument* de promotion du développement auquel *ses Etats membres recourent de plus en plus.*

Le capital de la Banque est souscrit exclusivement par les Etats africains.

Cette règle inscrite dans l'accord portant création de la Banque, sauvegarde le caractère africain de l'organisation et souligne l'effort de solidarité auquel les pays africains ne sauraient se soustraire pour assurer leur développement. L'importance de cet effort, qui se reflète dans la structure du capital-actions, ne saurait être sous-estimée quand on veut bien se rappeler que 16 pays membres de la Banque figurent au nombre des 25 pays les plus pauvres du monde recensés par la CNUCED.

Le capital-actions autorisé de la Banque, initialement fixé à 250 millions d'unités de compte (1) (300 millions de dollars E.U.), est actuellement de 400 millions d'unités de compte (480 millions de dollars E.U.). Le montant des souscriptions initiales de chaque Etat membre, déterminé en fonction de sa capacité contributive, se divise en parties égales, d'actions à libérer entièrement et d'actions sujettes à appel. Le capital-actions à libérer entièrement doit être payé en or ou en devises convertibles. Le montant du capital souscrit au 8 août 1974 est équivalent à 445,071 millions de dollars E.U.

La Banque peut instituer des fonds spéciaux ou recevoir la gestion de fonds spéciaux, destinés à servir ses fins dans le cadre de ses fonctions.

Le Conseil des gouverneurs est l'organe suprême de la Banque ; chaque Etat membre y est représenté par un gouverneur.

Le gouverneur est généralement le ministre responsable des questions économiques et financières. Le Conseil des gouverneurs formule des directives générales concernant la politique de la Banque, notamment en matière de crédit. Le Conseil des gouverneurs peut déléguer tous ses pouvoirs au conseil d'administration, à l'exception de quelques affaires réservées. Le Conseil tient ordinairement une assemblée annuelle.

Les autres organes sont :

Le Conseil d'administration.

Il est composé de neuf membres élus par le Conseil des gouverneurs pour trois ans. Il est responsable de la conduite des opérations générales de la Banque. Chaque administrateur nomme un suppléant.

Le président.

Le président de la Banque, élu par le Conseil des gouverneurs pour un mandat de cinq ans, préside le conseil d'administration. Il est le représentant légal de la Banque et chef du personnel. Il est chargé, en se conformant aux directives du conseil d'administration sur la politique de la Banque, de conduire les affaires courantes de la Banque. Le président est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs vice-présidents.

La Banque doit contribuer au développement économique et au progrès social de ses membres, individuellement et collectivement.

A cette fin, la Banque utilise les ressources à sa disposition pour financer des projets et programmes d'investissements qui tendent au développement économique et social des Etats membres, en donnant, autant que possible, la priorité à des projets et programmes qui favorisent la coopération régionale et le développement ordonné des échanges entre les Etats membres. Elle encourage l'investissement de capitaux publics et privés en Afrique. Elle fournit l'assistance technique, qui peut être nécessaire pour l'étude, la préparation, le financement et l'exécution de projets et programmes de développement. La Banque peut opérer seule ou conjointement avec d'autres institutions financières.

Les organismes privés peuvent bénéficier des prêts de la Banque.

La Banque africaine de développement ne *traite pas exclusivement* avec les Etats et les organismes publics. Les groupements et organisations privés peuvent également bénéficier des prêts de la Banque, avec l'aval de l'Etat.

La rentabilité financière *n'est pas le critère unique* des interventions de la Banque.

Dans ses opérations ordinaires, la Banque, tout en observant les principes de saine gestion financière, se préoccupe davantage de l'impact économique et social de ses interventions. Elle respecte les priorités des politiques de développement de ses Etats membres, mais les opérations favorisant l'intégration économique retiennent particulièrement son attention.

A moins de circonstances spéciales, les prêts accordés ou garantis par la Banque doivent assurer le financement de projets ou groupes de projets déterminés. La Banque peut cependant accorder des prêts de caractère global à des banques nationales africaines de développement ou autres institutions appropriées, ou garantir des prêts consentis à ces banques ou institutions, en vue de leur permettre de financer certains projets déterminés conformes au but de la Banque.

Trente et un pays ont déjà bénéficié d'un ou de plusieurs prêts de la Banque.

Les premières années de la Banque furent consacrées à la mise en place des structures *administratives. La Banque a commencé ses* opérations en juillet 1966. De nombreuses *missions d'identification de projets, effectuées dans* les pays membres, ont permis de constituer *une liste de projets qui s'accroît continuellement* au fur et à mesure de l'identification *de nouveaux projets.*

Au 30 septembre 1974, la Banque avait accordé des prêts et effectué des investissements pour un montant total de 192 millions de dollars E.U., ce qui représente 78 opérations dans 31 pays, y compris 6 opérations à caractère multinational.

L'ensemble des projets ayant bénéficié du concours financier de la Banque représente un *investissement global* de plus de *600 millions* de dollars E.U.

La répartition sectorielle des opérations de la Banque montre une orientation délibérée de développer les infrastructures de communication indispensables à l'intégration progressive des économies nationales. La part relativement faible de l'agriculture, qui constitue la base de l'économie africaine, puisque 90 % de la *population est paysanne, va augmenter dans les* programmes ultérieurs de financement de la Banque, grâce au Fonds *africain* de développement. En fait, la situation s'est déjà améliorée au cours des *trois dernières années, où* le montant des prêts dont l'agriculture a bénéficié a été en *moyenne* de *20 % par an.*

Répartition sectorielle des prêts et investissements de la Banque au 30 septembre 1974.

SECTEUR	Nombre de projets	En millions de dollars E.U.	Pourcentage
Agriculture	14	28,789	15,0
Transports	25	74,100	38.6
Services d'utilité publique (eau, électricité, télécommunications, etc.)	23	62,593	32,6
Industries et concours aux banques nationales de développement	16	26,487	13,3
TOTAL	78	191,968	100.0

Ces résultats sont encourageants, compte tenu des ressources limitées dont la Banque a disposé au cours de la période considérée. Avec le Fonds africain de développement et dans la perspective de mobilisation de ressources supplémentaires, les responsables de la Banque et du Fonds peuvent espérer apporter une contribution plus importante au développement de l'Afrique dans les cinq prochaines années.

La Banque mobilise les ressources disponibles, publiques ou privées, au service du développement de l'Afrique.

Consciente de l'insuffisance de ses propres ressources pour *faire face aux besoins immenses* du continent, la Banque a fait et continue de faire de gros efforts pour mobiliser des ressources extérieures. Ces efforts ont abouti à la création de deux *institutions subsidiaires* à travers lesquelles s'opère principalement la mobilisation de capitaux publics et privés.

Le Fonds africain de développement, créé en juillet 1972 par la Banque africaine de développement, est un fonds multinational auquel seize pays non africains exportateurs de capi-



Aménagement dans la basse vallée de la Medjerda en Tunisie.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Adresse télégraphique : AFDEV ABIDJAN B.P. N° 1387 ABIDJAN
Téléphone 2256-60. TELEX 717. COTE D'IVOIRE

Le fonds africain de développement

L'UN des traits caractéristiques de la Banque africaine de développement, qui la distingue des autres banques régionales de développement, notamment la Banque asiatique de *développement et la Banque* interaméricaine de développement, est *que son capital est souscrit* exclusivement par les seuls Etats *authentiquement africains* du continent. En conséquence, aucun *pays extérieur à l'Afrique ne peut* devenir membre de la Banque.

Ce caractère spécifique n'ex*clut cependant pas que la Banque* coopère avec les pays dévelop*pés et industrialisés dont l'aide* financière et l'assistance tech*nique sont si nécessaires à l'Afri*que. A cet effet, la Banque est *habilitée à instituer des fonds* spéciaux ou à recevoir et à gérer *des fonds spéciaux, destinés à* renforcer ses moyens en vue de *la réalisation d'objectifs conformes* à sa vocation.

C'est ainsi que les responsables *de la Banque ont lancé, en 1966,* l'année même où la Banque a *commencé ses opérations,* l'idée de créer un fonds spécial dont *les ressources, provenant* des contributions et de la Banque *elle-même et des gouvernements* des Etats participants, permettraient d'élargir les actions de la Banque à des secteurs d'activité tels que l'éducation et la formation professionnelle, les activités sociales, le développement rural, les infrastructures administratives, qui nécessitent des moyens financiers accordés à des conditions favorables et dont le développement conditionne le « décollage » économique des pays membres.

Les négociations, menées sous les auspices du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E., devaient aboutir, en novembre 1972, à la création du Fonds africain de développement. Des seize pays qui ont participé à la négociation de l'Accord portant création du Fonds, quatorze l'ont, à ce jour, signé et ratifié ; ce sont : la Belgique, le Brésil, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Yougoslavie.

Le Fonds *africain* de développement est une entité juridique *distincte de la Banque africaine* de développement. Ses principaux *organes sont le Conseil des gou*verneurs, le Conseil d'administration et le président. *Mais il existe* une étroite liaison entre la Ban*que et le Fonds manifesté par* la composition mixte de ces organes. Le *président de la Banque* est d'office le président du Fonds *et préside son conseil d'adminis*tration. Le Fonds s'appuie sur les *structures administratives et opé*rationnelles de la Banque, dont le siège social abrite également le Fonds. Le pouvoir de décision est également partagé entre les Etats participants et la Banque africaine de développement.

Le Fonds africain de développement a commencé ses opérations le 1er août 1973 avec une dotation initiale d'environ 100 millions de dollars. Les méthodes d'évaluation des projets financés par la Banque et le Fonds procèdent des mêmes critères. Il a été décidé de consacrer en priorité les ressources du Fonds à l'aide aux pays victimes de la sécheresse. Le montant des engagements du Fonds pour l'exercice en cours est estimé à environ 44 millions de dollars. Il atteindra 66 et 88 millions de dollars respectivement en 1975 et en 1976, compte tenu des projets à l'étude.

La reconstitution des ressources du Fonds africain de développement est donc une question d'actualité qui préoccupe les responsables de la Banque et du Fonds. La dernière assemblée annuelle des gouverneurs de la Banque et du Fonds, tenue à Rabat en juillet, en a délibéré et invité le président et le conseil d'administration du Fonds à organiser sans délai des consultations avec les *gouvernements* des Etats participants et les gouvernements de pays tiers intéressés, en vue d'augmenter les ressources du Fonds *par des contributions* supplémentaires et la participation de nouveaux *membres.*

Des *réactions* encourageantes ont été enregistrées à cet égard. *Ainsi, le* gouvernement de la Confédération suisse a signé le 17 septembre 1974 avec le président du Fonds un accord aux termes duquel un Fonds spécial *suisse pour l'Afrique, à gérer par* le Fonds africain de développe*ment, a été constitué pour* aider les plus défavorisés des Etats membres de la Banque africaine de développement. Des accords similaires sont en cours de négociation avec d'autres participants du Fonds, tandis que des contacts sont pris avec des *pays* arabes, socialistes et d'Amérique latine *en vue de leur participation* au Fonds.

Le Fonds africain de développement est une tentative heureuse de cogestion, par les donateurs et les bénéficiaires, de l'aide publique pour le développement dont l'efficience est souvent l'objet de vives controverses. Il est à souhaiter qu'une part plus im*portante de l'aide publique* soit canalisée par des organismes tels *que le Fonds* africain de développement, qui, averti des problèmes du développement en Afrique, pourrait lui assurer un emploi plus efficace.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Etat des souscriptions au capital-actions au 8 Août 1974

ETATS MEMBRES	Souscription en milliers de dollars E.U.	ETATS MEMBRES	Souscription en milliers de dollars E.U.
1. Algérie	48 254	22. Maroc	22 462
2. Botswana	1 206	23. Mauritanie	2 051
3. Burundi	1 448	24. Niger	1 930
4. Cameroun	7 238	25. Nigéria	60 318
5. Congo	4 222	26. Ouganda	5 549
6. Côte d'Ivoire....	11 460	27. République Centrafricaine	1 206
7. Dahomey	1 689	28. Rwanda	1 448
8. Egypte	36 191	29. Sénégal	9 048
9. Ethiopie	12 425	30. Sierra Leone ..	3 740
10. Gabon	3 619	31. Somalie	3 281
11. Gambie	1 206	32. Soudan	12 184
12. Ghana	19 060	33. Swaziland	2 895
13. Guinée	3 981	34. Tanzanie	11 460
14. Haute-Volta	1 568	35. Tchad	1 930
15. Ile Maurice	3 619	36. Togo	1 206
16. Kenya	11 460	37. Tunisie	8 324
17. Lesotho	1 327	38. Zaïre	36 191
18. Libéria	4 343	39. Zambie	19 302
19. Libye	60 318		
20. Malawi	3 137		
21. Mali	2 775		445 071

هكذا من الأصل

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT — AFRICAN DEVELOPMENT BANK

du progrès économique et social en Afrique

taux ont accepté de contribuer. Ce sont : la Belgique, le Brésil, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, l'Espagne, la Finlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et la Yougoslavie. Le Fonds a commencé ses opérations en août 1973 et a déjà financé une dizaine de projets en grande partie dans les pays victimes de la sécheresse. Les prêts du Fonds africain de développement sont consentis à des conditions avantageuses. Ils sont remboursables en cinquante ans, sans intérêt.

La SIFIDA (Société internationale financière pour les investissements et le développement en Afrique), créée en novembre 1970 sur l'initiative et avec la participation de la Banque africaine de développement, est une autre forme de coopération multinationale au service du développement économique en Afrique. Son siège opérationnel est à Genève. Société financière de participation, groupant, outre la Société financière internationale, plus d'une centaine d'organismes financiers, industriels ou commerciaux d'Amérique, d'Europe et d'Asie, la SIFIDA vise particulièrement à mobiliser les ressources du secteur privé international pour favoriser la naissance et la croissance d'entreprises productives en Afrique. La SIFIDA a déjà approuvé 20 projets dans 9 pays africains pour un montant total de 12,7 millions de dollars E.U.

L'effort de mobilisation de ressources financières supplémentaires a touché aussi les Etats membres de la Banque qui ont été invités à augmenter leurs souscriptions au capital de la Banque. A cet effet, le capital-actions autorisé de la Banque, déjà augmenté l'an dernier de 311,28 millions de dollars E.U. à 384 millions de dollars E.U., a été de nouveau augmenté et porté à 480 millions de dollars E.U., soit au total une augmentation de 168,72 millions de dollars E.U., dont 130 millions sont déjà souscrits. De plus, le Conseil des gouverneurs, à sa dernière assemblée annuelle tenue en juillet à Rabat, a autorisé la Banque à émettre des obligations à court terme dans ses Etats membres ; c'est un pas en avant vers l'accès de la Banque aux marchés financiers internationaux.

Favoriser la croissance harmonieuse de l'ensemble des économies africaines.

Dans la situation défavorable où se trouve l'Afrique pour assurer son développement, la Banque africaine de développement ne peut se cantonner dans les fonctions traditionnelles du banquier. La Banque se veut être un catalyseur du développement et, à ce titre, elle conseille, aide à définir une stratégie globale du développement du continent, dans le cadre de laquelle s'harmoniseraient les plans nationaux de développement en vue d'une intégration de l'ensemble des économies africaines. Dans cette perspective, la Banque africaine de développement a organisé en mai 1973, avec le concours de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, la première conférence ministérielle africaine sur le commerce, le développement et les problèmes monétaires. Cette conférence, véritables « états généraux de l'économie africaine », a abouti à la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, approuvée par les chefs d'Etat de l'O.U.A. à leur conférence de mai 1973, tenue à l'occasion du dixième anniversaire de l'O.U.A.

De la volonté des gouvernements africains d'harmoniser leurs politiques de développement, deux grands projets sont déjà nés, à la réalisation desquels la Banque africaine de développement apporte un concours appréciable : la construction d'un réseau panafricain de télécommunications et la constitution d'une société africaine de réassurance.

La Banque africaine de développement célébrera son dixième anniversaire le 15 novembre de cette année. Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la dixième assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque, le 1er juillet 1974 à Rabat, S.M. Hassan II, roi du Maroc, a porté sur la première décennie de la Banque africaine de développement le jugement que voici :

« Dix ans se sont passés depuis la création de la Banque, dix ans de lutte pour cette Banque, dix ans de recherche, dix ans pour marquer son nom d'un label de sérieux et de respectabilité... Le sérieux et le respect, elle les a conquis grâce à la rapidité dans sa procédure, à sa connaissance des problèmes africains et, surtout, à l'esprit militant qui anime ses travaux, et non pas à la routine bancaire, qui aurait pu être un obstacle entre elle et la réussite. »

Malgré ces propos encourageants, il ne fait aucun doute que le chemin qui reste à parcourir est encore long et ardu ; mais, grâce à la détermination éclairée qui lui a permis de surmonter les difficultés qu'elle a dû affronter par le passé, la Banque africaine de développement peut regarder l'avenir avec espoir et confiance.

(1) La valeur de l'unité de compte est de 0,88867088 gramme d'or fin et est équivalent approximativement à 1,20 dollar E.U. ou 5,56 F.



Construction d'un tronçon de la route transafricaine Mombasa - Lagos.



Construction d'un oléoduc et des installations de stockage.

Les hommes qui forgent la B.A.D.

Président de la Banque

M. ABDELWAHAB LABIDI, *quarante-cinq ans, de nationalité tunisienne, est licencié en droit. Entré dans la profession bancaire en 1957, il est inspecteur adjoint au Crédit industriel et commercial à Paris, puis fondé de pouvoir de la Banque de Tunisie de 1959 à 1960. De 1960 à 1964, il occupe divers postes de responsabilités à la Banque nationale agricole de Tunisie, dont il est nommé inspecteur général en 1962. Il est appelé à la direction de la Société tunisienne de banque en juin 1964. En septembre de la même année, il est détaché, au titre de l'assistance technique tunisienne, au Niger, où il est directeur général de la Banque nationale de développement jusqu'à son élection en juin 1969 au poste de vice-président de la Banque africaine de développement. Après un court intérim de la présidence de la Banque, à la suite de la démission de M. Mamoun Beheiry, premier président de la Banque, il est élu président en août 1970.*

Vice-Présidents

M. LOUIS-PASCAL NEGRE, *quarante-six ans, de nationalité malienne, a été élu vice-président de la B.A.D. par la première assemblée annuelle des gouverneurs de la Banque en 1964 ; mais ce n'est qu'en 1970 qu'il a pris ses fonctions de manière permanente à la Banque. Ancien administrateur de la France d'outre-mer, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer en 1955 (concours « A »), diplômé d'études supérieures d'économie politique de l'université de Paris, il a exercé diverses hautes fonctions dans l'administration du Sénégal de 1955 à 1960.*

Le Mali étant devenu indépendant en 1960, il quitte la fonction publique coloniale pour se mettre au service de son pays. Il y occupe de hautes fonctions administratives, notamment comme conseiller technique à la présidence de la République et gouverneur de la Banque de la République du Mali. En 1966, il entre dans le gouvernement comme ministre des finances, et y restera jusqu'en septembre 1970, cumulant tantôt les portefeuilles du plan, du commerce ou des affaires économiques avec celui des finances. De 1967 à 1970, il a présidé le groupe africain de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international lors des assemblées annuelles de ces deux organisations, de même que le conseil ministériel de l'Union douanière ouest-africaine, qui deviendra la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest.

M. SALEM MOHAMED OMEISH, *quarante-deux ans, est de nationalité libyenne. Il est licencié en sciences économiques de l'université du Caire et docteur en économie politique de l'université américaine (Washington). M. Omeish a occupé de hauts postes dans l'administration et le gouvernement de son pays. Il était sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les questions économiques au ministère de l'économie nationale lorsqu'il a été élu vice-président de la Banque. M. Omeish a pris ses fonctions à la Banque en décembre 1973.*

M. EDWIN OLORUNGENI OBAYAN, *quarante-cinq ans, est de nationalité nigériane. Il est diplômé en sciences économiques de l'université de Londres et de Yale. Après une carrière d'enseignant, M. Obayan est entré dans l'administration fédérale et a occupé successivement les postes de chef-adjoint de la planification au ministère fédéral du développement économique et de la reconstruction et de secrétaire général adjoint responsable des changes, du budget et de la recherche au ministère fédéral des finances. M. Obayan a pris ses fonctions à la Banque en janvier 1974.*

les livres du mois

Une Église «progressiste» en Amérique du Sud ?

Par YVES FLORENNE

L'ATTITUDE de l'Eglise en Amérique du Sud à l'égard de l'Etat — c'est-à-dire, souvent, des pouvoirs qui ont confisqué l'Etat — et à l'égard de ce qu'on appellera, d'une façon un peu ecclésiastique justement, « la question sociale », cette attitude semble être présentée à l'opinion avec un excès de simplification et non sans quelque optimisme. C'est du moins l'impression que donne, ou renforce, le livre de Marcio Moreira-Alves (1). Celui-ci écrit une histoire dont il a vu et vécu la période la plus brûlante, — sans préjuger, bien entendu, — de l'avenir.

Elle se limite au Brésil ; mais qui ne voit que son application s'étend, avec toutes sortes de nuances, au continent sud-américain et même au-delà ? La question à laquelle répond l'étude tout entière est celle-ci : quels sont, au juste, le contenu, la portée, voire la réalité du « progressisme » de l'Eglise brésilienne ? Pour la poser correctement, il fallait d'abord mettre en lumière une autre réalité bien faite pour nous surprendre : le mythe d'un Brésil, et plus généralement d'une Amérique du Sud catholique. C'est d'ailleurs Jean XXIII qui a vigoureusement secoué l'illusion sécurisante des statistiques et ordonné, outre l'action missionnaire, une action sociale énergique. Mais ce qu'il faut retenir de ce fait brutal, c'est la surévaluation correspondante de l'influence, des possibilités et des forces de l'Eglise latino-américaine, et même de son unité.

Après avoir décrit l'édifice ecclésial dont la clef de voûte est la Conférence des évêques brésiliens, et évoqué les stimulations « modernisatrices » du Vatican depuis Jean XXIII, l'auteur met en scène ce qu'il appelle les « acteurs » — pape, nonce, évêques, clergé — d'une tragi-comédie tout en conflits feutrés, puis ses « figurants », c'est-à-dire le peuple fidèle. Présents, subordonnés, muets (sinon en cris et en slogans), ces figurants comptent tout de même par le nombre et le mouvement. La preuve : le chapitre à eux consacré est, de loin, le plus long de l'ouvrage.

Organisations de masse, associations militantes, dont les plus originales, répandues dans toute l'Amérique dite latine, sont les cursillos, importés d'Espagne. Leur charte est « l'obéissance inconditionnelle à la hiérarchie » ; mais ils sont assez divers et parfois contradictoires pour qu'on ait pu trouver en eux des éléments subversifs. L'auteur, pour sa part, y voit plutôt un « instrument d'aliénation ». Et animés, en tout cas, par une naïveté dans le zèle assez dangereuse. Ils ont été les principaux « figurants » des « marches avec Dieu », manifestations de masse mues par la « Croisade du rosaire en famille (il fallait toute l'intrépidité de notre temps pour oser prêcher une croisade en famille). La croisade avait pour inventeur et animateur un prêtre américain (du Nord) aux ressources inépuisables. Et, au bout de ce rosaire, il y avait bien une croix, lourde à porter : la C.I.A. Pour les cursillistes, enfin, Jésus est devenu le « Grand Chef » (aucun rapport avec l'indianité), en somme : le Caudillo Grande, ce qui est naïvement dans l'ordre d'une évolution — structures, hiérarchie et titres — du monarchisme au fascisme théologique. Une autre association très puissante est bien remarquable par ses idéaux résumés dans son sigle : T.F.P. Ce qui ne signifie pas Travail-Famille-Patrie, la devise est plus belle encore : « Tradition-Famille-Propriété ».

MAIS Marcio Moreira-Alves revient, pour s'y attacher longuement, aux « acteurs », à leur action, à leur inspiration visible ou secrète. Qu'il y ait un clergé progressiste, cela va de soi. Des évêques ? Sans aucun doute. Mais un grand arbre, et « unique », comme Dom Helder Camara — qui vint dénoncer la torture à Paris en plein Palais des Sports, — quelques autres encore, cachent trop, et bien malgré eux, une forêt un peu marécageuse. Le régime militaire a été accueilli par des bénédictions, une part importante de l'épiscopat est demeurée politiquement en accord avec le pouvoir, mais les plus conservateurs et les plus intégristes se sont ralliés à une position unanime pour la défense des droits élémentaires, et d'abord contre la torture. Or, l'auteur note que « la dynamique de l'engagement pour les droits de l'homme a finalement ramené la hiérarchie à la défense des victimes des injustices sociales » ; elle « se trouve ainsi, presque par la force des choses, en opposition avec le pouvoir ».

Ce grand effort pour tracer un tableau complet et objectif ne débouche pas sur un optimisme trop répandu dans l'opinion. Dans ses conclusions, l'auteur ne souscrit certes pas à ce jugement dernier d'un prêtre : « Aucun renouveau ne nous vient d'en haut » ; cet « en haut » devant, il va sans dire, s'entendre en un sens purement terrestre. Même les évêques, il l'a montré, peuvent être « progressistes », et en nombre notable, si « progressisme » signifie réformes et établissement de rapports nouveaux entre les travailleurs, le patronat et le pouvoir. Mais le mot peut aller jusqu'à revêtir sa pleine signification. Treize évêques ont signé une déclaration dont la conclusion affirme : « La classe dominée n'a pas d'autre issue pour se libérer que de suivre le long et difficile chemin qui mène à la propriété sociale des moyens de production. »

Pourquoi l'auteur est-il si réservé ? Parce que la statistique lui fait apparaître que moins du quart de l'épiscopat est favorable aux transformations sociales. Et en raison surtout de cette surévaluation de la puissance et de l'audience réelles de l'Eglise. Selon lui, l'Eglise pourra être une alliée utile dans le combat pour une société transformée, mais en aucun cas elle n'en sera « l'avant-garde ».

AUTRE témoin actif, Gonzalo Arroyo, dont le point de vue est nécessairement différent, mais les conclusions convergentes. C'est en effet de l'intérieur de l'Eglise qu'il a jugé le coup d'Etat au Chili : il était responsable de l'organisation des « Chrétiens de gauche ». Son livre (2) est donc d'abord un témoignage sur les événements et sur la situation politique : il est sans complaisance pour ce qu'il appelle l'incapacité de la gauche devant la menace trop certaine. Toute sa seconde partie est consacrée à « l'Eglise face au putsch ». « Face » est peut-être beaucoup dire : la hiérarchie s'est plutôt montrée, traditionnellement, de profil ou de biais. Mais l'auteur retient cette expérience, cette espérance, née dans l'Eglise chilienne, d'une action commune et d'une fécondation mutuelle du christianisme et du socialisme. Quel sera leur destin ? Gonzalo Arroyo pose, se pose, une question qui dépasse le Chili : « Les chrétiens de gauche ne représenteront-ils rien de plus que l'exception qui confirme la règle d'une Eglise institutionnellement liée au système dominant ? »

(1) *L'Eglise et la politique au Brésil*, éditions du Cerf, Paris, 1974, 267 pages, 35 F.
(2) *Coup d'Etat au Chili*, *ibid.* 1974, 104 pages, 12 F.

ASIE

KIM IL SUNG, BIOGRAPHIE. — Baik Bong

★ Dar Al-Talia, Beyrouth, 1973, trois volumes de : 560 pages, 604 pages et 784 pages, 16 dollars les trois.

Le maréchal Kim Il Sung n'a peut-être pas le talent littéraire du président Mao Tse-toung. Bien que, depuis quelques années, les textes officiels de la République populaire démocratique de Corée aient qualifié le « grand timonier » de la Corée du Nord de « *plus grand théoricien et penseur que l'Asie ait produit* » — les publications chinoises apportèrent une légère nuance : « *Un des plus grands...* », — il ne faut pas s'attendre à trouver chez Kim Il Sung une problématique marxiste des plus élaborées. L' « isme » que la presse nord-coréenne accroche parfois à son nom n'a pas suffit à conférer au « kim-il-sungisme » la notoriété internationale. Si les fulgurances théoriques ne forment pas la trame des encyclopédiques œuvres complètes du leader de la R.P.D.C., la minutie et le pointillisme leur donnent l'aspect d'un traité systématique, et quelque peu terne, en matière de stratégie militaire, de développement économique et d'internationalisme. La volumineuse biographie en trois tomes du maréchal, qui paraît aujourd'hui en français, est de la même veine. L'abord se voudrait moins rébarbatif, mais l'écriture est aussi didactique, le texte parsemé d'anecdotes édifiantes, de « mots » et de conversations toujours chaleureuses du leader avec la population. Sa vie, identifiée à celle du pays, tient plus de la légende que de l'histoire. Les faits s'effacent en effet derrière l'idiosyncrasie officielle. On aurait souhaité, par exemple, des développements plus conséquents sur les origines de la guerre de Corée que de simples formules lapidaires telles que : « *Contre-attaque impeccable, fulgurante et décisive de l'armée populaire... alors que l'ennemi l'avait attaquée par surprise* ». Car à la fin des quinze cents pages de cette fresque, on saura « tout » sur la conception du monde de Kim Il Sung enfant, sur ses idées en matière d'édification du socialisme du dirigeant suprême, sur ses vues dans le domaine des arts... Mais peut-être n'est-ce pas suffisant pour éclairer l'histoire et la politique actuelles de son pays.

Ph. P.

L'INDE D'AUJOURD'HUI. — Francis Doré.

★ P.U.F., « Documents actualités », Paris, 1974, 126 pages, 14 F.

La réalité de l'Inde se crie. Elle est ici compartimentée en soixante-trois courts textes documentaires, dont les plus « virulents » — sur la fraude et la corruption — émanent de commissions d'enquêtes *ad hoc* du ministère de l'intérieur ou de celui des finances. C'est assez dire que ce petit précis augure mal de la suite d'une collection qu'il inaugure et dont on ne saisit pas très bien l'intérêt, sinon la nécessité. L'auteur, conseiller culturel près l'ambassade de France en Inde, assure une présentation minimum et fournit une bibliographie qui est à l'image du reste : étique et aseptisée. Textes pour textes, l'étudiant se reportera plus utilement à ceux que reproduit en annexe Philippe Gavi dans son remarquable *Triangle indien* (Le Seuil, 1972).

M. Bg.

● CLES POUR LE JAPON, par *Jean Chatain* et *Francis Sauvage* (Editions sociales, Paris, 1974, 280 pages, 12 F) : Une analyse de la vie politique japonaise et de ses mutations à partir de l'étude des structures du capitalisme monopoliste d'Etat.

MEKONG BASIN DEVELOPMENT, LAOS AND THAILAND, Selected Bibliographies. — Joel M. Halpern, James A. Hafner et Walter Haney

★ Centre d'étude du Sud-Est asiatique et de l'Extrême-Orient, avenue Jeanne 44, Bruxelles B 1050.

Au début de la guerre américaine en Asie du Sud-Est, Lyndon Johnson avait promis un milliard de dollars pour la construction d'un réseau hydro-électrique de barrages et de canaux d'irrigation dans le bassin du Mékong. Le projet n'est toujours pas réalisé, mais ce n'est pas simplement cette carence qui donne une idée de la superficialité de l'obsession américaine en Indochine : près de dix ans après cette promesse, ce recueil magistral de documents sur le développement du bassin du Mékong n'a même pas pu trouver un éditeur aux Etats-Unis : il aura fallu une fondation belge pour le publier...

Les universités américaines ne s'intéressent plus tellement aujourd'hui à la contre-insurrection, et les études sur l'Asie du Sud-Est n'ont pas la faveur des milieux académiques qui, comme les fondations, sont peuplés d'hommes mûrs, qui furent jadis de brillants esprits à l'arrière-plan de la guerre d'Indochine mais qui n'aiment guère qu'on leur rappelle l'épisode vietnamien et les erreurs qu'ils y commirent. Aussi finance-t-on aujourd'hui des projets plus en vogue, qui ont pris le relais de la contre-insurrection — grande préoccupation de l'année 1960.

Allant à contre-courant, le professeur Halpern et ses associés ont élaboré un guide pratiquement unique en son genre des matériaux de première main. L'un des échecs les moins remarqués de l'intervention américaine en Asie du Sud-Est n'est pas qu'elle a provoqué une guerre ; c'est son incapacité — à la différence des interventions coloniales — à susciter la naissance d'un corps de chercheurs dignes de ce nom. Avec plus de 250 pages de citations imprimées en texte serré, ce volume est compact, ennuyeux, rebutant, obscur et terriblement démodé. Si jamais on publie un jour une analyse des erreurs américaines en Asie du Sud-Est, l'honneur lui reviendra sans doute de fournir un grand nombre de références citées en notes.

T.D.A.

L'Annuaire français de droit international 1973

* C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, Paris, 1974, 1 368 pages, 230 F.

Le dix-neuvième tome de l'Annuaire français de droit international propose plus de quarante contributions offrant une analyse juridique des principaux événements ayant marqué l'actualité internationale récente.

Une place importante est faite au continent européen, qui liquide les séquelles du dernier conflit mondial (F. Koenig, le Traité fondamental entre les deux Allemagnes devant le tribunal constitutionnel fédéral : H. Schiedermaier, le Champ d'application territoriale de l'accord quadripartite sur Berlin ; Ph. Bretton, les Négociations germano-tchécoslovaques sur l'accord de Munich ; M. Bettati, l'Admission des deux Allemagnes à l'ONU) et qui prend un nouvel essor avec le rapprochement du Royaume-Uni, marqué par l'entrée dans la Communauté (analysée par Ph. Allot) et par la décision de construire le tunnel sous la Manche (D. Jouanneau). Outre ces questions, l'activité des organisations européennes en matière de protection de l'environnement est présentée par A. Ch. Kiss, tandis que H. Wiebringhaus dresse un tableau de l'état d'application de la charte sociale européenne, et que J. Chappez examine la cessation des activités de l'ELDO et la relance de l'Europe spatiale.

Les problèmes européens sont cependant loin de constituer les seuls centres d'intérêt. Particulièrement éclairants pour la compréhension de la dynamique des relations internationales sont les contributions de G. Fischer sur la conférence des non-alignés à Alger, et de L. Focsaneanu sur la doctrine des relations internationales du P.C. chinois. Les rapports avec le tiers-monde donnent à M. Flory l'occasion de présenter une brillante synthèse sous la forme d'un « essai de typologie de la coopération bilatérale » tandis que G. Feuer s'attache plus spécialement à la révision des accords de coopération franco-africains et franco-malgaches.

Les activités des Nations unies font l'objet de plusieurs analyses portant sur leur rôle lors de la guerre du Proche-Orient (Ph. Manin), les réunions du Conseil de sécurité hors du siège (J. Mourgeon), leur examen du terrorisme international (J. F. Prévost), ainsi que d'une revue générale de l'œuvre des organes à compétence plus particulièrement juridique.

De même la jurisprudence et la pratique des tribunaux internationaux et régionaux sont attentivement analysées, et l'on remarquera deux études consacrées à l'affaire des essais nucléaires qui oppose l'Australie et la Nouvelle-Zélande à la France devant la Cour internationale de justice (G. de Lacharrière, J.-P. Cot).

Enfin on retrouvera les chroniques régulières (droit de la mer, droit international économique, jurisprudence et pratique françaises du droit international, chronologie des faits internationaux, etc.), qui font de l'Annuaire un précieux instrument de travail et de référence.

S. B.

FRANCE

L'EXTREME DROITE SOUS LA Vᵉ REPUBLIQUE. — René Chiroux.

★ Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974, 367 pages, 60 F.

Reniée par les siens, au moins dans les mots, l'extrême droite existe-t-elle ? — Oui, sans doute : diverse, fluctuante, et désormais immergée dans le vaste électorat majoritaire, voire dans l'opposition de gauche. L'auteur emploie donc sa sagacité et sa science à la saisir dans ses filets. La tâche est facilitée quand elle remonte à la surface ou se signale par de brusques mouvements. Ainsi, après en avoir défini les sources, l'esprit et les constantes, M. Chiroux la « pêche »-t-il, au long de sa période, dans « l'Algérie française » et ses séquelles, dans l'élection présidentielle de 1965, la crise de 1968, le départ de de Gaulle, le « ralliement » à G. Pompidou.

Recherche multiple et minutieuse, étayée par les analyses électorales et l'examen de la presse maurrassienne. Conclusion : au sein d'une droite forte et cohérente, l'extrême droite est un courant qui va s'affaiblissant.

Y. F.

● L'ANNEE POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIALE ET DIPLOMATIQUE EN FRANCE en 1973 (Presses universitaires de France, Paris, 1974, 460 pages, 130 F) : Un récit vivant et précis de l'évolution au cours de l'année écoulée.

AUTONOMIA

★ A.R.C. Arriti, B.P. 7, Bastia.

Cahier de revendications et programme du mouvement autonomiste corse. En ce sens, le livre réunit une utile information. Sur le fond ? Le statut « colonial » de la Corse (comme de l' « Occitanie », de la Bretagne, etc.) est purement métaphorique. Pour vingt raisons, dont l'une est qu'une colonie est l'objet d'exploitation de richesses naturelles. Ici, qui est la plus riche, de la « métropole » ou de la « colonie », et qui apporte le plus à l'autre ? A vrai dire, les rédacteurs répondent : toutes les ressources de la Corse à la Corse, et les dépenses collectives (défense nationale, etc.) à la charge exclusive de l'Etat français. A ce compte, vive l'autonomie du citoyen ! ses revenus intégralement pour lui, les dépenses pour l'Etat. Au fond de bien des revendications autonomistes n'y a-t-il pas cette pensée, ou arrière-pensée ingénue ?

Reste le bilan historico-économique et la légitime réaction contre le centralisme. Autonomie, on l'a compris, « *dans le cadre de la République française* ». Mais un cadre, pourquoi faire et pour être quoi ?

Y. F.

ARGENTINE

AUTOPSIE DE PERON. — Louis Mercier Vega.

★ Editions Duculot, Gembloux, Belgique, 1974, 208 pages, 35 F.

Le plus grand mérite du livre de Louis Mercier Vega est d'être le premier ouvrage paru sur le leader argentin au lendemain de sa mort. D'ailleurs, la bibliographie française concernant Juan Domingo Peron est bien pauvre, en dehors d'un ou deux ouvrages, notamment *le Péronisme*, thèse de Pierre Lux-Wurm publiée en 1965.

Achevé à la veille de la mort du « lider », ce livre, qui se veut le premier bilan de l'expérience péroniste, réussit à l'être sur le plan des faits puisque l'auteur retrace, à partir de documents souvent inédits, l'histoire du péronisme de 1930 à 1974 — de la montée au pouvoir au retour après dix-huit ans d'exil, et même à la mort. Toutefois, le lecteur reste sur sa faim. L'analyse reste insuffisante à bien des égards, en particulier pour expliquer la personnalité de Peron, dont on comprend mal comment il a pu prendre un tel ascendant sur un peuple, même s'il n'est là que pour combler le vide : la réalité argentine et le mythe péroniste ne sont pas mieux éclairés. Sans doute est-ce là l'effet d'un choix délibéré de la part de Louis Mercier Vega qui, dit-il, a voulu ramener aux dimensions du concret et du vécu un homme, un mouvement, un phénomène qui ont été en Argentine, comme à l'extérieur, déformés par les besoins de légende et les artifices de propagande. Le souci est louable, mais l'approche n'aurait-elle pas dû être différente ? Car, ce faisant, l'auteur s'est perdu dans le détail, le fait chronologique, délaissant l'étude substantielle du phénomène péroniste, à l'exception d'un chapitre « *Essai de bilan* » où il cherche à définir le « péronisme », mais trop brièvement puisqu'il consacre moins d'une demi-page à la notion de populisme. Ce livre est plus une histoire de l'Argentine des quarante dernières années qu'un véritable essai pour analyser et au besoin démystifier le phénomène Peron, même si celui-ci occupe le devant de la scène.

C.C.K.

EUROPE

L'ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. — J.-P. Puissochet

★ Editions techniques et économiques, Paris, 1974, 648 pages, 175 F.

Le livre que Jean-Pierre Puissochet vient de consacrer au traité par lequel la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark sont devenus membres des Communautés européennes, vient à point nommé, au moment où le gouvernement travailliste a demandé de « *renégocier les termes de l'entrée* ». Au vrai, la question de l'adhésion britannique n'a pas cessé d'hypothéquer la politique européenne, du refus anglais initial aux candidatures rejetées de 1963 et 1967, et de la négociation réussie de 1970-1971 à l'actuelle demande.

La première partie synthétique, rappelle les données du problème de l'adhésion et retrace les grands traits de la négociation, souligne la portée des principes sur lesquels elle a reposé (et notamment celui de l' « *acceptation de l'acquis communautaire* »), présente les principaux secteurs du traité d'adhésion en replaçant les solutions adoptées dans leur cadre économique et politique. La lecture de cette partie éclaire les liens profonds qui unissent la politique agricole, la préférence communautaire et le financement du budget de la Communauté, et permet de mieux comprendre la portée des demandes de renégociation du gouvernement travailliste comme l'importance des questions de principe qu'elle soulève, et sans doute le peu de vraisemblance qu'elle puisse être acceptée.

D'approche résolument analytique, la seconde partie de l'ouvrage contient un commentaire détaillé, article par article, des dispositions du traité d'adhésion. C'est ici le domaine du praticien : sur chacun des sujets abordés par le traité, il trouve un rappel des données de base et des termes de la négociation, une exégèse de la solution adoptée, la référence aux textes applicables et, d'une manière générale, tout ce qui est indispensable à une bonne compréhension et à une correcte application du traité. L'accès à l'ensemble est facilité par la présence, à côté d'une table des matières détaillées, d'un index permettant de retrouver instantanément les passages que l'on recherche.

L'ensemble de l'ouvrage est complété par une bibliographie. Instrument de travail indispensable, c'est à la fois le « manuel de l'adhésion » et un élément de réflexion sur le développement de la construction européenne.

M. D.

LE DANEMARK A L'HEURE DU MARCHE COMMUN. Bloc-notes (1971-1972). — Jens Otto Krag.

★ Plon, « Tribune libre », Paris, 1974, 233 pages, 25 F.

De l'été 1971 — retour au pouvoir des sociaux-démocrates danois — à la ratification par le peuple, à l'automne de l'année suivante, de l'adhésion du Danemark à la Communauté européenne, ce bloc-notes du premier ministre social-démocrate Jens Otto Krag, qui avait déjà occupé ce poste entre 1962 et 1970, est essentiellement l'évocation d'une active campagne pour l'adhésion du pays au Marché commun — à travers les aléas d'un gouvernement en butte à des problèmes économiques croissants. Les tribulations de la couronne, comparables à celles de la livre sterling, ponctuent ces pages et font penser aux affres que rapporte M. Harold Wilson dans ses volumineux Mémoires. Mais un Wilson qui aurait troqué la roublardise contre une certaine fraîcheur parfois naïve. Un Wilson pro-européen, attentif davantage aux joies du vécu qu'aux roueries de la vie politique. Qui mentionnerait les fleurs d'oignon fanées et l'apparition des pommes de terre nouvelles et rédigerait à l'occasion des articles de journaux. Moins de profondeur dans l'analyse — ce ne sont là que des notes. Mais moins d'apprêt. Quel premier ministre se retirerait, de son propre chef, à cinquante-huit ans, pour donner libre cours à son « *goût de la littérature et du journalisme, de la peinture, des promenades en pleine nature, de la musique et des voyages* » ? Un être chaleureux, simple, pour un pays qui a vu le parlementarisme naître avec le siècle et n'en est pas encore tout à fait tourneboulé.

M. Bg.

RELIGION

LES RELIGIONS DE CONTREBANDE. — Henri Desroche.

★ Mame, Paris, 1974, 232 pages, 35 F.

L'auteur, directeur d'études à l'Ecole des hautes études et « sociologue des religions », écrit l'histoire des « dissidences » extrêmement nombreuses à l'égard de la religion dominante et longtemps exclusive en Occident : le christianisme. Elles se sont manifestées dès les origines. Cette histoire proprement dite, qui s'étend sur huit ou neuf siècles et décrit toute l'activité, l'ingéniosité et l'ardeur des « contrebandes » forçant les frontières nationales et les « douanes » ecclésiastiques, contribue à éclairer les crises spirituelles et culturelles d'aujourd'hui.

Y. F.

GRÈCE

LE COUP D'ATHENES. — Marc Marceau

★ Buchet Chastel, Paris, 1974, 315 p., 34,85 F.

L'un des rares livres français consacrés à la Grèce actuelle tente d'expliquer les raisons profondes de la mise en place de la « dictature du vide » et de son échec. Le correspondant du Monde à Athènes le fait par touches successives : malentendu d'une révolution sans révolutionnaires ni idéologie, perversion du pouvoir et ravages de l'argent dans une caste fermée et à courtes vues de militaires à la Pattakos ou Makarezos, piteuse comédie de Papadopoulos, officier de renseignements trop matois devenu président d'une fausse République... Les forces véritables sont mesurées : protection vigilante du grand ami américain, ballet intéressé des puissances d'argent et des armateurs, rôle du roi et de sa camarilla. Une part importante était réservée à Chypre, par prescience, dans le récit, antérieur à la crise. Quelques portraits parfois cruels de Grecs illustres, des chiffres et des dates rendent l'ouvrage précieux au moment où la Grèce, perdue et retrouvée, exige d'être comprise dans sa complexité et ses contradiction, comme elle l'est ici avec une familiarité et une maîtrise partout évidentes.

P.-J. F.

SOCIÉTÉ

LE NOUVEL ORDRE SEXUEL. — Dominique Wolton.

★ Seuil, Paris, 1974, 192 pages, 24 F.

Sociologue, spécialiste du planning familial, l'auteur apporte sur le problème non seulement une expérience vécue mais une réflexion neuve et une contestation nouvelle.

Deux de ses sous-titres sont significatifs : « *De la clandestinité à la Résistance* », et : « *De la résistance à la libération* ». Faut-il conclure à une libération ratée, ou pire : « De la libération à l'occupation » ? L'auteur s'attache fortement à montrer comment, à l'ancien ordre moral-religieux, se substitue un nouvel ordre beaucoup plus contraignant que le précédent — d'autant plus qu'on ne se méfie pas, au sein des illusions de la liberté, — régi par les « nouveaux pouvoirs » formant une véritable « sexocratie » et qui tend à l' « orthopédisation » générale. Dénonciation vigoureuse, démystificatrice et qui, sur un point au moins trouvera de larges échos : la médicalisation de la sexualité.

Y. F

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

L'Assemblée générale invite l'O.L.P. à participer à son débat sur la Palestine

L'Assemblée générale des Nations unies, poursuivant les travaux de sa vingt-neuvième session, a terminé le 10 octobre son débat général qui s'était ouvert le 23 septembre. Des orateurs de cent vingt-quatre pays avaient pris la parole à cette occasion.

Le 14 octobre, l'Assemblée a décidé par 105 voix contre 4 (Etats-Unis, Israël, Bolivie, République Dominicaine) et avec 20 abstentions d'inviter l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.) à participer à son débat sur la question de la Palestine. Auparavant, elle avait déjà invité les dirigeants des mouvements de libération actifs dans les territoires coloniaux d'Afrique reconnus par l'O.U.A. à participer en tant qu'observateurs à ses débats sur la situation dans les territoires.

A l'unanimité, la C.E.E. et le COMECON se sont vu accorder le statut d'observateurs. Cinq membres non permanents du Conseil de sécurité ont été désignés par l'Assemblée le 11 octobre : Suède, Italie, Guyana, Tanzanie et Japon.

Le Conseil de sécurité renouvelle le mandat des forces de l'ONU dans le Sinaï...

Ayant pris connaissance d'un rapport du secrétaire général, M. Kurt Waldheim, le Conseil de sécurité a décidé le 23 octobre de prolonger pour six mois, jusqu'au 24 avril 1975, le mandat de la force d'urgence des Nations unies (FUNU) qui sépare les troupes égyptiennes et israéliennes dans le Sinaï. La Chine et l'Irak n'ont pas pris part au vote, les treize autres membres du Conseil soutenant la proposition de M. Waldheim.

...et refuse l'expulsion de l'Afrique du Sud

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ayant fait usage de leur droit de veto, le Conseil de sécurité s'est opposé le 30 octobre, au terme d'un débat qui avait commencé le 18, à l'expulsion de la République d'Afrique du Sud proposée par les pays africains membres du Conseil dans un projet de résolution dénonçant la politique d'apartheid de Pretoria. Dix pays ont voté en faveur du projet, deux se sont abstenus : l'Autriche et le Costa-Rica.

PROGRAMME SPECIAL D'AIDE AUX PAYS LES PLUS TOUCHES PAR LA CRISE ECONOMIQUE. — *Le Conseil économique et social a adopté le 14 octobre par consensus le rapport du comité* ad hoc *du programme spécial en vue de fournir aux pays en voie de développement le plus gravement touchés par la crise économique des secours d'urgence et une aide au développement. Ce document fixe les objectifs, les ressources et les modalités de fonctionnement du fonds spécial institué à cet effet : ses ressources proviendront de contributions volontaires de la part des gouvernements ou d'organisations internationales.*

OCEAN INDIEN. — *Le comité* ad hoc *sur l'océan Indien, poursuivant l'examen d'un rapport sur la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien, a décidé fin septembre de mettre sur pied un groupe de travail chargé de présenter un projet de résolution sur ce sujet à l'Assemblée générale.*

SANCTIONS CONTRE LA RHODESIE. — *Le comité des sanctions rhodésiennes du Conseil de sécurité a exprimé le 30 septembre son inquiétude devant le fait que les Etats-Unis poursuivent leurs importations de minerais et autres denrées en provenance de la Rhodésie. Le secrétaire général est invité à entreprendre une enquête à ce propos.*

APARTHEID. — *Dans son rapport annuel à l'Assemblée générale approuvé fin septembre, le comité de l'apartheid préconise diverses mesures pour poursuivre la lutte contre l'apartheid en 1975. Deux autres rapports ont été adoptés, l'un dénonçant les* « lois arbitraires » *et* « les mesures décrétées et appliquées par le régime » *pour lutter contre les opposants, l'autre condamnant les violations de la charte des Nations unies et les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité par Pretoria.*

Le 11 octobre, le comité a discuté de la nouvelle campagne de répression contre les groupes de l'opposition que mène le gouvernement sud-africain, inquiet des répercussions internes de l'évolution de la situation en Afrique portugaise.

NAMIBIE. — *Le Conseil des Nations unies pour la Namibie a décidé le 27 septembre de créer un Institut pour la Namibie qui aura entre autres tâches celle d'assumer la formation de Namibiens à l'administration d'une Namibie indépendante. Il aura son siège à Lusaka, jusqu'à ce que* « l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud ait cessé ».

PREVENTION DU CRIME. — *La troisième session du comité des Nations unies pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance s'est tenue à Genève du 23 septembre au 3 octobre. Elle s'est préoccupée notamment d'un projet de plan international d'action pour la prévention du crime.*

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE. — *La Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) s'est réunie avec les représentants des pays membres du Groupe andin, du 30 septembre au 5 octobre à New-York, pour évaluer les progrès de l'intégration dans la sous-région.*

— *Le comité plénier de la CEPAL a siégé à New-York le 21 octobre pour décider d'un programme d'aide international au Honduras, à la suite du désastre qui a dévasté ce pays le 21 septembre.*

• REFUGIES. — *Le comité exécutif du programme du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a tenu sa vingt-cinquième session à Genève du 14 au 22 octobre. Il a examiné les activités du haut commissariat et le programme et le budget proposés pour 1975.*

— *La médaille Nansen a été attribuée pour 1974 à l'évêque chilien Helmut Frenz pour son action en faveur des réfugiés au Chili.*

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE. — *La contribution du charbon à la solution des problèmes mondiaux de l'énergie a été évoquée au comité du charbon de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU), qui a tenu sa soixante-dixième session à Genève du 16 au 19 septembre. Selon le rapport sur la situation du charbon en Europe, si l'on pouvait exploiter la moitié des réserves mondiales connues de houille et de lignite, et si la demande mondiale d'énergie se stabilisait à l'équivalent de 10 000 millions de tonnes de charbon, il existe suffisamment de charbon pour pourvoir aux besoins du monde entier durant une période de quatre cents ans.*

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

UNESCO

Ouverture de la conférence générale

La conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a ouvert ses travaux le 17 octobre à Paris. Les premières séances ont été marquées par un vif débat sur la présence des délégations du Chili et de la République du Vietnam, dont les représentants de certains pays ont proposé l'exclusion. Le maintien des deux délégations a été acquis par 53 voix contre 34 et 28 abstentions pour le Vietnam du Sud, et 48 voix contre 24 et 41 abstentions pour le Chili.

La conférence avait d'abord procédé à l'admission de deux nouveaux membres : la Corée du Nord et Saint-Marin.

LES TRAVAUX DU CONSEIL EXECUTIF. — *Le conseil exécutif de l'UNESCO avait siégé à Paris depuis le 18 septembre pour préparer la conférence générale. Il avait décidé (par vingt-cinq voix contre deux et avec sept abstentions) d'inviter l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) à envoyer des représentants à la conférence générale et exprimé* « sa profonde inquiétude au sujet de la situation au Chili dans les domaines des droits de l'homme, de l'éducation, de la science, la culture et l'information ». *En ce qui concerne le projet de budget pour 1975 et 1976, un* « *plafond* » *de 170 millions de dollars avait été fixé.*

EDUCATION. — *Des représentants d'institutions nationales et internationales (UNESCO et Banque mondiale) dispensant une aide dans le domaine de l'éducation se sont réunis à Paris, du 30 septembre au 4 octobre, pour évaluer les aspects qualitatifs de l'éducation.*

PRIX INTERNATIONAL DU LIVRE. — *Le premier prix international du livre a été attribué, en octobre, à l'éditeur japonais Schoichi Noma, fondateur du centre de Tokyo pour la promotion du livre en Asie.*

RECENTE PUBLICATION

• *Les politiques de la communication en Irlande*, 1974, dans une nouvelle série : « Les politiques de la communication. »

F.A.O.

Augmentation record du commerce agricole en 1973

SELON le « Rapport et perspectives sur les produits 1973-1974 » publié le mois dernier par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), la valeur du commerce mondial des principaux produits agricoles a enregistré en 1973-1974 une augmentation record de 46 %. Cette montée en flèche est surtout due à l' « *augmentation marquée et accélérée des prix à l'exportation* ».

« *Comme les années précédentes*, constate le rapport, *ce sont surtout les pays développés qui ont bénéficié de cette expansion du commerce, leurs recettes d'exportation ayant progressé de quelque 56 %.* » Mais ajoute-t-il, « *les exportations agricoles des pays en développement et des pays centralement planifiés ont également augmenté sensiblement (d'environ 36 % dans chaque cas)* ». Toutefois, « *la valeur réelle de ces recettes a été annulée en partie par une hausse de 16 % des prix à l'exportation des produits manufacturés* ».

Les estimations préliminaires publiées dans le rapport, qui se fondent sur les données disponibles jusqu'à fin mai 1974, montrent que les exportations mondiales des principaux produits agricoles sont passées approximativement de 41 milliards de dollars en 1972 à environ 60 milliards de dollars en 1973. L'augmentation est de plus du triple de celle réalisée en 1972, année où les exportations agricoles mondiales s'étaient accrues de 13 %, ce qui était la plus forte hausse enregistrée au cours des vingt dernières années.

Comme au cours des années précédentes, toutefois, l'augmentation en valeur des exportations agricoles a été compensée par la montée de l'inflation.

CONFERENCE REGIONALE EUROPEENNE. — *A la neuvième conférence européenne de la F.A.O., qui a eu lieu le mois dernier à Lausanne, M. A.-H. Boerma, directeur général de l'Organisation, a lancé un nouvel appel aux pays industrialisés pour qu'ils aident les pays en voie de développement. La conférence s'est aussi penchée sur le problème de l'évolution divergente des prix à la production et des prix à la consommation.*

VIANDE. — *Le groupe intergouvernemental de la F.A.O. sur la viande a tenu sa quatrième session à Rome du 7 au 10 octobre. Selon ses conclusions, les perspectives pour la production, les prix et le commerce international de la viande sont encore très assombries par l'inflation générale des coûts, en particulier ceux des aliments pour bétail et des fourrages, et par le problème de l'accès aux importations. Les délégués des pays exportateurs ont signalé les graves problèmes que cause l'imposition soudaine de rigoureuses mesures restrictives par les pays importateurs.*

CACAO. — *A l'issue d'une réunion à Rome le 21 octobre, le sous-groupe des statistiques du groupe intergouvernemental de la F.A.O. sur le cacao a publié ses prévisions pour la production et les broyages de fèves. Pour 1974-1975, la production mondiale est estimée à 1 470 000 tonnes ; le chiffre révisé pour 1973-1974 est de 1 435 000 tonnes.*

JUTE. — *Les représentants de quinze pays producteurs et consommateurs de jute ont participé à Rome du 7 au 9 octobre à la neuvième session du groupe intergouvernemental de la F.A.O. sur le jute, kenaf et fibres apparentées. On prévoit pour 1974-1975 une baisse de quelque 30 % (soit de 2 930 000 tonnes) de la production de jute à la suite de récoltes plus faibles dans les principaux pays producteurs, en raison d'une tendance croissante chez la plupart d'entre eux à abandonner cette culture au bénéfice de cultures plus rémunératrices telles que le riz.*

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *Une nouvelle aide alimentaire doit être fournie au Bangladesh par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial : 70 000 tonnes de blé payées par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. Le PAM a aussi autorisé une distribution gratuite de stocks alimentaires au Honduras, en faveur des victimes des inondations récentes. Les réfugiés chypriotes recevront quant à eux une aide alimentaire de 2 millions de dollars.*

APPROVISIONNEMENT EN ENGRAIS. — *Au titre du Programme international d'approvisionnement en engrais institué par le conseil de la F.A.O. en juillet dernier, l'Ethiopie doit recevoir au total 3 000 tonnes d'engrais financés en partie par une contribution du gouvernement néerlandais. C'est la première opération engagée en vertu de ce programme.*

PECHE. — *Le comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est, réuni à Rome le mois dernier, a approuvé le lancement d'un vaste projet pour le développement des pêches dans l'Atlantique Est, dans une zone allant de Gibraltar à l'embouchure du Congo. Les plans s'étendent sur quatre ans et prévoient plusieurs millions de dollars de dépenses, dont un million fourni par le PNUD.*

NOMINATION. — *M. Dieter Bommer (R.F.A.) a été nommé sous-directeur, chargé du département de l'agriculture de la F.A.O. Il a succédé le 21 octobre au professeur Otto Fischnich, admis à la retraite.*

Aviation civile

Vingt et unième session de l'Assemblée

L'ASSEMBLEE de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a tenu sa vingt et unième session à Montréal du 24 septembre au 16 octobre. Elle a examiné le bilan des activités de l'O.A.C.I. au cours des trois dernières années et défini la politique future de l'Organisation. Les Etats devant composer le conseil exécutif pour les trois prochaines années (dont la République populaire de Chine) ont été élus, et les budgets pour 1975, 1976 et 1977 ont été approuvés. Une attention particulière a été prêtée aux sujets suivants : rôle de l'aviation civile dans la relation entre progrès technique et milieu humain, situation économique du transport aérien civil international, élaboration d'une politique nouvelle en matière de navigation aérienne, activités d'assistance technique de l'O.A.C.I. au titre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et contributions financières des Etats membres au budget de l'Organisation.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — *La commission consultative du développement rural de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) s'est réunie à Genève du 30 septembre au 11 octobre. Figuraient à son ordre du jour la question des revenus des travailleurs agricoles (notamment dans les pays en voie de développement), l'évaluation des besoins de main-d'œuvre du monde rural et le bilan de l'activité de l'O.I.T. en faveur du développement rural au cours des dix dernières années.*

— *Une centaine de délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs venus de seize pays se sont réunis à Genève du 3 au 10 octobre pour examiner les problèmes des travailleurs de l'aviation civile (personnel navigant et personnel au sol).*

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — *L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a convoqué une réunion sur les stratégies et les politiques de développement industriel dans les petits pays. Des représentants de huit pays, dont la population est inférieure à dix millions d'habitants, participaient à cette rencontre qui a eu lieu du 23 au 27 septembre à Vienne.*

— *Les avantages de la création de zones franches industrielles pour les pays en voie de développement ont été le thème d'une réunion régionale d'experts à Barranquilla (Colombie), du 25 septembre au 1er octobre.*

• UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — *La première session de la conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques pour les régions Europe-Afrique et Asie-Australasie s'est tenue à Genève du 7 au 25 octobre. Plus de quatre cents délégués venus de soixante-dix pays membres de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) ont participé à ses travaux.*

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'assemblée annuelle des gouverneurs du F.M.I. et de la BIRD

La vingt-neuvième assemblée annuelle du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) et du groupe de la Banque mondiale a eu lieu à Washington du 30 septembre au 4 octobre. La lutte contre l'inflation, l'utilisation des revenus des pays exportateurs de pétrole et les difficultés accrues des pays pauvres ont été au centre des débats. Deux décisions essentielles sont à retenir, en premier lieu la création d'un comité intérimaire du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire, composé des ministres des finances des vingt pays représentés jusque-là au groupe des Vingt chargé de la réforme monétaire et dont le nouveau comité prend le relais pour suivre les problèmes monétaires mondiaux et coiffer les activités du Fonds. Ce nouveau comité a tenu sa première session le 3 octobre à Washington : il a élu pour président M. John Turner (Canada) et fixé son programme de travail, qui portera en priorité sur la fixation des nouveaux quotas, le recyclage des capitaux provenant des revenus du pétrole, le rôle de l'or et le lien à établir entre la répartition des droits de tirage spéciaux et l'aide au développement.

L'autre décision concerne l'établissement d'un comité ministériel conjoint au Fonds et à la Banque mondiale sur le transfert des ressources réelles aux pays en voie de développement. Réuni le 3 octobre, le nouvel organisme s'est donné M. Henry Costanzo (Etats-Unis) pour secrétaire exécutif.

La conférence de Washington s'est aussi prononcée pour un accroissement des ressources du fonds créé en août dernier pour aider les pays importateurs de pétrole connaissant des difficultés de balance des paiements.

Comme d'habitude, les gouverneurs ont pris connaissance des rapports annuels du Fonds monétaire et de la Banque mondiale et de ses filiales, présentés par MM. H.J. Witteveen, directeur général du F.M.I., et Robert McNamara, président de la Banque mondiale.

Fonds monétaire international

Nouvelles opérations au titre du mécanisme pétrolier

LES administrateurs du Fonds monétaire ont décidé d'accroître les montants que les Etats membres pourront demander en 1974 au titre du mécanisme pétrolier créé en août dernier. Désormais, les pays membres sont autorisés à effectuer des achats jusqu'à concurrence de 90 %, au lieu de 35 %, du montant maximal fixé initialement.

Un groupe de neuf pays avaient déjà effectué des achats au titre du mécanisme pétrolier en date du 6 septembre. Le 29 septembre, le Fonds a annoncé que neuf autres pays avaient effectué des achats d'un montant total de 383,97 millions de droits de tirage spéciaux : Costa-Rica : 5 360 000 D.T.S. ; Côte-d'Ivoire : 11 170 000 ; Fidji : 340 000 ; Grèce : 36 220 000 ; Italie : 262 500 000 ; Panama : 7 370 000 ; Madagascar : 3 450 000 ; Uruguay : 17 560 000 et Yougoslavie : 40 000 000.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD à l'Indonésie et aux Philippines

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD, ou Banque mondiale) a approuvé le 17 octobre deux prêts totalisant 34,5 millions de dollars pour des projets de développement en Indonésie et aux Philippines. L'un d'eux, s'élevant à 14,5 millions de dollars, aidera l'Indonésie à améliorer les réseaux d'adduction d'eau dans cinq villes de Java, Sumatra et Kilimantan. L'autre, d'un montant de 20 millions de dollars, contribuera à financer la modernisation des transports maritimes aux Philippines.

REUNION SUR L'AIDE A L'INDOCHINE. — *Une réunion* « *informelle* » *sur l'aide à l'Indochine a été organisée à Paris le 17 octobre sur l'invitation de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. Selon le communiqué officiel publié par la BIRD, elle avait pour but d'* « offrir une occasion pour échanger des informations et des vues sur les perspectives de reconstruction et de développement et sur les programmes d'aide actuels et futurs à des pays de la péninsule indochinoise ». *Des représentants des pays suivants ont assisté à cette réunion : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse ; le Fonds monétaire international, le Fonds des Nations unies pour le développement (PNUD) étaient également représentés.*

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS. — *Selon le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui a publié le 27 septembre son huitième rapport annuel (1973-1974), de nombreux contrats d'investissements conclus entre gouvernements de pays en voie de développement et investisseurs privés de pays exportateurs de capitaux comprennent désormais une clause soumettant au CIRDI tout différend relatif à leur exécution. En outre, plusieurs Etats font référence à la convention de 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, soit dans leur législation nationale, soit dans les traités bilatéraux qu'ils concluent avec d'autres Etats. Le rapport signale qu'au 30 juin 1974 soixante-cinq Etats avaient signé et ratifié la convention et étaient devenus membres du Centre. Depuis, ce nombre est passé à soixante-neuf.*

PRET DE L'IRAN A LA BANQUE MONDIALE. — *Aux termes d'un accord signé le 15 octobre, l'Iran a consenti à la Banque mondiale un prêt de 150 millions de dollars pour douze ans. Il porte intérêt à 8 % l'an.*

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a accordé le 11 octobre un crédit de 50 millions de dollars au Bangladesh, aux conditions habituelles*

(pour 50 ans et sans intérêt, mais avec une commission de service de 0,75 % l'an). Ce prêt est affecté à l'accroissement des productions industrielle et agricole du pays.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *La Société financière internationale (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale, a annoncé le 8 octobre l'octroi d'un prêt de 1,3 million de dollars à la Société Kartaltepe Mensucat Farikasi (Turquie) pour participer au financement d'une usine textile à Edirne.*

— Le Cameroun est devenu le 2 octobre le centième Etat membre de la S.F.I.

Banque asiatique de développement

Prêts à la Malaisie, au Pakistan et à la République de Corée

LA Banque asiatique de développement a octroyé le 1er août un prêt de 14 millions de dollars à la Malaisie pour le programme de développement de l'agriculture dans la région de Sabah. Le 6 août, elle a accordé au Pakistan un prêt supplémentaire de 23,51 millions de dollars pour la construction d'un gazoduc entre Sui et Karachi. La Banque financera également le programme de développement du réseau routier en République de Corée par l'octroi d'un prêt de 10 millions de dollars approuvé le 20 août.

SEPT DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — *La Banque asiatique de développement a annoncé ces derniers mois sa participation, sous forme de dons d'assistance technique, à sept projets : Etude sur l'alimentation aux Philippines (12 juillet) ; projet d'amélioration des chemins de fer philippins (15 juillet) ; construction d'une nouvelle route en Papouasie-Nouvelle-Guinée (9 août) ; projet d'irrigation de la plaine Teluk-Leda en Indonésie (21 août) ; élaboration d'un programme de développement de l'enseignement à Java (19 septembre) ; plan de développement de la production animale dans la province de Khanh-Hoa (République du Vietnam, 27 septembre), et définition des priorités du troisième plan quinquennal de la Samoa-Occidentale (3 octobre).*

Banque interaméricaine de développement

Prêts au Guatemala, à la Bolivie, à l'Argentine et à l'Equateur

LA Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé à la fin du mois de septembre l'octroi de trois prêts en provenance du fonds d'opérations spéciales en faveur des pays suivants :

— Guatemala (26 septembre) : 4,4 millions de dollars (pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % les suivantes) pour le développement et l'amélioration de la production laitière dans le sud-est du pays ;

— Bolivie (27 septembre) : 10 millions de dollars (pour quarante ans, à 1 % pendant les dix premières années et 2 % pendant les suivantes) pour le financement de la deuxième étape du programme d'approvisionnement en eau de la ville de Cochamba ;

— Argentine (le 30 septembre) : 43 millions de dollars (pour vingt-cinq ans, à 4 % l'an) pour le financement de la deuxième étape du programme d'électrification des zones rurales.

D'autre part, trois prêts (d'un montant total de 51,5 millions de dollars) ont été attribués le 27 septembre à l'Instituto Ecuatoriano de Electrificacion (Equateur) pour la réalisation de la seconde étape du plan national d'électrification : 33,5 millions de dollars (pour vingt ans, à 8 % l'an) proviennent des ressources ordinaires de la Banque, le reste, du fonds d'opérations spéciales (16,5 millions de dollars, pour quarante ans et 1,5 million de dollars pour vingt-cinq ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % les années suivantes).

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — *Un don global d'assistance technique, d'un montant de 300 000 dollars, a été accordé, le 3 octobre, à la Bolivie, à l'Equateur et au Guatemala. Il permettra le financement d'un programme de développement des industries artisanales dans ces trois pays. La Banque a aussi affecté, le 11 octobre, 624 000 dollars d'aide technique, sous forme de don également, à la recherche en matière de développement scientifique et technique en fonction d'un programme mené par la BID et la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine.*

Fonds européen de développement

Cinq nouvelles décisions de financement

A LA suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa quatre-vingt-douzième réunion tenue le 24 septembre, la commission des Communautés européennes a pris cinq nouvelles décisions de financement au titre des aides non remboursables du troisième FED :

1) *République du Sénégal.* — Construction d'écoles primaires : 417 millions de francs C.F.A., soit environ 1,500 million d'unités de compte (1) ;

2) *République de Côte-d'Ivoire.* — Construction et équipement du centre hospitalier de Korhogo : 1,050 milliard de francs C.F.A., soit environ 3,781 millions d'u.c. ;

3) *République du Togo.* — Extension des palmeraies sélectionnées dans la région d'Agou : 380 millions de francs C.F.A., soit environ 1,368 million d'u.c. ;

4) *République du Burundi.* — Mise en valeur de l'Imbo (phase intérimaire) : 95,661 millions de F.Bu., soit environ 1,007 million d'u.c. ;

5) Ensemble des Etats africains, malgache et mauricien, et pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne : autorisation globale d'engagement de 3 millions d'unités de compte pour le financement d'actions de coopération technique.

(1) Une unité de compte = 1,20 dollar environ des Etats-Unis (nouvelle parité).

● BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT : DEUX PRETS. — *La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé, le 8 octobre, un prêt d'une contre-valeur de 7 millions de livres sterling (13,4 millions d'unités de compte) aux comtés de Kent et d'Essex (Royaume-Uni) pour contribuer au financement d'un nouveau tunnel routier sous la Tamise en construction à Dartford.*

D'autre part, un prêt d'une contre-valeur de 25 millions de francs français (4,1 millions d'unités de compte) a été consenti le 8 octobre à la Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne (Belgique) pour le financement d'une usine de désulfuration du minerai de zinc dans la zone portuaire de Calais, en France.

● UNION MONETAIRE OUEST-AFRICAINE. — *Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union monétaire ouest-africaine (U.M.O.A.), réunis à Lomé le 11 octobre, ont décidé d'établir à Dakar le siège de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) et à Lomé le siège de la Banque ouest-africaine de développement (B.O.A.D.).*

en vigueur dans les six pays membres, l'autre institue une législation uniforme assurant les droits des travailleurs migrants dans la sous-région.

O.C.D.E.

Au comité de l'énergie

LE comité de l'énergie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) s'est réuni à Paris les 10 11 octobre pour examiner un avant-projet de étude sur l'énergie à long terme. Les débats auraient porté sur l'éventualité d'une limitation du volume des importations de pétrole des pays membres en raison des récentes hausses de prix . le volume de ces importations en 1980 pourrait ne pas dépasser celui de 1972.

LE TRAVAIL DANS LA SOCIETE INDUSTRIELLE. — *Cent cinquante experts appartenant aux milieux patronaux, syndicaux, universitaires et gouvernementaux des pays membres de l'O.C.D.E. ont participé à Paris, du 15 au 18 octobre, à une conférence sur* « le travail dans une nouvelle société industrielle ».

RECENTES PUBLICATIONS

● *La politique de main-d'œuvre en Irlande*, 1974, 78 pages.

● *La situation de l'enseignement dans les pays de l'O.C.D.E.*, 1974.

● ORGANISATION DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE. — *Des experts de l'OPEP se sont réunis à Vienne les 23 et 24 octobre pour étudier un nouveau système de prix unique pour le pétrole brut, qui supprimerait les anciennes distinctions entre prix affichés, prix du marché, prix de rachat et prix d'enchères et cela afin d'éviter les manipulations, dans l'intérêt des consommateurs. La commission économique de l'OPEP se réunira le 26 novembre pour mettre au point le nouveau système.*

● ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — *La deuxième série de négociations collectives au sein de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) s'est déroulée à Quito du 26 août au 12 septembre. A son ordre du jour : le programme de libération des échanges, le statut des pays de moindre développement économique relatif, l'organisation du marché agricole, la coopération financière, l'harmonisation des politiques commerciales, etc. La troisième et dernière étape de ces négociations est prévue pour ce mois-ci.*

— Le conseil de la politique financière et monétaire de l'ALALC, siégeant à Mexico du 22 au 25 septembre, a entériné les recommandations de la commission technique des problèmes monétaires portant sur : 1) les modifications apportées au système des paiements et de crédit ; 2) la révision de l'accord de Saint-Domingue relatif à l'aide aux pays membres devant faire face à des déséquilibres temporaires de balance des paiements ; 3) l'apport financier exceptionnel du Venezuela au fonds de garantie du système de crédit des banques centrales ; 4) l'introduction à la bourse de New-York des acceptations bancaires latino-américaines.

● COMMUNAUTE DES CARAIBES. — *Les représentants de tous les pays signataires du traité de Chaguaramas portant création de la Communauté des Caraïbes ont participé à St-Kitts, les 26 et 27 septembre, à une réunion qui avait pour objet d'établir un programme d'action régional pour renforcer les services de protection maternelle et infantile.*

● MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — *Le haut comité pour le perfectionnement et la restructuration du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) a tenu sa sixième session à Antigua du 4 au 6 septembre. Il a examiné en particulier la politique agricole, le régime des échanges à l'intérieur de la zone, les investissements étrangers et les transferts de technologie. Une commission de coordination a été établie pour servir de liaison entre les organismes régionaux et le haut comité. Le secrétariat du M.C.C.A. a reçu mandat d'élaborer un traité-cadre de communauté économique et sociale.*

— Les modalités d'application de l'accord sur le commerce international des textiles de coton ont fait l'objet d'une rencontre à Managua, les 18 et 19 septembre, entre les représentants des cinq pays membres du M.C.C.A. et une délégation du gouvernement de Washington.

● BASSIN DU PLATA. — *Le comité intergouvernemental de coordination du programme pour le développement du bassin du Plata (Argentine, Brésil, Bolivie, Paraguay et Uruguay) réuni à Buenos-Aires à la mi-septembre, a envisagé les moyens propres à accélérer le processus d'intégration économique des pays membres. Il a étudié plus particulièrement les aspects techniques de l'accord constitutif du « Fonds financier pour le développement du bassin du Plata », dont les ressources s'élèvent à 100 millions de dollars. Le nouveau fonds sera administré par une assemblée de gouverneurs et un conseil de direction ; son siège doit être fixé prochainement.*

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Groupe andin

Quinzième session de la commission

LA commission de l'Accord de Cartagena (Groupe andin) a siégé du 11 au 27 septembre. Ses travaux ont été marqués par le différend opposant la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela au Chili, à propos d'un décret-loi du gouvernement de Santiago que ses cinq partenaires jugent contraire à la lettre et à l'esprit du régime commun applicable, au sein du Groupe andin, aux capitaux étrangers. La commission a décidé de tenir une réunion extraordinaire à ce sujet.

Elle a aussi approuvé le projet andin de développement de l'hydrométallurgie du cuivre (voir plus loin). Parmi les autres problèmes discutés : la position commune que les six pays membres devaient défendre à la seconde série de négociations collectives au sein de l'Association latino-américaine de libre-commerce, le tarif extérieur commun et la préparation de l'adhésion du Venezuela au programme de développement de l'industrie de la machine-outil.

HYDROMETALLURGIE DU CUIVRE. — *Le comité technique chargé de gérer le projet andin de développement de l'hydrométallurgie du cuivre a été mis en place le 27 septembre. Doté d'une large autonomie, le comité aura compétence pour signer des contrats en vue de la réalisation de projets, en établir les orientations techniques et administratives, gérer les fonds affectés à leur réalisation, contrôler les travaux, etc. Ce projet andin de développement de l'hydrométallurgie du cuivre bénéficie d'un important apport financier de la République fédérale d'Allemagne.*

AFFAIRES SOCIALES. — *Le conseil des affaires sociales, qui a siégé à Lima du 30 septembre au 4 octobre, a été saisi de deux textes : l'un vise à la coordination des systèmes de sécurité sociale*

Création de l'Union des pays exportateurs de bananes

L'UNION des pays exportateurs de bananes (UPEB) a été officiellement constituée le 25 septembre à Panama par la Colombie, le Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras et Panama. L'Equateur et le Nicaragua, qui s'étaient également intéressés à l'entreprise, ont provisoirement renoncé à y adhérer. Néanmoins, d'après le ministre panaméen de l'agriculture, les cinq pays fondateurs produisent à eux seuls 70 % des bananes commercialisées par les compagnies nord-américaines (1).

La mise sur pied de l'UPEB n'est pas allée sans mal. Pour aboutir à ce premier résultat, ses promoteurs ont dû mener une lutte serrée contre les sociétés multinationales. L'idée de coordonner les efforts des pays producteurs de bananes, en réajustant notamment leurs prix pour compenser la hausse du pétrole, avait été émise en février dernier à San-José, lors d'une réunion des dirigeants du Costa-Rica et de Panama. Un premier accord en ce sens était signé le 8 mars à Panama entre les représentants de sept pays latino-américains qui décidaient, par la même occasion, de prélever une taxe à l'exportation d'un dollar par caisse de bananes.

LA réaction des compagnies multinationales ne s'est pas fait attendre. Une semaine plus tard, le 15 mars, la Standard Fruit Company menaçait de suspendre ses activités dans les pays qui prendraient de telles mesures. Depuis lors, les sociétés bananières ont tout mis en œuvre pour torpiller cette tentative d'action commune et dissuader d'autres pays de se rallier à l'UPEB. Pour défendre leurs intérêts, elles se sont livrées à toutes sortes de pressions économiques et politiques : suspension de la production, licenciements de travailleurs, destruction de récoltes entières, provocation de conflits sociaux.

Ces manœuvres d'intimidation ne sont pas totalement demeurées sans effets. Ainsi l'Equateur, qui reste le plus gros exportateur de bananes du monde, n'a pas appliqué la taxe, pas plus qu'il n'a finalement adhéré à l'UPEB. Le Costa-Rica et le Honduras, qui avaient introduit l'impôt d'un dollar à l'exportation, ont dû faire marche arrière et le réduire.

Seul le Panama a maintenu sa position initiale et s'est obstinément refusé à transiger. Après sept semaines de boycottage de la production panaméenne, la United Brand Company a partiellement donné satisfaction au gouvernement du général Torrejos. Le Panama s'apprête d'ailleurs à commercialiser lui-même sa production, et des négociations sont en cours sur le transfert des biens de la compagnie américaine à l'Etat.

IL en va tout autrement au Honduras. Après le passage dévastateur de l'ouragan Fifi, qui a détruit les trois quarts des plantations de bananes, le gouvernement du général Lopez Arellano se trouve dans une position des plus délicates pour renégocier l'avenir des concessions de la United Brand Company qui venaient à échéance le 28 septembre. Des rumeurs de coup d'Etat ont circulé avec insistance le mois dernier à Tegucigalpa. Entre les compagnies multinationales et certains pays producteurs, soucieux de gérer eux-mêmes leurs richesses nationales, la partie est encore loin d'être jouée.

J.-C. B.

(1) Cf. l'article de F.F. Clairmonte sur l'économie mondiale de la banane, dans *le Monde diplomatique* d'octobre 1974.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Un budget d'austérité

LE budget 1975 de la Communauté européenne sera placé sous le signe de l'austérité et des économies. Le conseil des ministres des Neuf, réuni le 24 septembre à Bruxelles, a en effet réduit à 10 % le taux de progression du projet de budget 1975 contre une majoration de 37 % proposée par la Commission de la C.E.E. Le projet de budget communautaire s'élève à 5 milliards 570 millions d'unités de compte (30,6 milliards de francs français), soit une réduction de 1,425 milliard d'u.c. par rapport aux propositions initiales de la Commission (6,955 milliards d'u.c., soit 38,25 milliards de francs).

Les principales « victimes » de l'austérité budgétaire des Neuf ont été le Fonds régional (650 millions d'u.c.), le Fonds d'aide destiné aux pays du tiers-monde les plus durement touchés par la crise du pétrole (210 millions d'u.c.) et le nouveau Fonds européen de développement (50 millions d'u.c.) inscrit simplement dans le projet de budget 1975 pour mémoire.

Le Fonds social a été également « raccourci » d'environ 70 millions d'u.c. Les participants du conseil des ministres ont toutefois admis que le taux de progression de 10 % qui se situe pratiquement au niveau de l'inflation moyenne dans la Communauté européenne en 1974 n'est que provisoire.

L'accord des Neuf après le veto allemand sur les prix agricoles

Le gouvernement allemand ayant refusé d'entériner l'accord *ad referendum* conclu le 20 septembre à Bruxelles sur les prix agricoles, une nouvelle rencontre des Neuf a eu lieu le 2 octobre à Luxembourg à l'issue de laquelle un nouvel arrangement a été obtenu. Voici l'essentiel de ses dispositions :

1° *Prise en considération de l'augmentation actuelle (5 %) des prix dans les décisions à prendre pour 1975-1976 :*

Le conseil approuve l'intention de la Commission de baser ses propositions de prix pour la campagne 1975-1976 sur l'évolution de coûts de production au cours des années 1973 et 1974, tout en tenant compte des révisions de prix déjà intervenues pour la campagne 1974-1975 ainsi que d'autres éléments tels que la situation des revenus, des marchés agricoles, et de l'économie en général.

2° *Mesures nationales d'aide à l'agriculture :*

a) Les représentants des gouvernements des Etats membres déclarent qu'ils veilleront à ce que les règles du traité C.E.E. en matière d'aide soient strictement respectées pour ce qui concerne les aides existantes et futures ;

b) Les gouvernements des Etats membres communiqueront avant le 1er janvier 1975 un relevé complet de toutes les aides existantes en 1974 ;

3° *Bilan de la politique agricole :*

Le conseil invite la Commission à établir après examen de tous les éléments mis à sa disposition et avant le 1er mars 1975 un inventaire complet de la politique agricole commune, en fonction notamment des objectifs de l'article 39 du traité de Rome. Cet inventaire, accompagné le cas échéant de conclusions appropriées de la part de la Commission, fera l'objet d'une discussion approfondie au sein du conseil et de l'Assemblée.

Prochaine réouverture des négociations sur l'adhésion britannique

M. James Callaghan, ministre britannique des affaires étrangères, a informé le conseil des Neuf le 15 octobre qu'il comptait rouvrir les négociations sur les conditions de l'adhésion du Royaume-Uni dès le mois prochain.

M. Callaghan a déclaré que les deux points principaux sur lesquels il comptait faire porter cette négociation étaient la contribution britannique au budget de la C.E.E. (la discussion du budget aura lieu à la mi-novembre) et la politique agricole commune. Les Britanniques, a-t-il dit, doivent disposer des éléments d'appréciation dans un délai de douse mois sur leur appartenance au Marché commun.

Le même jour, le conseil a procédé à un échange de vues sur la création, par le groupe des Douze, d'une agence internationale de l'énergie au sein de l'O.C.D.E. Il a aussi envisagé les relations entre la C.E.E. et les pays de l'Est, à la suite notamment de l'invitation que M. Nicolai Fadeev, secrétaire général du COMECON, avait adressée à M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission de Bruxelles, pour une première prise de contact à Moscou.

Le 16, les ministres des affaires étrangères ont donné leur accord de principe à la convocation par la France, avant la fin de l'année, d'un « sommet » européen.

FONDS D'URGENCE POUR LES PAYS SOUS-DEVELOPPES. — *Les ministres de la coopération au développement de la C.E.E. sont tombés d'accord le 3 octobre à Luxembourg pour verser une première contribution de la C.E.E. de 150 millions de dollars au Fonds d'urgence créé par les Nations unies en faveur des pays sous-développés les plus touchés par la crise du pétrole. Les modalités de ce versement restent encore à fixer.*

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *M. Henri Canonge, nouveau président du Comité économique et social, a insisté le 10 octobre sur la nécessité de renforcer les contacts entre le Comité économique et social et les autres institutions communautaires, notamment avec le Parlement européen.*

Le président a ajouté que, au moment où la Communauté traverse une période particulièrement critique qui remet en cause les équilibres établis dans le monde, « le Comité peut et doit apporter sa contribution pour que l'Europe retrouve sa cohérence et sa vitalité ».



Parlement européen

Débats sur la crise de l'Europe

LA session de septembre du Parlement européen a été ouverte le 24 septembre à Luxembourg par une déclaration du président de la Commission européenne, M. François-Xavier Ortoli, sur l'état actuel de la Communauté. « L'Europe s'interroge sur elle-même, elle a la possibilité de faire de grandes choses, mais il faut d'abord résoudre les problèmes réels qu'elle connait actuellement », a-t-il déclaré.

M. Ortoli, qui a affirmé qu'aucune « manifestation de volonté politique » n'est possible si elle n'est pas liée à des réalisations pratiques dans des domaines bien « concrets », a fixé quelques priorités absolues : la politique énergétique commune (« elle vient tard, mais elle reste quand même indispensable »), la politique régionale (« indispensable pour remettre l'Europe sur rails »), la lutte contre les désordres monétaires et la politique institutionnelle.

Le refus annoncé par le gouvernement de Bonn d'entériner la décision du conseil des ministres de l'agriculture des Neuf de relever de 5 % les prix agricoles au 1er octobre a fait l'effet d'une bombe au Parlement européen.

Le groupe libéral et le groupe D.R.P. (démocrates européens de progrès), qui réunit des députés gaullistes et irlandais, ont réagi aussitôt en demandant une discussion d'urgence au sein du Parlement européen. Les deux groupes ont sollicité « *des explications immédiates de la part de la Commission européenne* ». C'est M. Pierre Lardinois, membre de la Commission européenne chargée de l'agriculture, qui les a données le 26 septembre.

Trois semaines plus tard, dans un débat ouvert le 16 octobre à propos de l'examen du rapport annuel sur la situation économique de la C.E.E., les parlementaires ont fait part de leurs préoccupations à propos de la dégradation de la situation économique dans la Communauté résultant à la fois de la poursuite de la hausse des prix et du quadruplement du prix du pétrole.

Des déclarations de MM. Sauvagnargues et Ortoli

M. Jean Sauvagnargues a fait, devant le Parlement européen, le bilan de la coopération européenne et des « raisons de craindre et d'espérer ». Le ministre des affaires étrangères parlait à la fois en tant que président du conseil des ministres des Neuf et comme président de la conférence des ministres traitant de la coopération politique. Il a souligné l'aggravation des menaces extérieures qui mettent à l'épreuve la Communauté et le « *climat persistant de doute sur la capacité de l'Europe à relever le défi* ».

Le ministre a cité, parmi les raisons d'espérer, le fait que les crises — et cela s'est vu récemment dans le domaine agricole — permettent de vérifier finalement l'attachement de tous aux fondements existants de la solidarité européenne. Autre élément encourageant : l'Europe accroit son audience et attire des partenaires de plus en plus nombreux. Le fait que le Canada et le COMECON proposent d'établir des relations avec elle est un signe de l'accroissement de son poids dans le monde.

Le président de la Commission de la C.E.E., M. François-Xavier Ortoli, a dressé de son côté un tableau réaliste de la situation de la Communauté européenne où, selon lui, existent côte à côte des zones d'ombre et de lumière. Pour lui, deux choses se sont produites qui incitent de nouveau à un début de confiance : la C.E.E. s'est remise au travail sur un certain nombre de points dont les deux principaux sont l'institutionnalisation des rencontres régulières des ministres de l'économie et des finances des Neuf et la mise en place d'une politique globale à l'égard des pays du tiers-monde et du « quart-monde ».

En revanche, le président de la Commission européenne de Bruxelles a mis l'accent sur un certain nombre de faits préoccupants pour l'Europe, dont les principaux sont la substitution progressive de l'idée de coopération à l'idée de communauté et de blocage des mécanismes de décision.

Un vrai débat s'est engagé le 17 octobre pour la première fois au Parlement européen sur le projet de budget 1975. Le Parlement a voté ensuite une résolution par laquelle il s'engage à élaborer, avant le 30 juin 1975, son rapport sur l'union européenne, demandé par le « sommet » de Paris d'octobre 1972, et insiste pour que la Commission et le Conseil des Communautés prennent le même engagement. Le « sommet » de Paris a prévu cette union, en principe, pour 1980.

Signalons enfin deux interventions au Parlement de Strasbourg, l'une de Sir Christopher Soames, répondant à une question sur la forme des liens du Portugal avec la C.E.E., et l'autre de M. Claude Cheysson, sur l'aide aux pays en voie de développement.

CECA

La politique charbonnière commune se précise

DEPUIS que les Neuf se sont engagés le 17 septembre à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie (voir notre précédent numéro), le processus de définition de cette politique se met peu à peu en place. M. Simonet, vice-président de la Commission européenne, chargé des questions énergétiques, a profité de la réunion du comité consultatif de la CECA, qui avait lieu les 3 et 4 octobre à Ajaccio pour préciser les choix que la Commission va demander aux Neuf de faire en matière charbonnière, en application de la décision du 17 septembre.

Ces choix, que le comité consultatif a accueillis favorablement, sur la proposition de son rapporteur, M. C.W. Howard, sont de deux ordres :

1) *S'agissant de l'offre* de charbon, la Commission propose de maintenir à 250 millions de tonnes par an la production houillère des Neuf et d'augmenter de 20 millions de tonnes l'extraction allemande de lignite. Cela suppose une politique active de la main-d'œuvre visant à maintenir un effectif stable, jeune, bénéficiant de conditions de travail attrayantes et confiant dans la sécurité à long terme du métier, mais aussi un doublement des investissements charbonniers actuels, pour à la fois développer la production là où elle est le plus rentable et généraliser l'emploi des techniques les plus modernes. Cela n'est possible, selon Bruxelles, que si les houillères retrouvent la liberté de fixer leurs prix (pour dégager des marges d'autofinancement convenables) et si des prêts extérieurs importants leur sont consentis.

La Commission suggère aussi une politique communautaire d'importation visant à assurer à tous les consommateurs le libre accès au marché mondial, avec encouragement aux entreprises de la Communauté (entreprises minières comprises) de prendre des participations dans l'industrie charbonnière de pays tiers et, pour réduire les frais d'acheminement, de développement des installations portuaires et des infrastructures de transport dans la Communauté, pour que celle-ci profite aussi largement que possible des coûts avantageux du transport par grands navires de mer.

2) *S'agissant de la demande* de charbon, M. Simonet a suggéré l'utilisation à plein des centrales électriques qui marchent au charbon, la reconversion vers la houille des centrales polyvalentes, la signature d'accords de livraison et d'achat à long terme entre l'industrie charbonnière et les producteurs d'électricité ; le maintien du régime de subventions dont bénéficie le charbon à coke utilisé dans l'industrie sidérurgique de la Communauté, enfin la compensation des fluctuations à court terme du marché par la constitution de stocks anticycliques de charbon, bénéficiant d'une aide publique au stockage.

Brusque dégonflement des stocks de charbon

En approuvant ces objectifs généraux, le comité consultatif de la CECA a souligné que la réduction actuelle des stocks de houille rendait impérieusement nécessaire le développement de la production des Neuf. Les sidérurgistes du comité ont toutefois souligné que le risque de pénurie devrait conduire les autorités à ne pas adopter de politique trop restrictive à l'encontre des importations, à la différence de ce que souhaitent les dirigeants des houillères.

A ce propos, des chiffres intéressants ont été cités : en un an (fin 1973 à fin 1974), les stocks de coke auront baissé de plus du tiers, revenant de 14,3 à 9,9 millions de tonnes ; ce recul est essentiellement dû à l'Allemagne, où les réserves ont baissé de près de moitié (5,4 millions de tonnes au lieu de 9,5). Pareillement, les stocks de houille auront diminué de 40 % (8,6 millions de tonnes), pour revenir de 20,9 à 12,3 millions de tonnes ; cette chute est imputable, là encore, à l'Allemagne (— 5,2 millions), mais aussi à la Grande-Bretagne (— 3,1 millions). Pareille réduction des stocks charbonniers en un an prend toute sa signification quand on la compare au montant total des importations de 1974 (43,3 millions) et à celui de la production (240 millions). Ainsi, le dégonflement des stocks (13 millions de tonnes en 1974) a représenté à peu près le tiers des importations totales, ou encore trois semaines de production des Neuf.

La production d'acier reste en hausse

L'acier se porte, en tout cas, fort bien. La production des Neuf a dépassé en septembre de 6 % son niveau de l'année précédente, ce qui porte à 5,1 % le progrès réalisé d'une année sur l'autre durant les neuf premiers mois, en dépit du fort recul de la production britannique (— 16,2 %) lié aux grèves du début de l'année. Sans le Royaume-Uni, l'avancée des autres membres de la CECA est de près de 10 % ! C'est un résultat tout à fait exceptionnel, quand on sait que la production japonaise stagne cette année et que celle des Etats-Unis diminue.

Pour 1975, l'Institut international de l'acier, qui vient de tenir session à Munich, escompte une augmentation de la consommation de l'ordre de 2,8 % aux Etats-Unis, la croissance régressant au cours de la deuxième moitié de l'année. Le Japon sortirait également de son état de récession, avec une augmentation de 7,7 % de sa consommation d'acier. Par contre, l'on s'attend à une légère baisse dans la Communauté élargie (— 1 %), en raison d'une forte diminution prévue au Royaume-Uni où la consommation diminuera sans doute de 15 %.

AIDE A LA RECHERCHE. — *La Commission de Bruxelles a débloqué une deuxième tranche d'un montant de 1,07 million d'unités de compte (à prélever sur le plafond de 7,74 millions d'unités de compte) pour effectuer des recherches charbonnières portant sur les techniques d'abattage du charbon, l'amélioration des conditions de travail dans les mines, la valorisation du charbon. Elle a aussi ouvert un crédit de 6,487 millions d'unités de compte en faveur d'une série de projets de recherche sidérurgique.*

MODERNISATION DE LOGEMENTS OUVRIERS. — *La Commission a accordé un prêt de 76 635 livres sterling pour la modernisation de 104 logements de mineurs et de sidérurgistes irlandais ; c'est le second prêt que l'Irlande reçoit de la CECA.*

AIDE A LA READAPTATION. — *Quelque 7 500 mineurs allemands vont bénéficier d'une aide communautaire pour leur réadaptation professionnelle. Ils travaillaient, jusqu'ici, dans les puits Jacobi et Prosper, d'Oberhausen, au puits Holland, de Gelsenkirchen, et à la cokerie Bismark de la même ville.*

PRET DE RECONVERSION. — *Le Conseil des Neuf a donné son accord à la Commission de Bruxelles pour l'octroi d'un crédit de reconversion industrielle d'un montant de 5 millions de francs français à la société Tubes Euro Lens (Nord/Pas-de-Calais) pour faciliter l'installation d'une fabrique de tubes en cuivre pour échangeurs thermiques.*

UN NOUVEL EMPRUNT *est annoncé par la CECA sur le marché luxembourgeois des capitaux ; d'un montant de 300 millions de francs luxembourgeois (à 10 %), il servira au financement d'investissements dans la Communauté.*

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation des Etats américains

Les relations commerciales avec les Etats-Unis

LA commission spéciale de consultation et de négociation (CECON), qui dépend du Conseil économique et social de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), s'est réunie à Washington le 17 septembre pour examiner les conséquences sur les échanges entre les pays latino-américains et les Etats-Unis du projet de loi sur le commerce soumis au Sénat américain.

Après avoir entendu l'exposé des préoccupations latino-américaines, le représentant de Washington a annoncé l'intention de son gouvernement de créer un sous-groupe intragouvernemental spécial pour les négociations commerciales avec l'Amérique latine.

Conseil de l'Europe

Session de l'Assemblée parlementaire

LA situation en Méditerranée a été au centre des débats de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie en session d'automne à Strasbourg du 24 septembre au 1er octobre. L'Assemblée a ainsi adopté une résolution sur la situation en Espagne, dans laquelle elle demande une « *amnistie générale en faveur de toute personne emprisonnée ou exilée pour des raisons politiques* » et exprime sa « *profonde préoccupation* » devant la censure et la répression dont sont victimes les opposants au gouvernement en place. Donnant suite à l'appel en faveur de la réadmission de la Grèce au sein du Conseil de l'Europe, lancé par le comité des ministres le 20 septembre, l'Assemblée a décidé de ne pas se prononcer sur ce problème avant les élections législatives dans ce pays. En ce qui concerne les suites de la crise de Chypre, l'Assemblée a recommandé au comité des ministres de favoriser les contacts entre les communautés chypriotes turque et grecque.

A propos de la situation au Portugal, l'Assemblée a exprimé à l'unanimité « *le vif espoir que le processus de démocratisation engagé... se poursuivra sans heurts et sans entraves* » et recommandé au comité des ministres d'examiner avec les autorités portugaises les modalités de participation de ce pays aux travaux du Conseil de l'Europe, jusqu'à ce que toutes les conditions de l'admission soient réunies.

Les débats de l'Assemblée ont aussi porté sur le statut juridique de la femme dans les pays membres, l'abolition de la peine de mort, les relations économiques entre l'Europe et le Japon, l'action en faveur des réfugiés et la protection du patrimoine architectural.

COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. — *Au cours d'une session à Strasbourg du 30 septembre au 10 octobre, la commission européenne des droits de l'homme a déclaré l'irrecevabilité d'environ quatre-vingt-dix affaires traitées selon la « procédure sommaire » ; elle a décidé, en application de l'article 48 de la convention européenne des droits de l'homme, de déférer un certain nombre d'affaires devant la Cour européenne des droits de l'homme. Trois d'entre elles ont trait principalement à la liberté d'association, et notamment au droit de fonder des syndicats et de s'y affilier : affaires Syndicat national de la police belge contre Belgique, Syndicats suédois des conducteurs de locomotives contre Suède, Schmidt et Dahlstöm contre Suède. Une autre affaire (Engel et autres contre Pays-Bas) concerne des mesures disciplinaires prises par les autorités militaires néerlandaises contre cinq personnes effectuant leur service militaire.*

En revanche, la commission a décidé de ne pas saisir la Cour de l'affaire Kamma contre Pays-Bas ; elle a constaté le règlement amiable intervenu dans l'affaire Gussenbauer contre Autriche (touchant le système de l'assistance judiciaire dans la procédure criminelle autrichienne), poursuivi l'examen de nombreuses autres affaires, et abordé celui de la requête introduite le 19 septembre par Chypre contre la Turquie.

Croix-Rouge

Conférence sur les armes de nature à causer des maux superflus

PLUS de cent cinquante experts venus d'une cinquantaine de pays ont participé à la conférence d'experts gouvernementaux sur les armes de nature à causer des maux superflus ou à frapper sans discrimination, qui s'est tenue à Lucerne du 24 septembre au 18 octobre. Convoquée par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), la réunion avait pour tâche d'élaborer un rapport à l'intention des gouvernements.

RECONNAISSANCE D'UNE NOUVELLE SOCIETE. — *Le C.I.C.R. a officiellement reconnu, le 10 octobre, la Société nationale de la Croix-Rouge de Gambie, ce qui porte à cent vingt-deux le nombre des sociétés reconnues par le Comité.*

● UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — *La commission des affaires générales de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), réunie à Paris le 14 octobre, a adopté à l'unanimité un rapport sur « l'union européenne et l'U.E.O. », qui examine les conditions politiques de l'organisation d'une défense européenne. Un projet de recommandation accompagnant le rapport charge le conseil de préparer une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Communauté économique européenne consacrée à* « l'examen des exigences d'une politique de défense de l'Europe dans le cadre du traité de l'Atlantique nord ». *Il sera soumis à la session plénière de l'Assemblée de l'U.E.O., qui se tiendra à Paris du 3 au 6 décembre 1974.*

● ORGANISATION DU TRAITE DE L'ASIE DU SUD-EST. — *Dans son rapport annuel diffusé le 8 septembre à Bangkok, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) considère que* « la principale menace pour l'intégrité territoriale de la Thaïlande et des Philippines provient, non pas de la possibilité d'une invasion étrangère imminente, mais de l'état de guerre et de la subversion intérieure ». *Le rapport, dont la publication cette année coïncidait avec le vingtième anniversaire de l'Organisation, souligne qu'en dépit des changements intervenus dans la région et dans le monde, les objectifs restent inchangés : l'établissement d'un* « cadre de stabilité, de paix et de liberté permettant à la région de poursuivre son développement économique et social ».

● UNION INTERPARLEMENTAIRE. — *La soixante et unième conférence de l'Union interparlementaire a terminé ses travaux le 11 octobre. Au cours des débats qui ont duré dix jours, les quatre cent quatre-vingt-neuf délégués représentant soixante-trois pays ont adopté neuf résolutions, dont l'une demandant* « la libération immédiate des parlementaires et autres citoyens chiliens détenus en raison de leurs opinions » *et un autre texte en faveur du retrait des forces israéliennes des territoires arabes occupés. M. G.-S. Dillon (Inde) a été porté à la présidence du Conseil interparlementaire.*

● COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — *La quatorzième conférence du Pacifique sud et la trente-septième session de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) se sont réunies à Rarotonga (îles Cook) du 25 septembre au 7 octobre. La conférence rassemble des délégations représentant les pays et territoires du Pacifique desservis par la Commission, ainsi que les huit membres de la C.P.S. Figuraient à son ordre du jour l'examen du programme de travail de la Commission et son budget pour 1975, un projet de banque régionale de développement, les problèmes de transport dans la région et l'organisation de festivals des arts du Pacifique sud. Outre les activités de la Commission, la conférence a étudié des problèmes intéressant l'ensemble de la région : la sauvegarde de la culture et les investissements étrangers.*

● ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE CRIMINELLE. — *L'assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (O.I.P.C. ou Interpol) a décidé, au cours de sa quarante-troisième session à Cannes, du 18 au 25 septembre, d'intensifier la lutte contre le trafic des stupéfiants : les pays européens verseront à ce titre une contribution égale à 20 % de leur part dans le budget de l'organisation, les Etats-Unis s'engageant, de leur côté, à fournir un crédit supplémentaire de 130.000 dollars. L'assemblée a également examiné le rapport d'activités de l'organisation pour les douze derniers mois et approuvé le budget pour les exercices 1975 et 1976. Les délégués ont étudié en commissions les problèmes liés à la détention, au contrôle et au trafic des armes à feu courtes, à la sécurité dans l'aviation civile et au proxénétisme à l'échelon international.*

Avec l'admission du Honduras, de Qatar et du Rwanda, le nombre des pays membres de l'O.I.P.C. a été porté à cent vingt.

Le carnet des ambassades

● M. Achmad Tahir, ambassadeur d'Indonésie à Paris, s'est rendu, en septembre dernier à Vichy, où il était l'hôte de la municipalité, pour prendre contact avec le Centre audio-visuel de langues modernes (CAVILAM) où cent quarante stagiaires indonésiens ont appris le français.

● A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, M. Tseng Tao, ambassadeur de Chine, a donné une réception, le 1er octobre, dans les salons de l'ambassade.

● Le Dr Ernst Scholz, ambassadeur de la République démocratique allemande, a offert une réception, le 2 octobre, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la R.D.A.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République de Corée et Mme Suk Heun Yun ont donné une réception le 3 octobre.

● L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak, l'attaché militaire et de l'air et Mme Emil Franek ont offert une réception le 4 octobre à l'occasion du trentième anniversaire de l'armée populaire tchécoslovaque.

● En l'honneur de M. Ivan Oudalzov, président de l'agence de presse Novosti, en visite en France, M. Stepan Tchervonenko, ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a donné une réception le 17 octobre.

● A l'occasion de la fête nationale des héros, l'ambassadeur de la Jamaïque et Mme Probyn Vivian Marsh ont offert une réception le 21 octobre.

● L'ambassadeur du Canada et Mme Léo Cadieux ont donné une réception le 22 octobre à l'occasion de la visite à Paris du premier ministre du Canada et de Mme Pierre Elliott Trudeau.

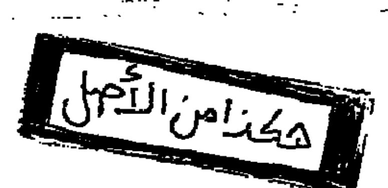
● A l'occasion du cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et la France et de la visite de la délégation du soviet suprême de l'U.R.S.S., conduite par M. Vitali Rouben, président du soviet des nationalités, l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et Mme Stepan Tchervonenko ont offert une réception, le 28 octobre, dans les salons de l'ambassade.

Nécrologie

● M. Paul G. Hoffman, premier administrateur du plan Marshall, est décédé. Nommé à ce poste, avec rang de ministre par le président Truman le 6 avril 1948, M. Hoffman en démissionna en septembre 1950. De 1959 à 1972, il devait diriger les activités de l'ONU dans le domaine du développement.

Calendrier des fêtes nationales

16-30 NOVEMBRE	
19 MONACO	Fête nationale
22 LIBAN	Anniversaire de l'indépendance
28 LA BARBADE	Fête nationale
28 MAURITANIE	Fête nationale
29 ALBANIE	Fête nationale
29 YOUGOSLAVIE	Anniversaire de la République socialiste fédérative
1er-15 DECEMBRE	
1 REPUBLIQUE CENTRAFRIC.	Fête de l'indépendance
5 THAILANDE	Anniversaire du roi
6 FINLANDE	Fête de l'indépendance
11 HAUTE-VOLTA	Fête nationale
12 KENYA	Anniversaire de l'indépendance



LE MONDE DIPLOMATIQUE

ARGENTINE

La terreur blanche et les chemins de l'armée

Par ALAIN LABROUSSE

LES commandos de tueurs frappent : dirigeants syndicaux, avocats, artistes, réfugiés politiques tombent tour à tour sous leurs balles. On ne sait s'il faut évoquer le Brésil, pays à qui revient le sinistre privilège d'avoir « inventé » les « escadrons de la mort », l'Uruguay où ils furent ensuite « exportés », le Guatemala, qui détient le record d'exécutions — six cents — en une seule année. La terreur s'installe. Ceux qui en ont les moyens quittent le pays. D'autres — certains réfugiés politiques en provenance du Chili, dont aucun pays ne veut (1) — n'en ont même pas la possibilité légale.

Qui se dissimule derrière le sigle A.A.A. (2), dont la signification est elle-même controversée ? Selon quels critères ses victimes sont-elles choisies ? Quelle est la responsabilité du gouvernement dans cette vague d'assassinats ? La réponse à ces questions ne peut être tentée que si l'on replace le terrorisme dans le contexte global de la situation argentine depuis le retour du général Peron, le 20 juin 1973.

AVANT même que l'avion qui ramenait pour la seconde fois le vieux leader en Argentine ne se pose sur l'aéroport d'Ezeiza, où l'attendaient plus de trois millions de personnes, des commandos d'extrême droite ouvraient le feu sur des colonnes de manifestants venus de la banlieue ouvrière et encadrés par les militants de la Jeunesse péroniste. Bilan : au moins cinquante morts et des centaines de blessés. Des « prisonniers » étaient torturés dans les chambres de l'hôtel de l'aéroport.

Une semaine plus tard, les militaires uruguayens mettaient hors la loi le Parlement, et l'armée chilienne procédait à une répétition générale. On ne put s'empêcher de faire le rapprochement. Avec le gouvernement d'Hector Campora, un mouvement nationaliste et anti-impérialiste, la Jeunesse péroniste (J.P.), et sa direction politique, l'organisation Montoneros, avaient conquis d'importantes positions à l'intérieur de l'appareil d'Etat. Ezeiza annonçait la défenestration du Tio (tonton) Campora le 13 juillet 1973. Peron allait devoir se charger lui-même de faire respecter le « pacte social » (3) : en usant de l'immense prestige dont il jouissait auprès des masses, grâce à une législation répressive, et enfin pour mater les récalcitrants — secteurs ouvriers combatifs qu'organisait en particulier la Jeunesse travailleuse péroniste (J.T.P.), filiale de la J.P. — en utilisant des groupes armés : Commandos d'organisation (C.D.O.), tueurs de la Jeunesse syndicale péroniste (J.S.T.) ou de la C.G.T. elle-même. Ainsi, par exemple, le 26 janvier 1974, dix-sept bombes explosent dans des locaux de la J.P. à travers le pays. Le 2 février, Hugo Mazzoli, ouvrier de la construction, est assassiné sur un chantier. En mai, quatre militants du Parti socialiste des travailleurs (P.S.T.) sont exécutés. On pourrait multiplier les exemples. La J.P. à elle seule a vu assassiner quatre-vingts de ses militants sous Peron.

Pour faire bonne mesure, le gouvernement rappelle les commissaires Villar et Margaride, techniciens de la répression et de la torture sous la dictature militaire. En mai 1974, le Montonero Alberto Campa, rescapé du massacre de Trelew (4), est passé à la « gégène », comme dans le bon vieux temps.

Mais surtout, cette politique d'intimidation s'inscrivait dans le cadre du renforcement de la législation répressive : en particulier par la réforme du Code pénal ratifiée le 7 avril, destinée en principe à combattre la subversion, mais qui est en fait un outil de répression politique et syndicale. Elle se prolonge par la suppression progressive de la presse d'opposition : le 14 mars, le journal *El Mundo* est interdit par décret. Le 10 avril, c'est le tour des revues de la gauche péroniste *El Descamisado* et *Militancia*.

Il est par conséquent inexact de dater de la mort de Peron l'apparition de la répression et du terrorisme. Mais il est incontestable que sa mort, le 1er juillet, en privant le pouvoir d'un important facteur d'adhésion populaire, va entrainer un usage croissant de la violence répressive. D'autant plus que les luttes ouvrières s'étendent : grève du zèle des ouvriers des usines Renault de Cordoba, conflits menés par les syndicats du sucre de Tucuman, des typographes de Buenos-Aires, de Bagley (biscuiterie), Tensa (métallurgie), Propulsora (sidérurgie), etc.

LA Jeunesse péroniste essaie de son côté de faire oublier l'anathème jeté sur elle par Peron le 1er mai et de « récupérer » l'héritage du leader. C'est pourquoi les exécutions ont d'abord pour fonction de démoraliser les secteurs de la classe ouvrière et du mouvement étudiant où elle est implantée.

C'est le sens qu'il faut donner aux assassinats à La Plata, les 6 et 7 août, d'Horacio Chavez, soixante-huit ans, de son fils Rolando, de Carlos Pieri, quarante-huit ans, dirigeant du syndicat du pétrole, et de Luis Marcor, dirigeant étudiant, et à ceux de trois autres militants de la J.P. le 22 août. Le 7 septembre, le fils âgé de sept mois de Raul Laguzzi, recteur normalisateur de l'université de Buenos-Aires, est tué à la suite d'un attentat à la bombe. Le 20 septembre est assassiné Julio Troxler, héros de la résistance péroniste, un des rares survivants du massacre de Léon-Suarez en 1956. Nommé sous-chef de la police de Buenos-Aires par Campora, il avait été « démissionné » par Peron.

MAIS la gauche syndicale marxiste exerce elle aussi une influence non négligeable, en particulier à Cordoba, où elle contrôle les syndicats de l'automobile, de l'électricité, des enseignants, etc.

D'autre part, l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.), bras armé du Parti révolutionnaire des travailleurs (P.R.T.), non seulement confirmait le 10 août sa capacité opérationnelle malgré un échec à Catamarca, mais aussi une capacité de mobilisation comme l'avait révélé la réunion de vingt mille militants à Rosario pour le congrès du Front anti-impérialiste et pour le socialisme (F.A.S.). En assassinant le 31 juillet Rodolfo Ortega Peña, avocat de trente-six ans, député du « péronisme de base », l'une des figures les plus respectées de la gauche révolutionnaire argentine, on éliminait un des liens possibles entre la gauche péroniste et le mouvement révolutionnaire argentin.

On peut donner un sens analogue à l'assassinat d'Atilio Lopez, ex-vice gouverneur de Cordoba, dirigeant d'un secteur modéré de la C.G.T., qui avait conclu à diverses reprises des accords avec les secteurs marxistes.

Parallèlement, des coups très sérieux ont été portés à l'aile politique et de masse de la guérilla avec les assassinats des avocats Alfredo Curuchet et Silvio Frondizi.

MAIS il est apparu, à partir de la seconde semaine de septembre, que l'étape du terrorisme « sélectif » était dépassée. Désormais, il s'agissait de mettre en condition l'ensemble de la population. Des députés qui représentent l'opinion démocratique sont sur la liste des personnes à abattre. Des acteurs, des artistes, des journalistes ont été exécutés ou menacés et ont quitté précipitamment le pays.

Une campagne de terreur se déclenchait parallèlement contre les étrangers. Le 30 août, l'A.A.A. revendiquait l'enlèvement de l'Uruguayen Andrès Correa, accusé par elle d'être un tupamaro. Les 11 et 12 septembre, quatre de ses compatriotes étaient séquestrés à leur tour. Quelques jours plus tard, indice de la coopération entre les dictatures voisines et la C.I.A., le général Prats était assassiné. Il existe aujourd'hui en Argentine un climat de xénophobie aggravé par les persécutions policières, qui n'est pas sans rappeler celui qui régnait au Chili au moment du coup d'Etat. Situation d'autant plus grave qu'il n'existe pratiquement plus de presse d'opposition pour dénoncer ces faits à la suite de l'interdiction du quotidien *Noticias* le 27 août, et de *Causa Peronista* le 6 septembre.

Une telle situation implique la participation d'amples secteurs de l'appareil répressif et une orchestration partant « d'en haut ».

L'Uruguayen Andrès Correa, enlevé par l'A.A.A., a été retrouvé... dans la prison de Villa-Devoto. L'attentat contre Ortega Peña a été commis à moins de 100 mètres d'un commissariat de police, devant lequel la circulation était déviée, au moment du crime, par des voitures placées en travers de la rue. Quant à l'assassinat de Silvio Frondizi, il a été précédé d'un impressionnant déploiement de forces : voitures, francs-tireurs, etc. Sa famille a résisté les armes à la main. La police n'a cependant fait son apparition que cinquante minutes plus tard. Pour ne pas parler des policiers-gardes du corps qui, dans le cas du recteur Laguzzi comme de Prats, s'éclipsent quelques instants avant l'attentat.

L'opinion qui prévaut à Buenos-Aires est que les « exécutants » sont des mercenaires argentins et internationaux couverts et appuyés par la police et des corps spécialisés des trois armes.

IL n'est pas douteux que la violence pratiquée par l'extrême gauche durant toute cette période n'est pas quantitativement comparable à celle de la droite. Cette dernière a largement pris l'initiative en matière de provocation, en particulier à l'égard de la Jeunesse péroniste, mouvement dont la direction nationaliste et petite-bourgeoise était plus que disposée à jouer le jeu du réformisme et du populisme. Cependant on ne peut nier que des exécutions revendiquées par les Montoneros, comme celle du secrétaire de la C.G.T. José Rucci, même s'il s'agissait d'un agent du patronat, ou celle de Mor Roig, ex-ministre du général Lanusse qui avait couvert le massacre de Trelew, étaient pour le moins aventuristes.

Le cas du P.R.T.-E.R.P. est différent. Si cette organisation a condamné les assassinats politiques, elle n'a par contre cessé de monter des actions contre l'armée : commandement de la santé, casernes d'Azul, de Villa-Maria, etc. Seize de ses militants tombés à Catamarca n'ont vraisemblablement pas été tués au cours des combats, mais capturés et fusillés : aucun blessé, corps criblés de balles, traces de poudre sur les vêtements... Les prisonniers ont été sauvagement torturés. Il n'en reste pas moins que l'exécution des militaires décidée en représailles — cinq officiers avaient été tués le 15 octobre — ne peut que contribuer à alourdir le climat de terreur dans lequel vit la population et accentuer le repli du mouvement ouvrier. Ainsi la nouvelle loi sur la sécurité de l'Etat punit sévèrement *« l'incitation aux grèves déclarées illégales »*, *« l'altération de la paix sociale »*, les délits d'opinion, et supprime dans les faits la liberté de presse. Agustin Tosco, René Salamanca et des dizaines de dirigeants syndicaux sont recherchés.

Il n'est pas impossible que ce climat de terreur prépare le retour sur le devant de la scène d'une armée qui a tiré les leçons de l'échec politique et économique des militaires en Uruguay et au Chili.

L'ACTION d' « Isabelita » et celle de son conseiller Lopez Rega, ministre du bien-être social, ne peuvent se développer qu'avec la bénédiction de l'armée. Le rôle qui est dévolu au gouvernement actuel est apparemment de décapiter les organisations de gauche, politiques et syndicales, avant de lancer une offensive de grand style contre la guérilla, appuyée par la police et les « corps spécialisés ».

Le climat de violence provoqué par la répression pourrait alors préparer — à moins que l'impatience des militaires « ultras » ne précipite les événements — le retour d'une armée qui tenterait pour un temps d'apparaître comme « péruvienne », rétablirait l'ordre et la paix, et proposerait un projet économique reprenant le vieux rêve péroniste : renégocier avec l'impérialisme les conditions de la dépendance, mais en concentrant tous les pouvoirs entre les mains d'une institution forte et centralisée, préparée à « gérer » le pays.

Quelle que soit la forme prise par les futurs gouvernements anti-populaires, comment ne pas voir que l'Argentine (5) est en train de s'aligner à son tour, après le bref intermède d'une libéralisation ambiguë, sur les régimes qui oppriment le Brésil, l'Uruguay, la Bolivie ou le Chili (6) ?

---

(1) Comme Luis Latronica, réfugié politique uruguayen venu du Chili et sous la protection du haut commissariat aux Nations unies, qui a été enlevé par l'A.A.A. après qu'un visa lui eut été refusé par l'ambassade de France et celles de divers pays.

(2) D'abord Alliance anti-impérialiste, l'organisation signe aujourd'hui Alliance anti-communiste argentine.

(3) Signé le 7 juin entre la C.G.E. (patronat) et la C.G.T.

(4) Le 22 août 1972, à la suite de l'évasion de six guérilleros qui détournaient un avion sur le Chili, seize militants de l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) et des Montoneros étaient abattus par leurs gardiens, à Trelew, dans le sud du pays.

(5) Vient de se constituer un Comité d'information et de soutien à l'Argentine en lutte (CISAL), dont le siège est au 94, rue Notre-Dame-des-Champs, à Paris.

(6) La démission du ministre de l'économie, José Gelbard, et l'annonce du voyage de la présidente au Chili sont à cet égard significatives.

Dans ce numéro :